TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Découvrez l'économie française et européenne

2021







Coordination
Marjorie Martin
Louison Thomas-Billot

Contribution
Insee
Ministère du Travail, Dares
Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Depp
Ministère de la Culture, Deps
Ministère des Solidarités et de la Santé, Drees
Ministère de la Transition écologique, SDES
Ministère de la Justice, SDSE
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, SIES
Ministère de l'Intérieur, SSMSI

Directeur de la publication
Jean-Luc Tavernier

Design graphique
Odile Samson

Image de couverture
© georgeclerk / gettyimages.fr

Composition
Jouve

Éditeur
Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier,
92541 MONTROUGE CEDEX
www.insee.fr

Avertissement

La version interactive de ce tableau de bord est actualisée régulièrement sur insee.fr avec les dernières données. Cette version imprimée a été extraite au 15 juillet 2021.

Les comparaisons européennes s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat. Elles peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique. Sur le site d'Eurostat, les chiffres essentiels pour les comparaisons européennes sont actualisés régulièrement.

Une version anglaise de ce tableau de bord est disponible sur insee.fr.

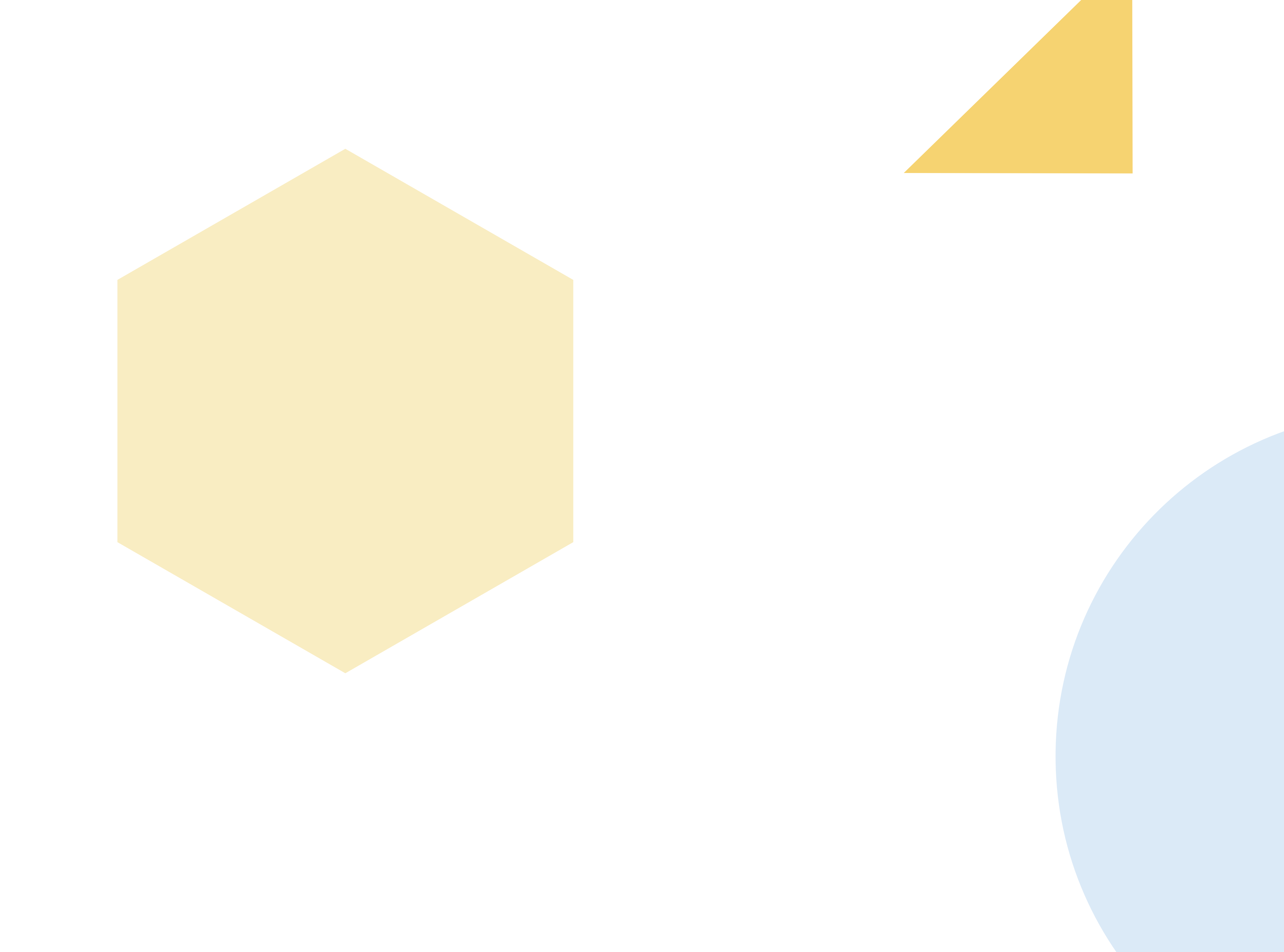
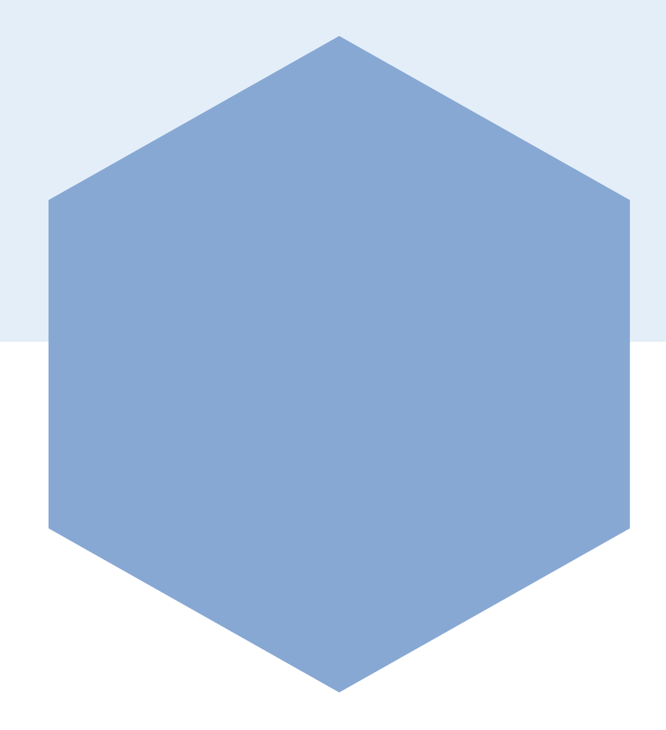
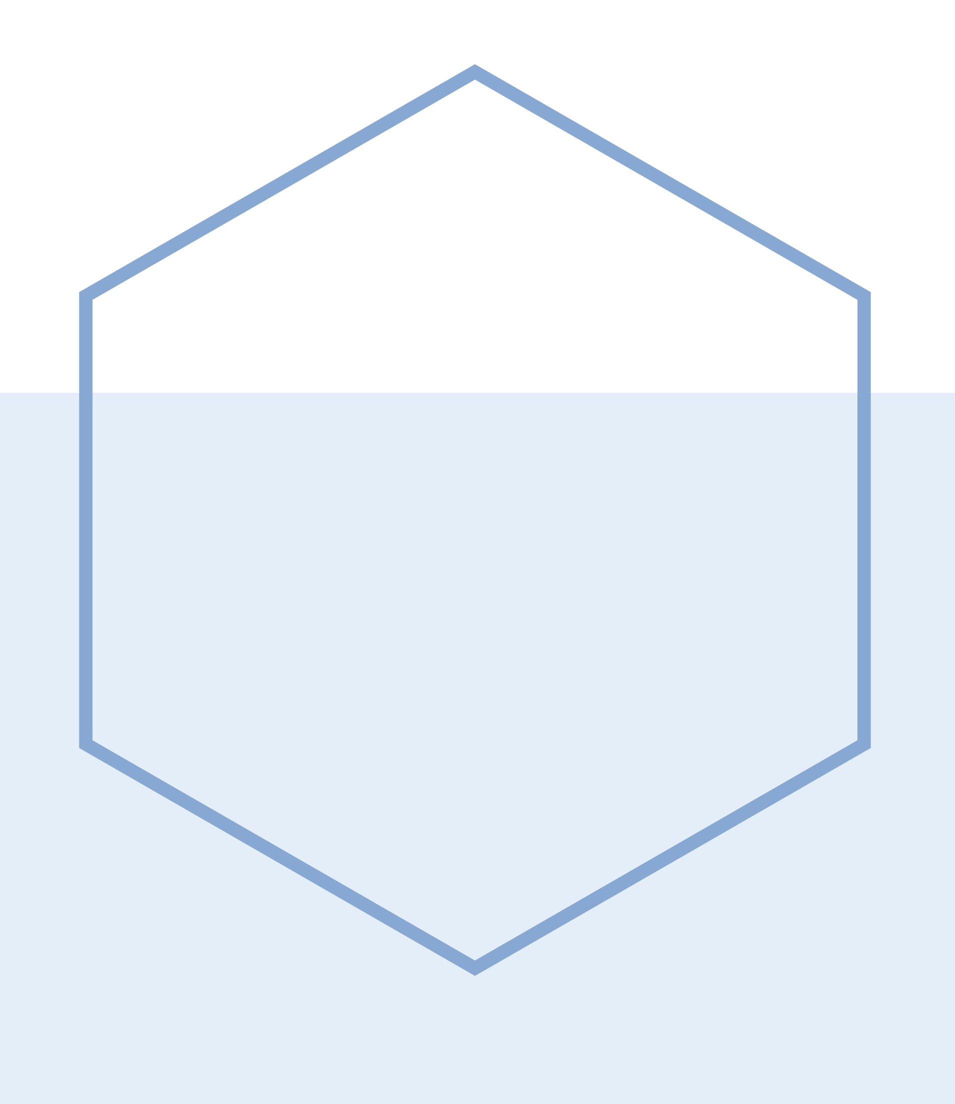


TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE





Économie



Économie générale

En 2020, le **produit intérieur brut (PIB)** chute de 7,9 % en volume. Ce recul est très largement consécutif à la crise sanitaire liée à la Covid-19 : l'économie a été fortement perturbée par l'épidémie. La baisse mesurée cette année est ainsi la plus importante de l'histoire des comptes nationaux français, établis depuis 1949.

En 2020, les services principalement marchands représentent 56 % de la **valeur ajoutée**. La valeur ajoutée industrielle ne représente plus que 13 % de la valeur ajoutée totale attestant de la tertiarisation de l'économie engagée depuis plusieurs décennies.

En moyenne, sur l'année 2020, les prix à la consommation augmentent de 0,5 %. **L'inflation** n'a jamais dépassé 3 % depuis le début des années 1990. Auparavant les pics d'inflation étaient fréquents.

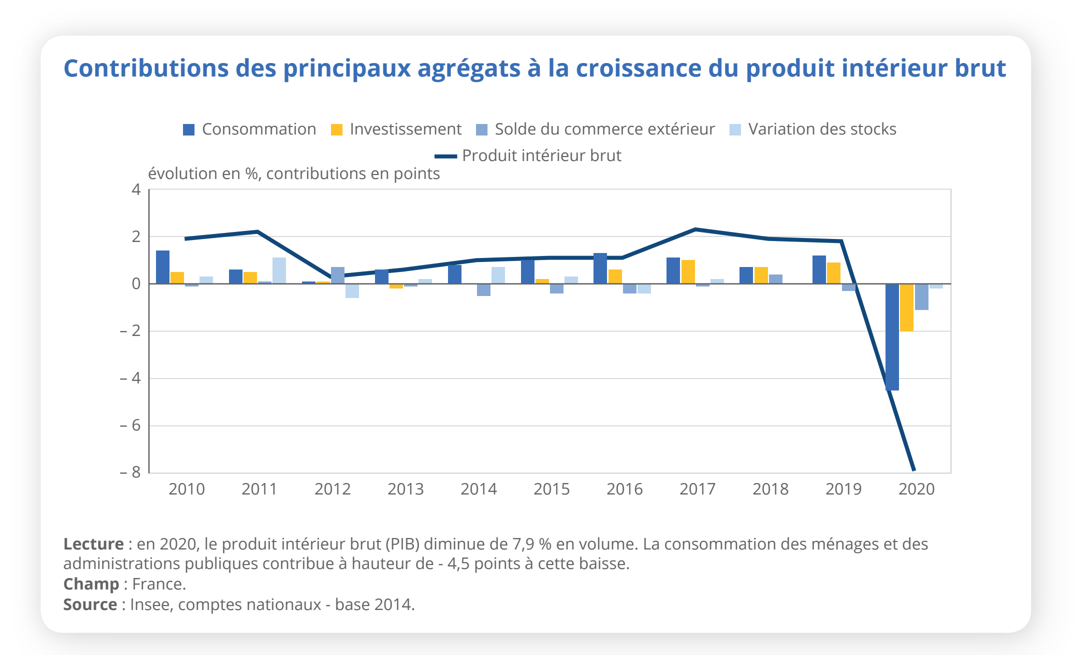
En 2020, malgré le fort ralentissement de l'activité, le **pouvoir d'achat** du **revenu disponible** augmente de 0,4 %. Cette évolution, mesurée sur l'ensemble des ménages, inclut l'effet de la croissance de la population. Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par **unité de consommation** est stable à 0,0 %. Avec les mesures de restriction, la consommation des ménages chute en 2020. Le **taux d'épargne** atteint ainsi 21,4 % du revenu disponible brut alors qu'il fluctuait autour de 15 % depuis le début des années 1990.

Le **taux de marge** des **sociétés non financières** qui était relativement stable depuis le début des années 90 a fléchi à la suite de la récession de 2008 mais s'est redressé depuis. En 2019, il est revenu à son niveau antérieur autour de 33 %, artificiellement majoré par le chevauchement de la dernière année du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et de son remplacement par un allègement de cotisations sociales. En 2020, le taux de marge s'établit à 31,8 %, un niveau proche de celui observé entre 2015 et 2018.

En savoir plus

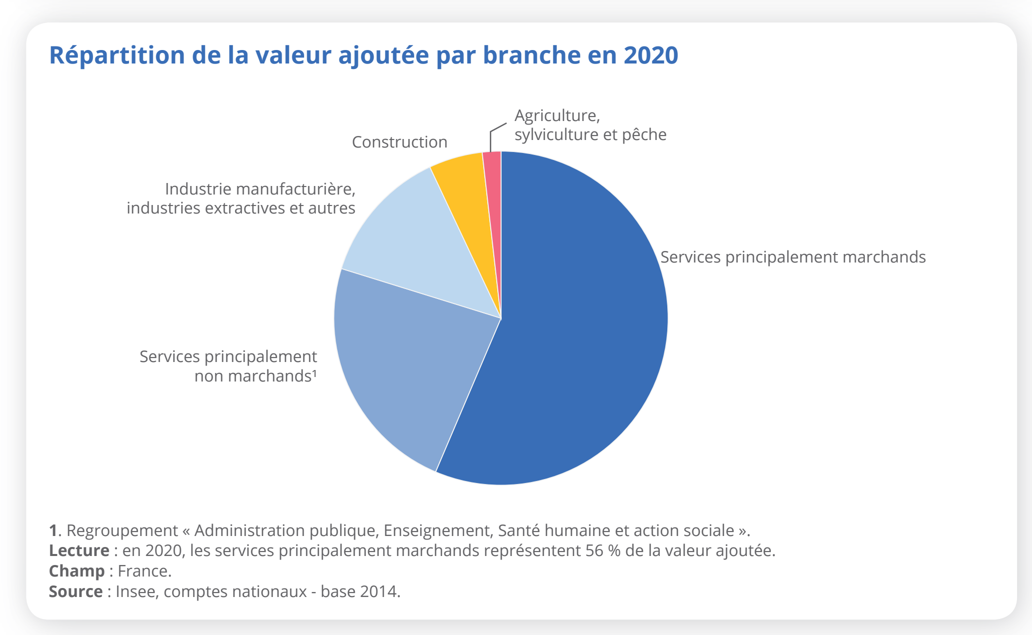
« Les comptes de la Nation en 2020 », *Insee Première* n° 1860, mai 2021.

Contributions des principaux agrégats à la croissance du produit intérieur brut



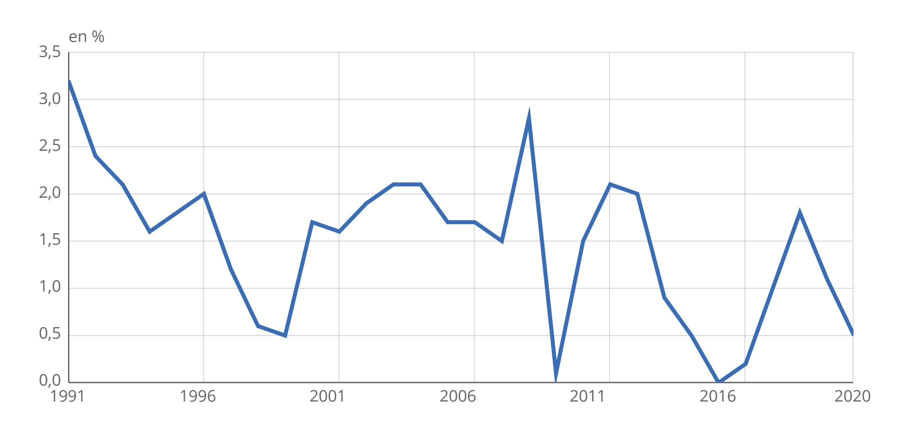
Lecture : en 2020, le produit intérieur brut (PIB) diminue de 7,9 % en volume. La consommation des ménages et des administrations publiques contribue à hauteur de - 4,5 points à cette baisse.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Répartition de la valeur ajoutée par branche en 2020



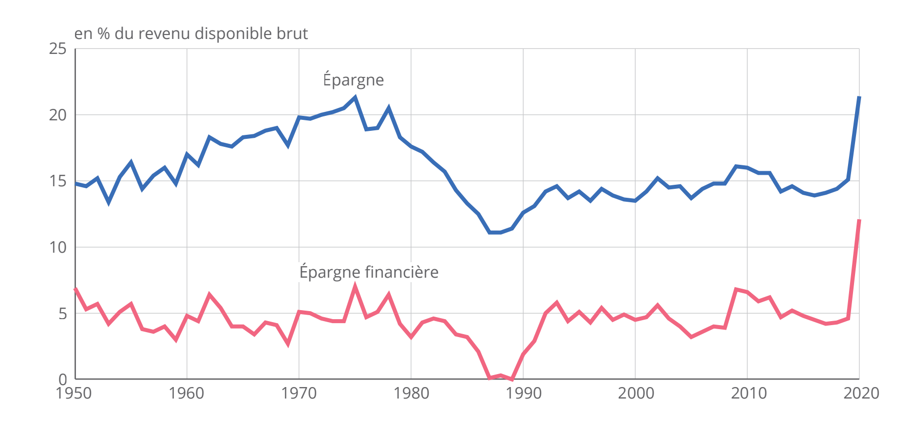
1. Regroupement « Administration publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale ».
Lecture : en 2020, les services principalement marchands représentent 56 % de la valeur ajoutée.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



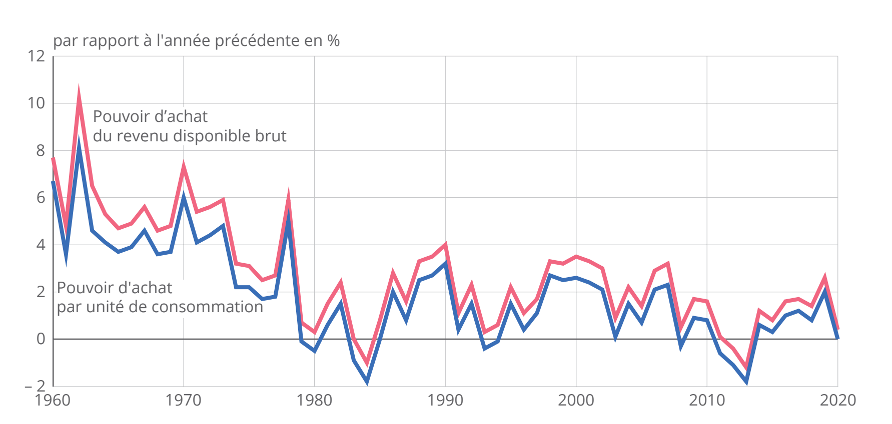
Lecture : en moyenne, sur l'année 2020, les prix à la consommation augmentent de 0,5 %.
Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.
Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Taux d'épargne des ménages



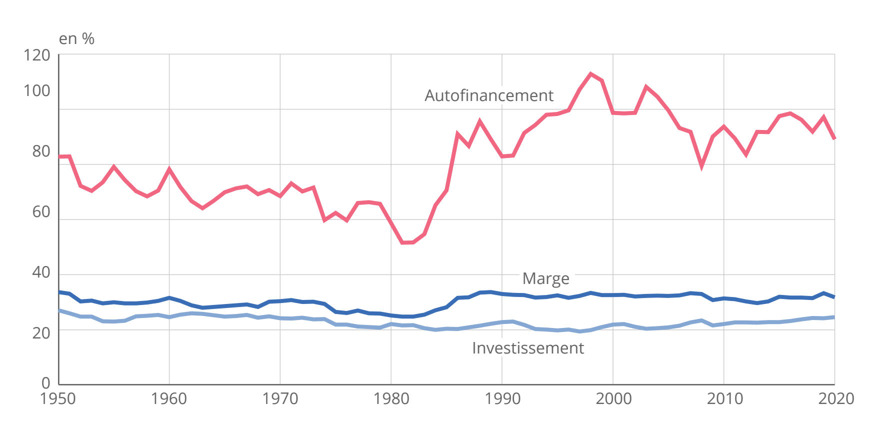
Lecture : en 2020, le taux d'épargne des ménages est égal à 21,4 % et le taux d'épargne financière à 12,1 %.
Champ : ménages y compris entrepreneurs individuels.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat



Note : l'évolution du pouvoir d'achat est déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.
Lecture : en 2020, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut augmente de 0,4 %. Ramené à une unité de consommation, il est stable à 0,0 %.
Champ : France, ménages y compris entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières

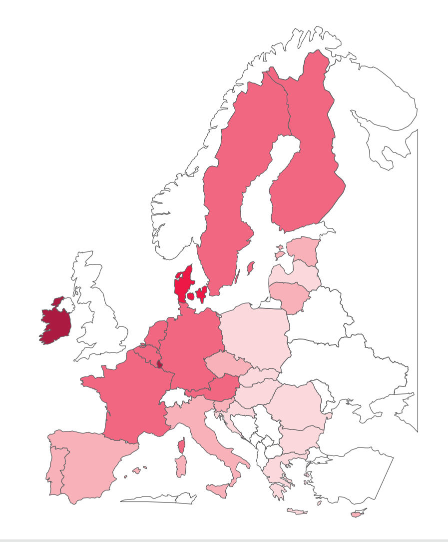


Lecture : en 2020, le taux de marge est égal à 31,8 %, le taux d'investissement à 24,6 % et le taux d'autofinancement à 89,1 %.
Champ : France, sociétés non financières, hors entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Produit intérieur brut par habitant en 2020

base 100 pour l'Union européenne

- Moins de 77
- De 77 à moins de 103
- De 103 à moins de 136
- De 136 à moins de 211
- 211 ou plus

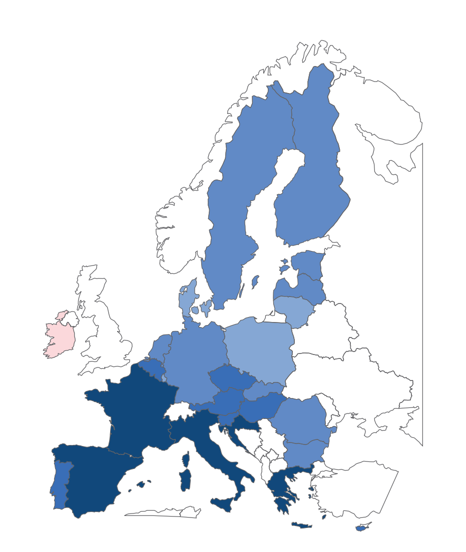


Note : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA).
Lecture : en 2020, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est 1,03 fois plus élevé que celui de la moyenne de l'Union européenne à 27.
Source : Eurostat (extraction du 23 juin 2021).

Évolution du produit intérieur brut en 2020

par rapport à l'année précédente en volume en %

- Moins de – 7,6
- De – 7,6 à moins de – 4,8
- De – 4,8 à moins de – 2,7
- De – 2,7 à moins de 0
- 0 ou plus



Note : les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés.
Lecture : en 2020, en France, le produit intérieur brut (PIB) diminue de 7,9 % en volume contre – 6,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Source : Eurostat (extraction du 23 juin 2021).

Finances publiques

En 2020, le **déficit public** s'établit à 212,0 milliards d'euros, soit 9,2 % du **produit intérieur brut (PIB)**. Résultat d'une crise sanitaire et économique inédite, la dégradation du déficit public provient en premier lieu de la chute des recettes fiscales. Les **administrations publiques** centrales portent ainsi l'essentiel du déficit public (159,0 milliards d'euros). Les administrations de sécurité sociale enregistrent également un lourd déficit, à 48,8 milliards d'euros, alors qu'elles affichaient un excédent de 14,5 milliards d'euros en 2019. Le déficit des administrations locales se creuse à 4,2 milliards d'euros en 2020.

Le poids des **dépenses publiques** dans le PIB a fortement augmenté (+ 6,4 points) et atteint 61,8 % en 2020. Les prestations sociales représentent plus de 40 % des dépenses publiques et les dépenses de santé un peu moins de 15 %. Sur longue période, le poids dans le PIB des dépenses publiques est passé de 34,7 % en 1960 à 55,4 % en 2019.

En 2020, les recettes reculent (– 5,0 %), mais moins que le PIB en valeur, si bien que le poids des recettes dans le PIB progresse légèrement (+ 0,3 point) à 52,6 %. Sur longue période, le poids des recettes dans le PIB a progressé, de 35,9 % en 1960 à 52,3 % en 2019, mais moins rapidement que les dépenses. Les **prélèvements obligatoires** ont suivi la même tendance, passant de 30,3 % du PIB en 1960 à 43,8 %, puis à 44,5 % en 2020, même s'ils se sont stabilisés entre 40 % et 45 % du PIB depuis le début des années 80.

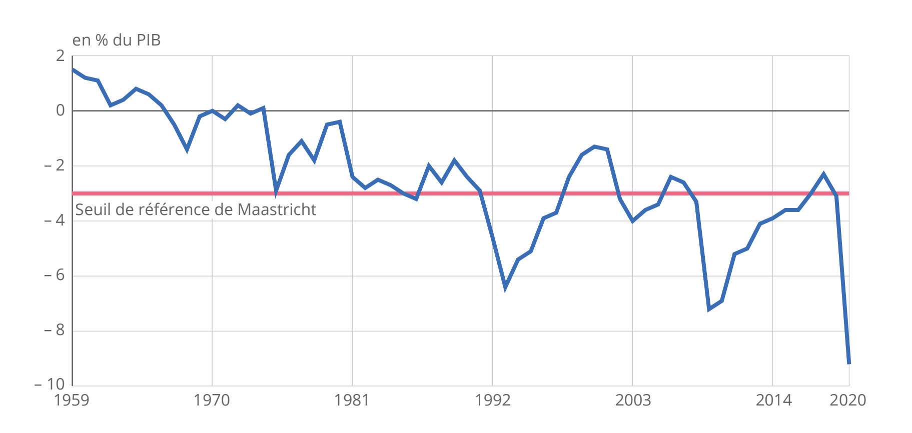
En 2020, la **dette publique** bondit à 115,1 % du PIB, cette hausse étant portée par les administrations publiques centrales et les administrations de sécurité sociale essentiellement. Sur le long terme, la dette publique a crû de façon continue, passant de 21,3 % en 1978 à 97,6 % en 2019, conséquence des déficits récurrents.

En savoir plus

« Le compte des administrations publiques en 2020 », *Insee Première* n° 1859, mai 2021.

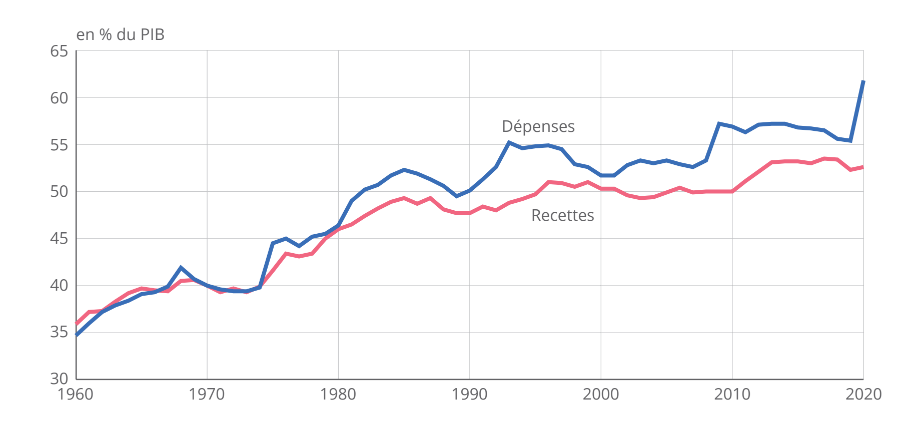


Solde des finances publiques en 2020



Note : un des critères de Maastricht impose que le déficit public annuel ne doit pas être supérieur au seuil de référence (- 3 % du produit intérieur brut (PIB)).
Lecture : en 2020, le solde des finances publiques de la France s'élève à – 9,2 % du PIB.
Sources : Banque centrale européenne ; Eurostat (extraction du 3 mai 2021).

Dépenses et recettes publiques



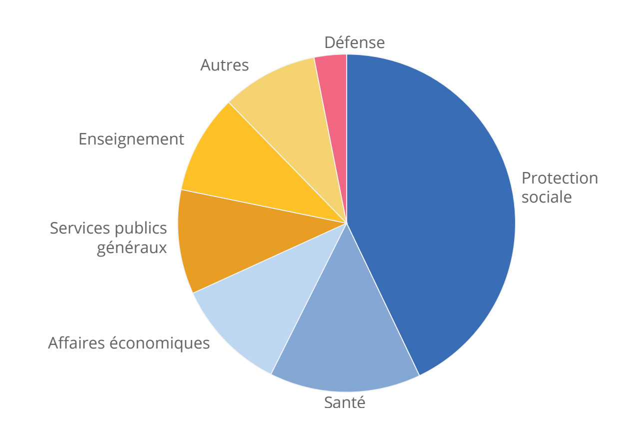
Lecture : en 2020, les dépenses publiques représentent 61,8 % du produit intérieur brut (PIB), les recettes 52,6 %.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Capacité ou besoin de financement des administrations publiques en 2020

	en milliards d'euros
État + Odac[1]	– 159,0
Administrations publiques locales	– 4,2
Administrations de sécurité sociale	– 48,8
Déficit public notifié	**– 212,0**

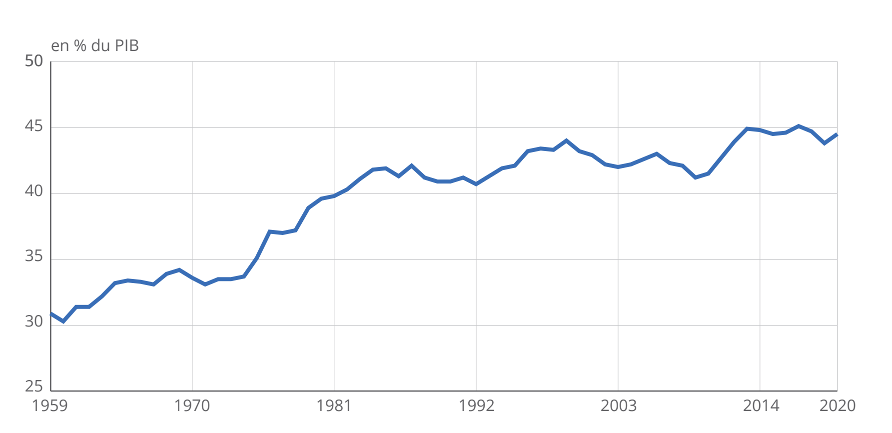
1. Organismes divers d'administration centrale.
Lecture : en 2020, le solde des finances publiques est déficitaire. Il s'élève à – 212,0 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Structure des dépenses publiques en 2019



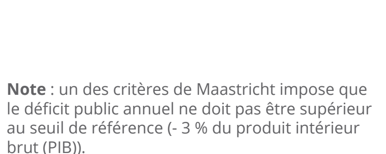
Lecture : en 2019, la protection sociale représente 42,9 % du montant des dépenses publiques.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

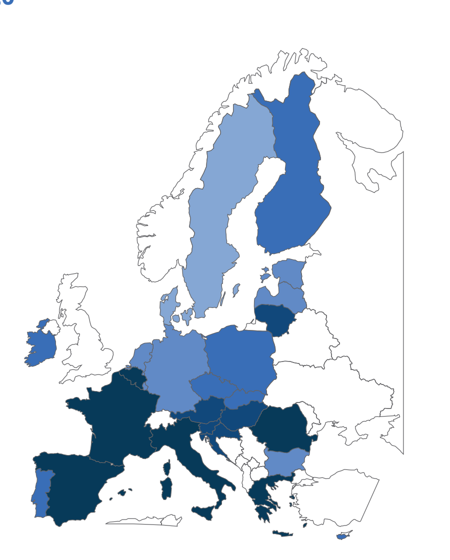
Part des prélèvements obligatoires



Note : hors cotisations sociales imputées et crédit d'impôt.
Lecture : en 2020, les prélèvements obligatoires représentent 44,5 % du produit intérieur brut (PIB).
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

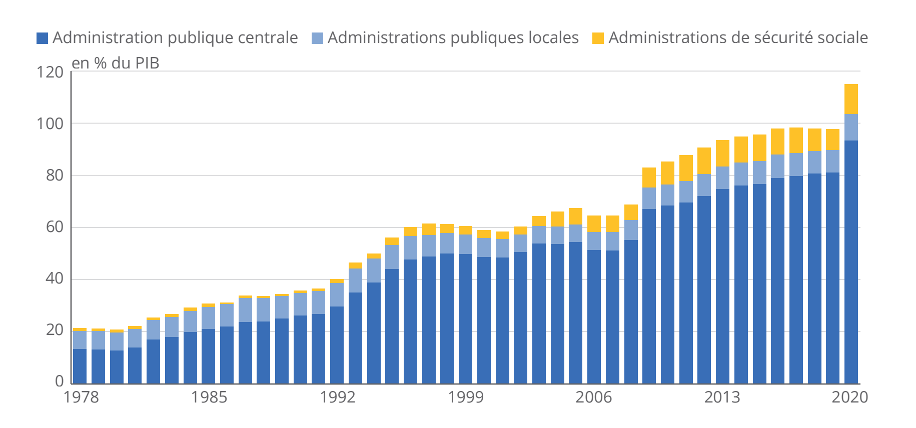
Solde des finances publiques en 2020





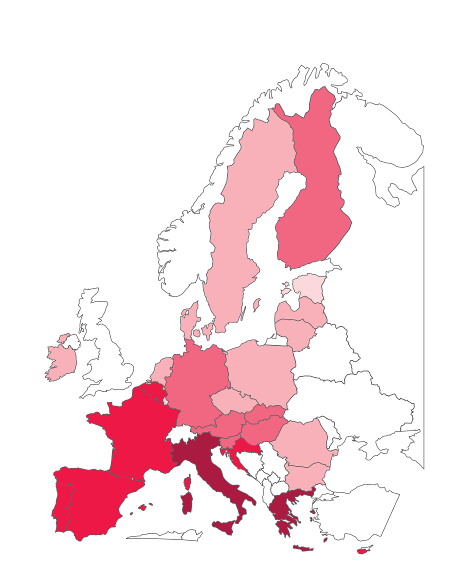
Note : un des critères de Maastricht impose que le déficit public annuel ne doit pas être supérieur au seuil de référence (- 3 % du produit intérieur brut (PIB)).
Lecture : en 2020, le solde des finances publiques de la France s'élève à – 9,2 % du PIB.
Sources : Banque centrale européenne ; Eurostat (extraction du 3 mai 2021).

Dette des administrations publiques au sens de Maastricht par sous-secteur



Lecture : au 31 décembre 2020, la dette des administrations publiques centrales s'élève à 93,4 % du produit intérieur brut (PIB).
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Dette publique en 2020



Note : un des critères de Maastricht impose que la dette publique annuelle ne doit pas être supérieure au seuil de référence (60 % du produit intérieur brut (PIB)).
Lecture : en 2020, la dette publique de la France s'élève à 115,7 % du PIB, contre 90,7 % du PIB en moyenne dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Source : Eurostat (extraction du 7 mai 2021).

Commerce extérieur

En cinquante ans, l'interdépendance croissante des économies s'est traduite par une augmentation de la part des échanges extérieurs dans le **produit intérieur brut (PIB)**. La part des **exportations** comme des **importations** de biens et services a plus que doublé en France entre 1968 et 2020, passant de 14 % à environ 29 % du PIB. Si importations et exportations ont suivi des évolutions globalement similaires, le **solde des échanges extérieurs** de biens et services a néanmoins connu des périodes excédentaires et déficitaires. En 2020, ce solde s'élève à – 46,5 milliards d'euros ; rapporté au total des échanges, il reste proche de l'équilibre, les exportations couvrant 93 % des importations en 2020.

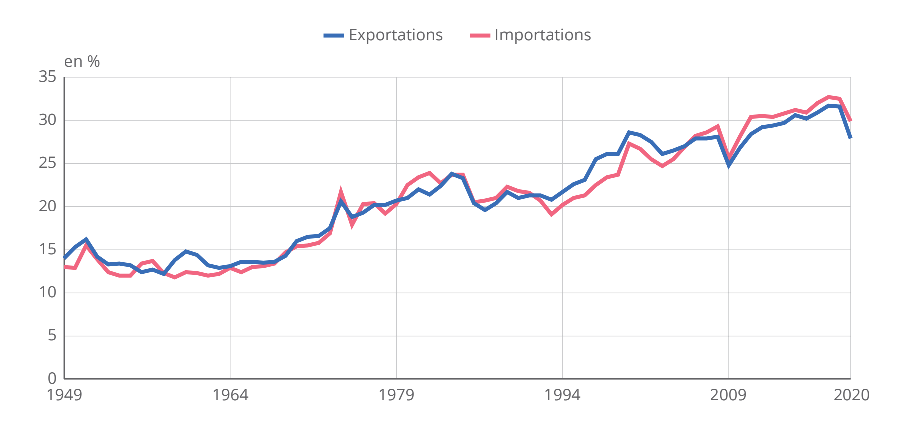
Le commerce extérieur en **biens** est déficitaire depuis 2004. Il l'est notamment dans les biens énergétiques, la France important la majeure partie de ses hydrocarbures. En 2020, la France dégage un excédent dans les produits alimentaires (dont les boissons alcoolisées) et les matériels de transports. Le commerce extérieur en **services** est lui excédentaire depuis 1988. Cet excédent s'explique principalement par le **solde touristique** : la France est l'une des premières destinations touristiques mondiales et les dépenses des non-résidents en France sont supérieures à celles des résidents français à l'étranger.

Les principaux partenaires commerciaux de la France sont l'Allemagne et ses autres voisins européens, les États-Unis et la Chine.

En 2019, les investissements directs se soldent par une sortie nette de capitaux, le flux des **investissements étrangers** en France (30,2 milliards d'euros) étant inférieurs à celui des français à l'étranger (34,5 milliards d'euros).

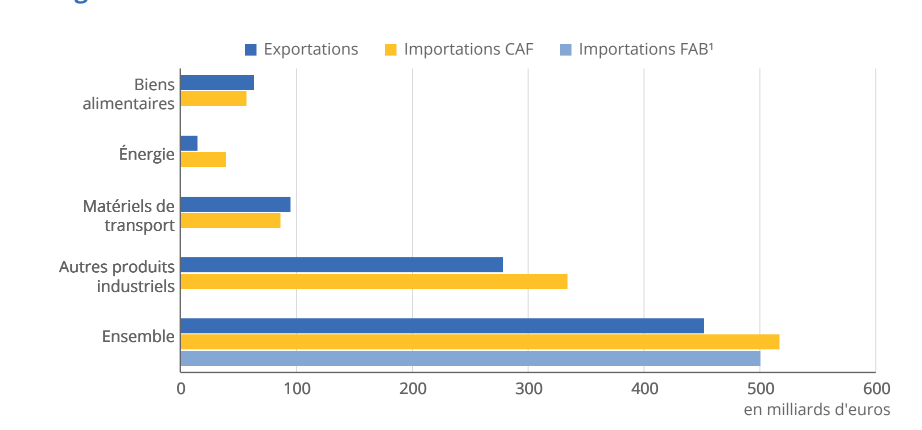


Part des échanges extérieurs de biens et services dans le produit intérieur brut



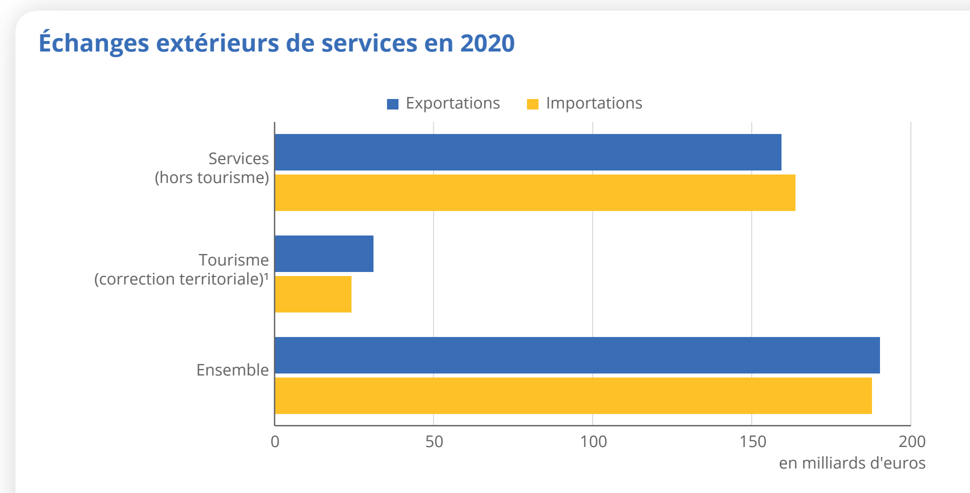
Lecture : en 2020, les exportations représentent 27,9 % du produit intérieur brut (PIB) et les importations 29,9 %.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Échanges extérieurs de biens en 2020



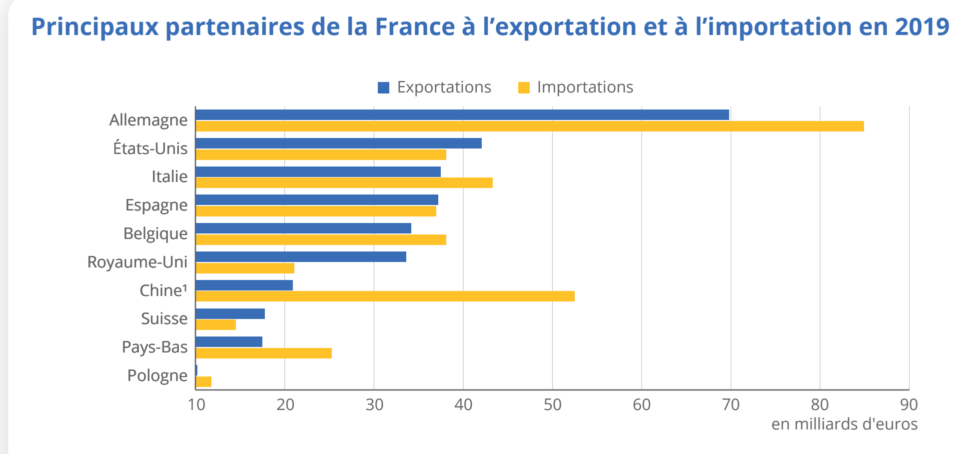
1. La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement.
Lecture : en 2020, les exportations (mesurées FAB) de biens alimentaires représentent 63,4 milliards d'euros, les importations (valorisées CAF) 57,2 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Échanges extérieurs de services en 2020



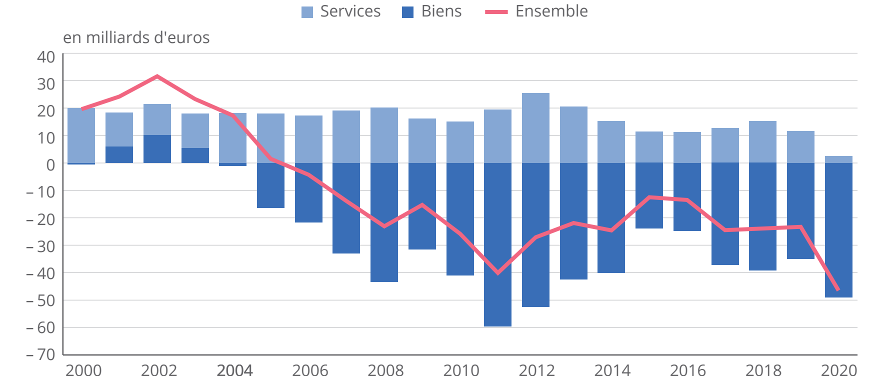
1. Dépenses des non-résidents en France pour les exportations, dépenses des résidents à l'étranger pour les importations.
Lecture : en 2020, les exportations des services (hors tourisme) représentent 159,3 milliards d'euros, les importations 163,7 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation en 2019



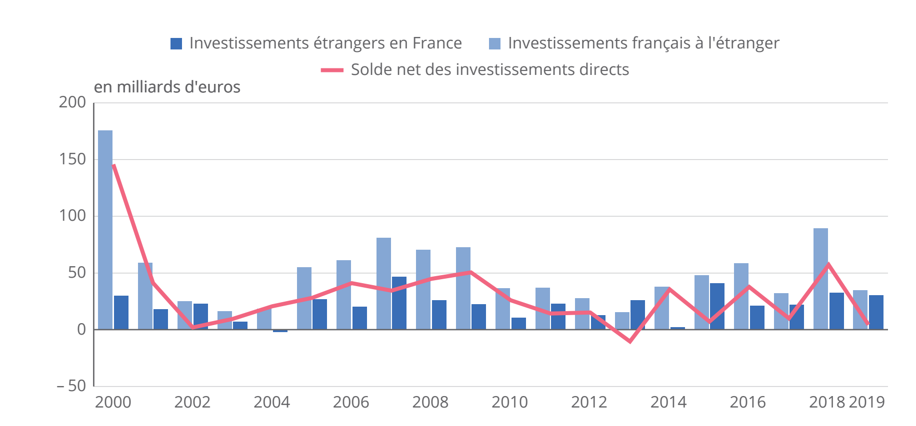
1. Hors Hong Kong.
Lecture : en 2019, la France exporte 69,8 milliards d'euros (FAB) de biens en Allemagne. Elle importe 84,9 milliards d'euros (CAF) de biens en provenance d'Allemagne.
Champ : échanges de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 euros et hors matériel militaire, y compris estimation des « retards ».
Source : DGDDI, diffusion des résultats de mars 2020.

Solde du commerce extérieur



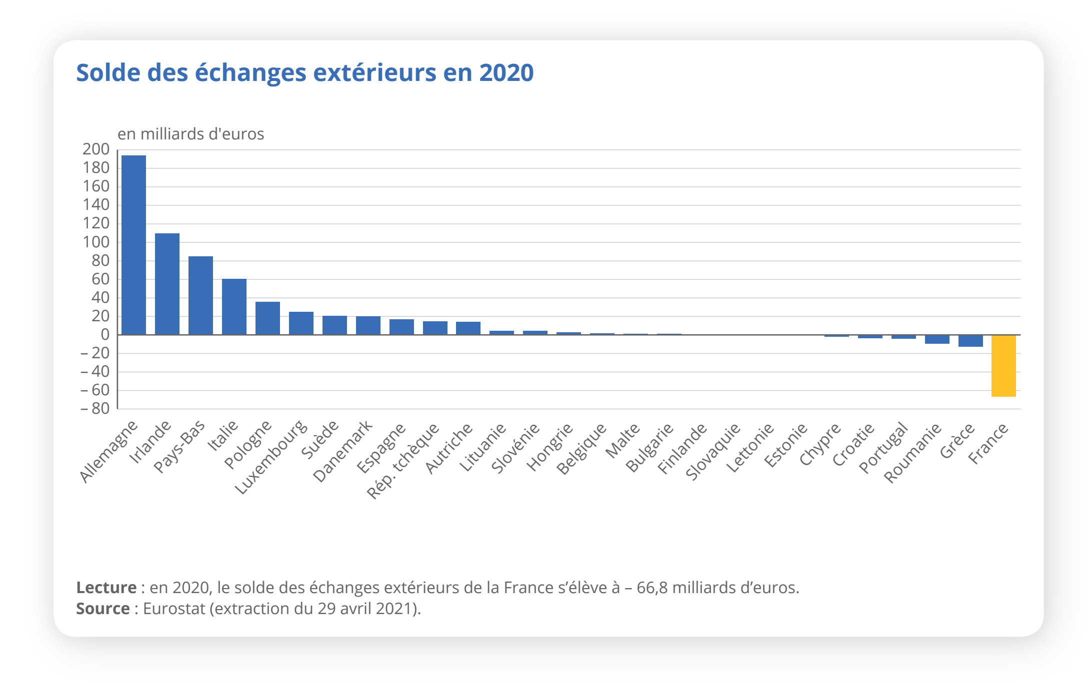
Lecture : en 2020, le solde du commerce extérieur s'élève à - 46,5 milliards d'euros : - 49,0 milliards d'euros pour les échanges de biens et + 2,5 milliards d'euros pour les échanges de services.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



Lecture : en 2019, le flux des investissements directs étrangers en France s'élève à 30,2 milliards d'euros, celui des français à l'étranger à 34,5 milliards d'euros. Le solde net s'établit à 4,3 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Banque de France.





Lecture : en 2020, le solde des échanges extérieurs de la France s'élève à – 66,8 milliards d'euros.
Source : Eurostat (extraction du 29 avril 2021).



Démographie

Évolution et structure de la population

Au 1er janvier 2021, la France compte 67,4 millions d'habitants : 65,2 millions en métropole et 2,2 millions dans les cinq départements d'outre-mer. Les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes : 34,8 millions contre 32,6 millions. En outre, la population française vieillit avec l'avancée en **âge** des *baby-boomers* : 20,7 % de la population a 65 ans ou plus, et 17,7 % a moins de 15 ans. Si les tendances démographiques se maintenaient, la France compterait 76,4 millions d'habitants au 1er janvier 2070 et la part des 65 ans ou plus atteindrait 28,7 % en 2070.

La population augmente de 0,2 % en 2020, soit à un rythme plus modéré qu'en 2019 (+ 0,3 %). De 2014 à 2018, la population augmentait en moyenne de 0,4 % par an. En 2020, le **solde naturel**, différence entre les nombres de naissances et de décès est estimé à + 67 000. En 2016, il avait atteint son niveau le plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il n'a cessé de baisser depuis lors et atteint de nouveau un point très bas en 2020. Cette baisse est due au recul des naissances qui se poursuit (– 17 000 par rapport à 2019), mais surtout à la très forte hausse du nombre des décès pendant la pandémie de Covid-19 (+ 56 000 par rapport à 2019). La moitié de la croissance de la population en 2020 est ainsi due au solde naturel et l'autre moitié au **solde migratoire**, estimé à + 87 000 personnes.

En savoir plus

« Bilan démographique 2020 », *Insee Première* n° 1846, mars 2021.



Population au 1er janvier 2021











Note : données provisoires arrêtées à fin février 2021.
Champ : France.
Source : Insee, estimations de population.

Population par sexe

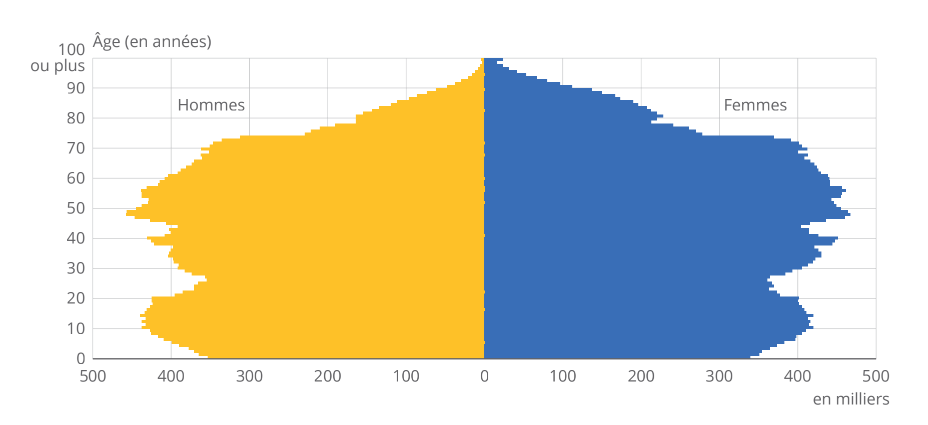
en milliers

Femmes
Hommes

36 000, 34 000, 32 000, 30 000, 28 000, 26 000
1990, 1998, 2006, 2014, 2021

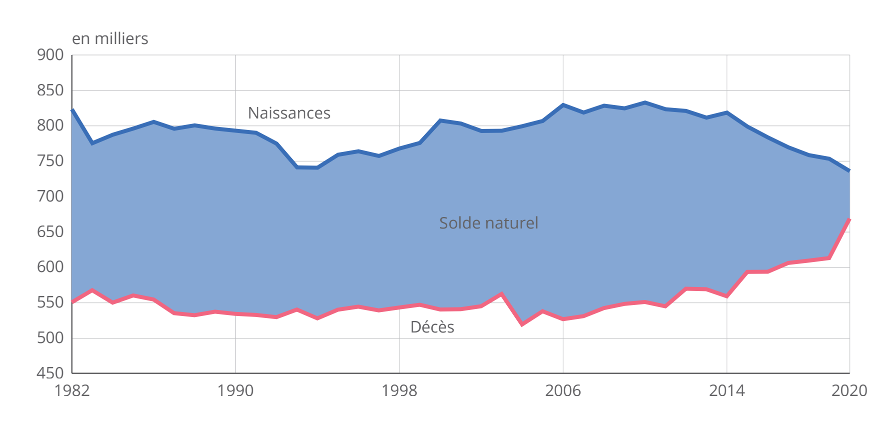
Lecture : au 1er janvier 2021, la France compte 34 847 000 femmes et 32 560 000 hommes.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population.

Population par âge en 2021



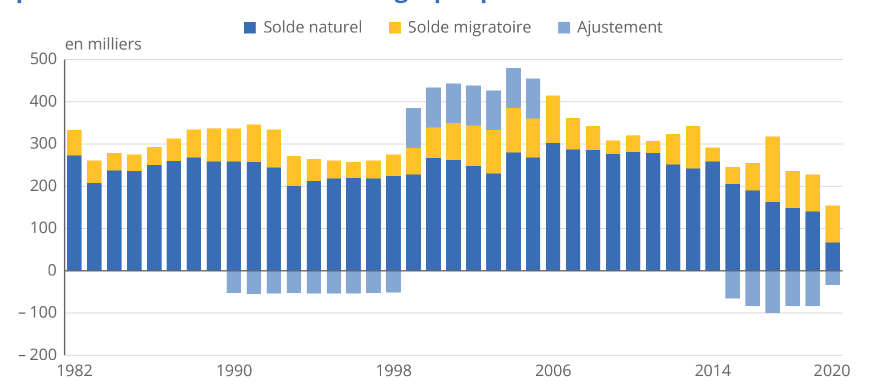
Note : données provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : au 1er janvier 2021, la France compte 430 000 hommes et 451 000 femmes âgés de 40 ans.
Champ : France.
Source : Insee, estimations de population.

Nombre de naissances, de décès et solde naturel



Note : données 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021. Les naissances sont les naissances d'enfants montrant un signe quelconque de vie, c'est-à-dire les naissances vivantes.
Lecture : en 2020, 736 000 naissances vivantes et 669 000 décès sont enregistrés. Le solde naturel s'établit à + 67 000.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

Composantes de la croissance démographique

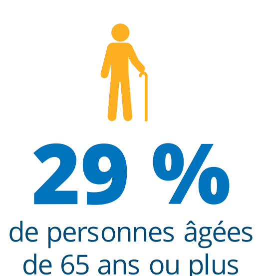


Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021 ; à partir de 2015, un ajustement est introduit. Entre 1990 et 2005, un ajustement avait été aussi introduit.
Lecture : au 1er janvier 2018, la population augmente en apparence de + 217 677 habitants : + 163 279 habitants dû au solde naturel, + 154 661 habitants dû au solde migratoire et – 100 263 dû à l'ajustement. À questionnaire identique, l'augmentation est estimée à + 317 940 habitants.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Projection de population à l'horizon 2070



76,4
millions
d'habitants

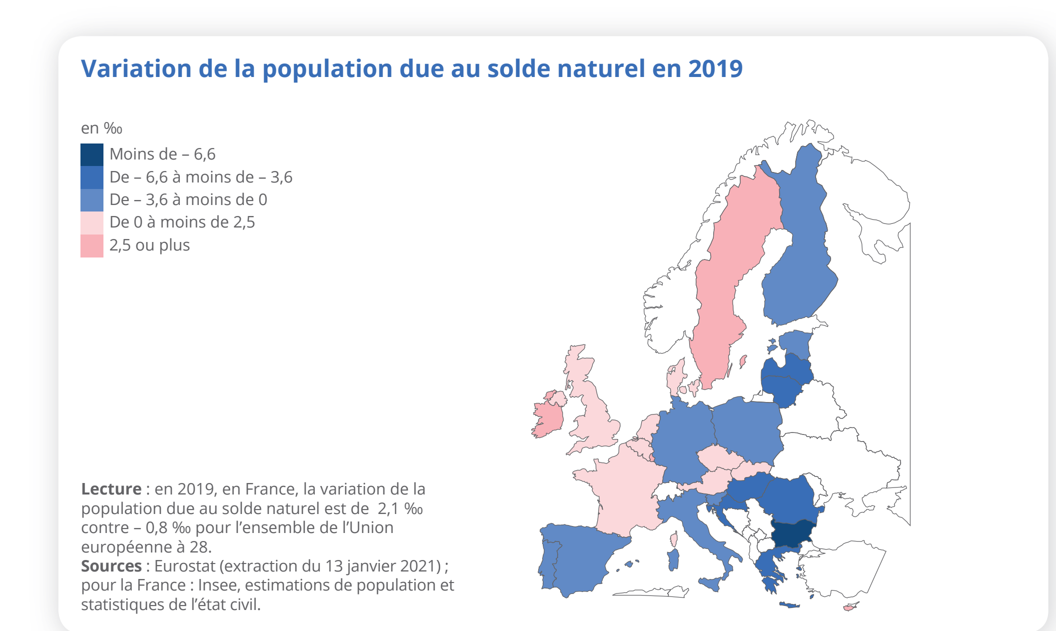


29 %
de personnes âgées
de 65 ans ou plus

Lecture : au 1er janvier 2070, la France compterait 76,4 millions d'habitants selon le scénario central des projections démographiques.
Champ : France.
Source : Insee, scénario central des projections de population 2013-2070.

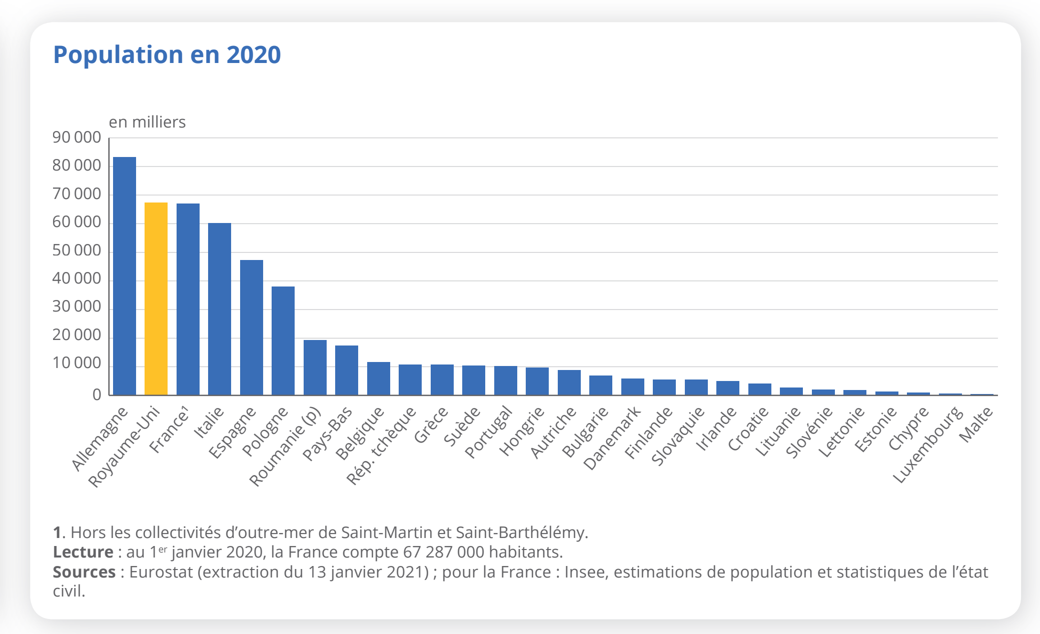


Variation de la population due au solde naturel en 2019



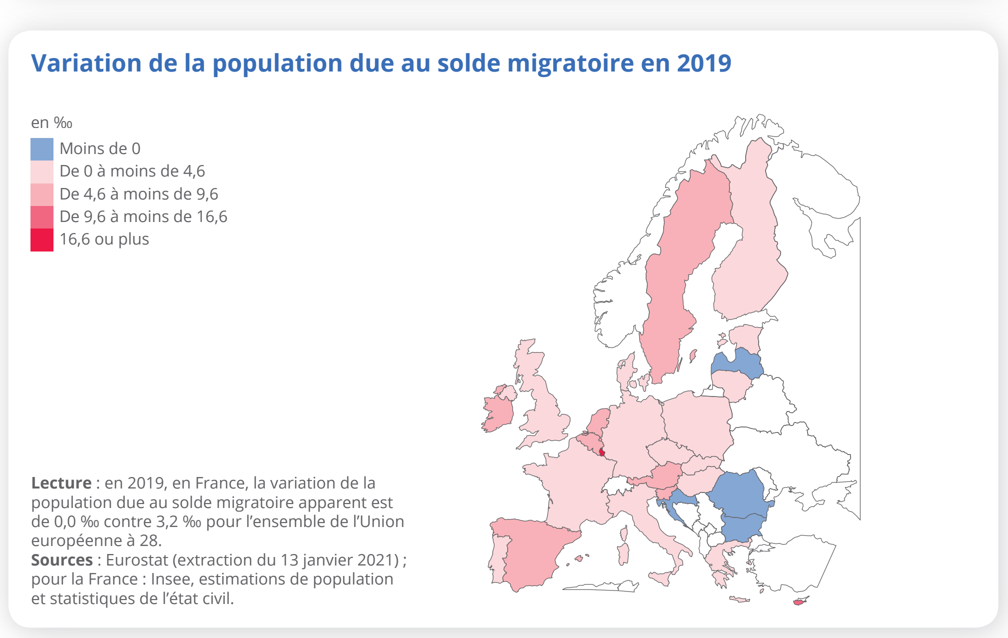
Lecture : en 2019, en France, la variation de la population due au solde naturel est de 2,1 ‰ contre – 0,8 ‰ pour l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Sources : Eurostat (extraction du 13 janvier 2021) ; pour la France : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Population en 2020



1. Hors les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélémy.
Lecture : au 1er janvier 2020, la France compte 67 287 000 habitants.
Sources : Eurostat (extraction du 13 janvier 2021) ; pour la France : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Variation de la population due au solde migratoire en 2019



Lecture : en 2019, en France, la variation de la population due au solde migratoire apparent est de 0,0 ‰ contre 3,2 ‰ pour l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Sources : Eurostat (extraction du 13 janvier 2021) ; pour la France : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Naissances – Fécondité

En 2020, 736 000 bébés sont nés en France, soit 17 000 **naissances** de moins qu'en 2019 (– 2,3 %). Le nombre de naissances diminue chaque année depuis six ans. Cette baisse ne concerne, toutefois, pas les enfants nés d'au moins un parent étranger. En 2019, ces derniers représentent un quart de l'ensemble des naissances.

Si la baisse semblait marquer le pas en 2019 (– 0,7 %), elle repart de nouveau en 2020. Cette baisse s'explique par la diminution de la population féminine en âge de procréer et, plus encore, par celle de sa fécondité. Le nombre de femmes de 20 à 40 ans, les plus fécondes, décroît en effet depuis le milieu des années 1990. Par ailleurs, **l'indicateur conjoncturel de fécondité** est en baisse pour la sixième année consécutive. En 2020, il s'établit à 1,83 enfant par femme, contre 1,86 en 2019 et autour de 2,00 entre 2006 et 2014.

Les femmes de 25 à 34 ans sont les plus fécondes en 2020. Toutefois, la baisse de leur fécondité, amorcée dans les années 2000 pour les 25 à 29 ans et en 2011 pour les 30 à 34 ans, s'accentue depuis 2015. La fécondité des femmes les plus jeunes (15 à 24 ans) diminue régulièrement depuis 2011. La fécondité des femmes de 35 à 39 ans a augmenté du début des années 1980 jusqu'en 2015 et compensait la baisse aux autres âges jusqu'à cette date ; depuis 2015, ce n'est plus le cas puisqu'elle reste stable. L'âge moyen à l'accouchement continue de croître régulièrement : 30,8 ans en 2020, contre 29,9 ans dix ans plus tôt.

Les femmes nées en 1950 ont eu en moyenne durant leur vie 2,12 enfants. C'est également le cas pour les femmes de la génération 1960. Celles nées en 1970 en ont eu moyenne 2,01.

En savoir plus
« Bilan démographique 2020 », *Insee Première* n° 1846, mars 2021.

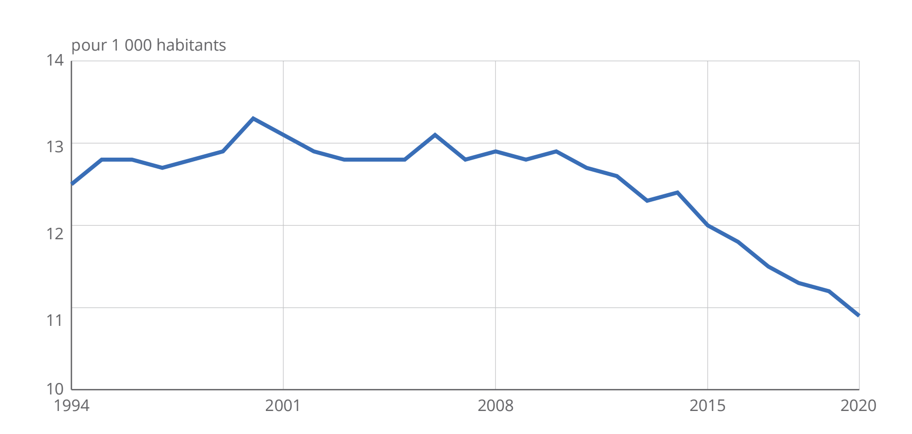
FRANCE



736 000
naissances en 2020

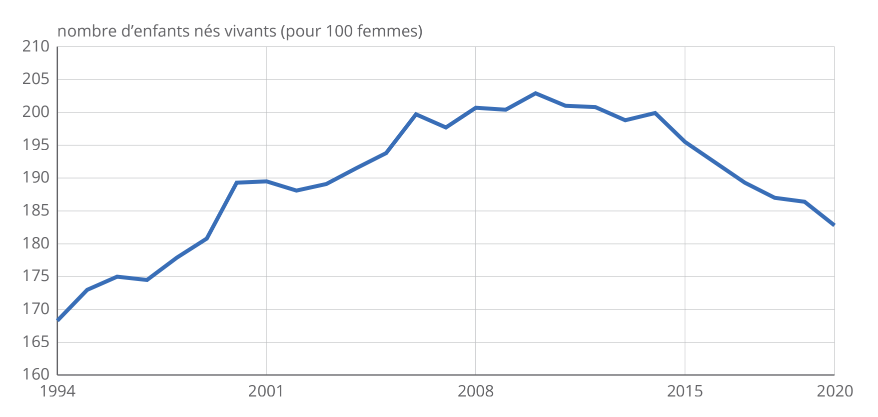
Note : donnée provisoire arrêtée à fin février 2021. Naissances d'enfants montrant un signe quelconque de vie, c'est-à-dire naissances vivantes.
Champ : France.
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

Taux de natalité



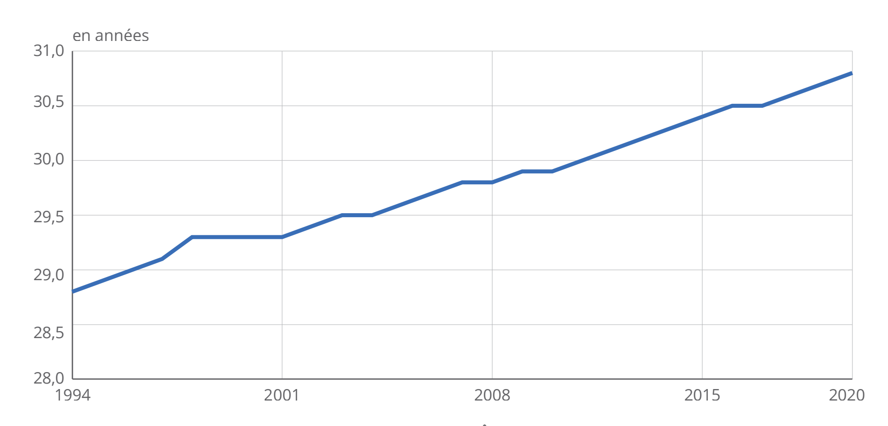
Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : en 2020, il y a eu 10,9 naissances vivantes (taux de natalité) pour 1 000 habitants.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Indicateur conjoncturel de fécondité



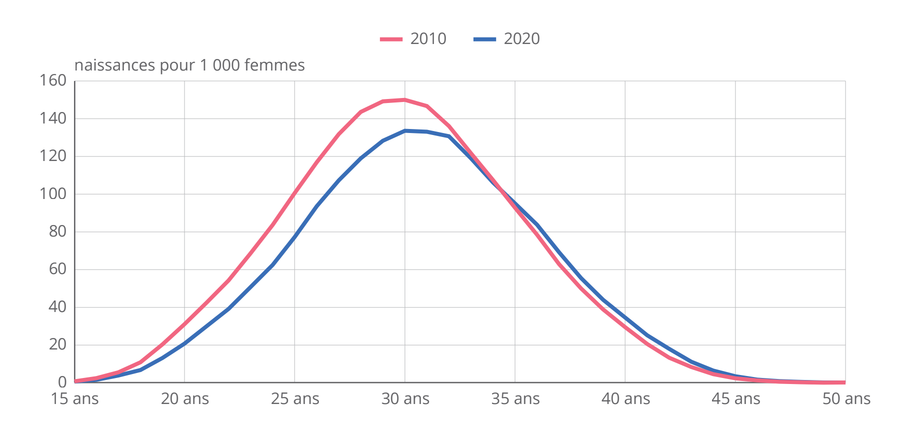
Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : si tout au long de leur vie les femmes avaient à chaque âge la fécondité observée en 2020, elles auraient 1,828 enfant (indicateur conjoncturel de fécondité de l'année 2020).
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Âge moyen de la mère à l'accouchement



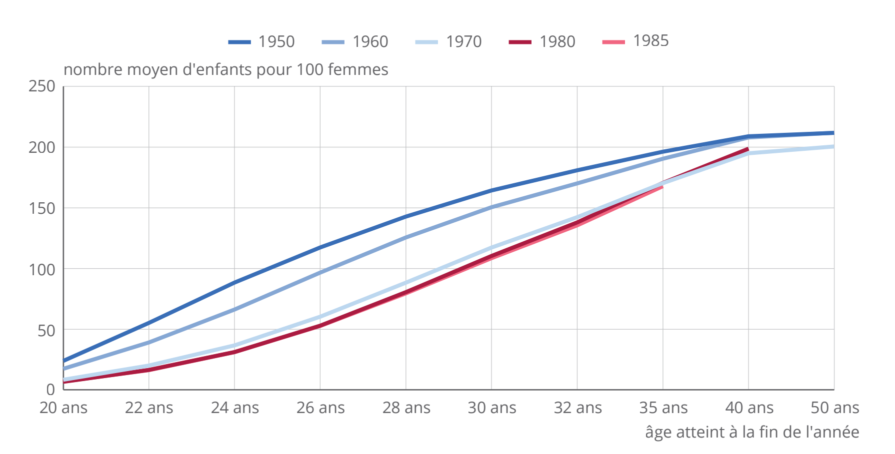
Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021. Âge calculé pour une génération fictive de femmes qui auraient à chaque âge la fécondité observée pour les femmes du même âge l'année considérée.
Lecture : en 2020, l'âge moyen de la mère à l'accouchement atteint 30,8 ans.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Fécondité selon l'âge de la mère



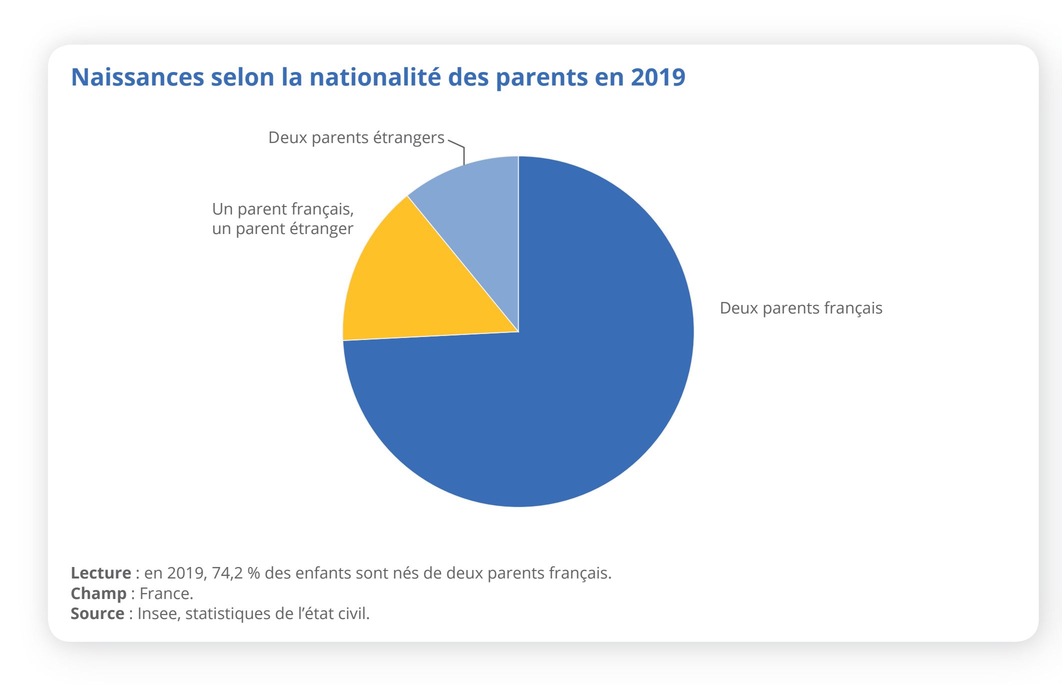
Note : données 2020 provisoires et révisées arrêtées à fin février 2021.
Lecture : en 2020, 1 000 femmes âgées de 25 ans ont mis au monde 77,3 enfants.
Champ : France hors Mayotte en 2010 et y compris Mayotte en 2020.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Nombre d'enfants à divers âges par génération



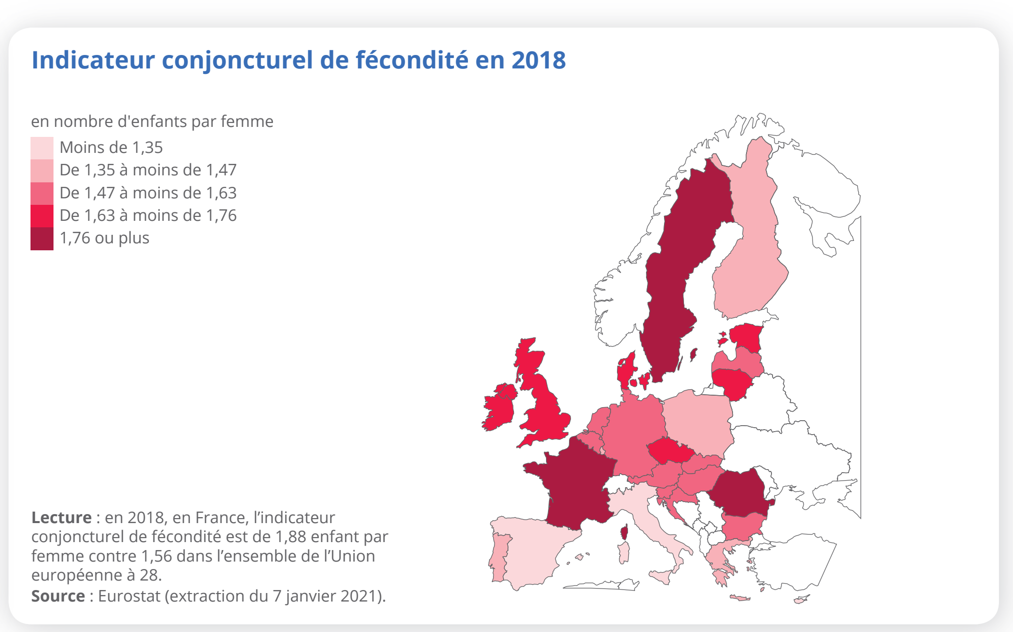
Lecture : à la fin de l'année où elles ont atteint 35 ans, 100 femmes nées en 1985 ont déjà mis au monde 167,8 enfants.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Naissances selon la nationalité des parents en 2019



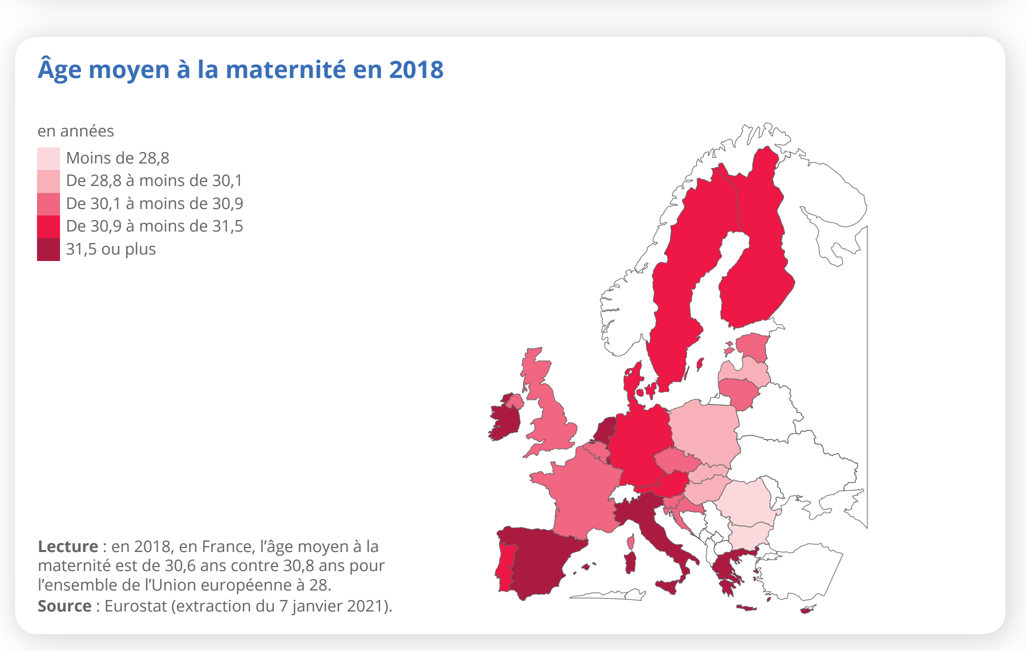
Lecture : en 2019, 74,2 % des enfants sont nés de deux parents français.
Champ : France.
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

Indicateur conjoncturel de fécondité en 2018



Lecture : en 2018, en France, l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,88 enfant par femme contre 1,56 dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 7 janvier 2021).

Âge moyen à la maternité en 2018



Lecture : en 2018, en France, l'âge moyen à la maternité est de 30,6 ans contre 30,8 ans pour l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 7 janvier 2021).

Décès – Mortalité – Espérance de vie

En 2020, toutes causes de décès confondus, 669 000 personnes sont décédées en France : c'est 56 000 de plus qu'en 2019, soit une hausse de 9,1 %. Du fait de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges de forte mortalité, le nombre de décès a tendance à augmenter ces dernières années (+ 0,7 % par an en moyenne entre 2004 et 2014, puis + 1,9 % entre 2014 et 2019), mais l'augmentation en 2020 est sans commune mesure du fait de l'épidémie de Covid-19.

En 2020, **l'espérance de vie à la naissance** est de 85,1 ans pour les femmes et de 79,1 ans pour les hommes. Les femmes perdent 0,5 an d'espérance de vie par rapport à 2019 et les hommes 0,6 an. Cette baisse est deux fois plus marquée qu'en 2015 (respectivement – 0,3 an et – 0,2 an), où la grippe hivernale avait été très meurtrière. Les gains d'espérance de vie ralentissent pour les hommes comme pour les femmes : entre 2010 et 2019, les femmes ont gagné 1,0 an contre 1,8 an entre 2000 et 2010 ; pour les hommes, les gains sont de 1,7 an après 2,8 ans.

En 2020, les **espérances de vie à 65 ans** baissent également par rapport à 2019 : – 0,4 an pour les femmes, passant de 23,4 ans à 23,0 ans ; et – 0,7 an pour les hommes, de 19,6 ans à 18,9 ans.

En 2020, le **taux de mortalité infantile** s'établit à 3,6 pour mille enfants nés vivants.

En savoir plus

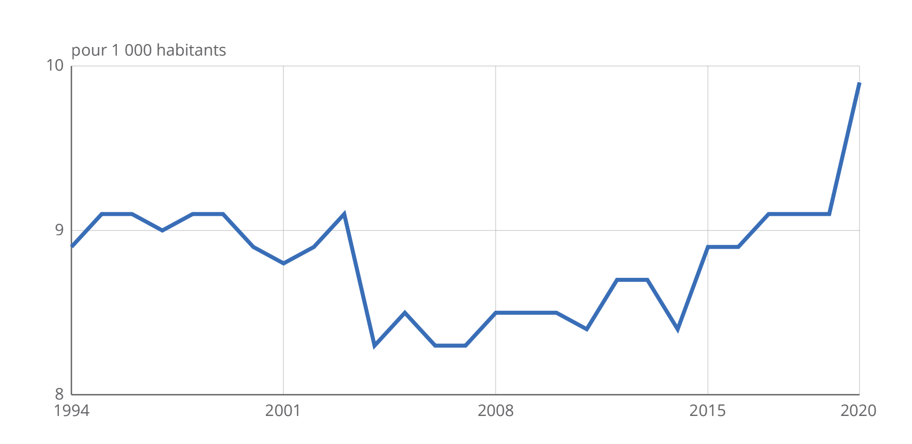
« 2020 : une hausse des décès inédite depuis 70 ans », *Insee Première* n° 1847, mars 2021.
« Bilan démographique 2020 », *Insee Première* n° 1846, mars 2021.



669 000
décès en 2020

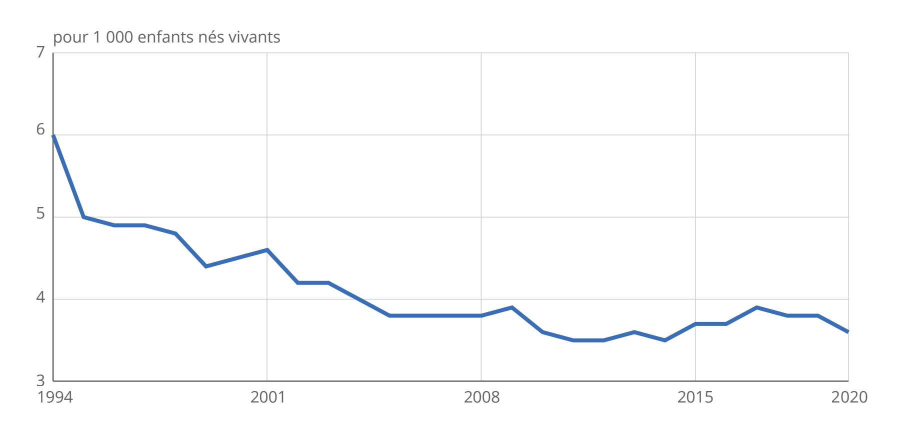
Note : donnée provisoire arrêtée à fin février 2021.
Champ : France.
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

Taux de mortalité



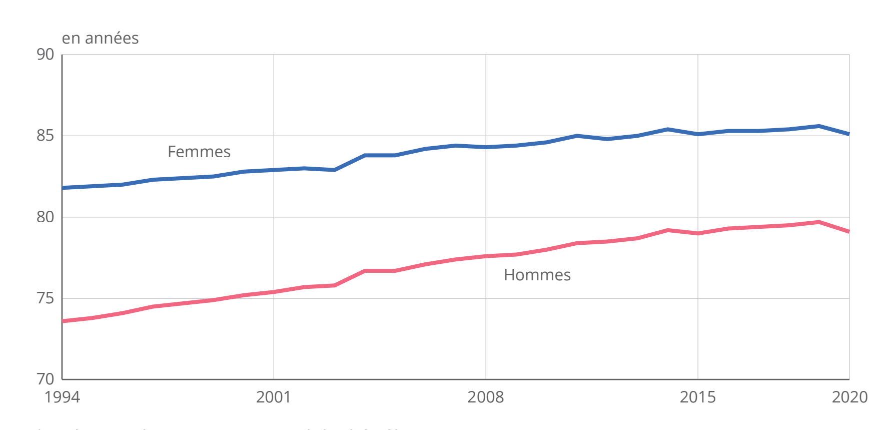
Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : en 2020, il y a eu 9,9 décès (taux de mortalité) pour 1 000 habitants.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Taux de mortalité infantile



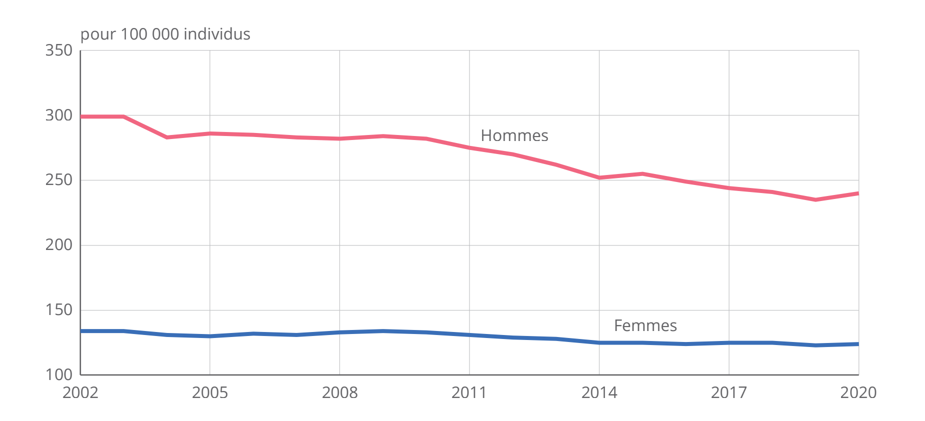
Note : donnée 2020 provisoire arrêtée à fin février 2021.
Lecture : en 2020, il y a eu 3,6 nouveaux nés décédés dans l'année (taux de mortalité infantile) pour 1 000 enfants nés vivants.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

Espérance de vie à la naissance selon le sexe



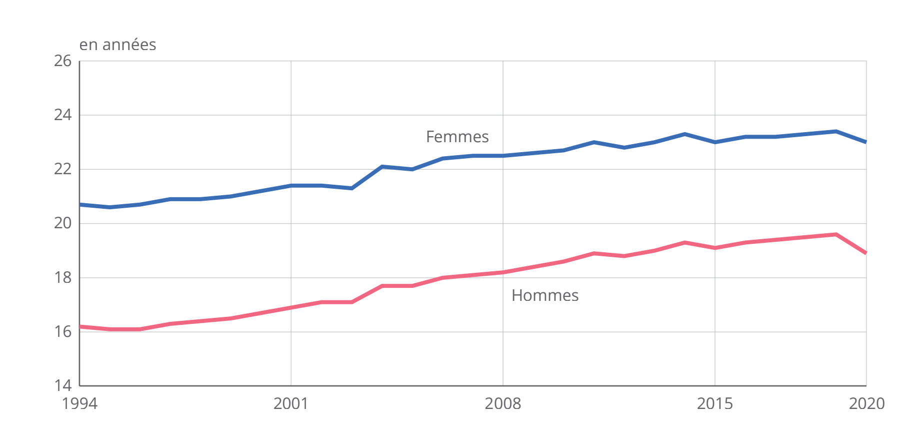
Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : si une femme avait à chaque âge la mortalité observée en 2020, sa durée de vie serait de 85,1 ans (espérance de vie à la naissance en 2020).
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Taux de mortalité prématurée selon le sexe



Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : en 2020, le taux de mortalité prématurée des femmes s'élève à 124 pour 100 000 femmes de moins de 65 ans.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Espérance de vie à 65 ans selon le sexe

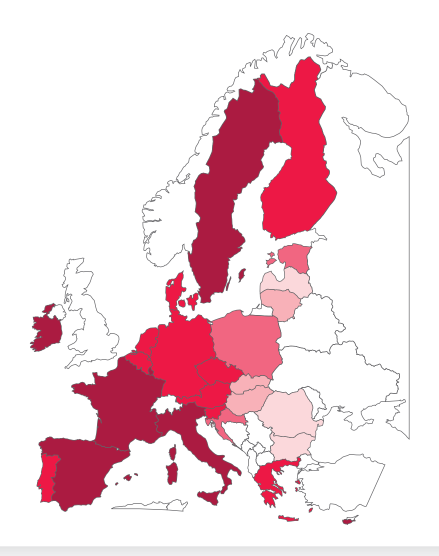


Note : données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin février 2021.
Lecture : en 2020, l'espérance de vie d'une femme à 65 ans est de 23,0 ans.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Espérance de vie à la naissance en 2019

en années

- Moins de 76,5
- De 76,5 à moins de 78,0
- De 78,0 à moins de 79,3
- De 79,3 à moins de 82,3
- 82,3 ou plus

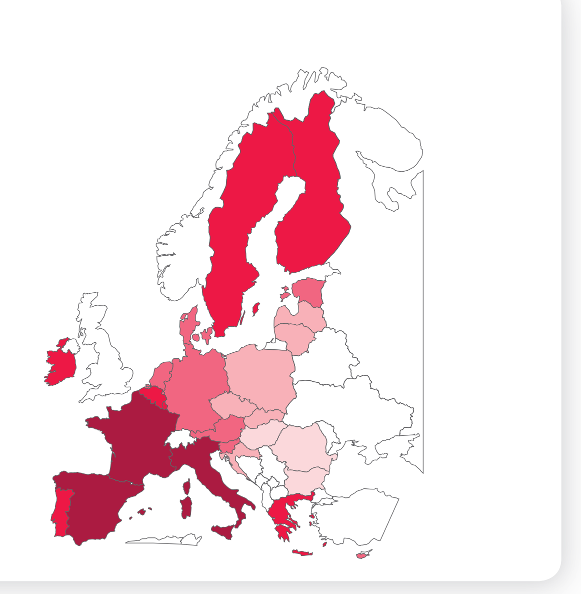


Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, en France, l'espérance de vie à la naissance est de 83,0 ans.
Source : Eurostat (extraction du 18 mai 2021).

Espérance de vie à 65 ans en 2019

en années

- Moins de 17,4
- De 17,4 à moins de 19,0
- De 19,0 à moins de 20,4
- De 20,4 à moins de 21,1
- 21,1 ou plus



Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, en France, l'espérance de vie à 65 ans est de 22,0 ans.
Source : Eurostat (extraction du 18 mai 2021).

Couples – Familles – Ménages

En 2018, la France hors Mayotte compte 29,7 millions de **ménages**. Ils sont constitués en moyenne de 2,19 personnes partageant le même logement. Les ménages sont de plus en plus petits car les unions sont plus fragiles et la population vieillit. Ainsi, en 2018, 37 % des ménages sont constitués d'une seule personne, contre 27 % en 1990.

En 2018, les personnes de moins de 65 ans vivent moins souvent en **couple** qu'en 1990. À l'inverse, les seniors vivent plus longtemps avec leur conjoint qu'auparavant du fait de l'allongement de l'espérance de vie. Les femmes de 65 ans et plus vivent deux fois plus souvent seules que les hommes du même âge car du fait de la surmortalité masculine et de l'écart d'âge moyen au sein des couples, elles survivent souvent à leur conjoint.

En 2019, 224 800 mariages ont été célébrés et 196 400 **pactes civils de solidarité (Pacs)** ont été signés. 6 400 mariages (soit 2,8 %) et 8 400 Pacs (soit 4,3 %) concernaient des personnes de même sexe. Depuis 2002, les mariages ont tendance à diminuer et les Pacs à augmenter. La crise sanitaire a conduit à une chute inédite du nombre de mariages en 2020.

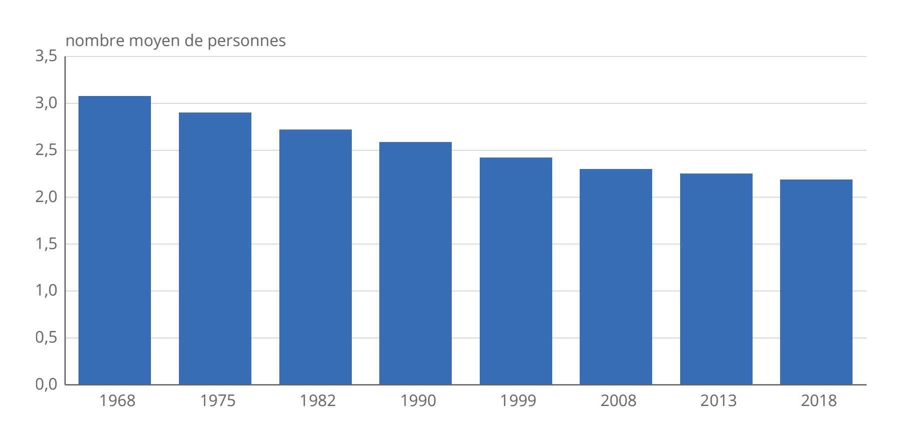
En 2018, 68 % des **enfants** mineurs vivent dans une famille « traditionnelle », 21 % dans une **famille monoparentale** et 11 % dans une **famille recomposée** (7 % avec un parent et un beau-parent et 4 % avec leurs deux parents). Au total, 28 % des enfants résident donc avec un seul de leurs parents, le plus souvent avec leur mère (82 %). Dans l'ensemble des familles avec enfants mineurs, la part des familles monoparentales a doublé depuis 1990, de 12 % à 24 %. Celle des familles recomposées est stable depuis 1999.

En savoir plus

« Bilan démographique 2020 », *Insee Première* n° 1846, mars 2021.
« En 2018, 4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile », *Insee Première* n° 1788, janvier 2020.

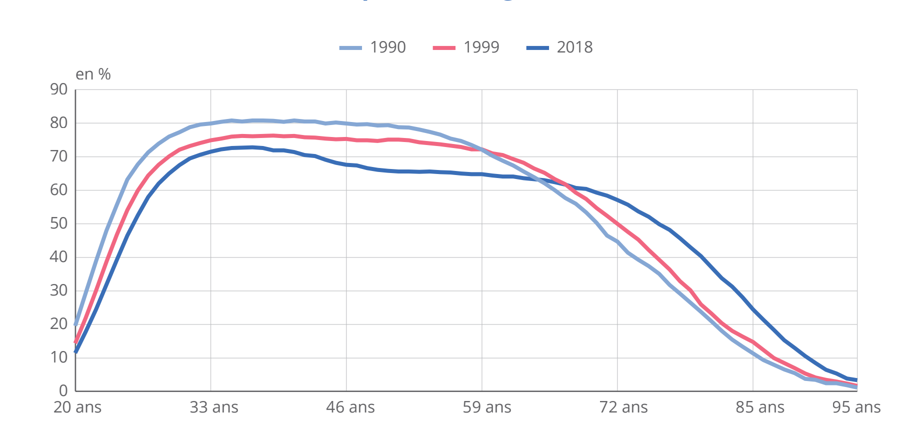


Taille des ménages



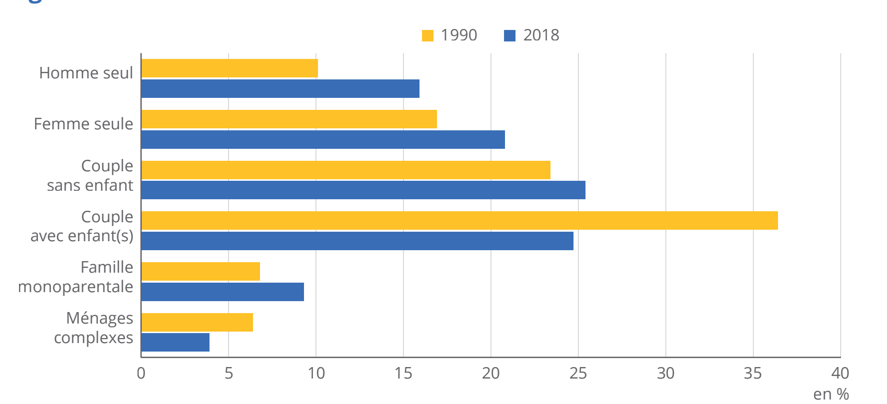
Lecture : en 2018, la taille moyenne des ménages est de 2,19 personnes.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages.
Source : Insee, recensements de la population.

Part des femmes vivant en couple selon l'âge



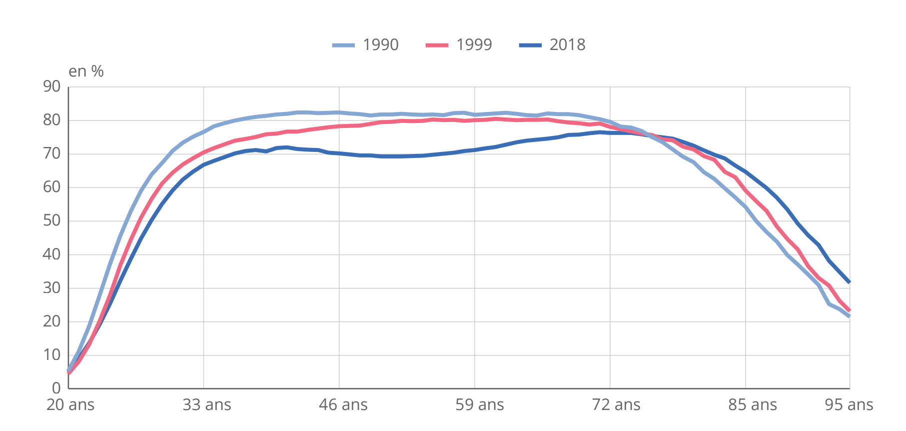
Lecture : en 2018, 72,6 % des femmes âgées de 35 ans vivent en couple.
Champ : France hors Mayotte, population totale.
Source : Insee, recensements de la population.

Ménages selon la structure familiale



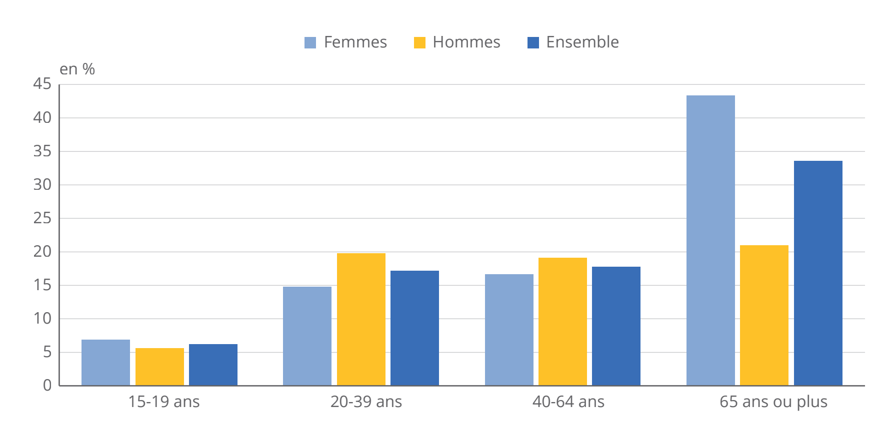
Note : certains ménages complexes comprennent des familles monoparentales. Le nombre de familles monoparentales est donc supérieur au nombre de ménages composés uniquement d'une famille monoparentale. De même, certains ménages complexes comprennent deux familles composées d'un couple, avec ou sans enfants.
Lecture : en 2018, 25,4 % des ménages sont composés uniquement de couples sans enfant.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages.
Source : Insee, recensements de la population.

Part des hommes vivant en couple selon l'âge



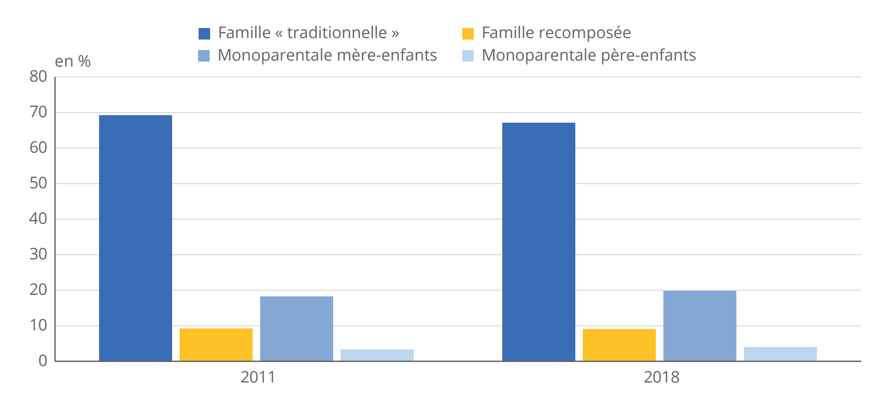
Lecture : en 2018, 69,1 % des hommes âgés de 35 ans vivent en couple.
Champ : France hors Mayotte, population totale.
Source : Insee, recensements de la population.

Personnes vivant seules selon l'âge et le sexe en 2018



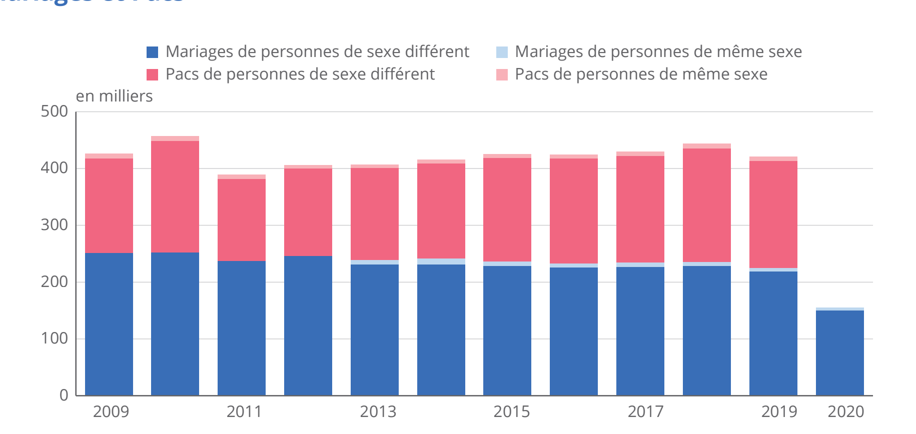
Lecture : en 2018, 43,4 % des femmes de 65 ans ou plus vivent seules.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, recensement de la population.

Familles avec enfants de moins de 18 ans



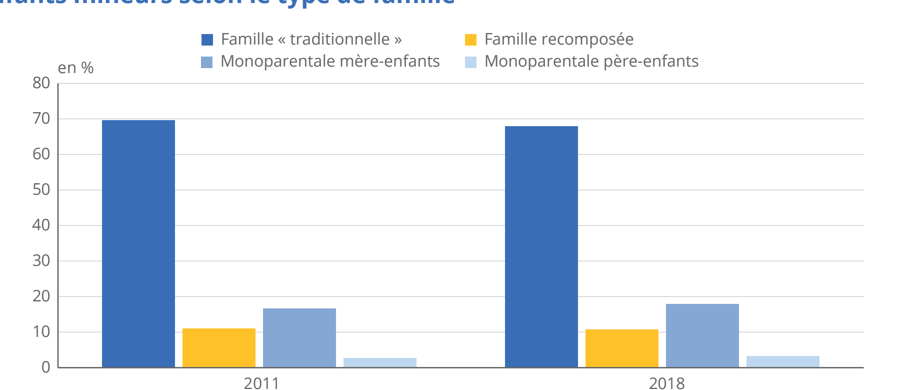
Note : certaines familles partagent leur logement avec d'autres personnes et appartiennent donc à un ménage complexe ; les chiffres présentés ici par type de famille ne sont donc pas directement comparables avec ceux de la figure par type de ménage.
Lecture : en 2018, 23,8 % des familles avec enfants mineurs sont des familles monoparentales : 19,8 % avec une femme à leur tête et 4,0 % avec un homme à leur tête.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans.
Sources : Ined-Insee, enquête Migrations, famille et vieillissement 2010 ; Insee, enquête Famille et logements 2011, recensement de la population 2011, enquête annuelle de recensement 2018.

Mariages et Pacs



Note : données non disponibles pour les Pacs en 2020.
Lecture : en 2020, 150 000 mariages sont conclus entre personnes de sexe différent et 5 000 entre personnes de même sexe.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Sources : Insee, statistiques de l'état civil (mariages) ; SDSE, Conseil supérieur du notariat, fichiers détails (Pacs).

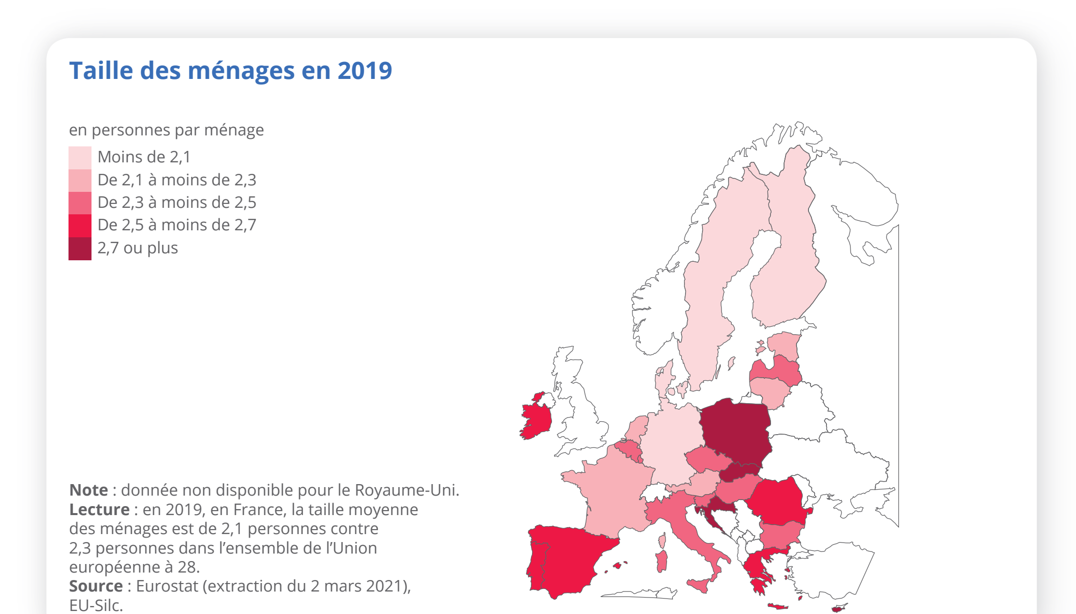
Enfants mineurs selon le type de famille



Note : certaines familles partagent leur logement avec d'autres personnes et appartiennent donc à un ménage complexe ; les chiffres présentés ici par type de famille ne sont donc pas directement comparables avec ceux de la figure par type de ménage.
Lecture : en 2018, 68 % des enfants mineurs vivent dans une famille « traditionnelle ».
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans.
Sources : Ined-Insee, enquête Migrations, famille et vieillissement 2010 ; Insee, enquête Famille et logements 2011, recensement de la population 2011, enquête annuelle de recensement 2018.



Taille des ménages en 2019



Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, en France, la taille moyenne des ménages est de 2,1 personnes contre 2,3 personnes dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 2 mars 2021), EU-Silc.



Étrangers – Immigrés

En 2020, 6,8 millions **d'immigrés** vivent en France, soit 10,2 % de la population totale. 2,5 millions d'immigrés, soit 36,0 % d'entre eux, ont acquis la nationalité française. La population immigrée représentait 7,4 % de la population vivant en France en 1975 et 5,0 % en 1946.

En 2020, la population **étrangère** vivant en France s'élève à 5,1 millions de personnes, soit 7,6 % de la population totale (6,5 % en 1975 et 4,4 % en 1946). Elle se compose de 4,4 millions d'immigrés n'ayant pas acquis la nationalité française et de 0,8 million de personnes nées en France de nationalité étrangère.

En 2020, 48 % des immigrés sont nés en Afrique, 32 % en Europe, 14 % en Asie et 6 % en Amérique et en Océanie. La moitié est âgée de 25 à 54 ans. Les femmes immigrées sont légèrement plus nombreuses que les hommes. Le niveau d'éducation des immigrés est plus polarisé que celui des non-immigrés : 38 % sont peu diplomés et 22 % sont diplomés du supérieur (contre respectivement 19 % et 20 % des non-immigrés).

En 2017, le solde migratoire des immigrés s'établit à + 198 000 personnes. Il correspond à la différence entre leurs entrées et leurs sorties du territoire. Stable de 1975 à 1999 (+ 65 000 personnes en moyenne par an), il est en hausse depuis le début des années 2000.

En 2020, 85 000 personnes ont acquis la nationalité française (148 000 en 2006). 48 % de ces acquisitions ont été obtenues par naturalisation, 25 % par déclaration anticipée (cas notamment des enfants nés en France de parents étrangers) et 21 % par mariage.

En savoir plus

« En 2017, 44 % de la hausse de la population provient des immigrés », *Insee Première* n° 1849, avril 2021.
« L'essentiel sur... les immigrés et étrangers », chiffres-clés, Insee, juillet 2021.

Nombre d'immigrés et d'étrangers en 2020

Population immigrée
6,8 millions

Immigrés naturalisés français
2,5 millions

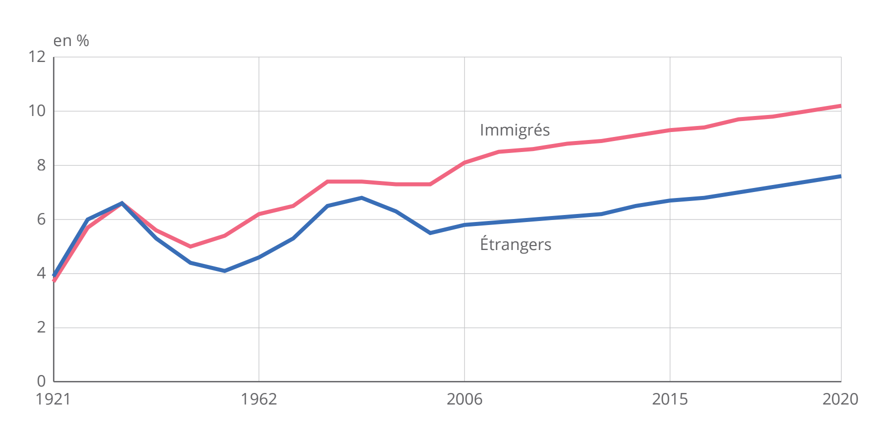
Immigrés de nationalité étrangère
4,4 millions

Étrangers nés en France
0,8 million

Population étrangère
5,1 millions

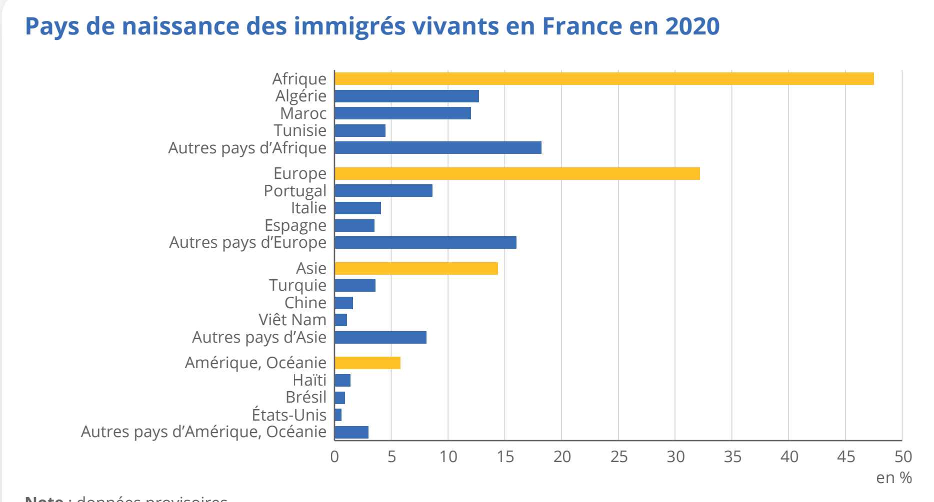
Note : données provisoires.
Lecture : en 2020, 6,8 millions d'immigrés et 5,1 millions d'étrangers vivent en France ; 2,5 millions d'immigrés ont acquis la nationalité française.
Champ : France.
Source : Insee, estimations de population.

Population immigrée et étrangère en France



Lecture : en 2020, les étrangers représentent 7,6 % de la population totale, les immigrés 10,2 %.
Champ : France métropolitaine de 1921 à 1982 ; France hors Mayotte de 1990 à 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, recensements de la population et estimations de population.

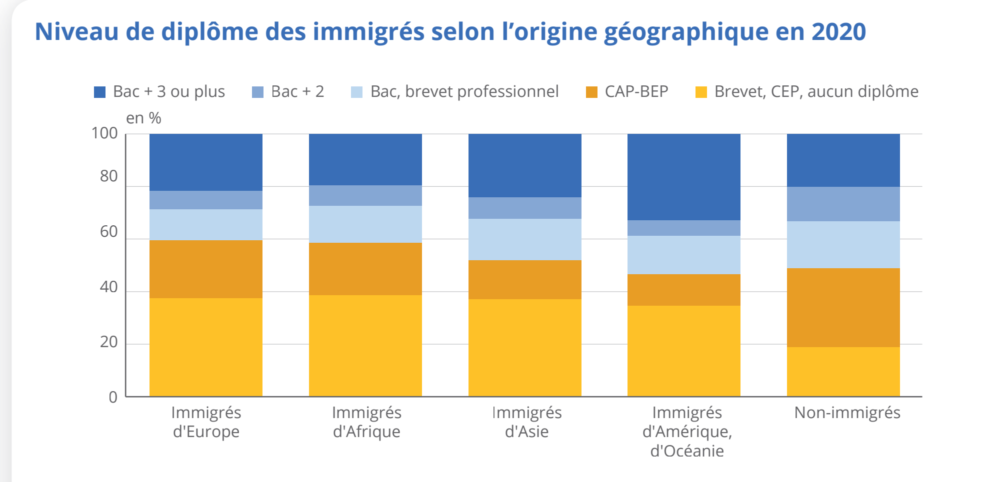
Pays de naissance des immigrés vivants en France en 2020





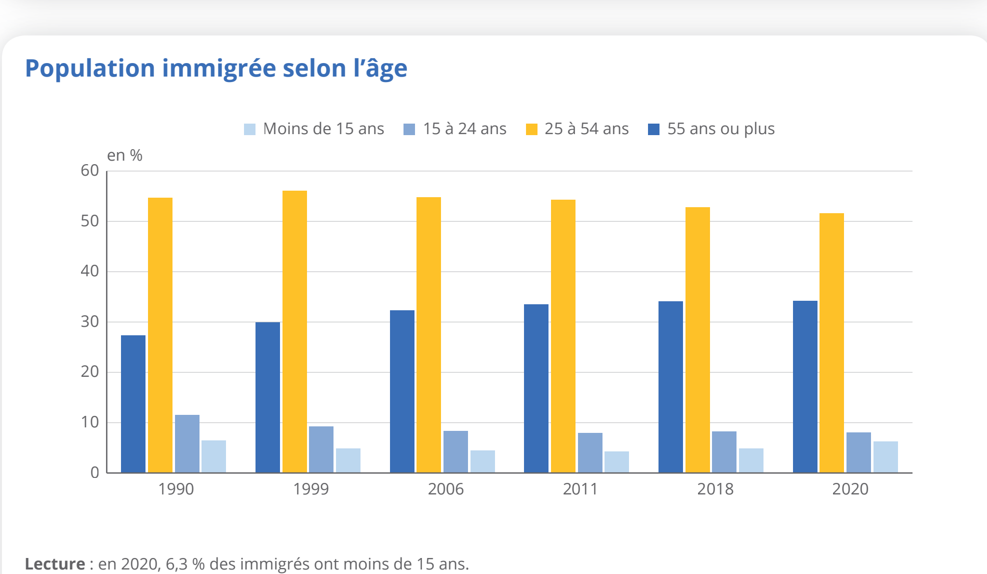
Note : données provisoires.
Lecture : en 2020, 47,5 % des immigrés sont nés en Afrique.
Champ : France.
Source : Insee, estimations de population.

Niveau de diplôme des immigrés selon l'origine géographique en 2020



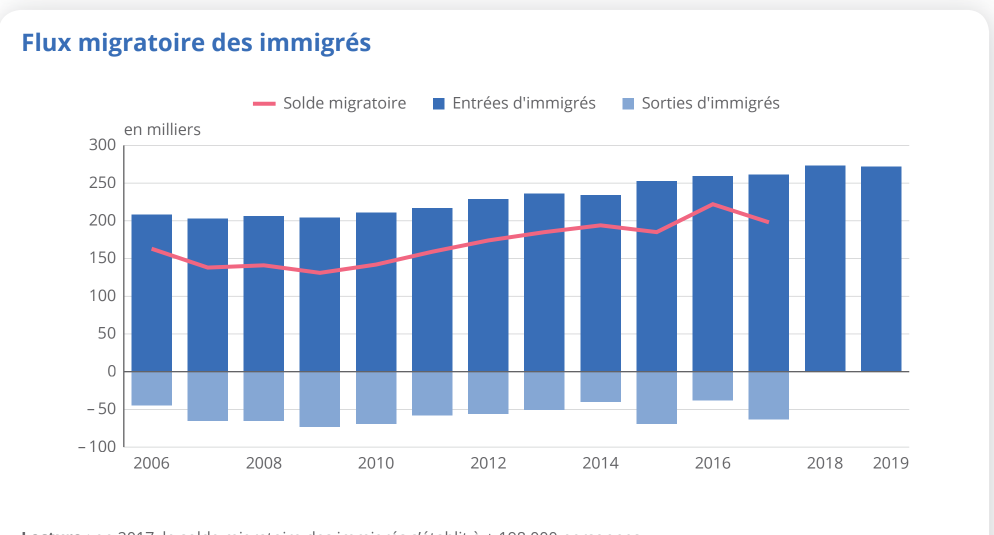
Lecture : en 2020, 21,7 % des immigrés originaires d'Europe ont un diplôme supérieur à Bac + 2, contre 20,1 % des non-immigrés (y compris descendants d'immigrés).
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en ménage ordinaire, déclarant avoir terminé leurs études ou n'avoir jamais fait d'études.
Source : Insee, enquête Emploi.

Population immigrée selon l'âge



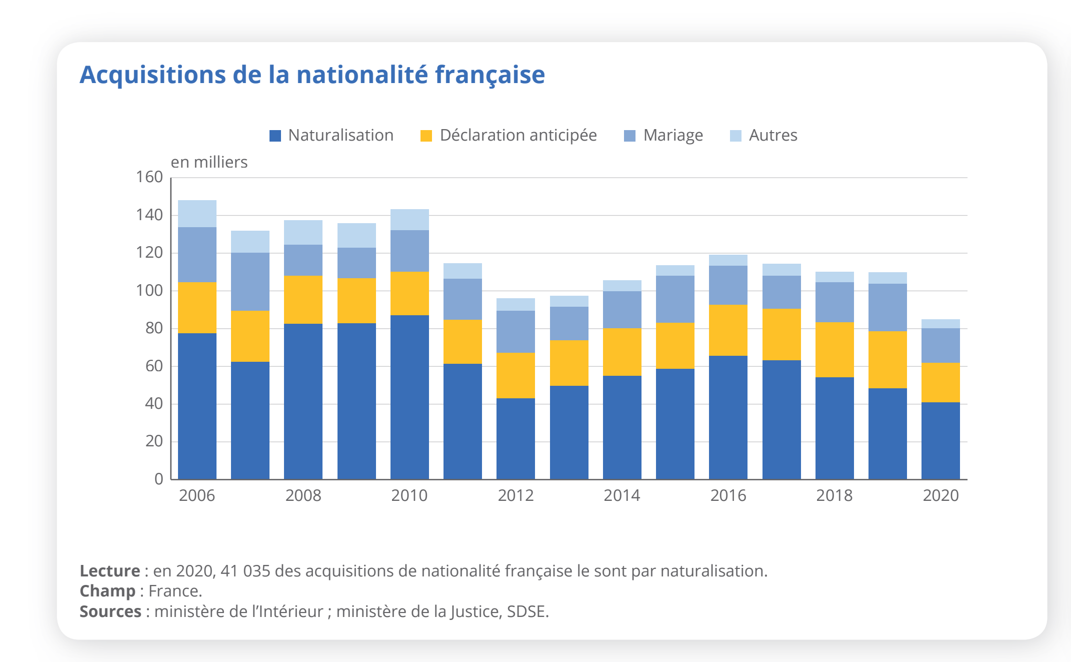
Lecture : en 2020, 6,3 % des immigrés ont moins de 15 ans.
Champ : France hors Mayotte de 1990 à 2011 et y compris Mayotte à partir de 2018.
Source : Insee, recensements de la population et estimations de population.

Flux migratoire des immigrés



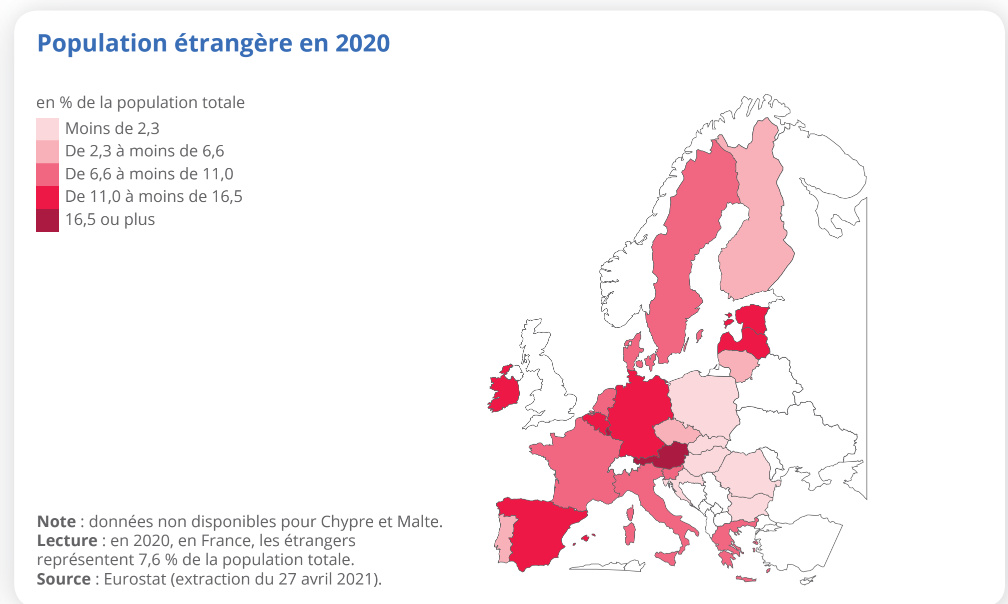
Lecture : en 2017, le solde migratoire des immigrés s'établit à + 198 000 personnes.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.
Source : Insee, estimations de population, des flux d'entrées et de sorties.

Acquisitions de la nationalité française

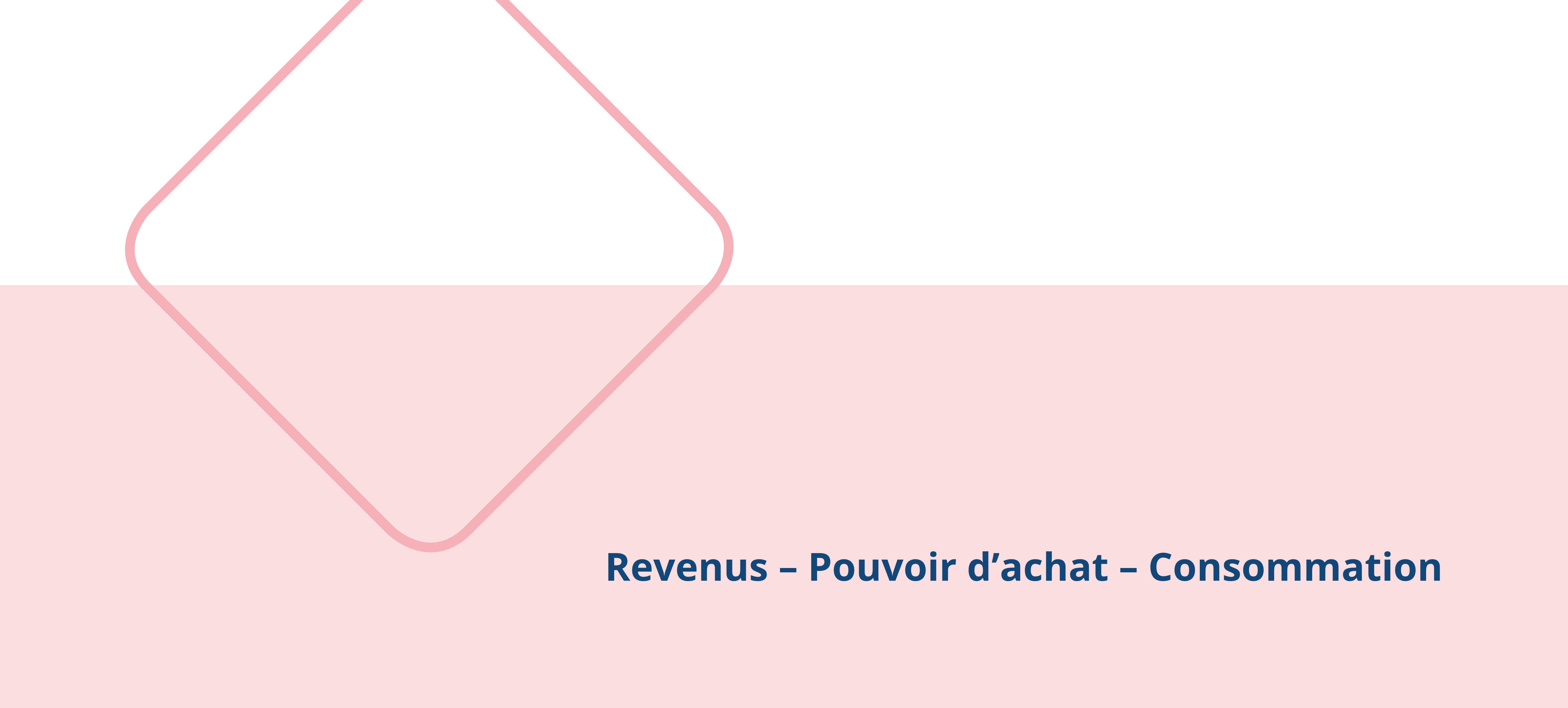


Lecture : en 2020, 41 035 des acquisitions de nationalité française le sont par naturalisation.
Champ : France.
Sources : ministère de l'Intérieur ; ministère de la Justice, SDSE.

Population étrangère en 2020



Note : données non disponibles pour Chypre et Malte.
Lecture : en 2020, en France, les étrangers représentent 7,6 % de la population totale.
Source : Eurostat (extraction du 27 avril 2021).



Revenus – Pouvoir d’achat – Consommation



Revenus – Niveaux de vie – Pouvoir d'achat

En 2018, en France métropolitaine, le **niveau de vie médian** de la population s'élève à 21 250 euros annuels. Il correspond à un **revenu disponible** de 1 771 euros par mois pour une personne seule et de 3 719 euros par mois pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Les 10 % de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11 210 euros. Les 10 % les plus aisées ont un niveau de vie au moins 3,5 fois supérieur, au-delà de 39 130 euros.

Après quatre années de relative stabilité, les inégalités de niveau de vie augmentent nettement en 2018, sans toutefois dépasser leur niveau de 2012 : **l'indice de Gini** est de 0,298 en 2018, après 0,289 en 2017, et 0,302 en 2012.

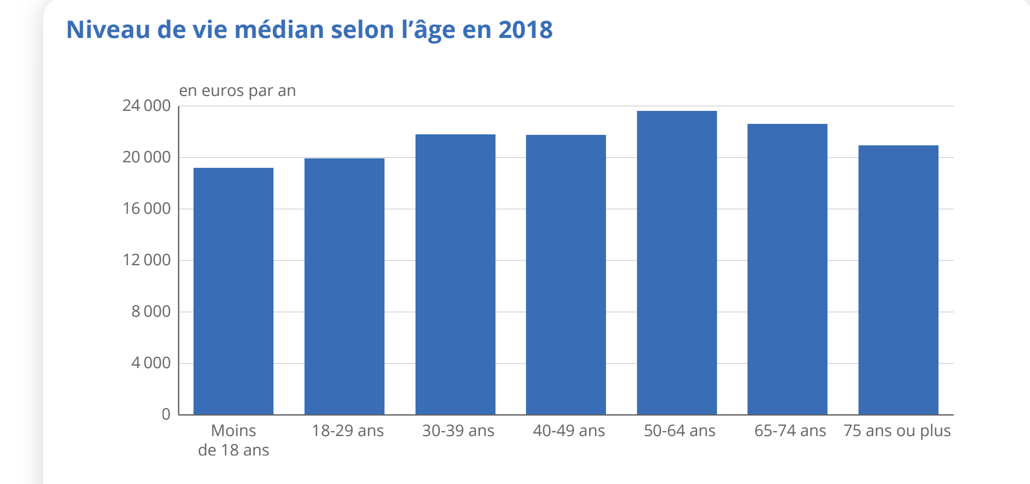
En 2018, le niveau de vie médian des salariés est près de 60 % supérieur à celui des chômeurs (23 600 euros contre 14 790 euros). Les retraités ont un niveau de vie médian bien plus proche de celui des salariés (21 820 euros) : même si les retraites sont en moyenne plus faibles que les salaires, des revenus du patrimoine plus élevés compensent en partie cet écart. De plus, le nombre **d'unités de consommation** des ménages retraités est inférieur à celui des ménages actifs.

Les niveaux de vie diffèrent aussi selon la configuration familiale. Ne bénéficiant des revenus d'activité ou de remplacement que d'un seul parent, les familles monoparentales disposent du niveau de vie médian le plus faible (15 140 euros). Il est bien plus élevé pour les couples avec enfants (26 470 euros). La composition de leur revenu disponible varie également : les prestations sociales représentent en moyenne plus de 20 % du revenu disponible des familles monoparentales et plus de 6 % de celui des couples avec enfants.

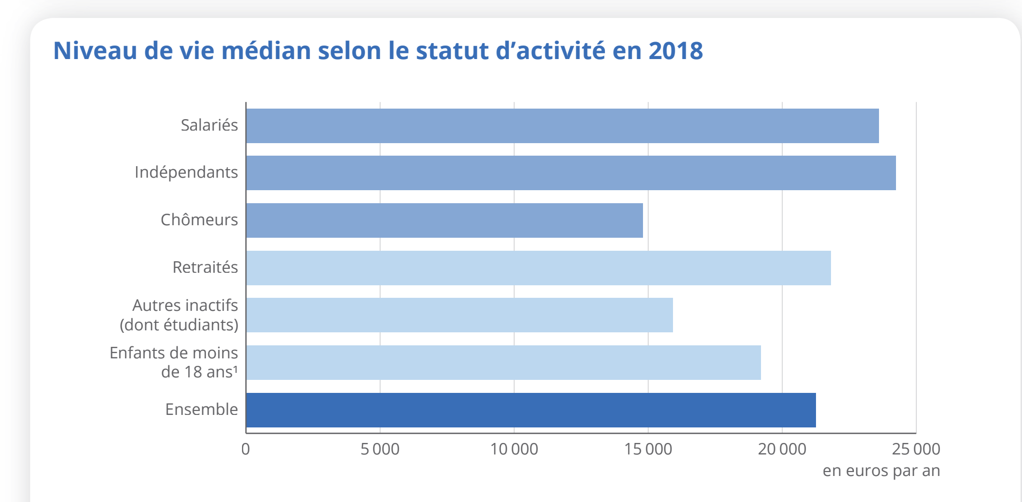
En 2020, malgré le fort ralentissement de l'activité, le **pouvoir d'achat** du **revenu disponible** augmente de 0,4 %. Cette évolution, mesurée sur l'ensemble des ménages, inclut l'effet de la croissance de la population. Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation est stable à 0,0 %.

En savoir plus

« Revenus et patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2021.
« En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent », *Insee Première* n° 1813, septembre 2020.

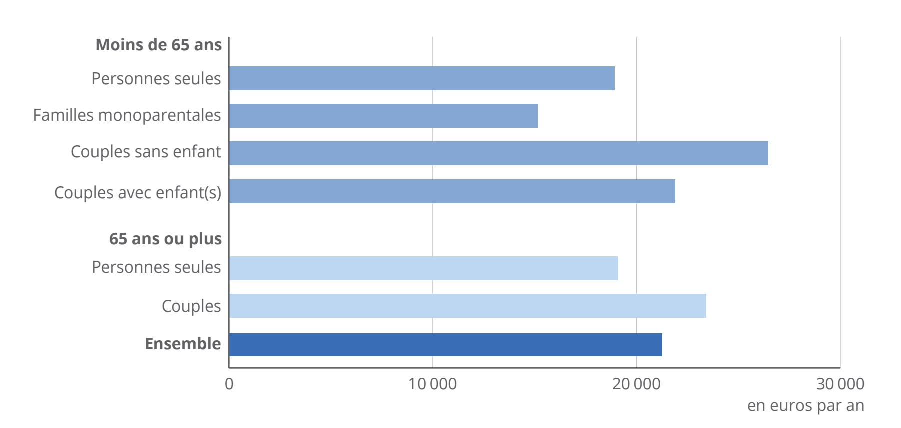


Lecture : en 2018, la moitié des personnes de moins de 18 ans a un niveau de vie inférieur à 19 200 euros par an.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.



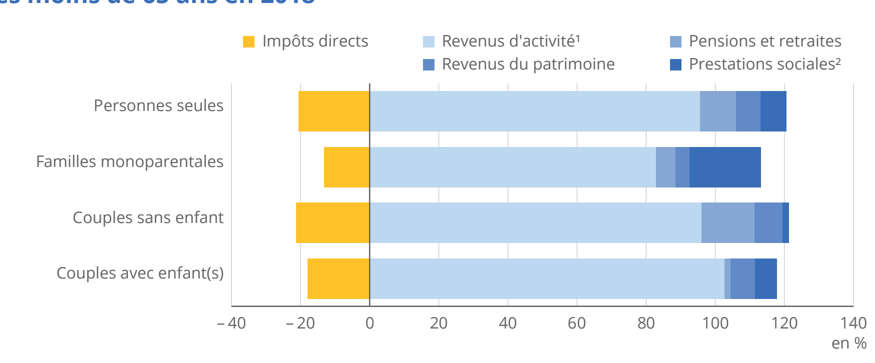
1. Toutes les personnes de moins de 18 ans sont considérées comme enfant quel que soit leur statut d'activité.
Lecture : en 2018, la moitié des salariés de 18 ans ou plus a un niveau de vie inférieur à 23 600 euros par an.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Niveau de vie médian selon le type de ménage en 2018



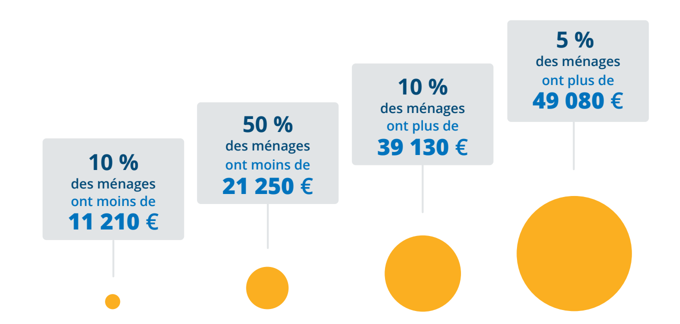
Lecture : en 2018, la moitié des personnes en couple sans enfant dont la personne de référence a moins de 65 ans a un niveau de vie inférieur à 26 470 euros par an.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Composition du revenu disponible moyen selon le type de ménage des moins de 65 ans en 2018



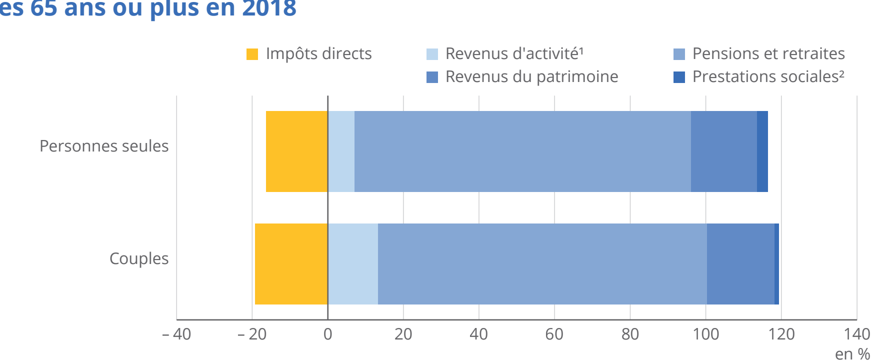
1. Salaires (y compris chômage, CSG et CRDS, hors cotisations sociales) et revenus d'indépendants.
2. Prestations familiales et logement (y compris CRDS), minima sociaux et prime d'activité.
Lecture : en 2018, les revenus d'activité des personnes en couples sans enfant dont la personne de référence a moins de 65 ans, représentent 96,0 % du revenu disponible moyen.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Distribution des niveaux de vie en 2018



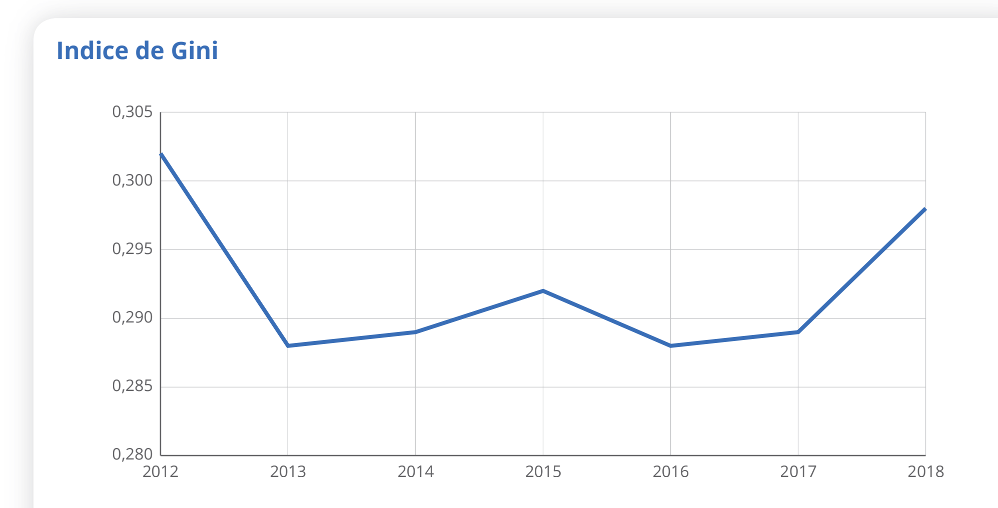
Lecture : en 2018, les 10 % d'individus les plus modestes (1er décile) ont un niveau de vie inférieur à 11 210 euros par an.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

Composition du revenu disponible moyen selon le type de ménage des 65 ans ou plus en 2018



1. Salaires (y compris chômage, CSG et CRDS, hors cotisations sociales) et revenus d'indépendants.
2. Prestations familiales et logement (y compris CRDS), minima sociaux et prime d'activité.
Lecture : en 2018, les revenus d'activité des personnes en couple dont la personne de référence a 65 ans ou plus, représentent 13,3 % du revenu disponible moyen.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

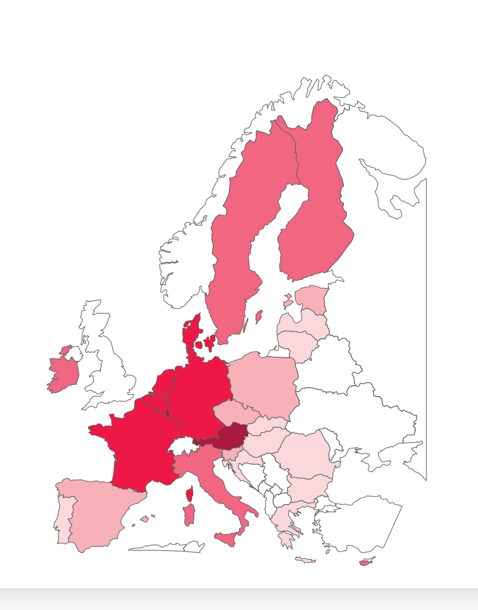
Indice de Gini



Lecture : en 2018, l'indice de Gini du niveau de vie est de 0,298.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

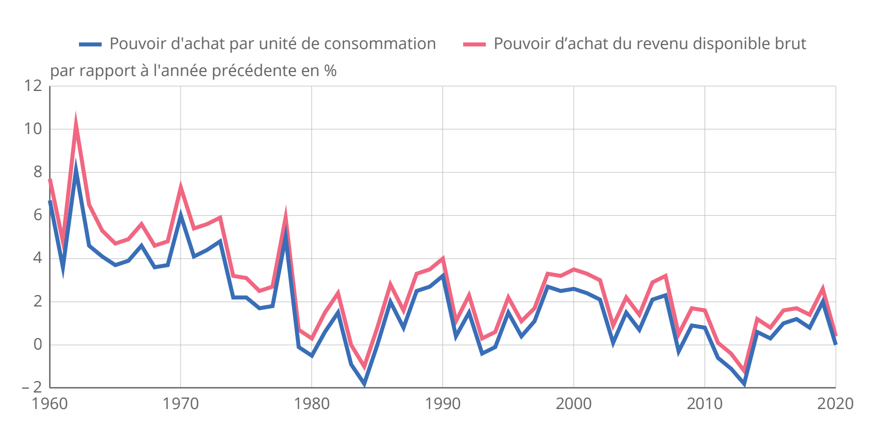
Niveau de vie médian en 2018

en standard de pouvoir d'achat (SPA)
- Moins de 12 335
- De 12 335 à moins de 17 099
- De 17 099 à moins de 20 471
- De 20 471 à moins de 23 687
- 23 687 ou plus



Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2018, en France, le niveau de vie médian en standard de pouvoir d'achat (SPA) est de 20 471 contre 17 552 dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 5 janvier 2021), EU-Silc.

Évolution du pouvoir d'achat et du revenu disponible brut



Note : l'évolution du pouvoir d'achat est déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.
Lecture : en 2020, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut augmente de 0,4 %. Ramené à une unité de consommation, il est stable à 0,0 %.
Champ : France, ménages y compris entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Rapport interdécile D9/D1 en 2018

- Moins de 3,2
- De 3,2 à moins de 3,7
- De 3,7 à moins de 4,4
- De 4,4 à moins de 5,1
- 5,1 ou plus

Notes :
- donnée non disponible pour le Royaume-Uni ;
- pour la France, le rapport interdécile est supérieur dans l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (3,5 en 2018), qui constitue la source de référence, en raison de revenus supplémentaires intégrés rendant le 1er décile plus élevé.

Lecture : en 2018, en France, les 10 % d'individus les plus aisés ont un niveau de vie 3,3 fois plus élevé que les 10 % les plus modestes contre 3,7 dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 5 janvier 2021), EU-Silc.

Protection sociale – Retraites

En 2018, 16,4 millions de personnes sont retraitées de droit direct d'au moins un régime français. Entre 2005 et 2018, le nombre de personnes en emploi augmente moins vite que le nombre de retraités si bien que le **rapport** des deux diminue : de 2,0 en 2005 à 1,7 en 2018.

En 2017, **l'âge conjoncturel de départ à la retraite** est de 62 ans et 1 mois. Il augmente depuis 2010 (+ 1 an et 7 mois), principalement avec le relèvement de l'âge d'ouverture des droits à la retraite issu de la réforme de 2010. Les femmes partent en moyenne 7 mois après les hommes : 62 ans et 4 mois pour les femmes et 61 ans et 9 mois pour les hommes. L'écart se réduit progressivement au fil des générations.

En 2018, la **pension** moyenne de droit direct tous régimes confondus des retraités résidant en France est de 1 504 euros bruts par mois. En 2018, celle des femmes est inférieure de 41 % à celle des hommes. Cet écart s'explique en partie par des durées de cotisations plus courtes : 60 % des femmes retraitées de la génération 1950 ont validé une **carrière complète** contre 77 % des hommes retraités de la même génération. Il est aussi dû à la nature de l'activité professionnelle exercée par les femmes, souvent moins rémunératrice.

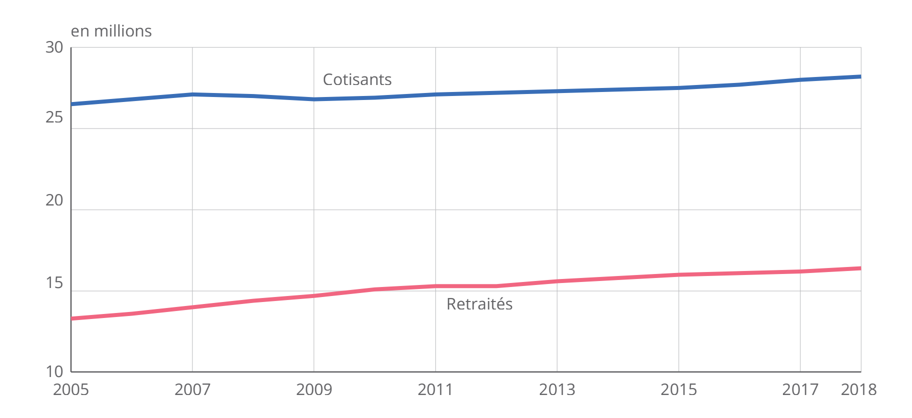
Au 31 décembre 2019, 4,3 millions de personnes sont **allocataires** de l'un des **minima sociaux**. Parmi elles, 1,9 million sont allocataires du **revenu de solidarité active (RSA)**. Près d'un tiers de ces allocataires sont des hommes seuls.

En savoir plus

« Les retraités et les retraites », Panoramas de la Drees social, Drees, édition 2020.
« L'aide et l'action sociales en France », Panoramas de la Drees social, Drees, édition 2020.

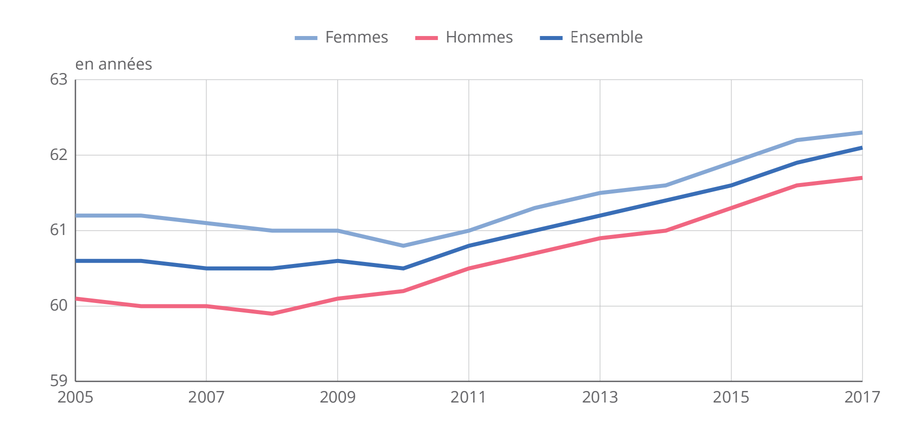


Cotisants et retraités



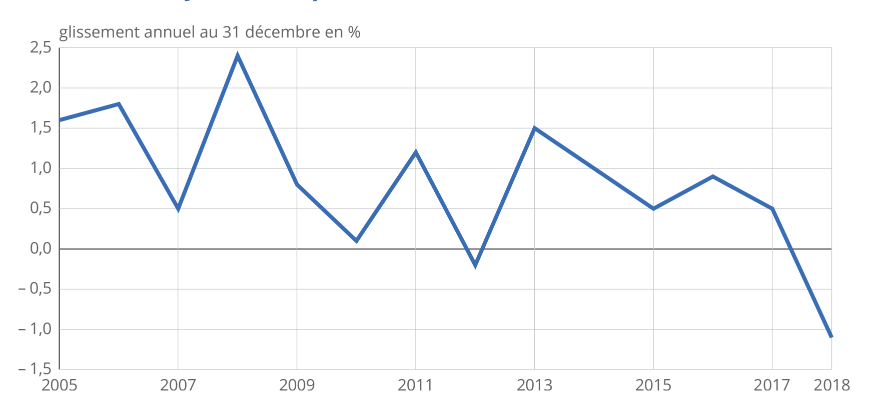
Note : hors personnes ayant perçu un versement forfaitaire unique ; y compris fonctionnaires liquidant une pension d'invalidité et ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite.
Lecture : en 2018, le nombre de retraités s'élève à 16,4 millions, celui de cotisants à 28,2 millions.
Champ : retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année et vivants au 31 décembre ; tous régimes confondus.
Sources : Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE ; Insee, comptes nationaux.

Âge conjoncturel moyen de départ à la retraite selon le sexe



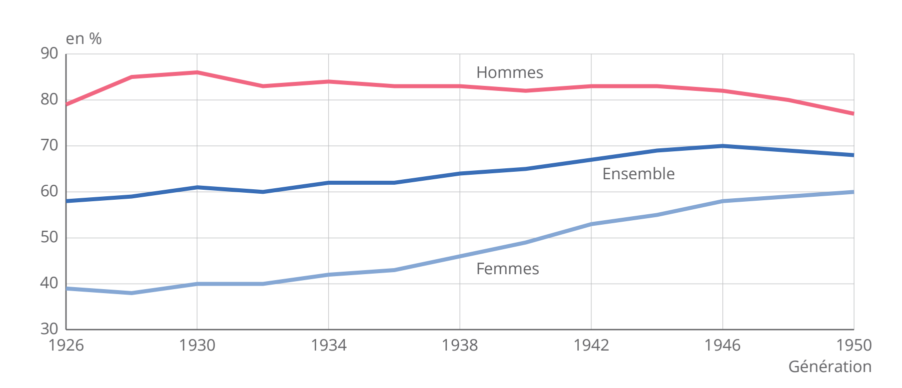
Lecture : en 2017, l'âge conjoncturel moyen de départ à la retraite est de 62,3 ans pour les femmes et de 61,7 ans pour les hommes.
Champ : personnes résidant en France, hors personnes qui ne liquideront aucun droit de retraite.
Sources : Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE ; Insee, bilan démographique.

Évolution de la moyenne des pensions mensuelles brutes de droit direct



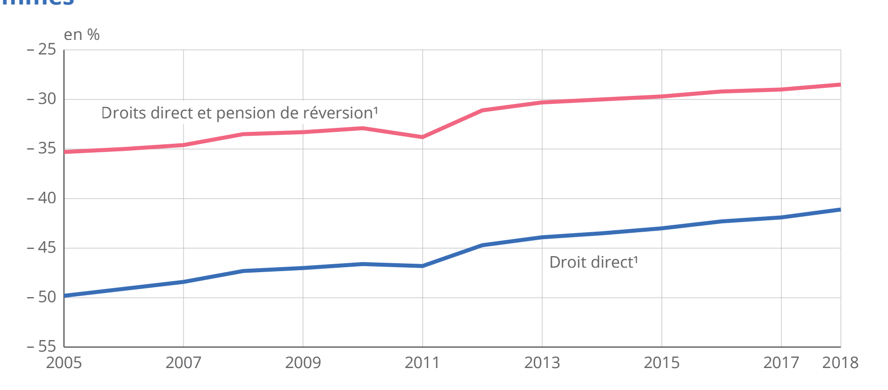
Note : évolution corrigée de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, y compris tabac.
Lecture : en 2018, la moyenne des pensions mensuelles brutes de droit direct, y compris la majoration pour 3 enfants ou plus, diminue de 1,1 % en euros constants.
Champ : retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année, résidant en France, vivants au 31 décembre ; tous régimes confondus.
Source : Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE.

Carrières complètes selon le sexe et la génération en 2016



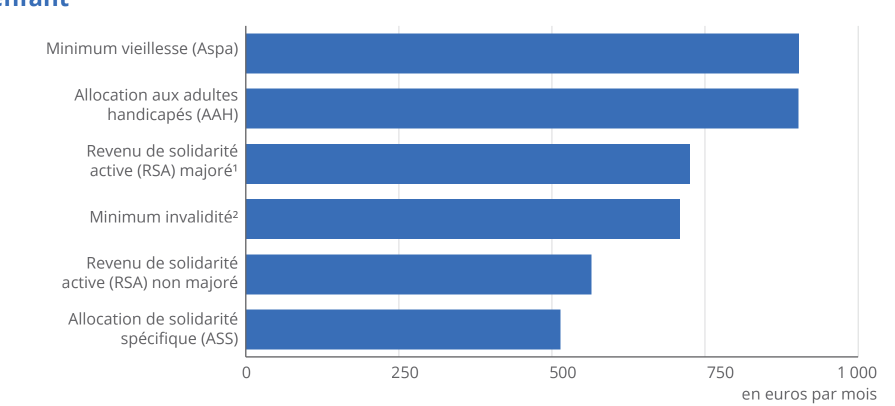
Note : la carrière est considérée complète si la somme des coefficients de proratisation dans les régimes de base est égale à 100 % ou plus.
Lecture : en 2016, 60 % des femmes retraitées de la génération 1950 on validé une carrière complète.
Champ : retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année, résidant en France, vivants au 31 décembre 2016 ; tous régimes confondus.
Source : Drees, EIR.

Évolution de l'écart des pensions mensuelles brutes entre les femmes et les hommes



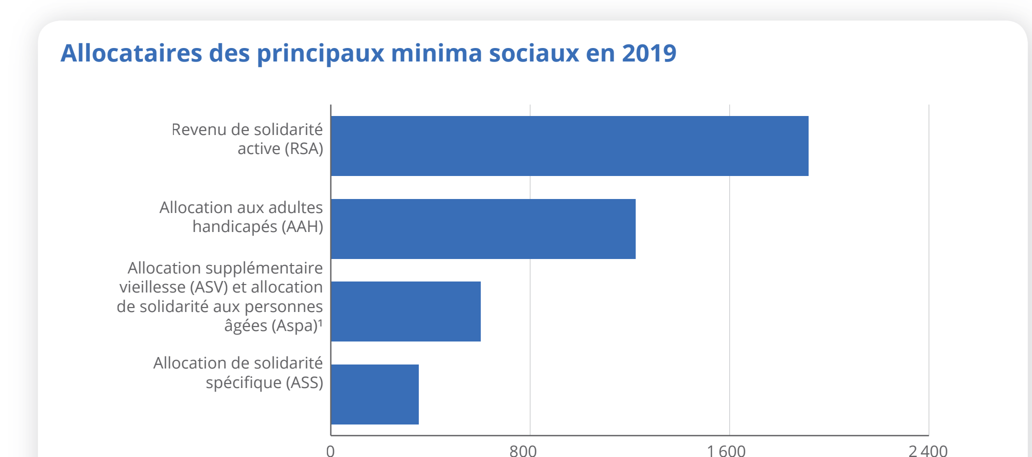
1. Y compris majoration pour 3 enfants ou plus.
Lecture : en 2018, la pension mensuelle brute de droit direct des femmes est, en moyenne, inférieure de 41,1 % à celle des hommes. Une fois prise en compte la pension de réversion, l'écart est de 28,5 %.
Champ : retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année, résidant en France, vivants au 31 décembre ; tous régimes confondus.
Source : Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE.

Barèmes des minima sociaux au 1er avril 2020 pour une personne seule sans enfant



1. Barème pour une femme enceinte.
2. Somme de la pension d'invalidité minimale et de l'allocation supplémentaire invalidité (ASI).
Lecture : au 1er avril 2020, l'AAH s'élève au plus à 902,70 euros par mois pour une personne seule sans enfant.
Champ : France.
Source : Législation.

Allocataires des principaux minima sociaux en 2019

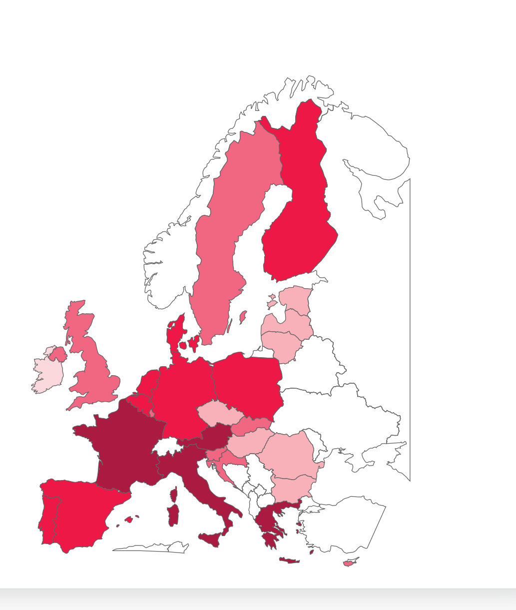


1. L'Aspa, entrée en vigueur en 2007, se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires, aux anciennes allocations du minimum vieillesse, notamment à l'ASV.
Lecture : au 31 décembre 2019, 1 916 100 personnes perçoivent le RSA en France.
Champ : France.
Sources : CDC ; Cnaf ; Cnam ; Cnav ; Drees ; FSV ; MSA ; OFII ; Pôle Emploi.



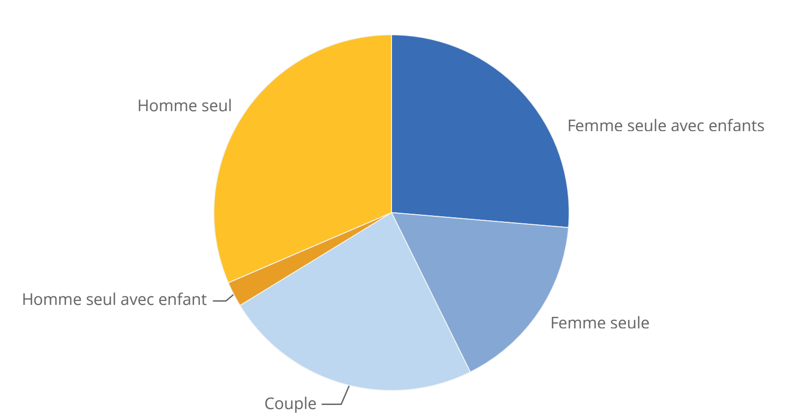
Dépenses de pensions en 2018

en % du PIB
- Moins de 5,4
- De 5,4 à moins de 8,4
- De 8,4 à moins de 11,0
- De 11,0 à moins de 14,0
- 14,0 ou plus



Note : somme des pensions d'invalidité, de vieillesse, anticipées de vieillesse, partielles, de survie et des préretraites pour cause de réduction de la capacité de travail et pour motifs économiques.
Lecture : en 2018, en France, les dépenses de pensions représentent 14,9 % du PIB contre 12,4 % dans l'ensemble des pays de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 28 décembre 2020).

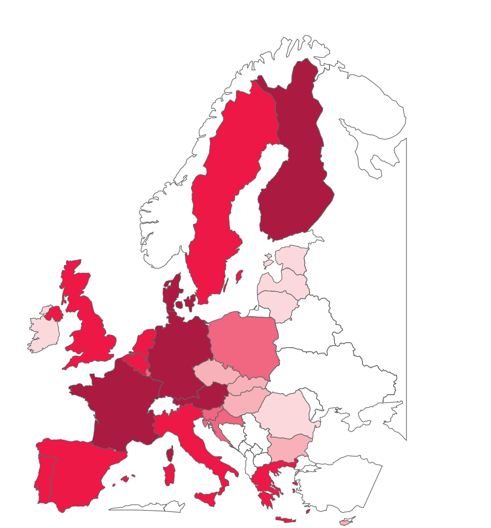
Bénéficiaires du RSA selon la situation familiale en 2018



Note : les effectifs englobent à la fois les allocataires et leur conjoint.
Lecture : au 31 décembre 2018, 679 700 bénéficiaires du RSA sont des hommes seuls.
Champ : France.
Sources : CCMSA ; Cnaf.

Dépenses de protection sociale en 2018

en % du PIB
- Moins de 16,4
- De 16,4 à moins de 19,2
- De 19,2 à moins de 23,1
- De 23,1 à moins de 28,4
- 28,4 ou plus



Note : les données relatives au Luxembourg ne sont pas entièrement comparables aux autres pays car environ 40 % des bénéficiaires de prestations vivent en dehors du pays (travailleurs frontaliers notamment).
Lecture : en 2018, en France, les dépenses de protection sociale représentent 31,4 % du PIB contre 26,5 % dans l'ensemble des pays de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat, Sespros (extraction du 27 avril 2021).

Pauvreté – Précarité

En 2018, 9,3 millions de personnes vivent avec un **niveau de vie** inférieur au seuil de **pauvreté monétaire**, soit 1 063 euros par mois. Ce seuil correspond à un revenu disponible de 1 063 euros pour une personne seule et de 2 232 euros pour un couple avec deux jeunes enfants. Le **taux de pauvreté** s'établit à 14,8 % en 2018. Il s'accroît de 0,7 point par rapport à 2017, après une période de stabilisation entre 2014 et 2017. Cette forte hausse s'explique en partie par la baisse des allocations logement liée à la réduction des loyers de solidarité. Selon l'estimation avancée du taux de pauvreté réalisée à partir d'un modèle de microsimulation, si l'on considérait la réduction de loyer via la réduction du loyer de solidarité comme un gain en revenus et non comme une baisse des dépenses, la hausse du taux de pauvreté serait réduite de 0,4 point.

Les retraités sont sous-représentés parmi les premiers **déciles** de niveau de vie. Leur taux de pauvreté reste ainsi très inférieur à celui de l'ensemble de la population en 2018 (8,7 %). *A contrario*, le taux de pauvreté des chômeurs est bien plus élevé ; il est plus de cinq fois supérieur à celui des actifs occupés salariés (37,8 % contre 7,2 %). Le taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans est également très élevé, à 21,0 % en 2018.

La situation au regard de la pauvreté monétaire est en effet très contrastée selon la composition familiale. En 2018, la pauvreté monétaire touche 7,1 % des personnes vivant en couple sans enfant et dont la personne de référence du ménage a moins de 65 ans, mais plus du tiers des personnes vivant au sein d'une famille monoparentale (35,3 %).

En savoir plus

« Estimation avancée du taux de pauvreté et des indicateurs d'inégalités », *Insee Analyses* n° 60, novembre 2020.
« En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent », *Insee Première* n° 1813, septembre 2020.



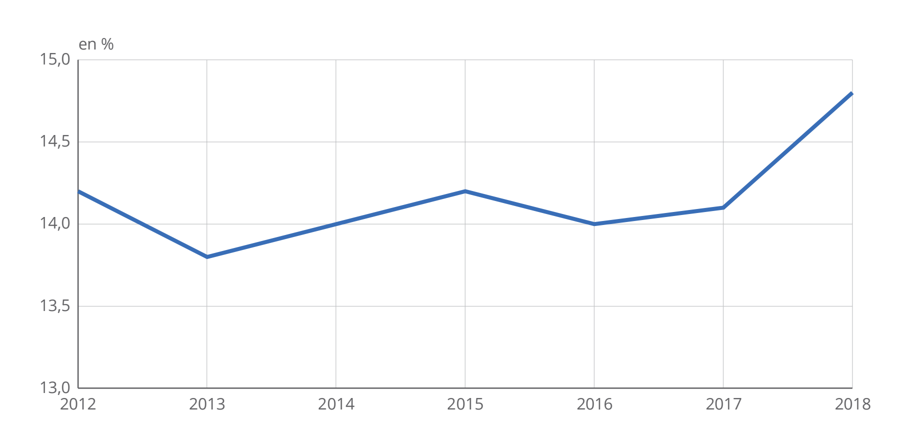


9 327 000
personnes
sont pauvres en 2018



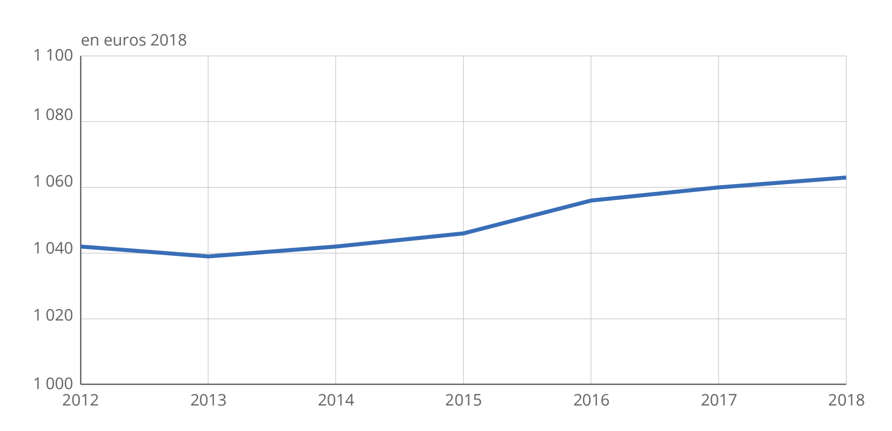
Lecture : en 2018, 9 327 000 personnes sont pauvres au sens monétaire en France métropolitaine.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Taux de pauvreté



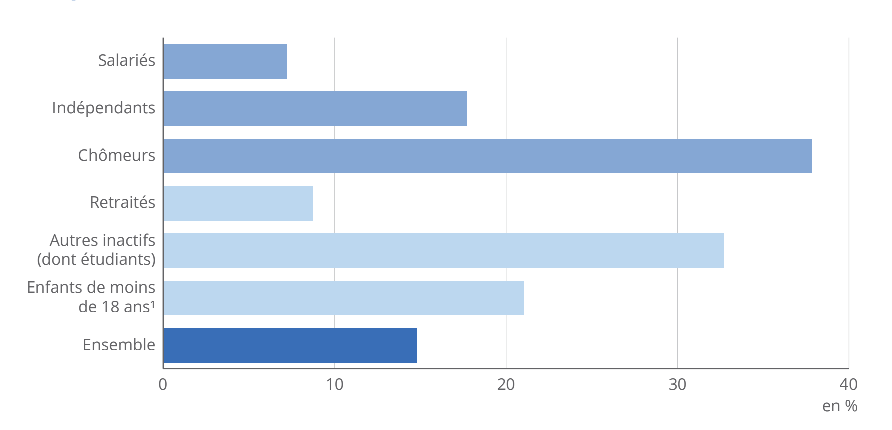
Lecture : en 2018, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté est de 14,8 %.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

Seuils de pauvreté mensuels



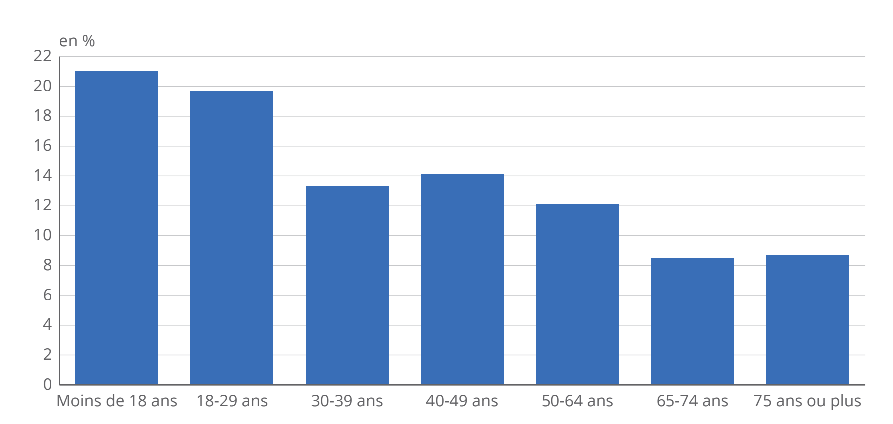
Lecture : en 2018, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, sont considérées comme pauvres les personnes ayant un niveau de vie inférieur à 1 063 euros par mois.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

Taux de pauvreté selon le statut d'activité en 2018



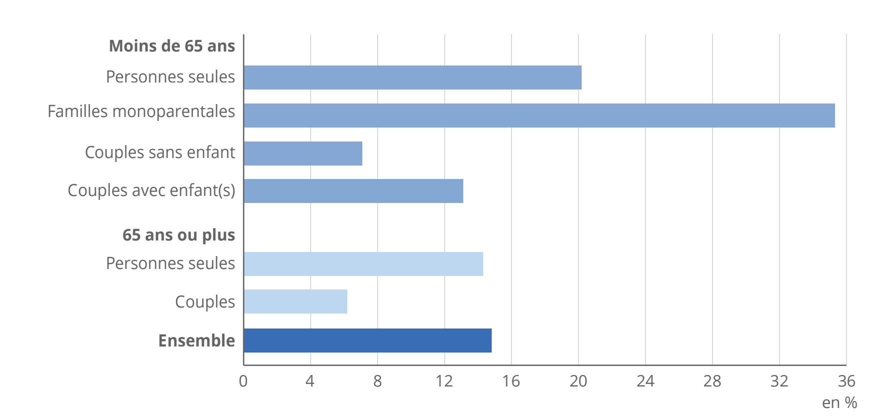
1. Toutes les personnes de moins de 18 ans sont considérées comme enfants quel que soit leur statut d'activité.
Lecture : en 2018, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté des salariés est de 7,2 %.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Taux de pauvreté selon l'âge en 2018



Lecture : en 2018, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté des moins de 18 ans est de 21,0 %.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

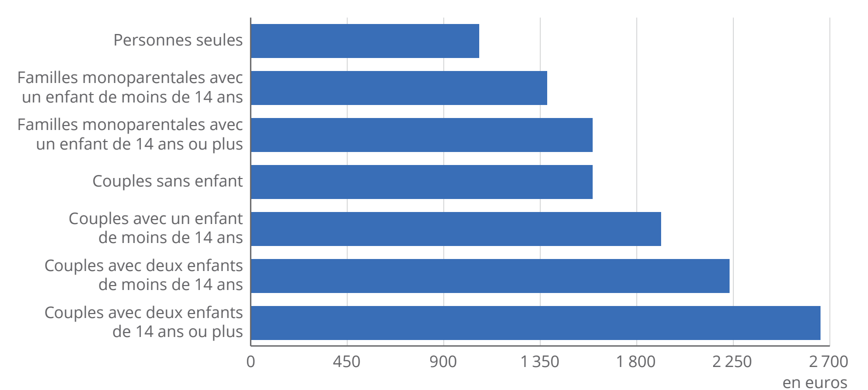
Taux de pauvreté selon le type de ménage en 2018



Lecture : en 2018, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté des personnes seules de moins de 65 ans est de 20,2 %.
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.



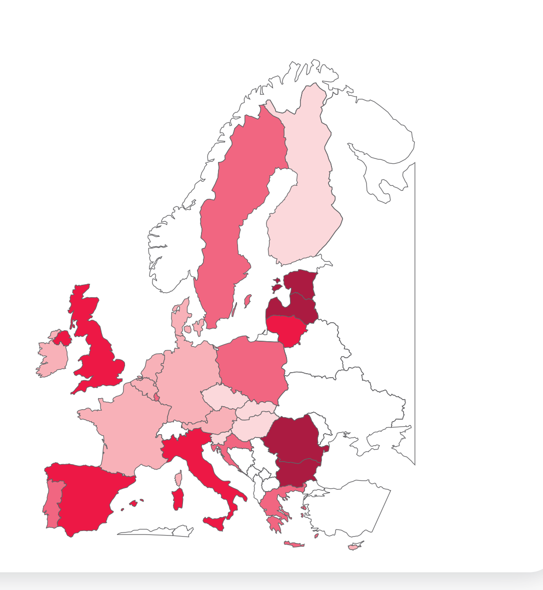
Seuil de pauvreté mensuel selon la composition familiale en 2018



Lecture : en 2018, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, un couple avec un enfant de moins de 14 ans disposant d'un revenu disponible mensuel inférieur à 1 913 euros est pauvre.
Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Taux de pauvreté en 2018

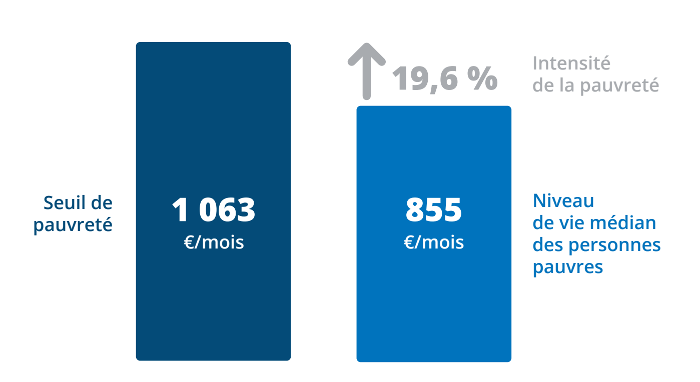




Notes :
- données 2017 pour le Royaume-Uni ;
- pour la France, le taux de pauvreté est différent de celui de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux, qui est la source de référence, en raison d'un champ différent.

Lecture : en 2018, en France, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté est de 13,6 % contre 16,8 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 5 janvier 2021), EU-Silc.

Intensité de la pauvreté en 2018



Lecture : en 2018, la moitié des personnes pauvres a un niveau de vie inférieur à 855 euros par mois, soit 19,6 % de moins que le seuil de pauvreté (intensité de la pauvreté).
Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

Patrimoine

Début 2018, la moitié des ménages vivant en France déclarent un patrimoine brut supérieur à 163 100 euros et un patrimoine net, c'est-à-dire déduction faite de leurs emprunts privés et professionnels, supérieur à 117 000 euros. Ils possèdent collectivement 92,1 % de la masse totale de patrimoine. Les 10 % des ménages aux patrimoines les plus élevés détiennent un patrimoine brut moyen de 1 279 000 euros et un patrimoine net de 1 175 000 euros.

Début 2018, en France hors Mayotte, 83,4 % des ménages possèdent au moins un livret d'épargne : c'est le produit financier le plus fréquemment détenu. L'immobilier a également une place importante dans le patrimoine des ménages : début 2018, 61,8 % d'entre eux possèdent un patrimoine immobilier, qu'il s'agisse de leur résidence principale ou d'un autre logement.

Ces taux de détention par type d'actifs varient selon l'âge, la catégorie socioprofessionnelle et le type de ménage. Le patrimoine immobilier croit avec l'âge de la personne de référence, et est plus élevé pour les agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise ainsi que pour les couples sans enfants.

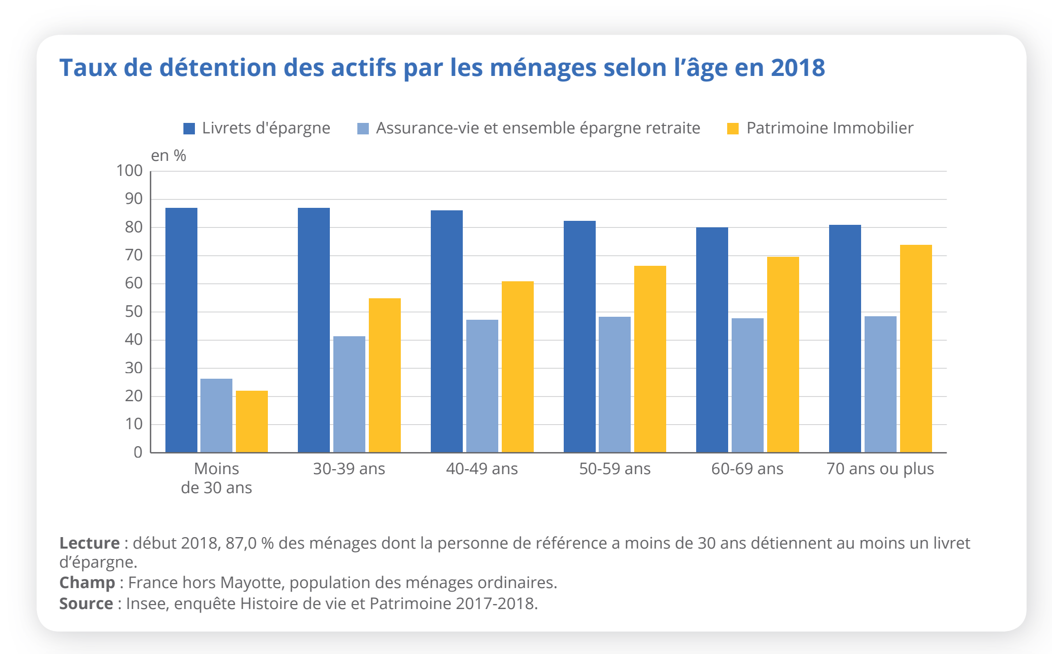
La composition du patrimoine des ménages diffère selon le montant de patrimoine brut. Le patrimoine immobilier est largement majoritaire chez les ménages situés entre le 4e et le 9e **décile**, avec une part comprise entre 70 % et 77 %.

En savoir plus

« Revenus et patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2021.
« 10 % des ménages détiennent près de la moitié du patrimoine total », *Insee Focus* n° 176, décembre 2019.
« Le patrimoine des ménages en 2018 », *Insee Première* n° 1722, décembre 2018.

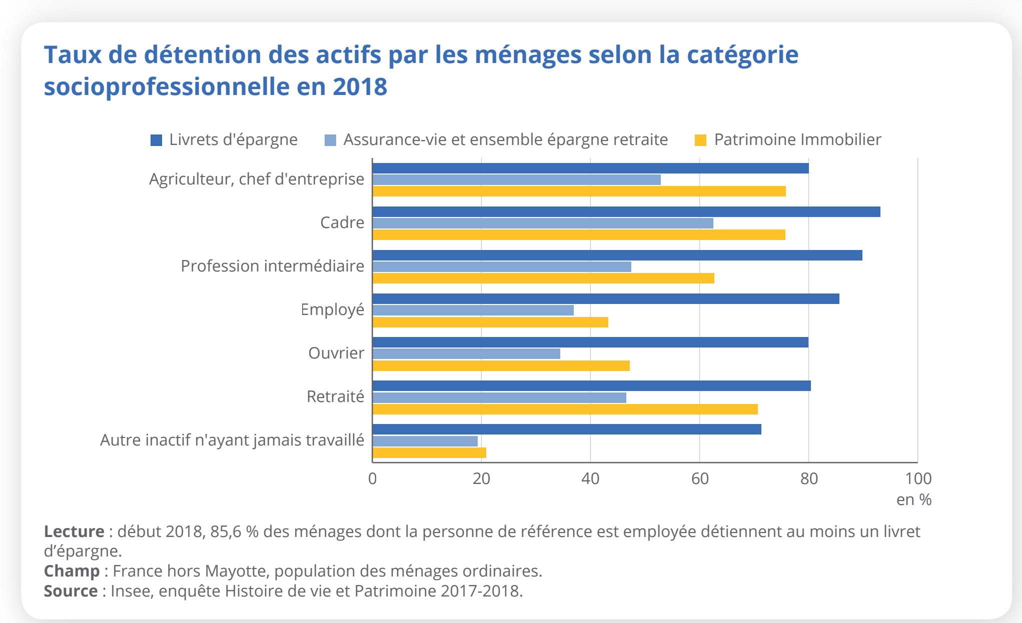


Taux de détention des actifs par les ménages selon l'âge en 2018



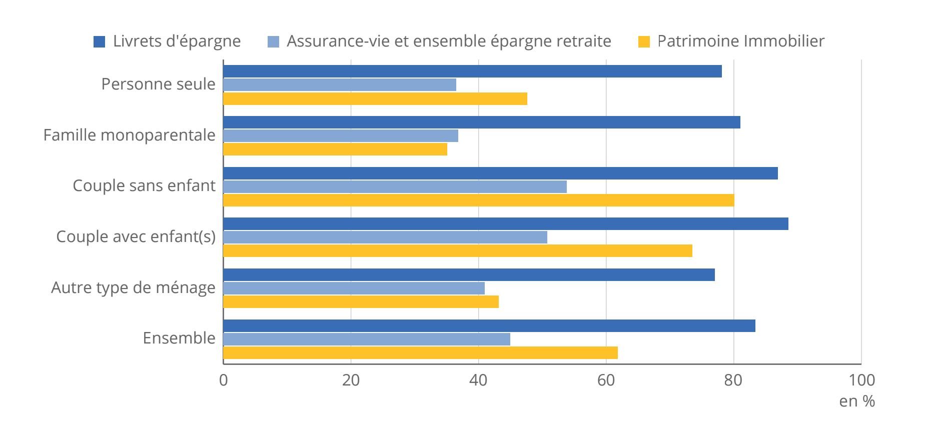
Lecture : début 2018, 87,0 % des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans détiennent au moins un livret d'épargne.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Taux de détention des actifs par les ménages selon la catégorie socioprofessionnelle en 2018



Lecture : début 2018, 85,6 % des ménages dont la personne de référence est employée détiennent au moins un livret d'épargne.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Taux de détention des actifs par les ménages selon le type de ménage en 2018



Lecture : début 2018, 78,1 % des personnes seules au moins un livret d'épargne.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Patrimoine moyen par dixième en 2018

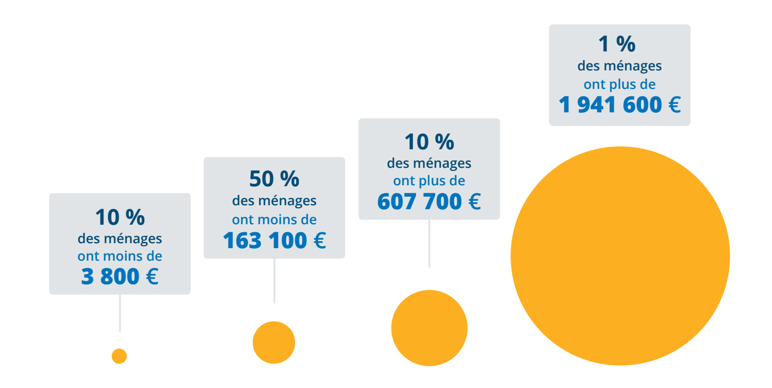
Inférieur au 1er décile
Entre le 1er et le 2e décile
Entre le 2e et le 3e décile
Entre le 3e et le 4e décile
Entre le 4e et le 5e décile
Entre le 5e et le 6e décile
Entre le 6e et le 7e décile
Entre le 7e et le 8e décile
Entre le 8e et le 9e décile
Supérieur au 9e décile

Patrimoine brut
Patrimoine net

– 200 0 200 400 600 800 1 000 1 200 1 400
en milliers d'euros

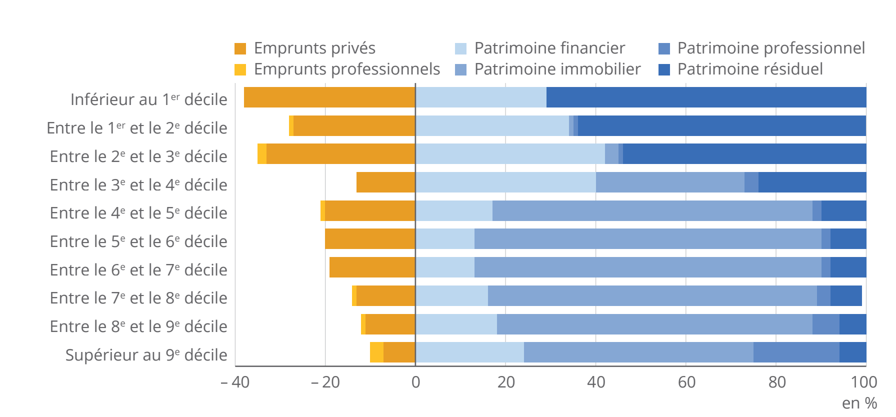
Lecture : début 2018, les 10 % des ménages aux patrimoines les moins élevés détiennent un patrimoine brut moyen de 1 800 euros, et – 8 200 euros de patrimoine net.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Distribution du patrimoine brut des ménages en 2018



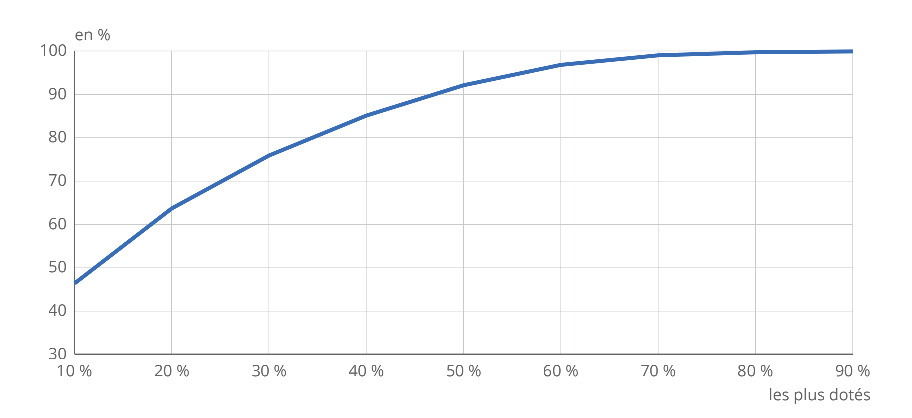
Lecture : début 2018, 10 % des ménages français ont un patrimoine brut supérieur à 607 700 euros.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Composition du patrimoine brut par dixième en 2018



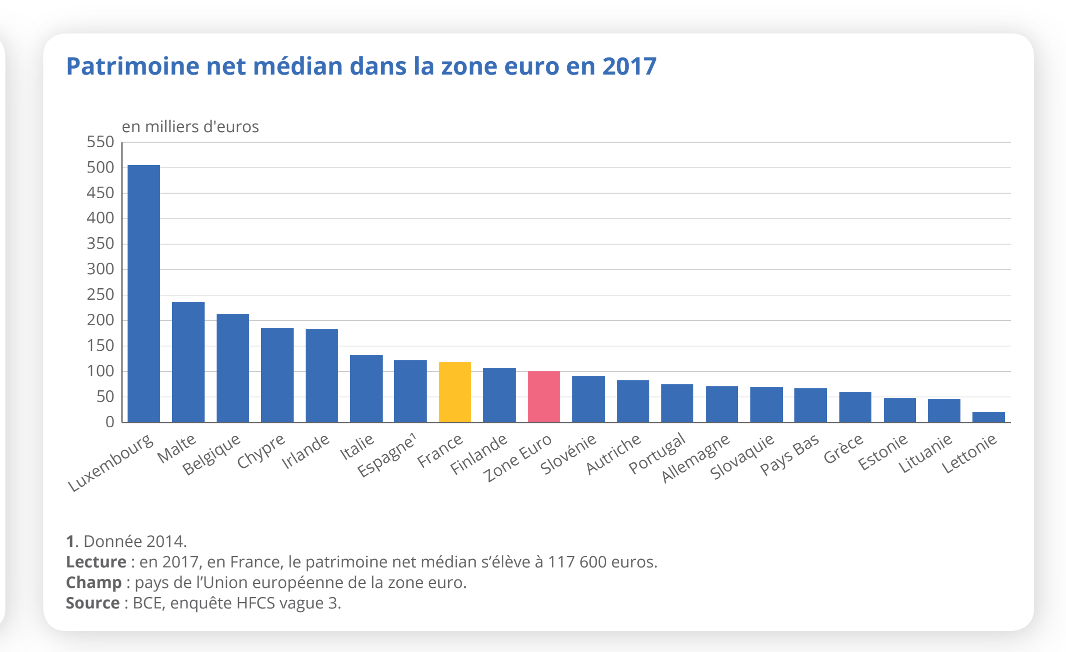
Lecture : début 2018, le patrimoine détenu par les 10 % des ménages les mieux dotés en patrimoine brut est composé à 24 % d'actifs financiers, 51 % d'actifs immobiliers, 19 % d'actifs professionnels et 6 % de patrimoine résiduel. Les emprunts privés équivalent à 7 % de leur patrimoine brut et les emprunts professionnels à 3 %.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Masse du patrimoine brut détenue par les ménages les plus dotés en 2018



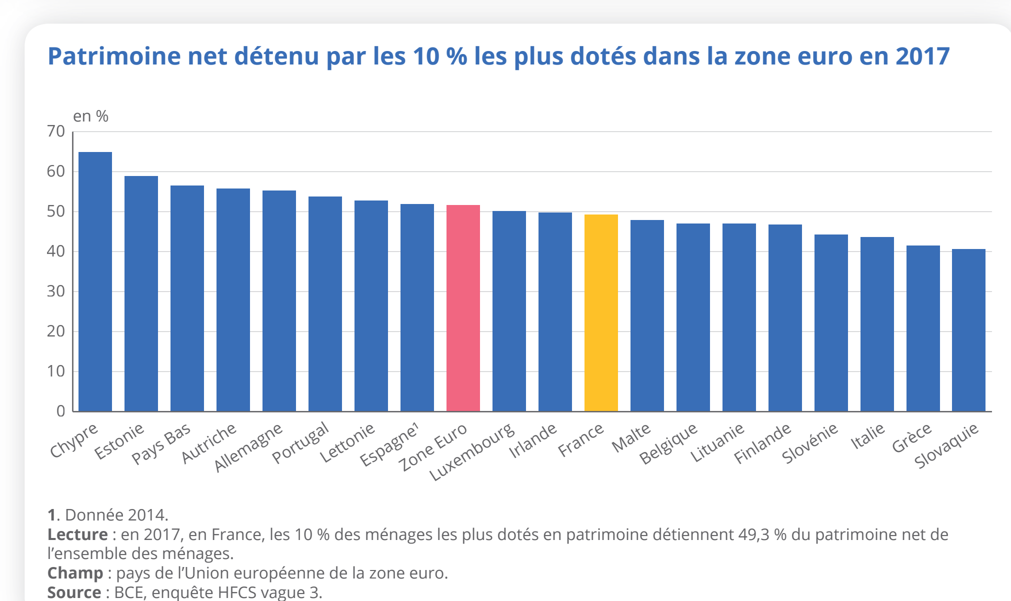
Lecture : début 2018, les 10 % des ménages aux patrimoines les plus élevés détiennent 46,4 % de la masse totale du patrimoine brut.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.
Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

Patrimoine net médian dans la zone euro en 2017



1. Donnée 2014.
Lecture : en 2017, en France, le patrimoine net médian s'élève à 117 600 euros.
Champ : pays de l'Union européenne de la zone euro.
Source : BCE, enquête HFCS vague 3.

Patrimoine net détenu par les 10 % les plus dotés dans la zone euro en 2017



1. Donnée 2014.
Lecture : en 2017, en France, les 10 % des ménages les plus dotés en patrimoine détiennent 49,3 % du patrimoine net de l'ensemble des ménages.
Champ : pays de l'Union européenne de la zone euro.
Source : BCE, enquête HFCS vague 3.



Consommation et équipement des ménages

Depuis 60 ans, les ménages français consomment un peu plus chaque année si bien qu'aujourd'hui le volume annuel de leurs **dépenses de consommation** est 4,3 fois plus élevé qu'en 1962. Bien plus forte que celle de la population (multipliée par 1,4 depuis 1962), cette progression globale recouvre de profonds changements entre les différents postes de consommation : les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites au profit notamment des transports et du logement. Ce dernier est aujourd'hui le principal poste de dépenses des ménages (33,4 % en 2020).

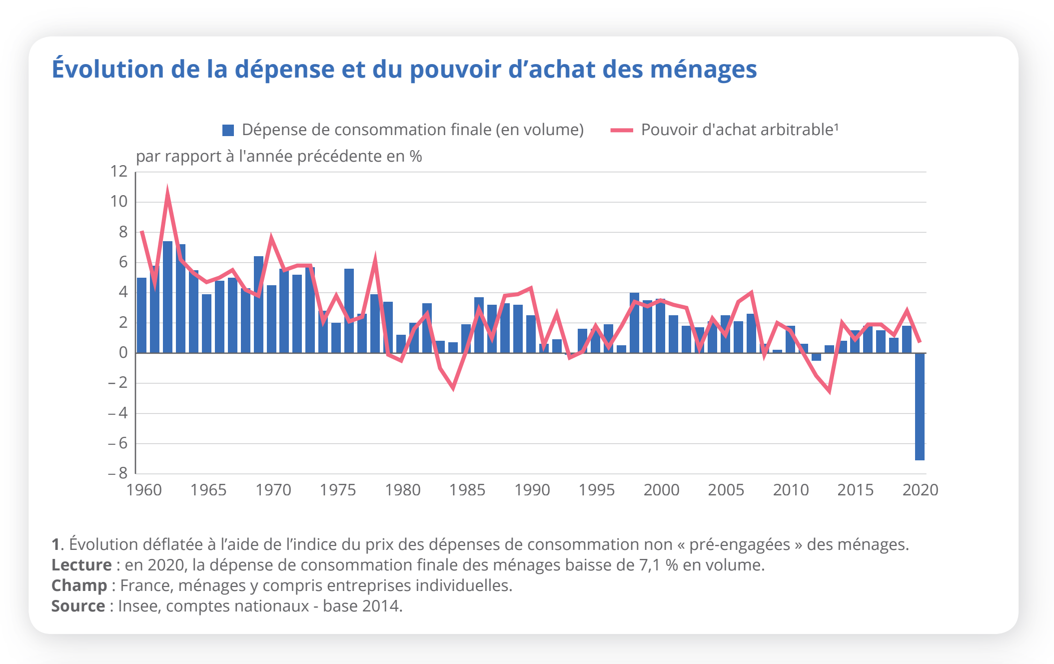
En 60 ans, les volumes de **consommation** de biens durables ont augmenté en moyenne de 5 % par an : tirés par la motorisation des ménages et l'équipement des foyers, ils ont augmenté en moyenne de 7 % par an entre 1960 et 1990. Depuis 1990, ce rythme de croissance est moins soutenu (+ 3 % par an) mais reste supérieur à celui de la consommation de services (+ 1 % par an).

Les dépenses liées aux technologies, contenus et supports de l'information (TCSI) ont été multipliées par 6,5 en volume depuis 1990. Le rythme de croissance a été particulièrement élevé entre 2000 et 2010, porté par la diffusion massive des biens électroniques (ordinateurs, téléphones portables) et des services de télécommunication associés. Aujourd'hui plus de 8 ménages sur 10 sont équipés d'un téléphone portable, d'un micro-ordinateur et d'une connexion à internet. Les formes de vente évoluent également : en 2019, 64 % des individus de 15 ans ou plus ont réalisé un achat sur internet au cours des 12 derniers mois contre 39 % dix ans plus tôt.

En savoir plus

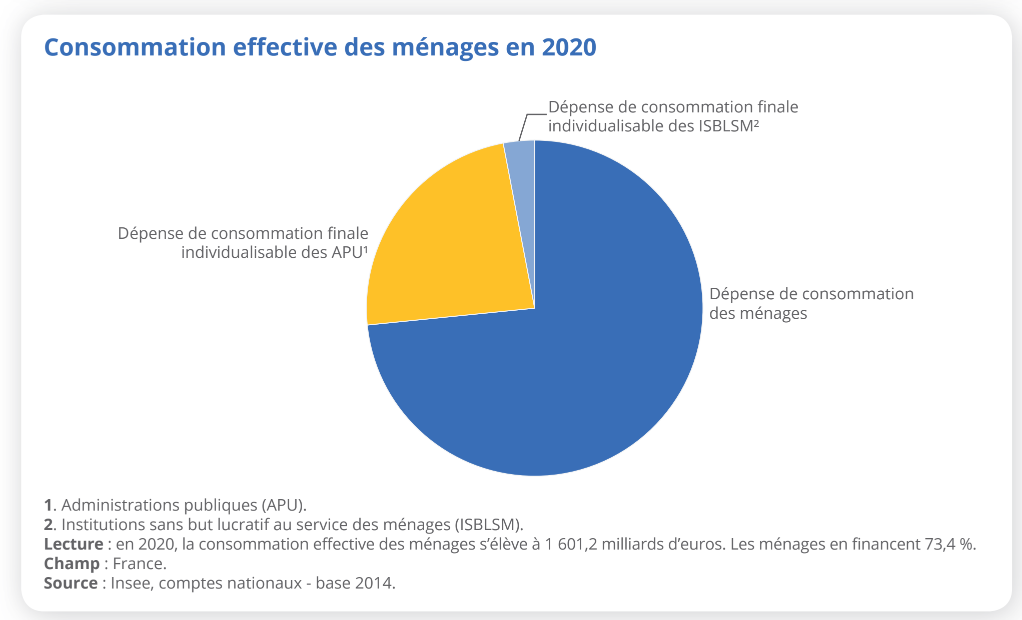
« En 2020, la consommation des ménages chute, tandis que le pouvoir d'achat résiste », *Insee Première* n° 1864 , juin 2021.
« Ordinateur et accès à Internet : les inégalités d'équipement persistent selon le niveau de vie », *Insee Focus* n° 226, février 2021.

Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.
Lecture : en 2020, la dépense de consommation finale des ménages baisse de 7,1 % en volume.
Champ : France, ménages y compris entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Consommation effective des ménages en 2020



1. Administrations publiques (APU).
2. Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
Lecture : en 2020, la consommation effective des ménages s'élève à 1 601,2 milliards d'euros. Les ménages en financent 73,4 %.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Dépense de consommation des ménages par fonction

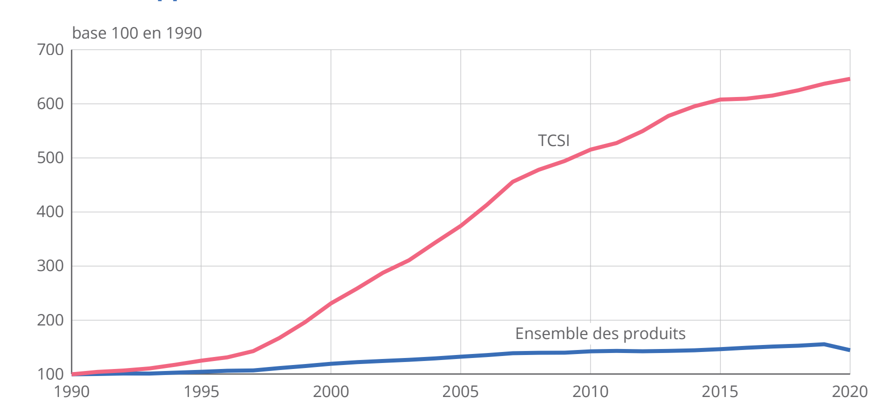
Logement, chauffage, éclairage¹
Alimentation, boissons, tabac
Autres biens et services²
Transports
Communications, loisirs, culture
Hôtels, cafés, restaurants
Santé
Habillement et chaussures
Éducation

1960
2020

0 5 10 15 20 25 30 35
en %

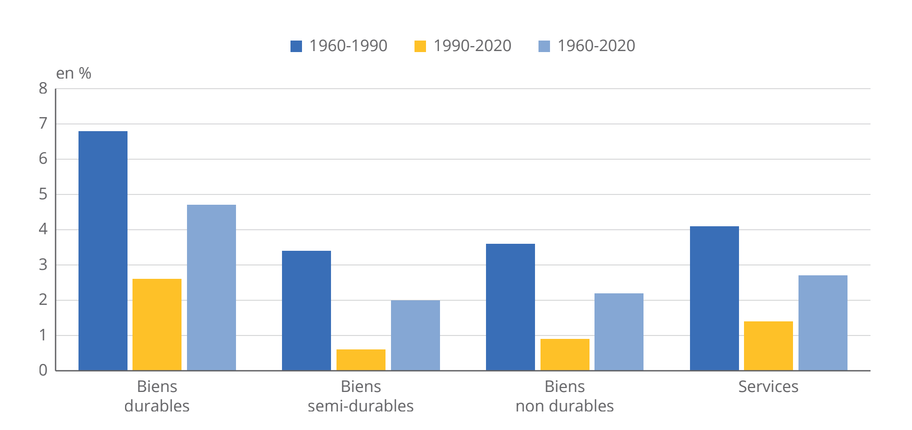
1. Y compris équipement du logement.
2. Y compris correction territoriale.
Lecture : en 2020, les ménages consacrent 19,5 % de leurs dépenses de consommation à l'alimentation, aux boissons et au tabac.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Évolution de la dépense de consommation des ménages en technologies, contenus et supports de l'information



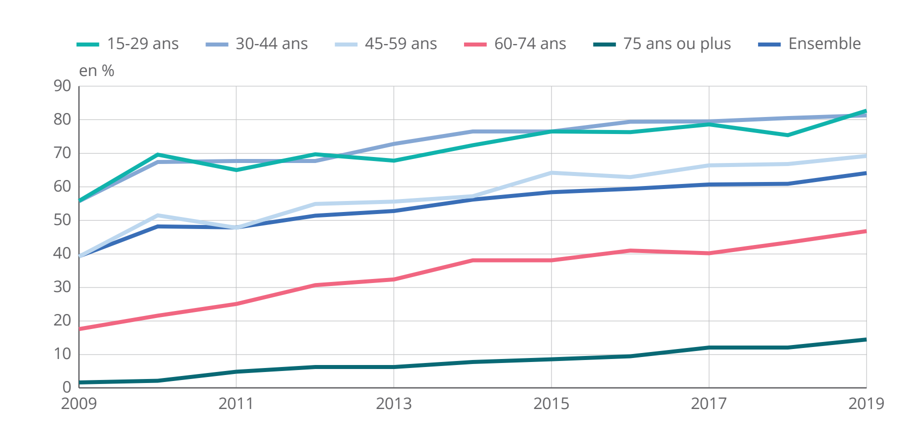
Lecture : entre 1990 et 2020, la dépense de consommation des ménages en produits des technologies, contenus et supports de l'information (TCSI) a été multipliée par 6,5 en volume.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité



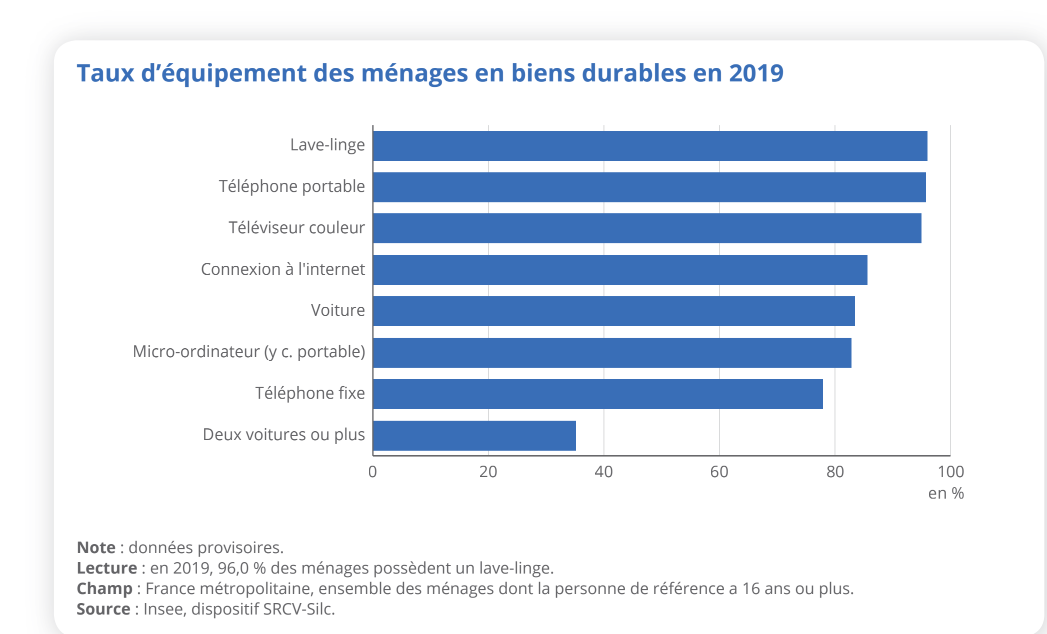
Lecture : entre 1960 et 2020, la consommation effective des ménages en biens durables progresse en moyenne de 4,7 % par an en volume.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Achat sur internet selon l'âge



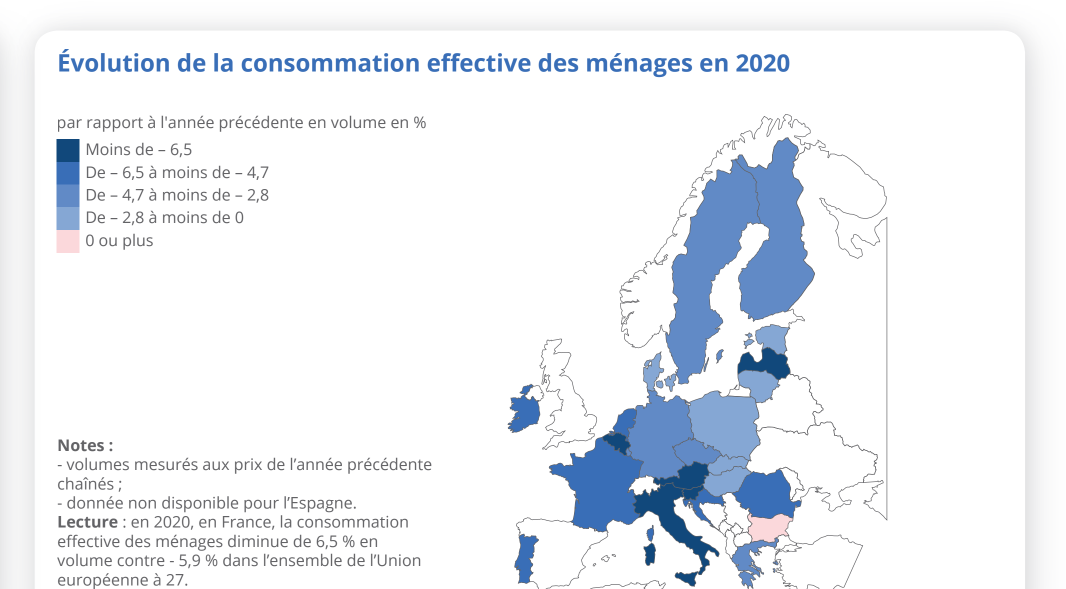
Lecture : en 2019, 82,7 % des 15 à 29 ans ont réalisé un achat sur internet au cours des douze derniers mois.
Champ : France, ensemble des individus de 15 ans ou plus vivant dans un ménage ordinaire.
Source : Insee, enquêtes TIC auprès des ménages.

Taux d'équipement des ménages en biens durables en 2019



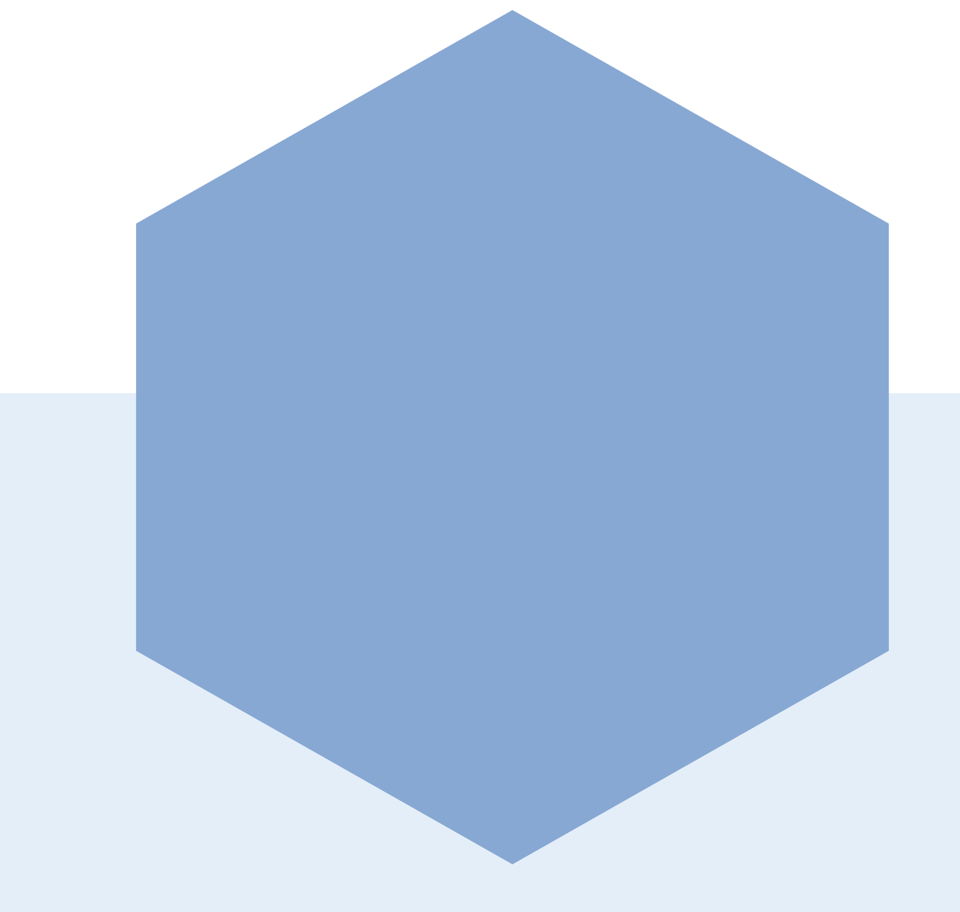
Note : données provisoires.
Lecture : en 2019, 96,0 % des ménages possèdent un lave-linge.
Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages dont la personne de référence a 16 ans ou plus.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.

Évolution de la consommation effective des ménages en 2020



Notes :
- volumes mesurés aux prix de l'année précédente chaînés ;
- donnée non disponible pour l'Espagne.

Lecture : en 2020, en France, la consommation effective des ménages diminue de 6,5 % en volume contre - 5,9 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Source : Eurostat (extraction du 26 avril 2021).



Conditions de vie – Société

Société – Vie sociale – Élection

Au 24 mai 2021, 47,9 millions de personnes sont inscrites au Répertoire électoral unique sur les listes électorales françaises hors Nouvelle-Calédonie. En France, le taux d'inscription sur les listes électorales est de 94 %. Grâce à la procédure de l'inscription d'office, la quasi-totalité des adultes de moins de 30 ans est inscrite. Ce taux est le plus bas pour les 30-44 ans (91 %), car tous les électeurs ne se réinscrivent pas immédiatement sur la liste de leur nouvelle commune après un déménagement. Il remonte ensuite avec l'âge, avant de décroître vers 75 ans. En 2017, pour l'élection présidentielle, 73 % des électeurs ont voté aux deux tours de scrutin et 15 % n'ont voté à aucun des deux tours. Cette abstention systématique est plus fréquente parmi les jeunes et les personnes les plus âgées.

En 2018, les personnes âgées de 16 ans ou plus attribuent en moyenne une note de satisfaction de 7,3 sur 10 à la vie qu'elles mènent actuellement. L'absence de difficultés matérielles mais aussi la richesse des liens sociaux vont de pair avec de hauts niveaux de satisfaction. En 2017, trois quarts des personnes accordent une très grande importance à la famille et un tiers aux amis et relations. Adhérer à une association permet de multiplier les relations sociales : En 2016, 41 % des personnes sont membres d'au moins une association, une participation stable depuis plus de 30 ans. L'essor d'internet favorise également la fréquence des échanges à distance : en 2019, environ 80 % des 16-24 ans utilisent internet pour communiquer par messagerie ou téléphoner. Les contacts avec l'administration sont, en revanche, inexistants pour près de 30 % des 15-29 ans.

En savoir plus

« 47,9 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales françaises en mai 2021 », *Insee Focus* n° 241, juin 2021.
« Élections présidentielle et législatives de 2017 : neuf inscrits sur dix ont voté à au moins un tour de scrutin », *Insee Première* n° 1670, octobre 2017.

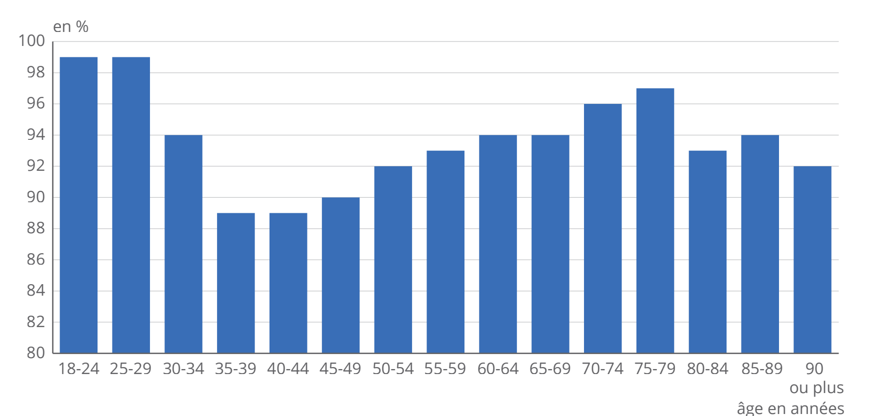




47 947 555
électeurs inscrits
au 24 mai 2021

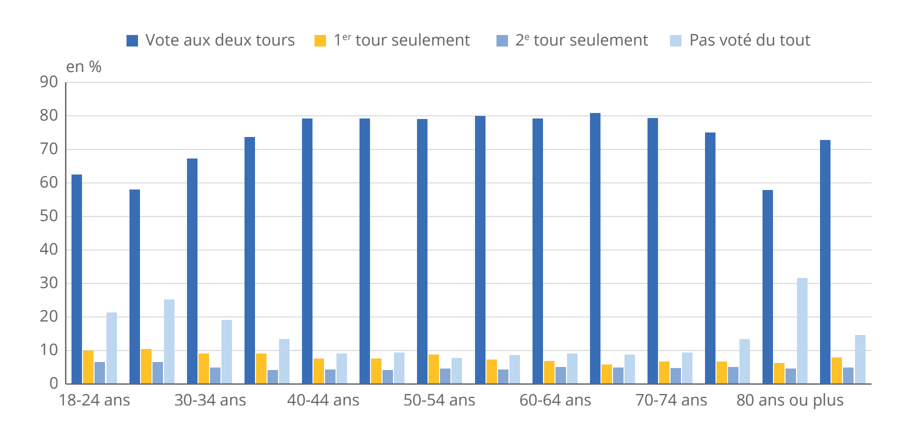
Lecture : au 24 mai 2021, 47,9 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes électorales françaises.
Champ : France y compris collectivités d'outre-mer sauf Nouvelle-Calédonie
Source : Insee, Répertoire électoral unique (REU), données au 24 mai 2021.

Taux d'inscription au 24 mai 2021 selon l'âge



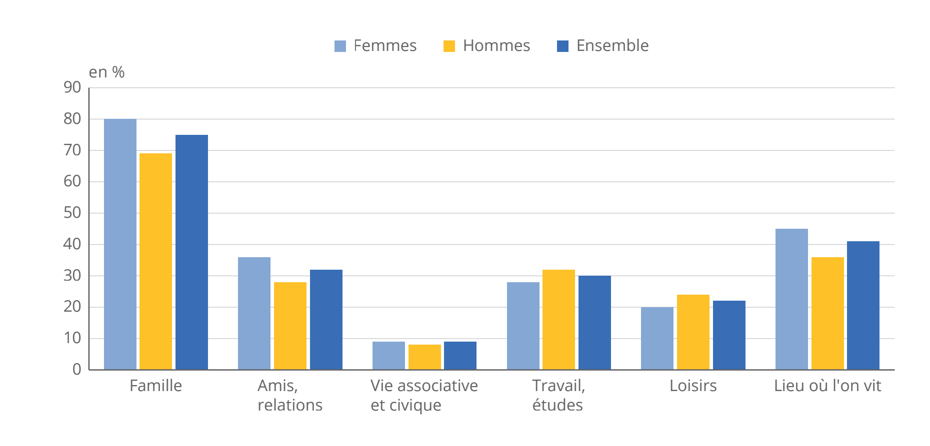
Lecture : au 24 mai 2021, 99 % des personnes âgées de 18 à 24 ans (au 1er mai) sont inscrites sur les listes principales communales.
Champ : France.
Source : Insee, estimations de population (données provisoires arrêtées à fin mai 2021), Répertoire électoral unique (REU) – électeurs inscrits sur les listes principales communales au 24 mai 2021.

Participation aux élections présidentielles selon l'âge en 2017



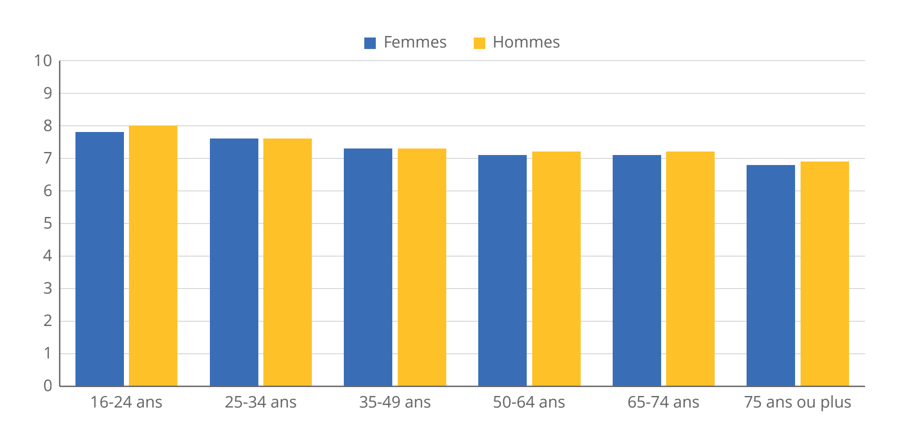
Lecture : en 2017, 62,4 % des électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté aux deux tours de l'élection présidentielle.
Champ : France hors Mayotte ; inscrits sur les listes électorales en 2017 et résidant en France en 2015.
Source : Insee, enquête participation électorale.

Importance accordée à divers aspects de sa vie selon le sexe en 2017



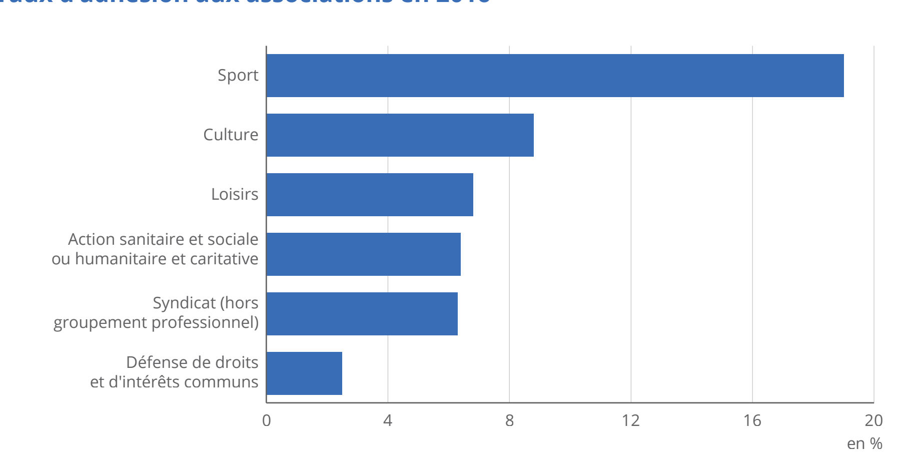
Lecture : en 2017, 75 % des personnes jugent la famille « très importante ».
Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.

Satisfaction de sa vie selon le sexe et l'âge en 2018



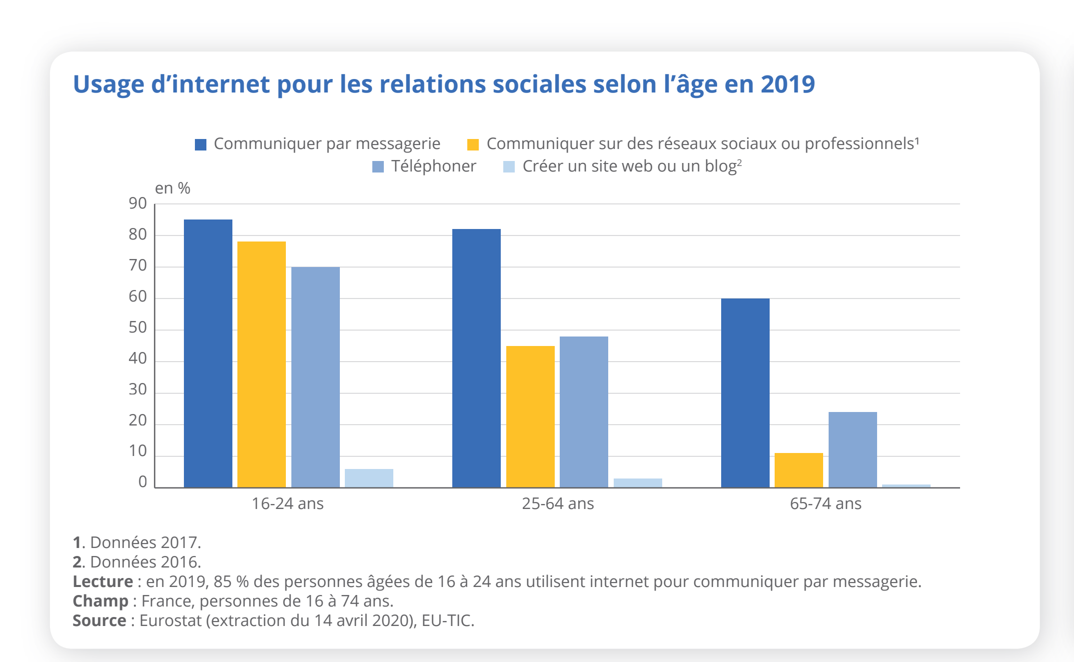
Note : notation de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (très satisfait).
Lecture : en 2018, les femmes âgées de 16 à 24 ans évaluent à 7,8 leur satisfaction de la vie qu'elles mènent actuellement.
Champ : France, individus de 16 ans ou plus.
Source : Eurostat (extraction du 6 novembre 2020), EU-Silc.

Taux d'adhésion aux associations en 2016



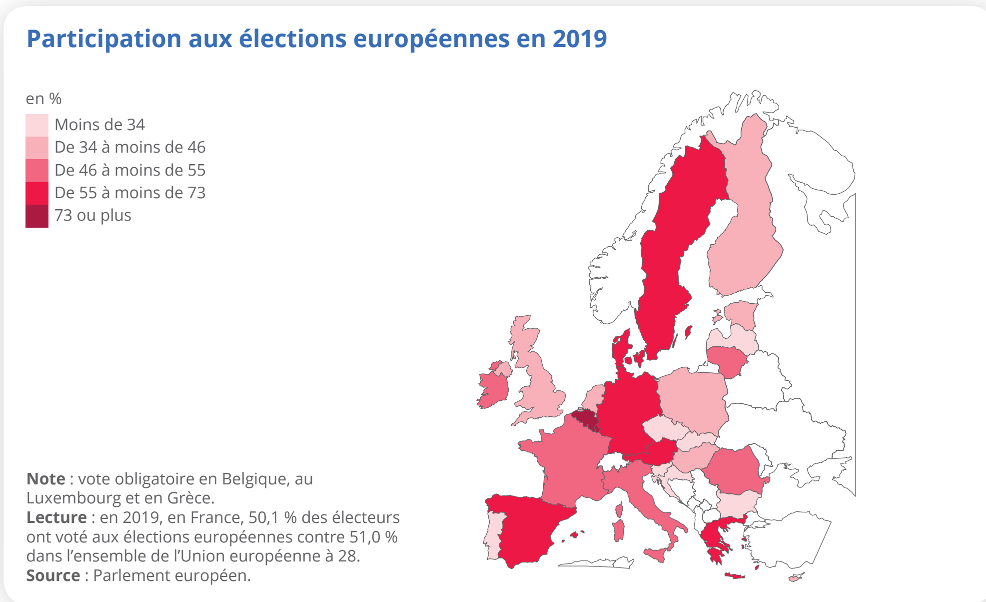
Lecture : en 2016, 19,0 % des personnes âgées de 16 ans ou plus adhèrent à au moins une association sportive.
Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.

Usage d'internet pour les relations sociales selon l'âge en 2019



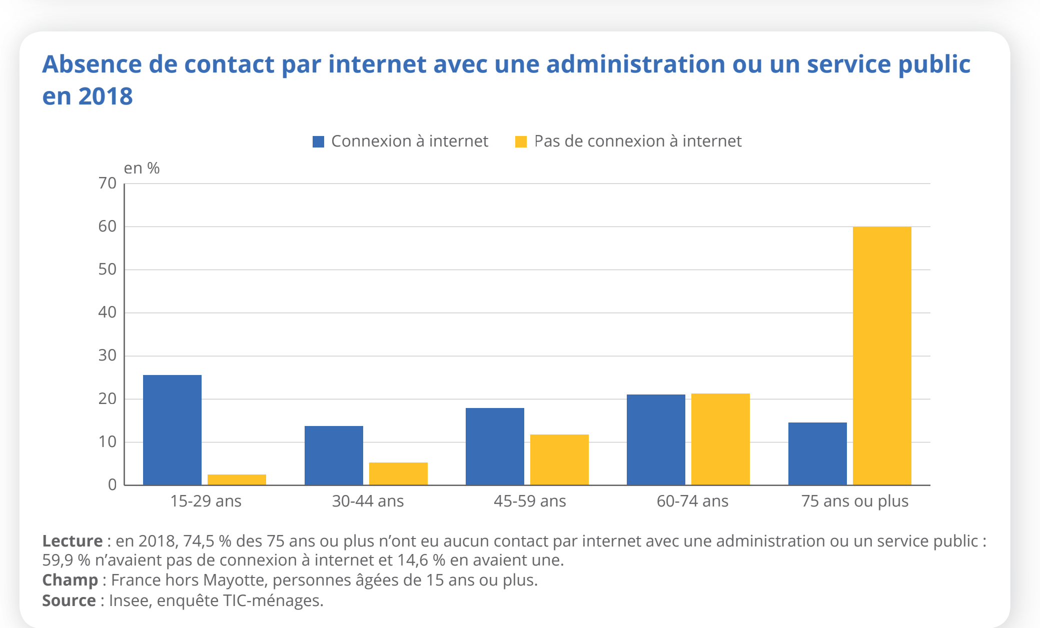
1. Données 2017.
2. Données 2016.
Lecture : en 2019, 85 % des personnes âgées de 16 à 24 ans utilisent internet pour communiquer par messagerie.
Champ : France, personnes de 16 à 74 ans.
Source : Eurostat (extraction du 14 avril 2020), EU-TIC.

Participation aux élections européennes en 2019



Note : vote obligatoire en Belgique, au Luxembourg et en Grèce.
Lecture : en 2019, en France, 50,1 % des électeurs ont voté aux élections européennes contre 51,0 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Parlement européen.

Absence de contact par internet avec une administration ou un service public en 2018



Lecture : en 2018, 74,5 % des 75 ans ou plus n'ont eu aucun contact par internet avec une administration ou un service public : 59,9 % n'avaient pas de connexion à internet et 14,6 % en avaient une.
Champ : France hors Mayotte, personnes âgées de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête TIC-ménages.



Éducation – Formation – Compétences

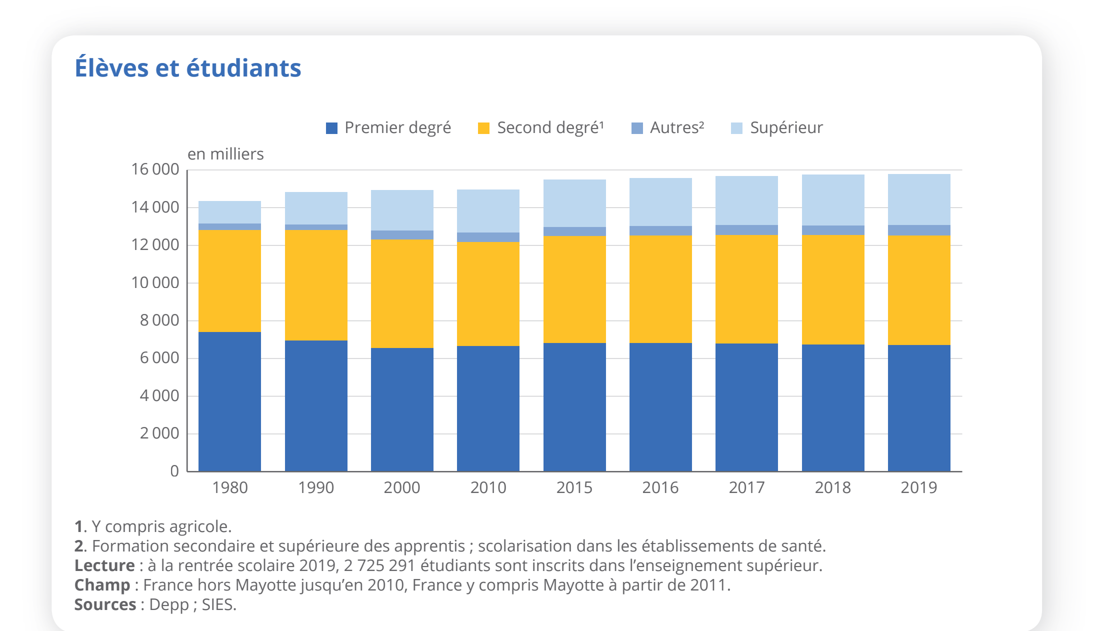
À la rentrée 2019, près de 16 millions d'élèves et d'étudiants sont scolarisés en France. Les effectifs d'élèves dans le **premier** et le **second degrés** sont plutôt stables depuis les années 1980. En revanche, la population des étudiants a plus que doublé, atteignant 2,7 millions en 2019. Sur la même période, les effectifs **d'apprentis** ont globalement augmenté, ils sont quatre fois plus nombreux dans **l'enseignement supérieur** en 2019 qu'en 2000.

La **dépense intérieure d'éducation** en euros constants augmente depuis les années 1980 mais représente une part stable du **produit intérieur brut (PIB)** : 6,6 % en 2019. La dépense moyenne par élève, étudiant (y compris apprenti) augmente dans tous les niveaux d'enseignement entre 1980 et 2010. Par la suite, l'effort porte essentiellement sur le premier degré pour atteindre une dépense moyenne par écolier de 7 000 euros en 2019.

La proportion de bacheliers dans une génération est de 80 % en 2019, elle a augmenté de près de 20 points depuis le milieu des années 2000. Cette forte progression résulte de la croissance de la voie générale et de l'important essor de la voie professionnelle. La poursuite d'études dans l'enseignement supérieur concerne la quasi-totalité (95 %) des bacheliers de la voie générale, 80 % de ceux de la voie technologique et un peu plus de 40 % de ceux de la voie professionnelle. En 2018, près de 200 000 diplômes de licence et près de 200 000 diplômes de **BTS-DUT** ont été délivrés, ainsi qu'environ 150 000 diplômes de master et doctorat et 90 000 diplômes d'écoles d'ingénieur ou de commerce.

En savoir plus

« L'état de l'école 2020 », n° 30, Depp-MENJS-Mesri, novembre 2020.
« Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche », Depp-MENJS-Mesri, édition 2020.



1. Y compris agricole.
2. Formation secondaire et supérieure des apprentis ; scolarisation dans les établissements de santé.
Lecture : à la rentrée scolaire 2019, 2 725 291 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2010, France y compris Mayotte à partir de 2011.
Sources : Depp ; SIES.

Apprentis selon le diplôme préparé

CAP · BEP · Autres diplômes niveau V · Brevet professionnel · Baccalauréat professionnel · Autres diplômes niveau IV · Diplômes du supérieur

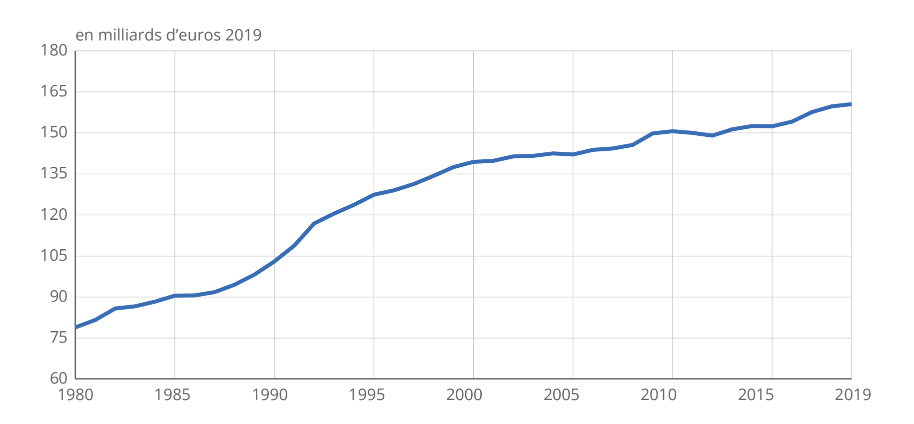
en milliers

500 · 400 · 300 · 200 · 100 · 0

2000 · 2002 · 2004 · 2006 · 2008 · 2010 · 2012 · 2014 · 2016 · 2018 · 2019

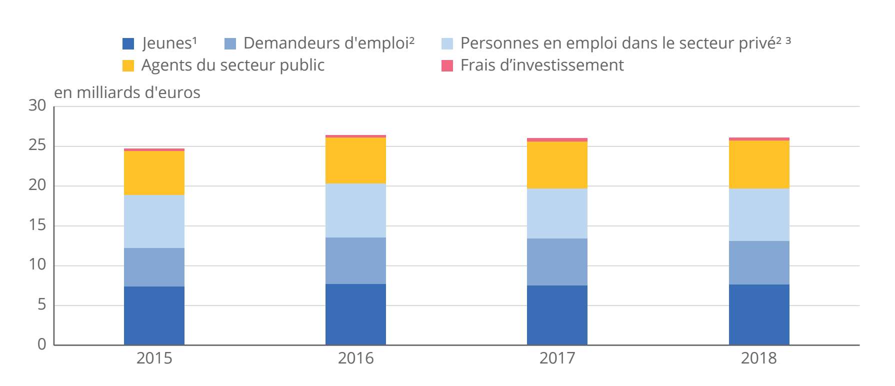
Lecture : à la rentrée scolaire 2019, 53 600 apprentis préparent un baccalauréat professionnel et 14 100 un diplôme de niveau IV.
Champ : France hors Mayotte jusqu'à 2010, France y compris Mayotte à partir de 2011.
Source : Depp.

Dépense intérieure d'éducation



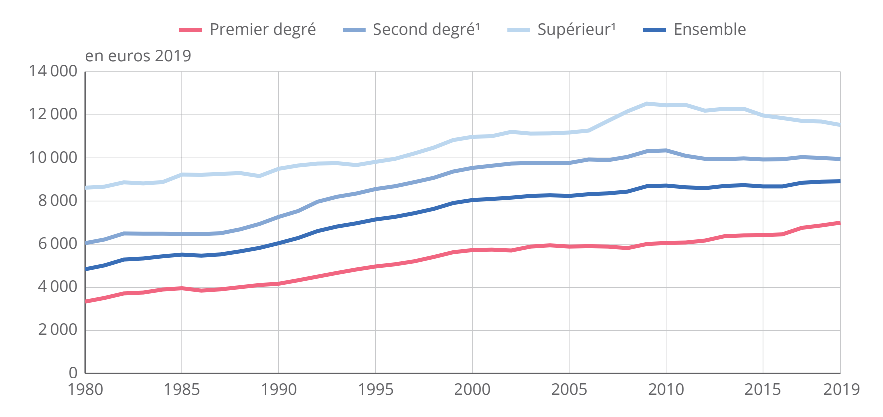
Lecture : en 2019, la dépense intérieure d'éducation s'élève à 160,5 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Depp.

Dépense pour la formation continue



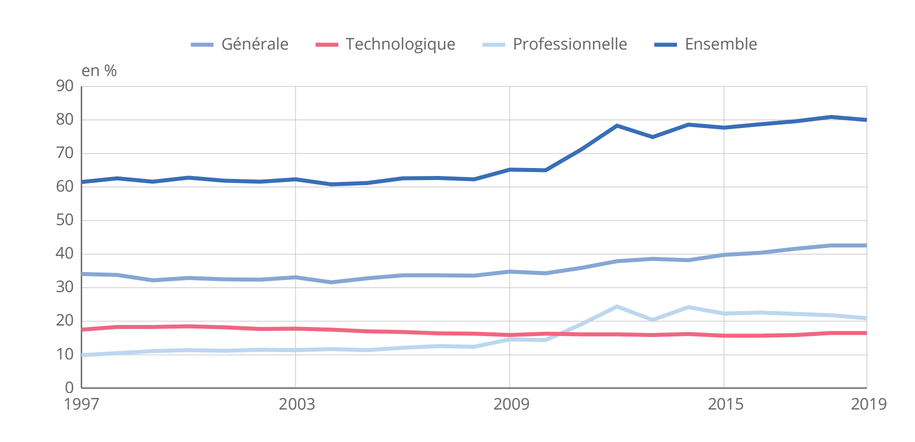
1. Dépenses en faveur des jeunes (de moins de 26 ans en général) en insertion professionnelle ou en contrat d'alternance (professionnalisation et apprentissage).
2. Y compris une partie des dépenses en faveur des jeunes.
3. Hors dépenses directes des entreprises.
Lecture : en 2018, la dépense de formation continue en faveur des agents du secteur public s'élève à 6 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Dares.

Dépense intérieure d'éducation par élève ou étudiant en euros constants selon le niveau d'enseignement



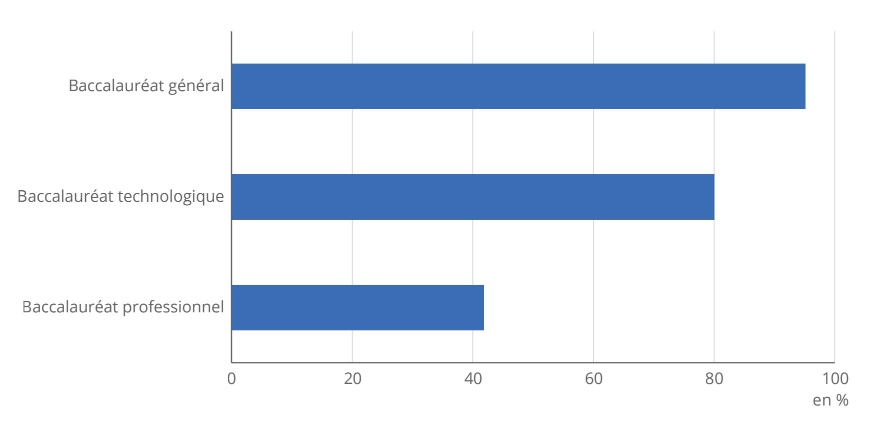
1. Y compris apprentissage depuis 1999.
Lecture : en 2019, la dépense moyenne d'éducation par élève du 1er degré est égale à 7 000 euros.
Champ : France.
Source : Depp.

Proportion de bacheliers dans une génération selon la filière



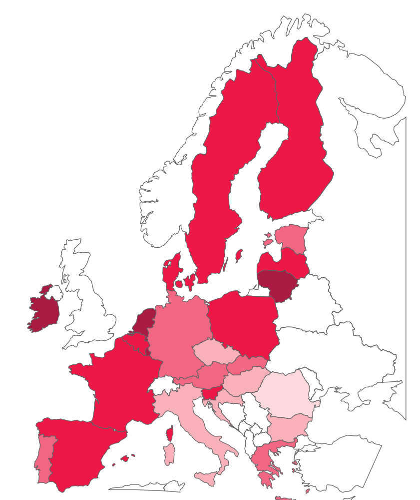
Lecture : en 2019, 80,0 % d'une génération est bachelière.
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2000 et France hors Mayotte à partir de 2001.
Sources : Depp ; Insee ; Ministère en charge de l'agriculture.

Inscription des bacheliers dans l'enseignement supérieur selon la filière du baccalauréat en 2019



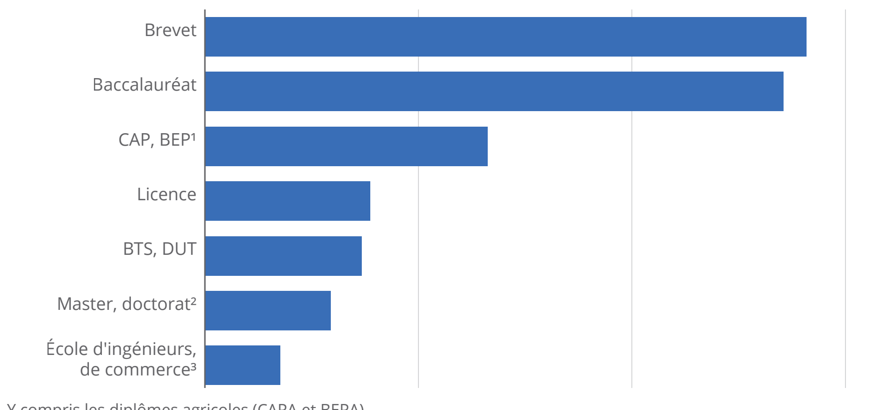
Note : données provisoires, hors inscriptions simultanées en licence et classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).
Lecture : en 2019, 95,1 % des bacheliers ayant obtenu un baccalauréat général sont inscrits dans l'enseignement supérieur.
Champ : France.
Source : SIES.

Part des 30-34 ans diplômés du supérieur en 2020



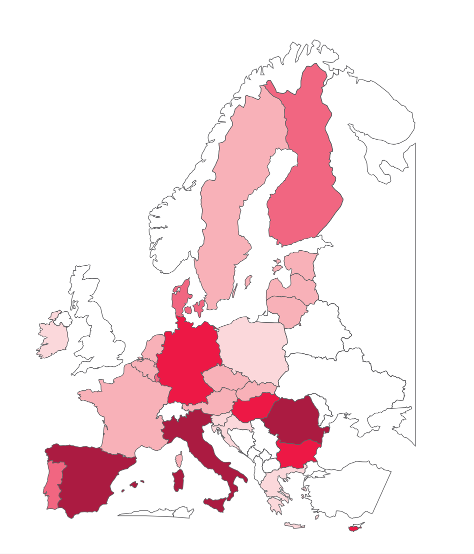
Lecture : en 2020, en France, 48,8 % des 30-34 ans sont diplômés de l'enseignement supérieur contre 41,0 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : personnes de 30 à 34 ans.
Source : Eurostat (extraction du 22 juin 2021), EU-LFS.

Principaux diplômes délivrés dans le second degré et le supérieur en 2018



1. Y compris les diplômes agricoles (CAPA et BEPA).
2. Y compris habilitation à diriger les recherches.
3. Y compris apprentissage et formation continue.
Lecture : à la session 2018, 183 545 candidats ont obtenu un BTS ou un DUT.
Champ : France.
Sources : Depp ; SIES.

Sortants précoces du système éducatif en 2020



Lecture : en 2020, en France, 8,0 % des 18-24 ans sortent précocement du système éducatif contre 9,9 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : personnes de 18 à 24 ans.
Source : Eurostat (extraction du 22 juin 2021), EU-LFS.

Logement

En 2020, 81,7 % des **logements** en France hors Mayotte sont des **résidences principales**, 9,9 % des **résidences secondaires** ou des logements occasionnels et 8,4 % des **logements vacants**. L'habitat individuel représente 55 % des logements. Ce type d'habitat est majoritaire parmi les résidences principales comme parmi les résidences secondaires et les logements occasionnels.

En 2020, 57,6 % des **ménages** sont propriétaires de leur résidence principale, et un peu plus d'un tiers d'entre eux doivent encore rembourser des emprunts liés à l'acquisition de ce logement. 40 % des ménages sont locataires de leur résidence principale. Les ménages propriétaires de leur logement sont plus souvent des ménages de deux, trois ou quatre personnes, à l'inverse des ménages locataires qui sont dans presque un cas sur deux des personnes seules.

En 2018, 21,8 % des résidences principales sont difficiles ou trop coûteuses à chauffer, contre 24,3 % cinq ans auparavant. La part des dépenses de logement dans le revenu des ménages (ou **taux d'effort** en logement) a quant à elle crû de 1,6 point entre 2006 et 2013, et plus particulièrement pour les locataires.

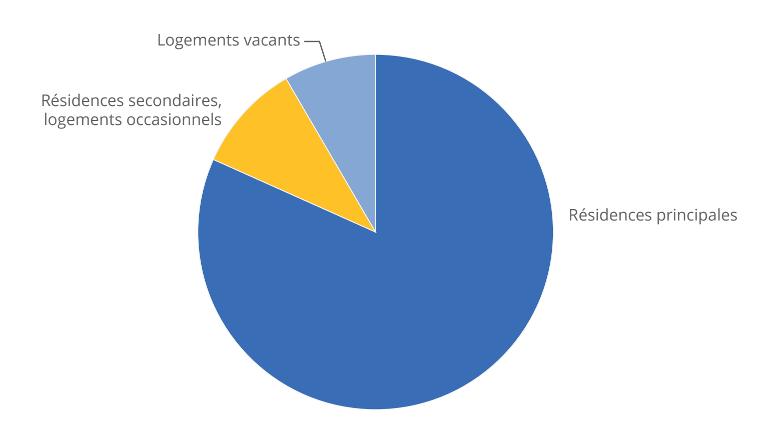
L'évolution des loyers est portée par les revalorisations pour les locataires en place : après une période de forte hausse à la fin des années 80, la hausse des loyers s'est atténuée jusqu'à atteindre une évolution très faible depuis 2015. Les prix des logements, essentiellement portés par les logements anciens, ont quant à eux évolué de manière beaucoup plus dynamique, malgré une période de baisse en 2009.

En savoir plus

« 37 millions de logements en France au 1er janvier 2020 », *Insee Focus* n° 217, décembre 2020.
« Les conditions de logement en France », *Insee Références*, édition 2017.





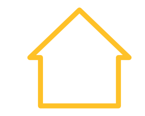


Note : données provisoires.
Lecture : au 1er janvier 2020, les résidences principales représentent 81,7 % des logements.
Champ : France hors Mayotte.
Sources : Insee-SDES, estimations annuelles du parc de logements.

Parc de logements selon le type d'habitat en 2020



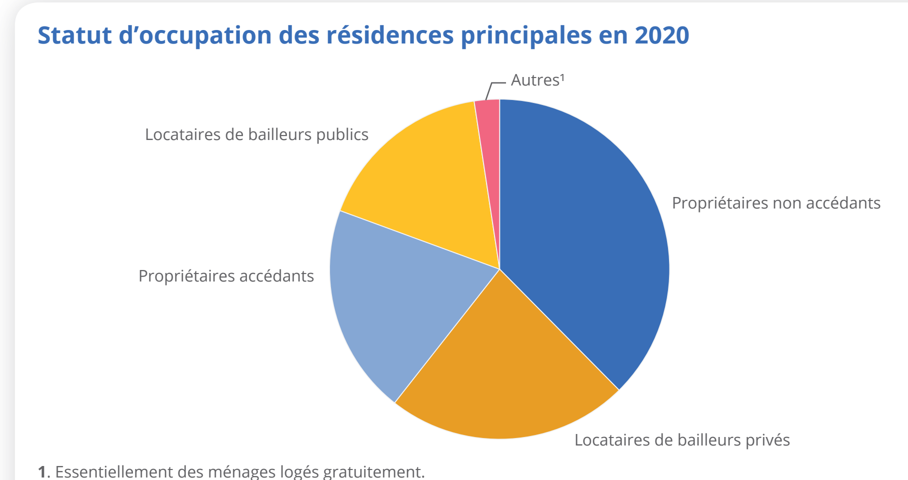
44,3 %
Appartements



55,7 %
Maisons

Note : données provisoires.
Lecture : au 1er janvier 2020, les maisons représentent 55,7 % des logements.
Champ : France hors Mayotte.
Sources : Insee-SDES, estimations annuelles du parc de logements.

Statut d'occupation des résidences principales en 2020



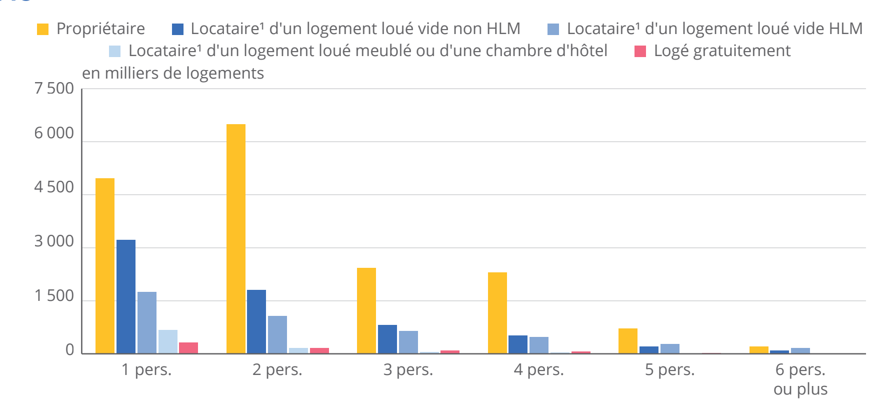
1. Essentiellement des ménages logés gratuitement.
Note : données provisoires.
Lecture : au 1er janvier 2020, 23 % des résidences principales sont occupées par des locataires de bailleurs privés et 17 % par des locataires de bailleurs publics.
Champ : France hors Mayotte, résidences principales.
Sources : Insee-SDES, estimations annuelles du parc de logements.

Défauts de confort du parc de résidences principales

2012 2018
Absence de confort sanitaire¹
Absence de chauffage central ou électrique
Fuites, signes d'humidité, moisissures
Mauvaise isolation phonique
Logement difficile ou trop coûteux à chauffer
0 5 10 15 20 25
en %

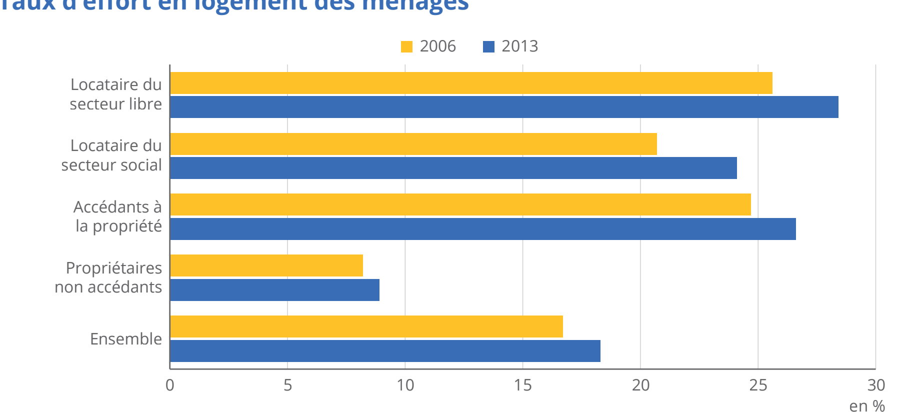
1. Absence d'au moins un élément suivant : eau chaude courante, douche ou baignoire, WC.
Lecture : en 2018, 4,2 % des résidences principales ne disposent pas de chauffage central ou électrique.
Champ : France métropolitaine, résidences principales.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.

Résidences principales selon la taille des ménages et le statut d'occupation en 2018



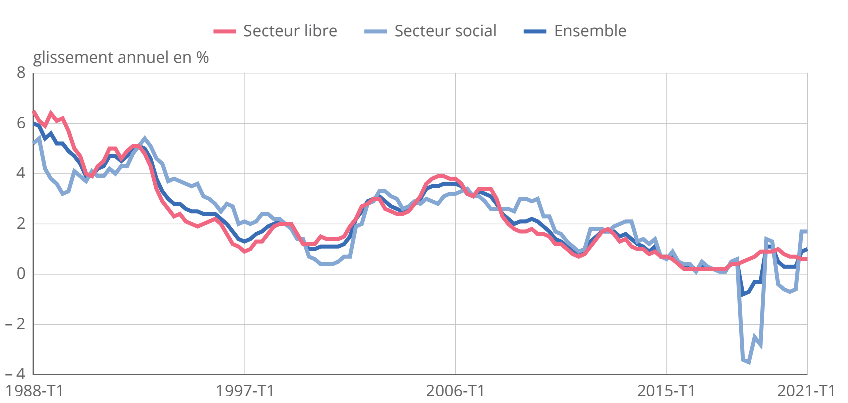
1. Ou sous-locataire.
Lecture : au 1er janvier 2018, 4 963 000 résidences principales sont occupées par une personne seule, propriétaire de son logement.
Champ : France hors Mayotte, résidences principales.
Source : Insee, recensement de la population (exploitation principale).

Taux d'effort en logement des ménages



Note : les ménages logés en meublé ou gratuitement sont inclus dans l'ensemble du champ mais pas dans les ventilations par statut d'occupation.
Lecture : en 2013, le taux d'effort en logement des ménages est de 18,3 %.
Champ : France métropolitaine, hors ménages dont la personne de référence est étudiante, hors ménages déclarant des revenus négatifs.
Source : Insee, enquêtes Logement.

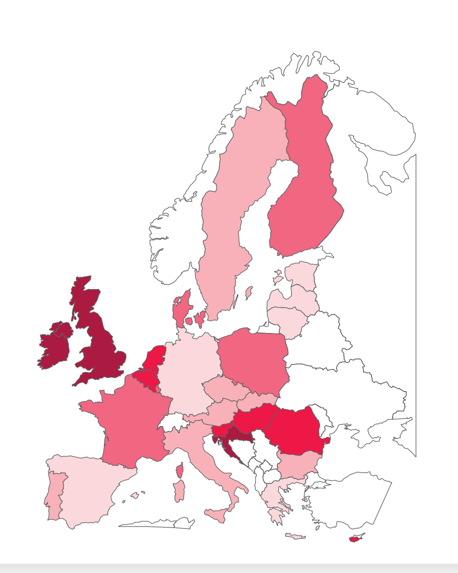
Indice des loyers d'habitation selon le secteur



Lecture : entre le 1er trimestre 2020 et le 1er trimestre 2021, les loyers d'habitation du secteur libre (y compris loi 1948) ont augmenté de 0,6 %.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, enquêtes loyers et charges et bailleurs sociaux.

Maisons en 2019

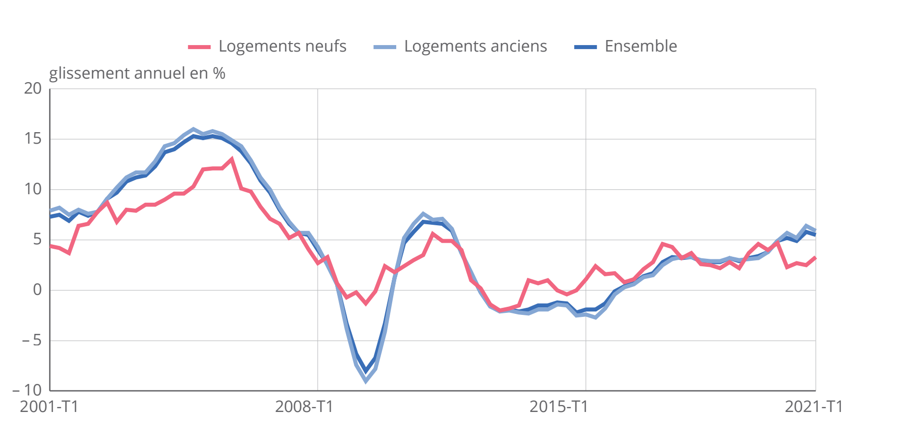
en % des logements ordinaires
- Moins de 42,8
- De 42,8 à moins de 55,2
- De 55,2 à moins de 67,0
- De 67,0 à moins de 78,3
- 78,3 ou plus



Note : données 2018 pour l'Irlande et le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, 65,5 % de la population française vit dans une maison contre 57,4 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 2 décembre 2020), EU-Silc.



Indice du prix des logements



Lecture : entre le 1er trimestre 2020 et le 1er trimestre 2021, le prix des logements (neufs et anciens confondus) a augmenté de 5,5 %.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, élaboration des indices de prix des logements.

Égalité femmes-hommes

En 2020, **l'espérance de vie à la naissance** des femmes est de 85,1 ans : c'est 6,0 ans de plus que les hommes.

En 2020, les femmes âgées de 25 à 64 ans sont plus diplômées que les hommes : 60,7 % d'entre elles ont au moins le baccalauréat, soit 6,7 points de plus que leurs homologues masculins. 26,0 % des femmes sont titulaires d'un diplôme de niveau Bac + 3 ou supérieur, contre 23,5 % des hommes.

Le **taux d'activité** des femmes âgées de 15 à 64 ans s'élève à 67,6 % en 2020 ; il est inférieur de 6,9 points à celui des hommes. En 45 ans, l'écart de taux d'activité entre les femmes et les hommes s'est considérablement réduit : il était de près de 31 points en 1975. Le taux d'activité des femmes a augmenté de 14,9 points entre 1975 et 2020, tandis que celui des hommes a diminué de 9,1 points.

Le **taux de chômage** des femmes atteint 8,0 % en 2020, un taux quasi identique à celui des hommes (8,1 %). L'écart existant en défaveur des femmes depuis 1975 s'est inversé en 2012, le taux de chômage des hommes ayant davantage augmenté après la crise économique de 2008.

En 2020, 39,9 % des femmes en emploi occupent des postes d'employés, contre 12,5 % des hommes. Ces derniers sont quant à eux plus souvent ouvriers (29,9 % contre 7,9 %). La part des cadres est plus élevée chez les hommes (22,7 %) que chez les femmes (17,9 %). Les femmes sont 27,4 % à travailler à **temps partiel** : c'est 3,3 fois plus que les hommes.

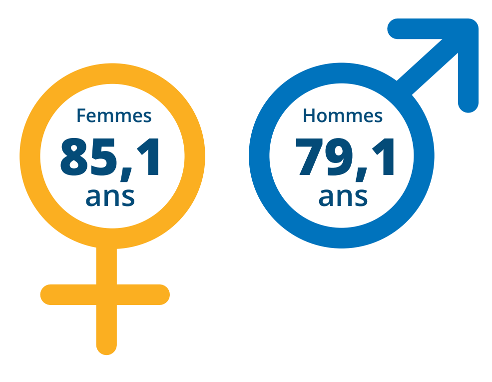
Les différences de salaires entre les femmes et les hommes se réduisent depuis 2009. En 2018, les femmes ont toutefois un **salaire en équivalent temps plein** qui reste inférieur de 16,8 % à celui des hommes. L'écart de salaire reste le plus élevé chez les cadres (18,4 % en défaveur des femmes), même s'il s'est réduit de plus de 5 points depuis 2009.

En savoir plus

« Femmes et hommes – L'égalité en question », *Insee Références*, édition 2017.

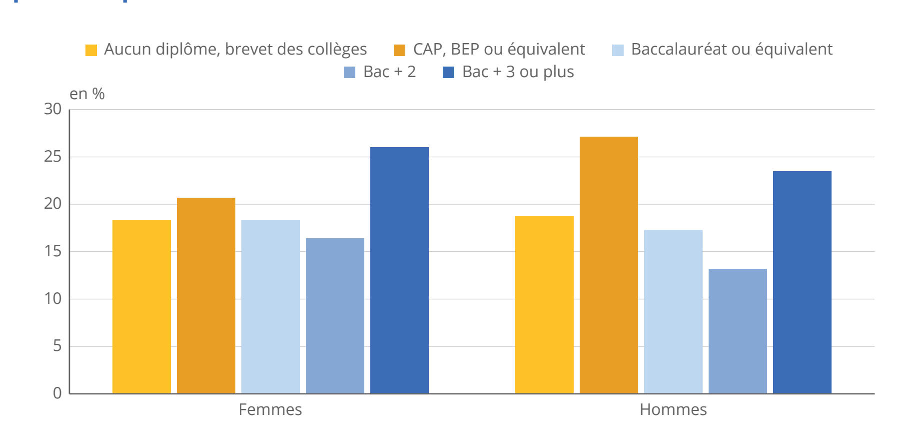






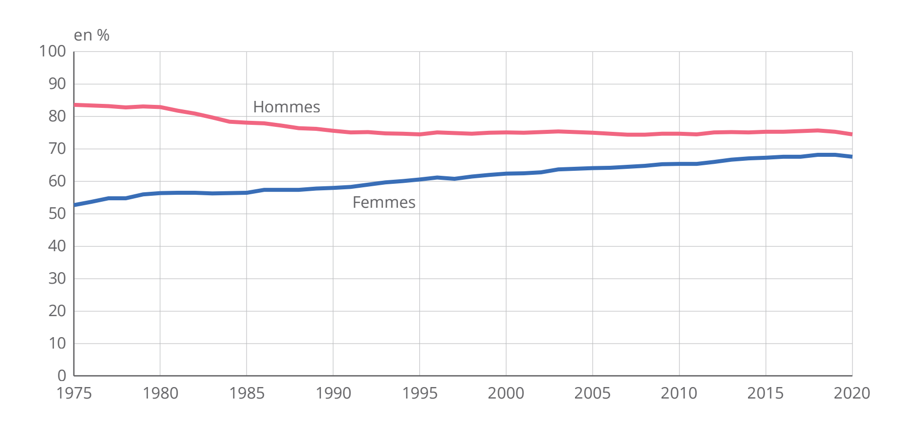
Note : données provisoires et révisées arrêtées à fin février 2021.
Lecture : si une femme avait à chaque âge la mortalité des femmes observée en 2020, sa durée de vie serait de 85,1 ans (espérance de vie à la naissance en 2020).
Champ : France.
Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Diplôme le plus élevé selon le sexe en 2020



Lecture : en 2020, 26,0 % des femmes et 23,5 % des hommes ont un diplôme supérieur ou égal à Bac + 3.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 25 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

Taux d'activité selon le sexe



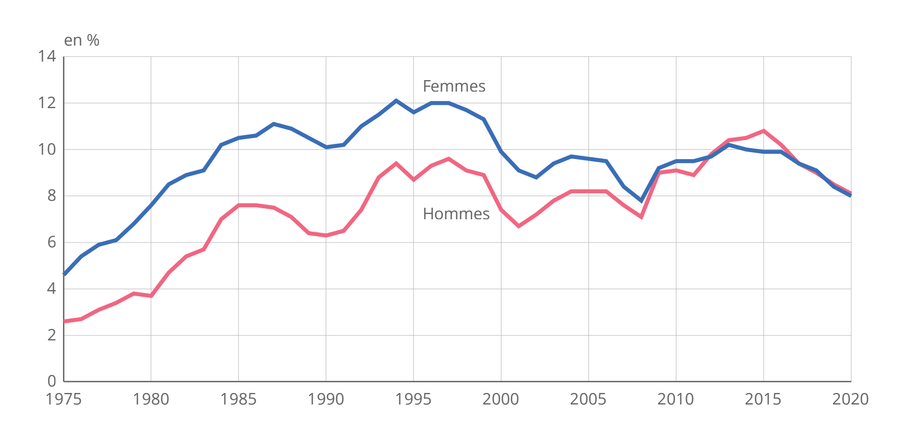
Lecture : en 2020, 67,6 % des femmes âgées de 15 à 64 ans sont actives.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe en 2020

Agriculteurs
Chefs d'entreprise
Cadres
Professions intermédiaires
Employés
Ouvriers
en %
45 40 35 30 25 20 15 10 5 0
Femmes
Hommes

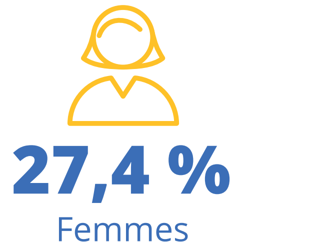
Lecture : en 2020, 39,9 % des femmes en emploi sont employées.
Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

Taux de chômage selon le sexe



Lecture : en 2020, 8,0 % des femmes sont au chômage.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Temps partiel selon le sexe en 2020

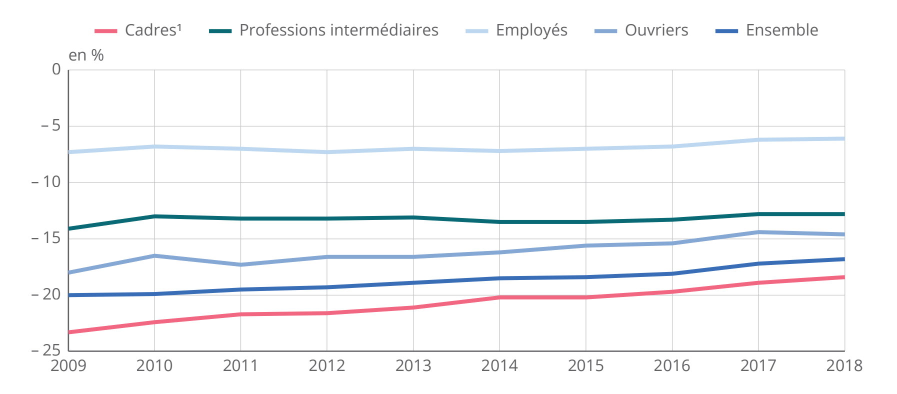


27,4 %
Femmes

8,4 %
Hommes

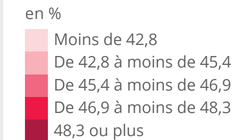
Lecture : en 2020, 27,4 % des femmes en emploi travaillent à temps partiel.
Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

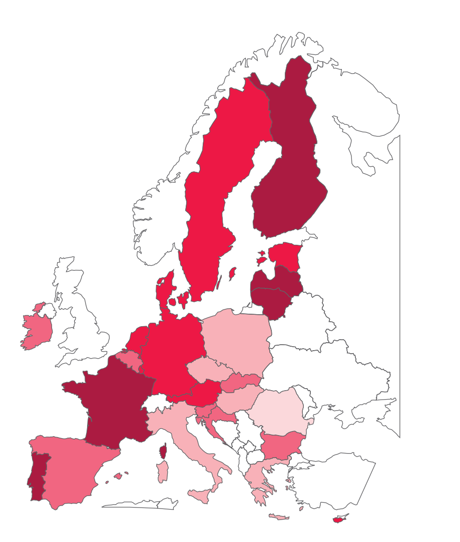
Écart de salaires en équivalent temps plein entre femmes et hommes



1. Y compris chefs d'entreprise salariés.
Lecture : en 2018, les femmes ont un salaire en équivalent temps plein inférieur de 16,8 % à celui des hommes.
Champ : France hors Mayotte, salariés en EQTP du secteur privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation depuis 2011, hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, bases Tous salariés.

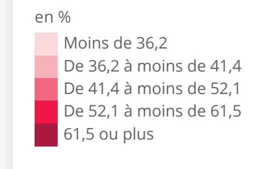
Part des femmes dans la population active en 2020

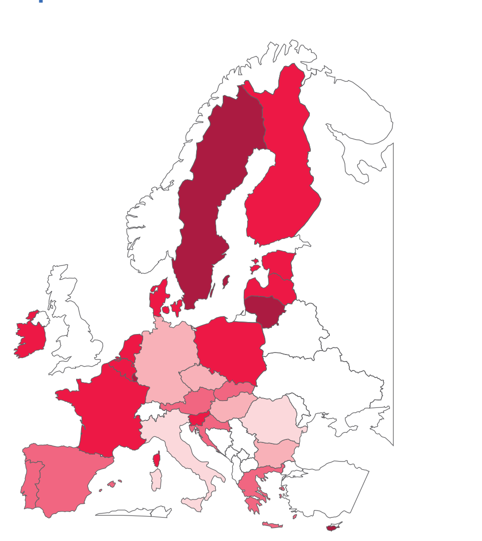




Lecture : en 2020, en France, 48,6 % des actifs de 15 à 64 ans sont des femmes contre 46,3 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Source : Eurostat (extraction du 7 mai 2021).

Femmes de 30 à 34 ans diplômées du supérieur en 2020





Lecture : en 2020, en France, 52,1 % des femmes de 30 à 34 ans sont diplômées de l'enseignement supérieur contre 46,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : femmes de 30 à 34 ans.
Source : Eurostat (extraction du 22 juin 2021), EU-LFS.



Santé – Handicap – Dépendance

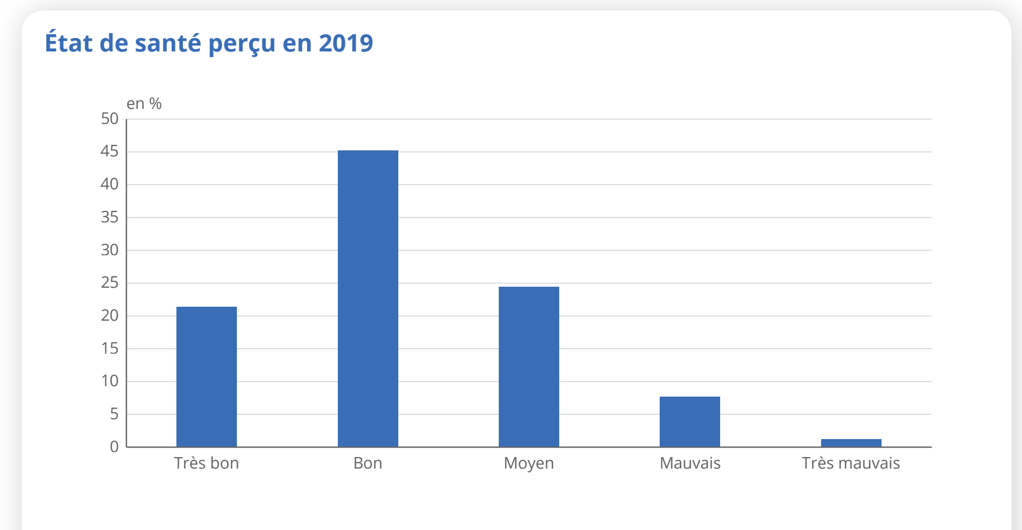
En 2019, deux tiers des personnes âgées de 16 ans ou plus se déclarent en bonne ou très bonne santé. À l'opposé, 8,9 % jugent leur état de santé mauvais voire très mauvais. En 2018, 9,4 % des personnes âgées de 16 ans ou plus déclarent être sévèrement limitées dans les activités que les gens font habituellement, et sont donc des personnes handicapées au sens de **l'indicateur GALI** : 5,9 % des 16 à 64 ans et 20,4 % des 65 ans ou plus.

Selon leur âge et leur situation, les personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie peuvent prétendre à différentes prestations. Fin 2019, 55 000 personnes ont un droit ouvert à **l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)** et 330 000 à la **prestation de compensation du handicap (PCH)**. Par ailleurs, 1,3 million de personnes de 60 ans ou plus ont perçu **l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)** au titre du mois de décembre 2019. Les personnes de 85 ans ou plus représentent plus de la moitié des bénéficiaires de l'APA à domicile et 70 % des bénéficiaires de l'APA en établissement. Enfin, 122 000 personnes de 60 ans ou plus bénéficient de **l'aide sociale à l'hébergement (ASH)** en établissement.

Les tumeurs et les maladies de l'appareil circulatoire constituent les principales causes de décès. Au 1er janvier 2020, un peu plus de 744 000 infirmiers et de 227 000 médecins sont en activité. La consommation de **soins hospitaliers** et de **soins de ville** représente 73,8 % de la **consommation de soins et de biens médicaux (CSBM)** qui s'élève à 208 milliards d'euros en 2019.

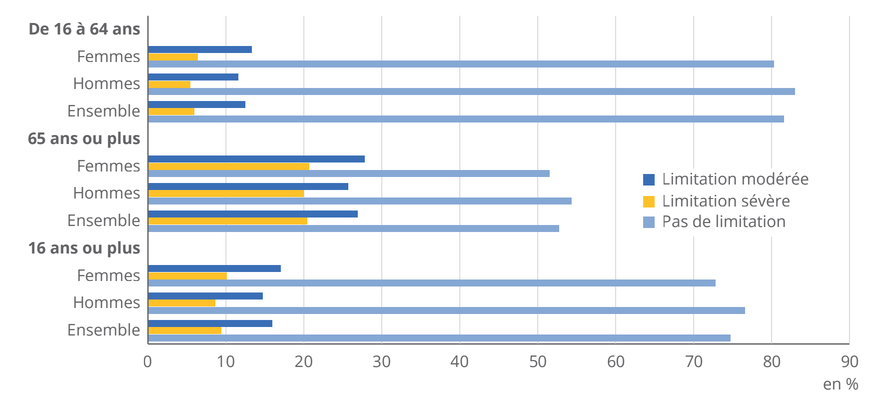
En savoir plus

« L'aide et l'action sociales en France », Panoramas de la Drees social, Drees, édition 2020.
« Les dépenses de santé en 2019 », Panoramas de la Drees santé, Drees, édition 2020.



Lecture : en 2019, 21,4 % de la population se considère en très bonne santé.
Champ : France, personnes de 16 ans ou plus.
Source : Eurostat (extraction du 9 avril 2020), EU-Silc.

Limitation d'activités générales selon le sexe et l'âge en 2018



Lecture : en 2018, 9,4 % des personnes de 16 ans ou plus déclarent être sévèrement limitées depuis au mois 6 mois, pour une raison de santé, dans les activités que les gens font habituellement. Elles sont handicapées au sens de l'indicateur de limitation d'activité générale (GALI).
Champ : France, personnes de 16 ans ou plus.
Source : Eurostat (extraction du 22 septembre 2020), EU-Silc.

Bénéficiaires de prestations liées au handicap

Allocation compensatrice pour tierce personne
Prestation de compensation du handicap
Aide sociale à l'accueil[1]

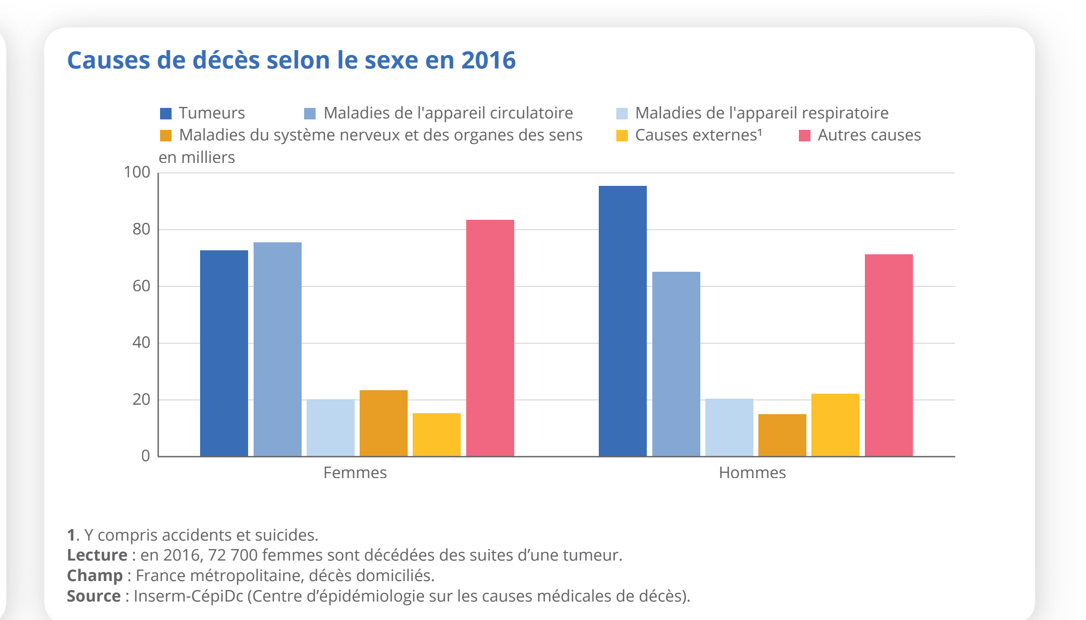
en milliers

600
500
400
300
200
100
0

2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019

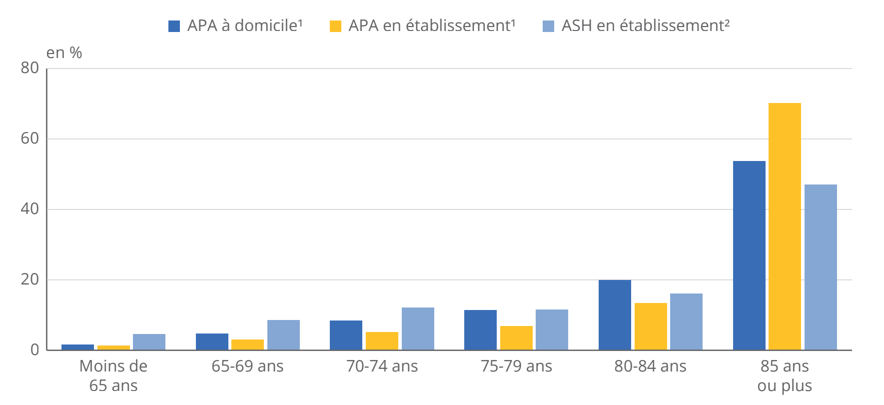
1. Aide sociale à l'hébergement, accueil par des particuliers et accueil de jour.
Note : bénéficiaires ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l'année considérée, qu'il ait donné lieu à un paiement ou non.
Lecture : au 31 décembre 2019, 55 000 personnes sont bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et 330 000 de la prestation de compensation du handicap (PCH).
Champ : France hors Mayotte, bénéficiaires vivant à domicile ou en établissement.
Source : Drees, enquête Aide sociale.

Causes de décès selon le sexe en 2016



1. Y compris accidents et suicides.
Lecture : en 2016, 72 700 femmes sont décédées des suites d'une tumeur.
Champ : France métropolitaine, décès domiciliés.
Source : Inserm-CépiDc (Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès).

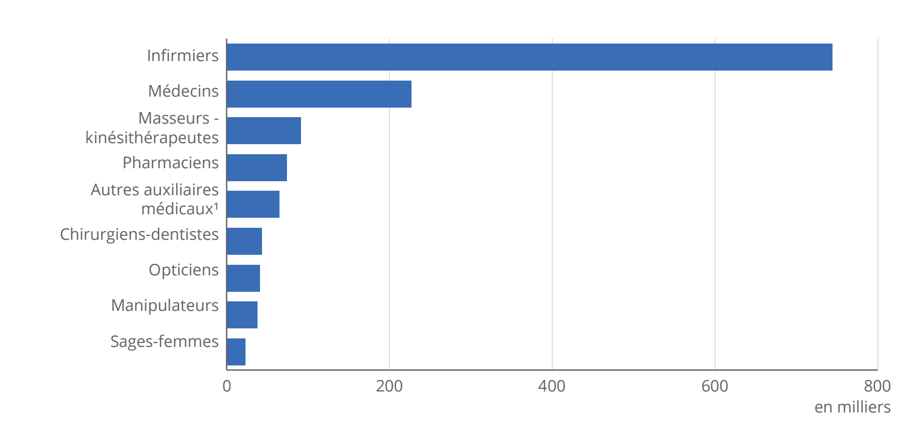
Bénéficiaires de prestations liées à la perte d'autonomie selon l'âge en 2019



1. Bénéficiaires ayant un droit ouvert qui a donné lieu à un paiement au titre du mois de décembre 2019.
2. Bénéficiaires ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre 2019, qu'il ait donné lieu à un paiement ou non.
Lecture : au 31 décembre 2019, 53,8 % des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile et 47,0 % des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) en établissement ont 85 ans ou plus.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Drees, enquête Aide sociale.



Professions de santé en 2020



1. Audioprothésistes, ergothérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, psychomotriciens.
Lecture : au 1er janvier 2020, il y a 744 000 infirmiers.
Champ : professionnels de santé actifs au 1er janvier.
Source : Drees, RPPS, Répertoire Adeli.

Consommation de soins et de biens médicaux

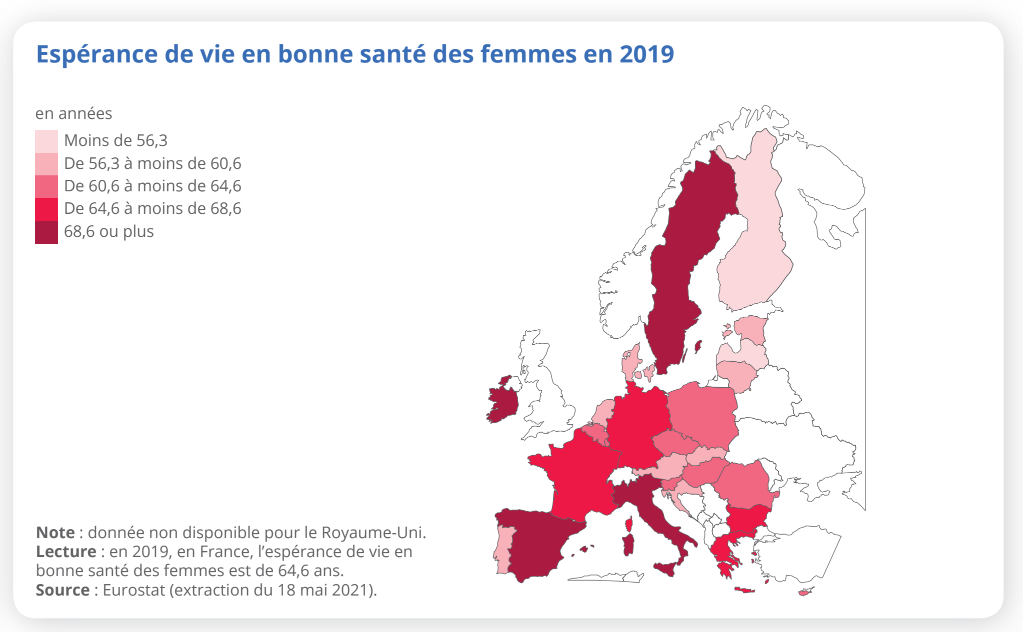
Soins hospitaliers — Soins de ville — Médicaments en ambulatoire — Autres biens médicaux en ambulatoire[1] — Transports sanitaires

en milliards d'euros

100, 80, 60, 40, 20, 0

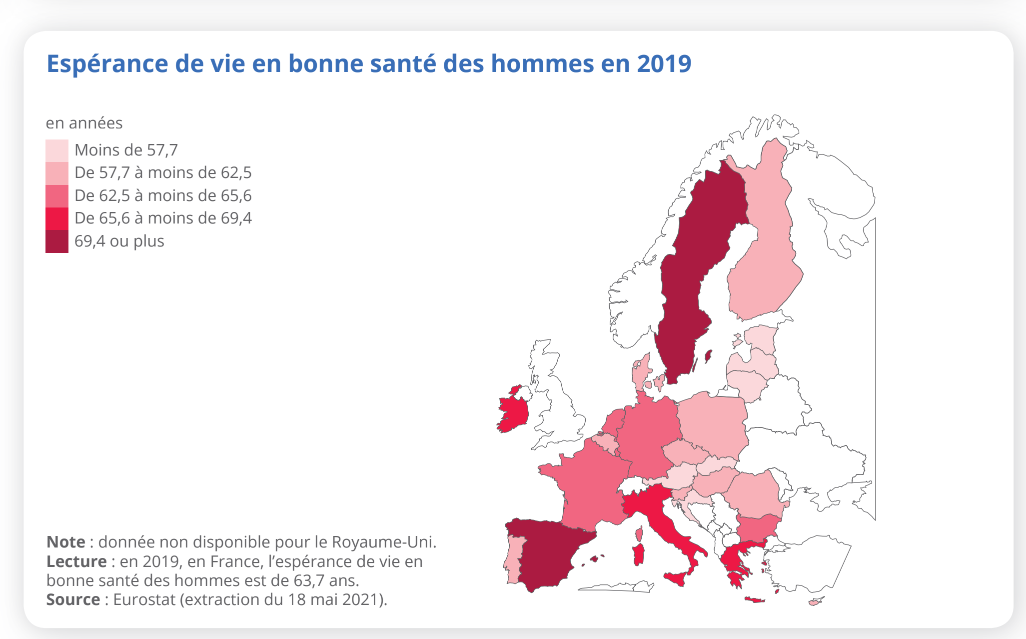
2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019

1. Optique, orthèses, prothèses, véhicules pour handicapés physiques, aliments, matériels, pansements.
Note : données révisées.
Lecture : en 2019, la consommation de soins hospitaliers s'élève à 97,1 milliards d'euros, de soins de ville à 56,5 milliards d'euros et de transports sanitaires à 5,1 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Drees, comptes nationaux de la santé.



Espérance de vie en bonne santé des femmes en 2019

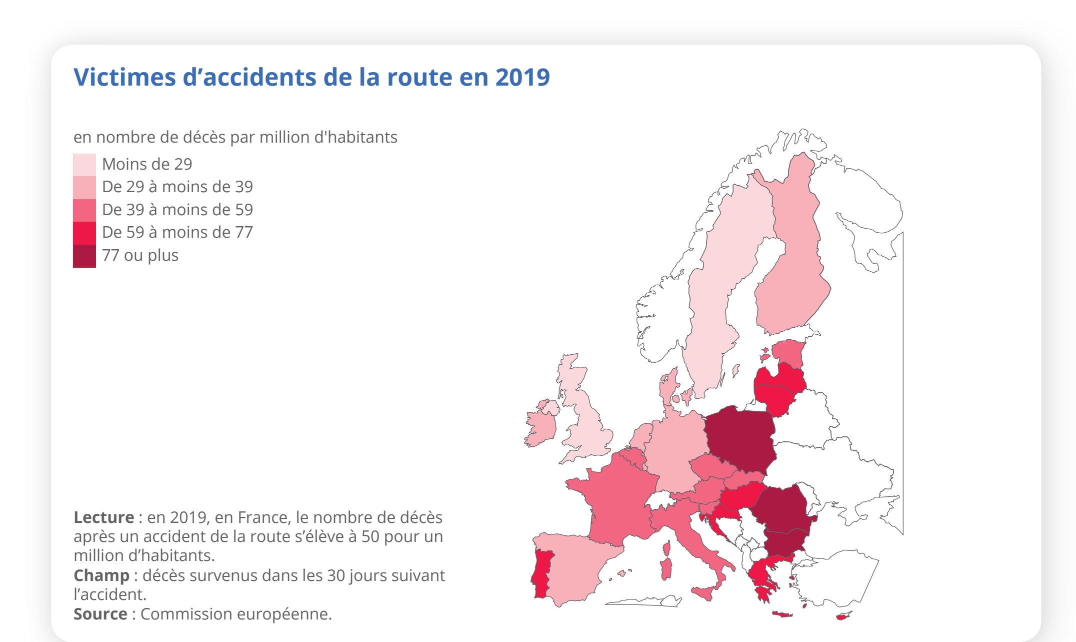
Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, en France, l'espérance de vie en bonne santé des femmes est de 64,6 ans.
Source : Eurostat (extraction du 18 mai 2021).



Espérance de vie en bonne santé des hommes en 2019

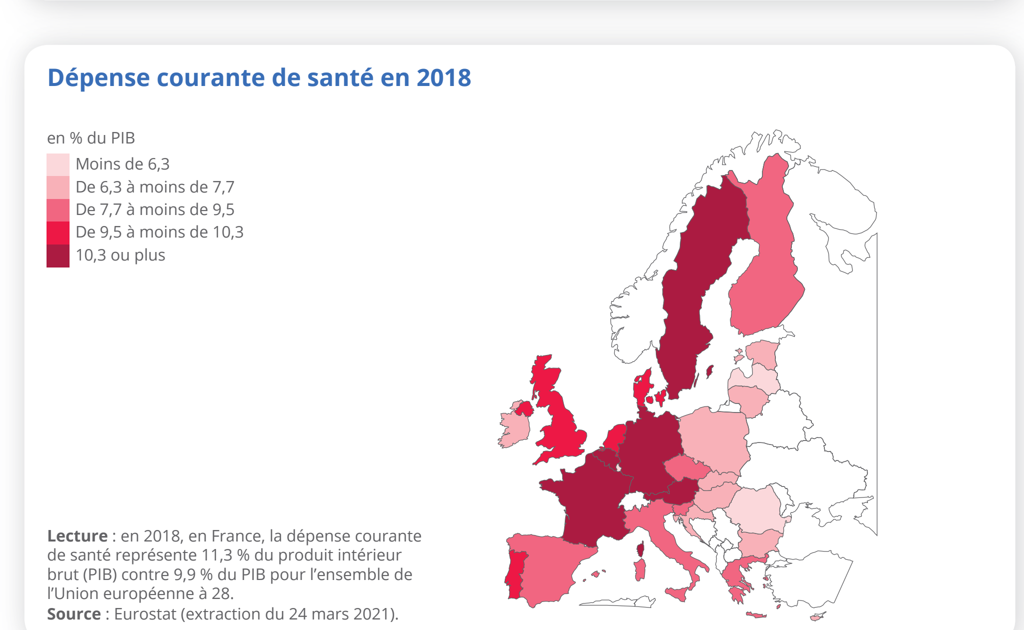
Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, en France, l'espérance de vie en bonne santé des hommes est de 63,7 ans.
Source : Eurostat (extraction du 18 mai 2021).

Victimes d’accidents de la route en 2019



Lecture : en 2019, en France, le nombre de décès après un accident de la route s’élève à 50 pour un million d’habitants.
Champ : décès survenus dans les 30 jours suivant l’accident.
Source : Commission européenne.

Dépense courante de santé en 2018



Lecture : en 2018, en France, la dépense courante de santé représente 11,3 % du produit intérieur brut (PIB) contre 9,9 % du PIB pour l’ensemble de l’Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 24 mars 2021).

Sécurité – Justice

En 2019, en France métropolitaine, 812 000 personnes âgées de 18 à 75 ans ont déclaré avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles hors de leur ménage. Plus de la moitié de ces déclarations concerne les femmes et deux tiers les jeunes adultes de 18-39 ans.

Les femmes sont aussi davantage exposées aux menaces, injures ou insultes. Elles représentent 54 % des 5,5 millions de personnes qui ont déclaré ce type d'atteintes. Elles ressentent ainsi plus souvent que les hommes un sentiment d'insécurité au point de renoncer souvent ou parfois à sortir seules de leur domicile (17 % contre 4 % des hommes).

En 2019, 490 000 ménages se sont déclarés victimes d'un (ou d'une tentative de) **cambriolage** de leur résidence principale et 198 000 d'un (ou d'une tentative de) vol de leur voiture.

Les victimes ne déposent pas systématiquement plainte auprès des services de police ou de gendarmerie. Ainsi, en 2019, 19 300 personnes ont été **mises en cause** pour cambriolages et 11 200 pour vols de véhicules.

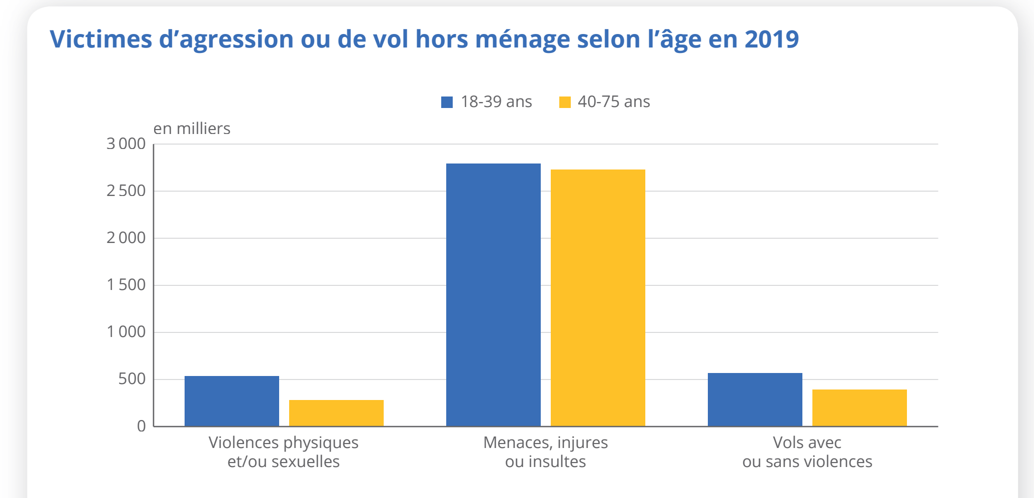
En 2018, les juridictions pénales ont rendu plus de 800 000 décisions. Elles ont prononcé près de 550 000 **condamnations** pour **crime**, **délit** ou contravention de 5e classe dont 281 000 peines **d'emprisonnement** et **réclusion** criminelle.

Toutes les condamnations à une peine d'emprisonnement ne conduisent pas à la détention. Au 1er janvier 2020, 70 651 personnes sont **détenues** : 49 576 condamnées sans aménagement de peine et 21 075 prévenues placées en **détention provisoire**. L'administration pénitentiaire prend également en charge 12 209 personnes non détenues. Parmi elles, 11 558 sont placées sous surveillance électronique.

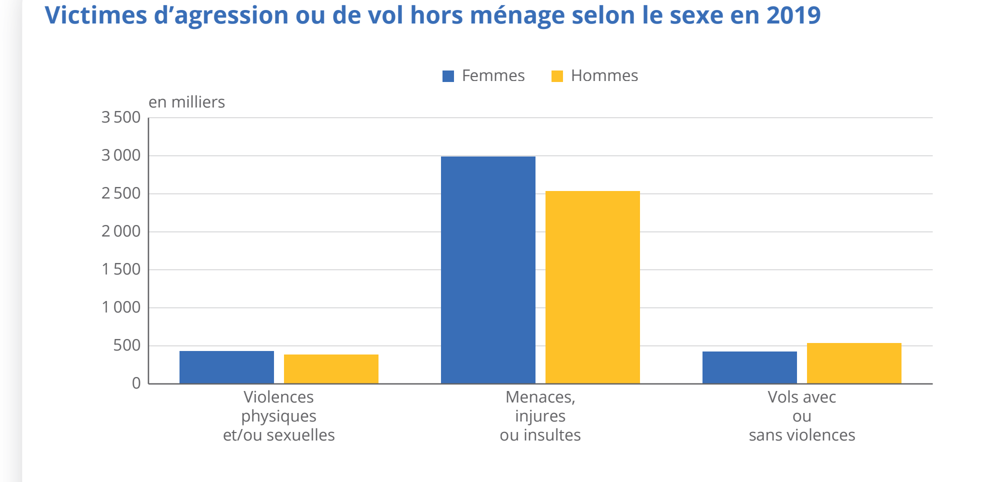
En savoir plus

« Références statistiques justice », ministère de la justice, édition 2019.
« Insécurité et délinquance en 2020 : une première photographie », Interstats Analyse n° 32, SSMSI, janvier 2021.

FRANCE



Lecture : en 2019, 533 000 personnes âgées de 18 à 39 ans déclarent avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles en dehors de leur ménage.
Champ : France métropolitaine, personnes de 18 à 75 ans vivant en ménage ordinaire.
Sources : Insee-ONDRP-SSMSI, traitements SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.



Lecture : en 2019, 429 000 femmes déclarent avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles en dehors de leur ménage.
Champ : France métropolitaine, personnes de 18 à 75 ans vivant en ménage ordinaire.
Sources : Insee-ONDRP-SSMSI, traitements SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.

Victimes de cambriolages, de vols de voiture ou d'actes de vandalisme en 2019

Cambriolage ou tentative de cambriolage[1]
Vol dans le logement commis sans effraction[1]
Destruction ou dégradation volontaires du logement
Vol ou tentative de vol de la voiture
Vol dans ou sur la voiture
Destruction ou dégradation volontaire de la voiture
0 400 800 1 200
en milliers

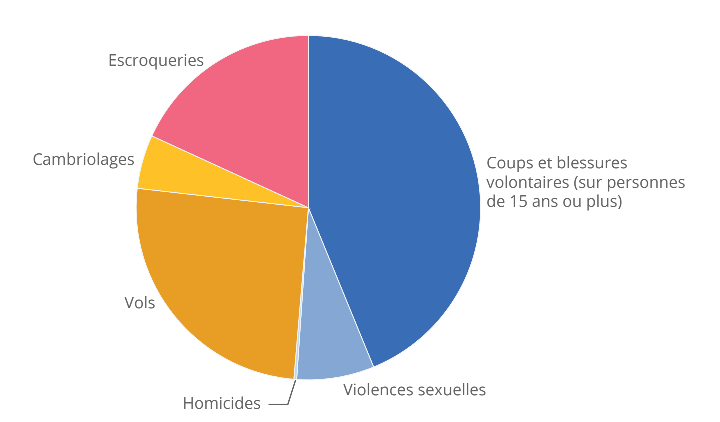
1. De la résidence principale du ménage.
Lecture : en 2019, 490 000 ménages déclarent avoir été victimes de cambriolage ou de tentative de cambriolage dans leur résidence principale, dans l'année précédant l'enquête.
Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages pour les atteintes au logement ; ménages possédant au moins une voiture pour les atteintes à la voiture.
Sources : Insee-ONDRP-SSMSI, traitements SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.

Sentiment d'insécurité selon le sexe en 2019

Femmes Hommes Ensemble
en %
20 16 12 8 4 0
Se sent en insécurité dans son quartier ou son village
Renonce à sortir seul de son domicile

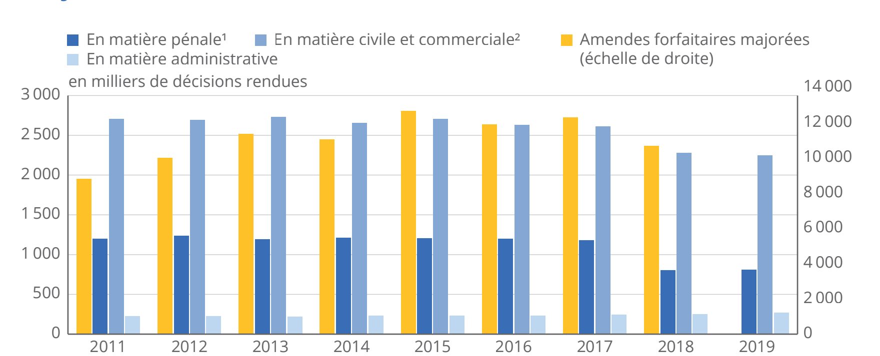
Lecture : en 2019, 14,1 % des femmes se sentent souvent ou parfois en insécurité dans leur quartier ou leur village et 17,2 % renoncent souvent ou parfois à sortir seules de leur domicile.
Champ : France métropolitaine, individus âgés de 14 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.
Sources : Insee-ONDRP-SSMSI, traitements SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.

Personnes mises en cause pour des crimes ou délits non routiers en 2019



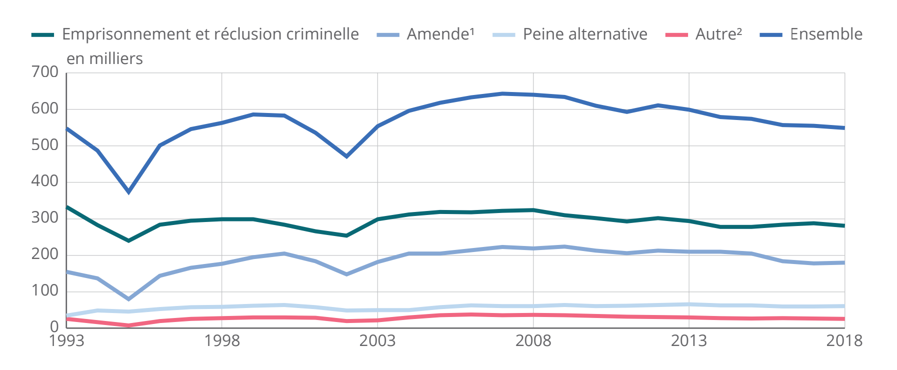
Lecture : en 2019, 27 800 personnes ont été mises en cause par la police et la gendarmerie nationales pour violences sexuelles.
Champ : France métropolitaine.
Source : SSMSI, base des mis en cause de crimes et délits.

Activité judiciaire



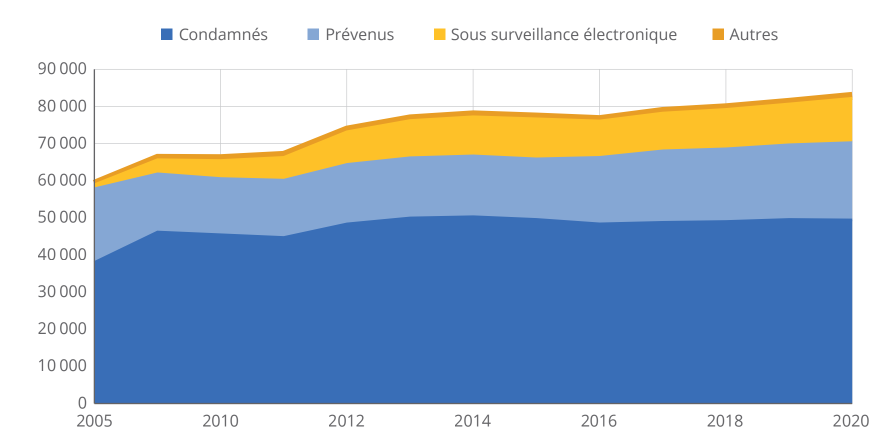
1. En décisions-mineurs pour les juges des enfants ; en affaires terminées pour les autres juridictions. Depuis 2017, une partie du contentieux des divorces est transférée aux notaires.
2. En décisions-personnes pour les cours d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux de police, juridictions de proximité, juges et tribunaux pour enfants ; en décisions pour la cour de cassation et les cours d'appel. Hors données des tribunaux de police en 2018.
Lecture : en 2018, 11,1 millions amendes forfaitaires majorées sont prononcées.
Champ : France.
Source : sous-direction de la statistique et des études (SDSE).

Condamnations prononcées



1. Depuis 2016, les condamnations prononcées par les tribunaux de police ne sont plus disponibles.
2. Mesures et sanctions éducatives ; dispenses de peine.
Note : les baisses de 1995 et 2002 correspondent aux années d'amnisties. En raison notamment des retards de saisie liés à la crise sanitaire, les données collectées en 2020 sur les condamnations sont incomplètes. Les données 2018 restent ainsi provisoires.
Lecture : en 2018, 549 400 condamnations sont prononcées.
Champ : France.
Source : sous-direction de la statistique et des études (SDSE).

Administration pénitentiaire au 1er janvier



Lecture : au 1er janvier 2020, 70 651 personnes sont détenues. Parmi elles, 49 576 sont condamnées et 21 075 sont prévenues.
Champ : France.
Source : direction de l'Administration pénitentiaire.

Loisirs – Culture

En 2020, les **dépenses** liées à la culture et aux loisirs s'élèvent à un peu moins de 90 milliards d'euros. Les services récréatifs et culturels, sportifs et culturels rassemblent 32 % de ces dépenses.

En 2019, 18,4 millions de **licences** et autres titres de participation ont été délivrés par des **fédérations sportives** dont plus de la moitié par des fédérations unisport olympiques. Piliers de la pratique sportive, les associations sportives encadrent la pratique de leurs adhérents : en 2016, plus des trois quarts des adhérents déclarent participer régulièrement aux activités de leur association.

Les usages numériques de la population pour les loisirs se développent : regarder des vidéos ou la télévision en ligne, lire la presse, consulter des sites d'actualité ou encore écouter la radio sont des activités qui concernent désormais plus de la moitié de la population ; les 16-24 ans, générations natives du numérique, sont encore plus concernés que leurs aînés.

En 2018, avec plus 10 millions de visiteurs, le musée du Louvre est le **musée** le plus visité au monde.

La sortie au cinéma reste la sortie culturelle la plus populaire et concerne près des deux tiers de la population. Plus de huit cadres sur dix et près des deux tiers des employés y sont allés au moins une fois dans l'année. Les plus jeunes sont ceux qui fréquentent le plus le cinéma, puis la fréquentation fléchit avec l'avancée en âge : les 15-19 ans sont près de neuf sur dix à s'y être rendus au moins une fois dans l'année en 2015, contre 37 % des 60 ans ou plus.

En savoir plus

« France, portrait social », *Insee Références*, édition 2020.
« Chiffres clés 2020, statistiques de la culture et de la communication », Deps, octobre 2020.



Dépenses culturelles et de loisirs en 2020

Autres biens durables culturels et récréatifs
Presse, livres et papeterie
Services récréatifs et culturels[1]
Matériel audiovisuel, photographique et informatique
Matériel de loisirs, de jardinage et animaux de compagnie

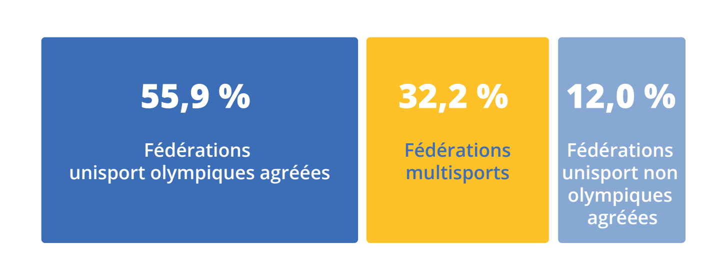
1. Y compris forfaits touristiques.
Lecture : en 2020, les services récréatifs et culturels représentent 32 % des dépenses culturelles et de loisirs des ménages.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Fréquence de participation aux activités d'associations sportives en 2016

Occasionnellement ou rarement
Jamais
Pendant les vacances ou certaines périodes de l'année
De temps en temps, tout au long de l'année
Régulièrement

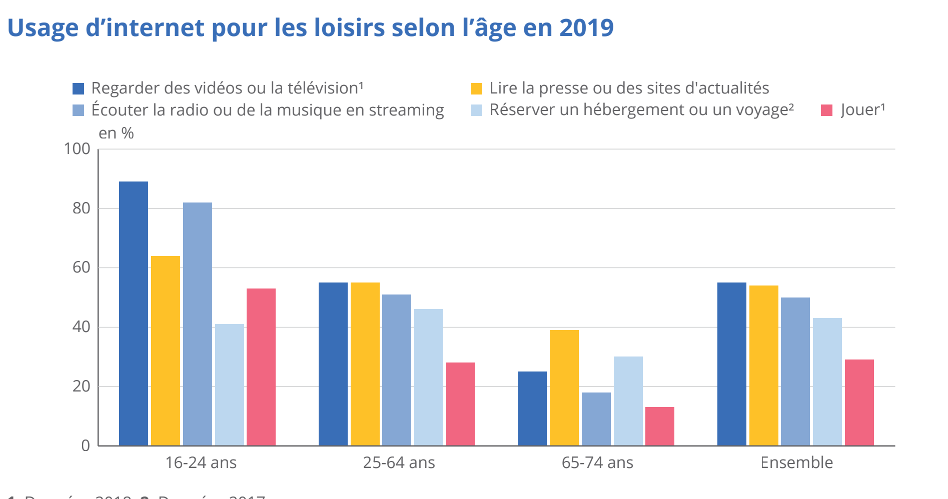
Lecture : en 2016, 77 % des adhérents d'associations sportives participent régulièrement aux activités de leur association.
Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.

Licences sportives et autres titres de participation par fédération agréée en 2019



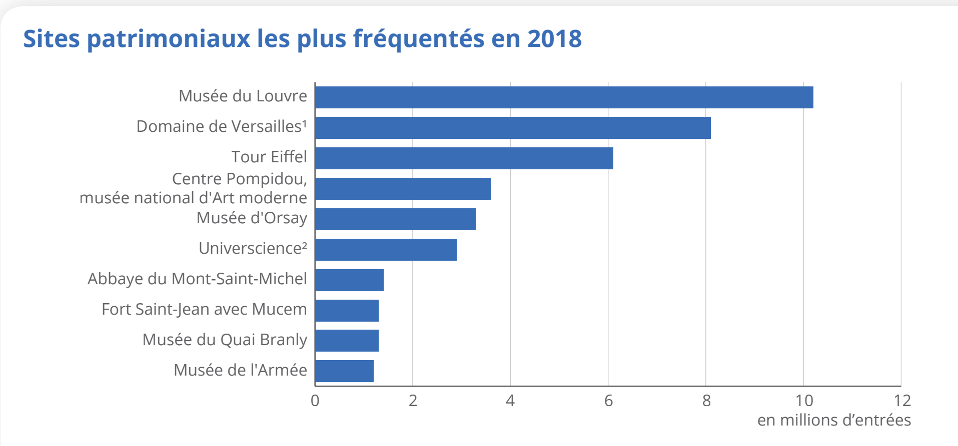
Lecture : en 2019, 55,9 % des licences sportives et autres titres de participation (ATP) ont été délivrées par les fédérations unisport olympiques agréées.
Champ : licences et autres titres de participation (ATP) délivrés par les fédérations sportives agréées par le Ministère des Sports.
Source : INJEP-MEDES, recensement des licences et clubs sportifs rattachés aux fédérations sportives agréées par le Ministère en charge des Sports.

Usage d'internet pour les loisirs selon l'âge en 2019



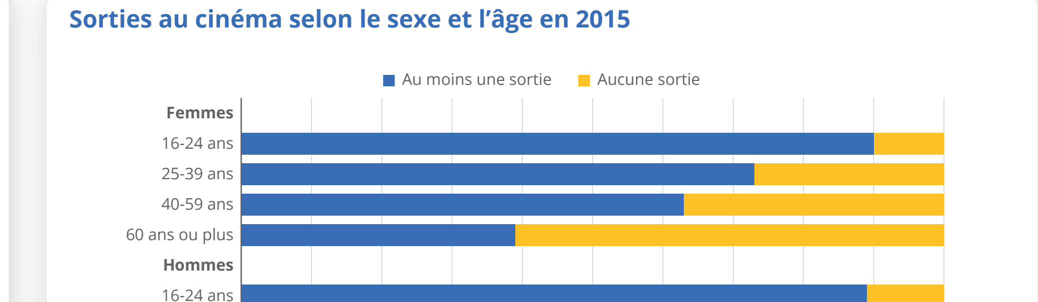
1. Données 2018. **2.** Données 2017.
Lecture : en 2019, 64 % des personnes âgées de 16 à 24 ans utilisent internet pour lire la presse ou des sites d'actualités.
Champ : France, ensemble des particuliers.
Source : Eurostat (extraction du 20 octobre 2020), EU-TIC.

Sites patrimoniaux les plus fréquentés en 2018



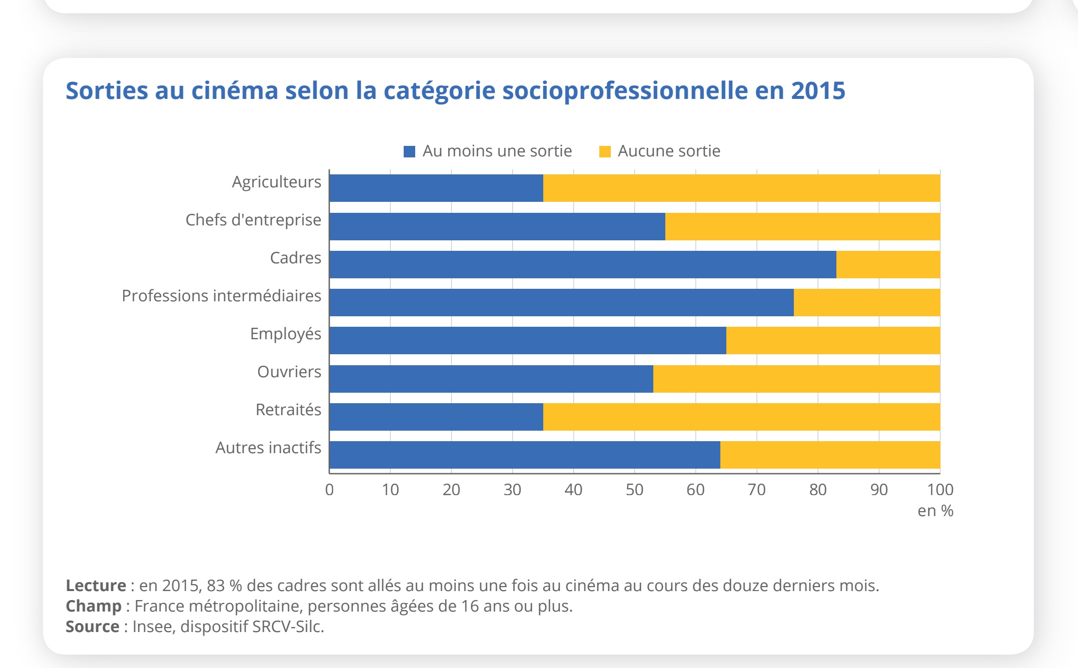
1. Château, musée et domaine national de Versailles (y compris spectacles hors parc).
2. Palais de la découverte et Cité des sciences et de l'industrie.
Note : seuls les sites dont l'accès est soumis à une billetterie sont retenus. C'est le cas des tours de Notre-Dame de Paris mais pas de l'accès à la cathédrale, raison pour laquelle celle-ci n'apparaît pas ici.
Lecture : en 2018, la fréquentation du musée du Louvre s'élève à 10,2 millions d'entrées.
Champ : France.
Source : Deps.

Sorties au cinéma selon le sexe et l'âge en 2015



Lecture : en 2015, 90 % des femmes âgées de 16 à 24 ans sont allées au moins une fois au cinéma au cours des douze derniers mois.
Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.

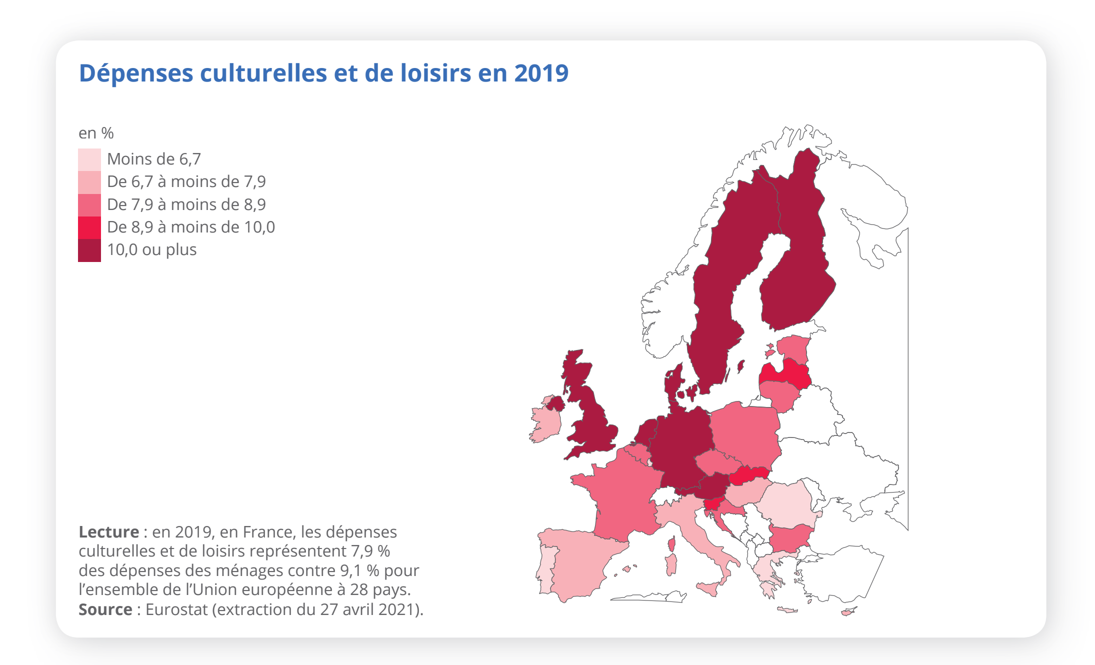
Sorties au cinéma selon la catégorie socioprofessionnelle en 2015



Lecture : en 2015, 83 % des cadres sont allés au moins une fois au cinéma au cours des douze derniers mois.
Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus.
Source : Insee, dispositif SRCV-Silc.



Dépenses culturelles et de loisirs en 2019



Lecture : en 2019, en France, les dépenses culturelles et de loisirs représentent 7,9 % des dépenses des ménages contre 9,1 % pour l'ensemble de l'Union européenne à 28 pays.
Source : Eurostat (extraction du 27 avril 2021).





Marché du travail – Salaires



Emploi – Population active

En 2020, en France, 71,0 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont **actives**, c'est-à-dire en **emploi** ou au chômage. Ce **taux d'activité** moyen diffère selon l'âge : 35,6 % pour les 15 à 24 ans ; 87,1 % pour les 25 à 49 ans et 67,1 % chez les 50 à 64 ans.

Le taux d'activité des jeunes a baissé depuis 1975, en lien avec l'allongement de la durée des études. Celui des seniors (50 à 64 ans) s'est redressé depuis le milieu des années 90, sous l'effet du recul de l'âge de départ à la retraite. En 45 ans, le taux d'activité des femmes s'est rapproché de celui des hommes.

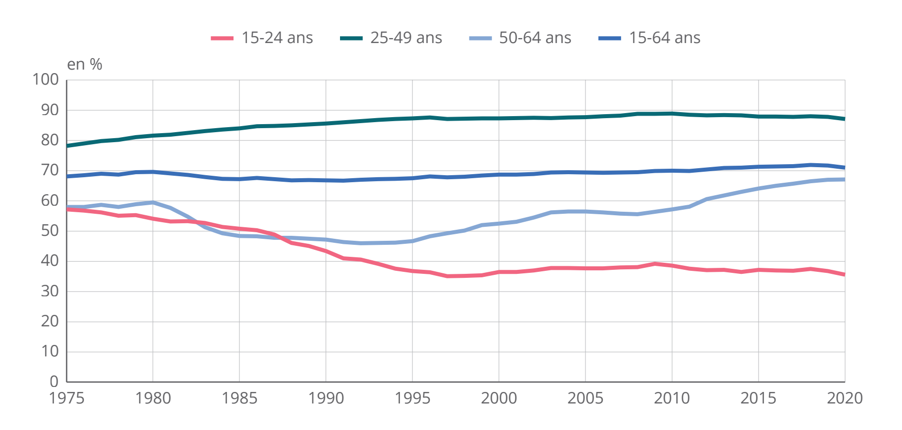
Les fluctuations du taux d'activité sont liées à celles du **taux d'emploi** : 28,5 % des jeunes sont en emploi en 2020 contre 53,3 % en 1975. À l'inverse, le taux d'emploi des seniors et celui des femmes ont progressé. Depuis la crise de 2008-2009, l'emploi a augmenté pour atteindre 28,5 millions d'emplois fin 2019 ; **l'emploi salarié** privé, et, en son sein, le secteur tertiaire marchand, sont les principales composantes des fluctuations d'ensemble.

La grande majorité des personnes en emploi sont salariées (87,5 % en 2020) avec un **contrat à durée indéterminée** ou fonctionnaire (75,2 % des personnes en emploi). La composition par statut d'emploi, type de contrat ou catégorie socioprofessionnelle diffère selon l'âge. Parmi les jeunes en emploi il y a bien plus **d'apprentis** (19,4 %) et ils sont plus souvent en intérim (6,4 %) ou en **contrat à durée déterminée** (26,8 %) que leurs aînés. Ils occupent majoritairement des postes d'employés (36,4 %) ou d'ouvriers (29,7 %) ; à l'opposé les seniors sont plus souvent artisans, commerçants ou chefs d'entreprise (9,5 %) ou agriculteurs (2,3 %) que les moins de 50 ans.

En savoir plus

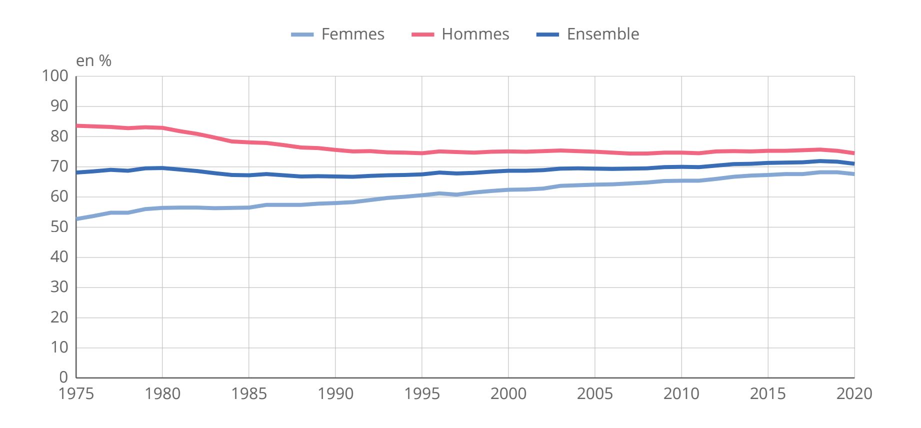
« Une photographie du marché du travail en 2020 », *Insee Première* n° 1844, mars 2021.
« Emploi, chômage, revenus du travail », *Insee Références*, édition 2021.
« Emploi et revenu des indépendants », *Insee Références*, édition 2020.





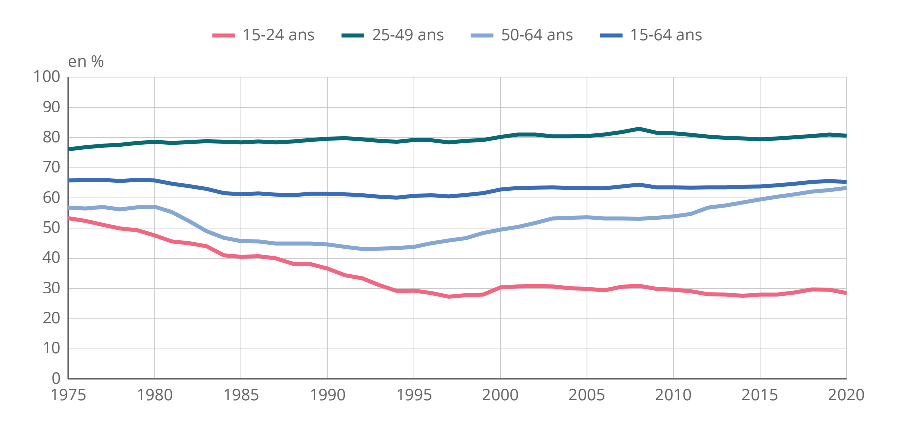
Lecture : en 2020, 35,6 % des personnes âgées de 15 à 24 ans sont actives.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux d'activité selon le sexe



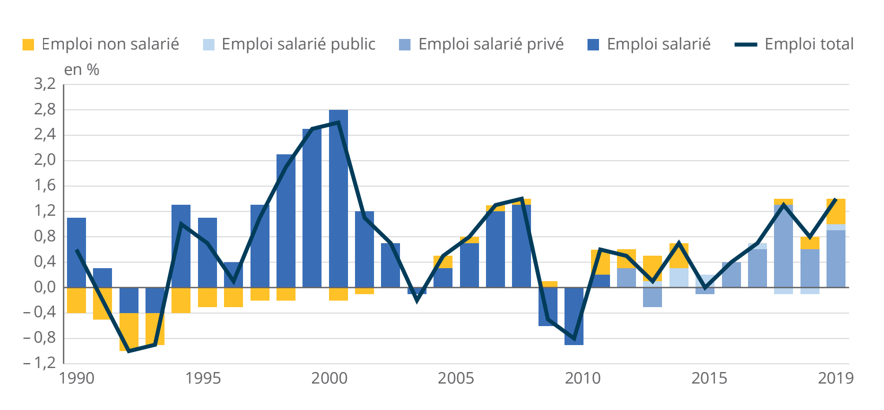
Lecture : en 2020, le taux d'activité des femmes âgées de 15 à 64 ans est de 67,6 %.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux d'emploi selon l'âge



Lecture : en 2020, 28,5 % des personnes âgées de 15 à 24 ans sont en emploi.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Évolution de l'emploi



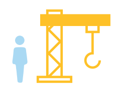
Note : le partage entre emploi salarié privé et public n'est pas disponible avant 2010 (en niveau). En 2019, l'emploi non salarié est issu d'une prévision.
Lecture : en 2019, l'emploi progresse de 1,4 %, dont + 1,0 point dû à la hausse de l'emploi salarié et + 0,4 point dû à la hausse de l'emploi non-salarié.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d'emploi.

28,5 millions d'emplois en 2019



Tertiaire
22,8 millions

Industrie
3,3 millions



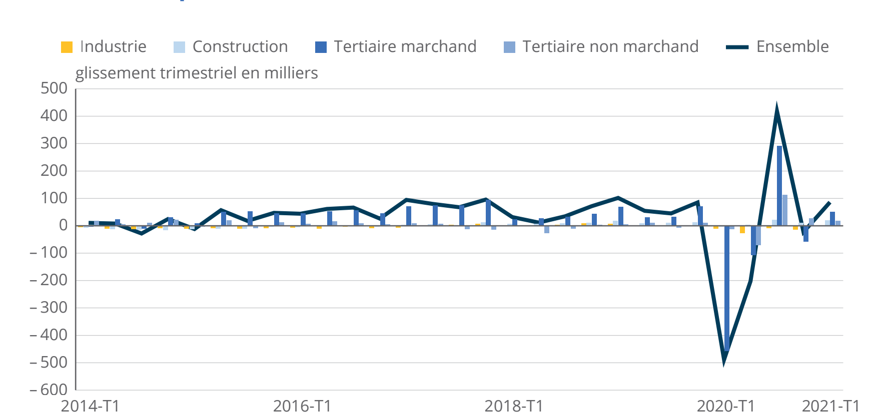
Construction
1,8 million



Agriculture
0,7 million

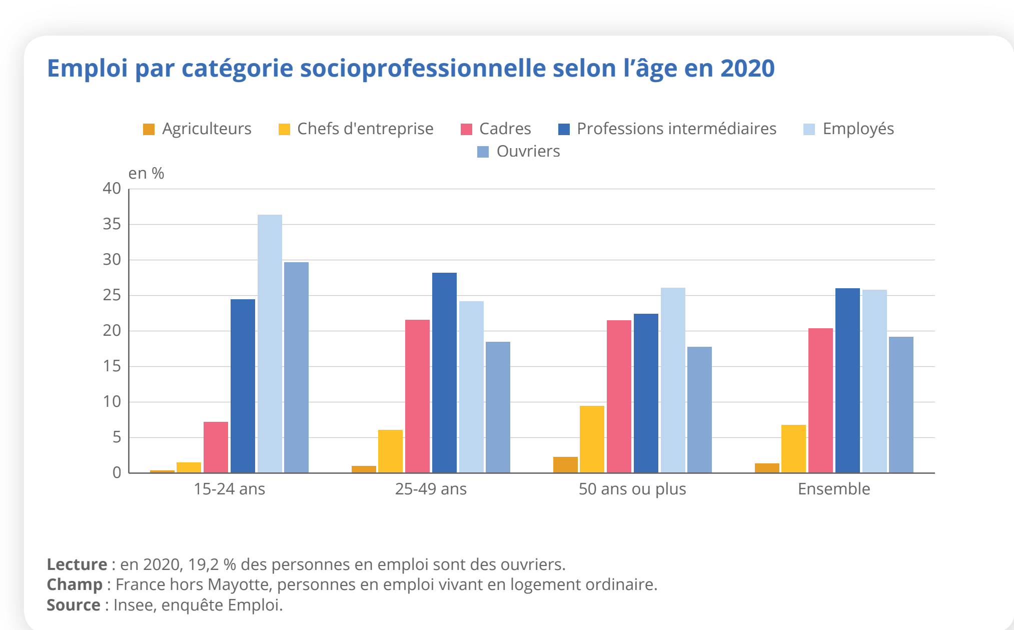
Note : l'emploi est mesuré en fin d'année, c'est-à-dire lors de la dernière semaine de décembre. Données brutes provisoires.
Lecture : fin décembre 2019, 28,5 millions de personnes sont en emploi.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Évolution de l'emploi salarié



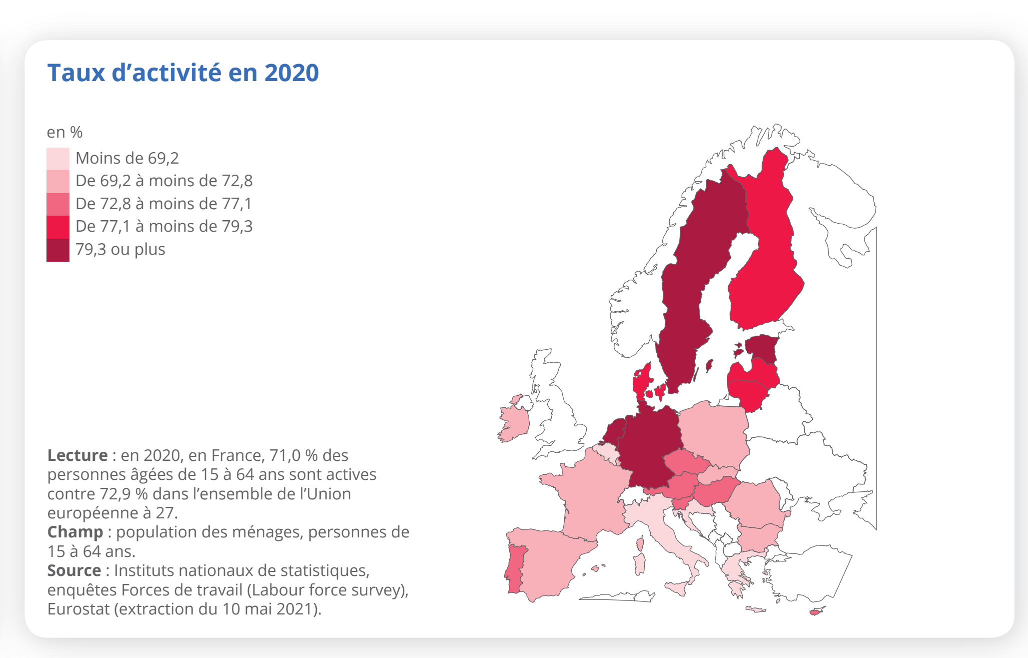
Note : données révisées ; données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre.
Lecture : au 1er trimestre 2021, 50 300 emplois salariés nets sont créés dans le tertiaire marchand par rapport au trimestre précédent.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

Emploi par catégorie socioprofessionnelle selon l'âge en 2020



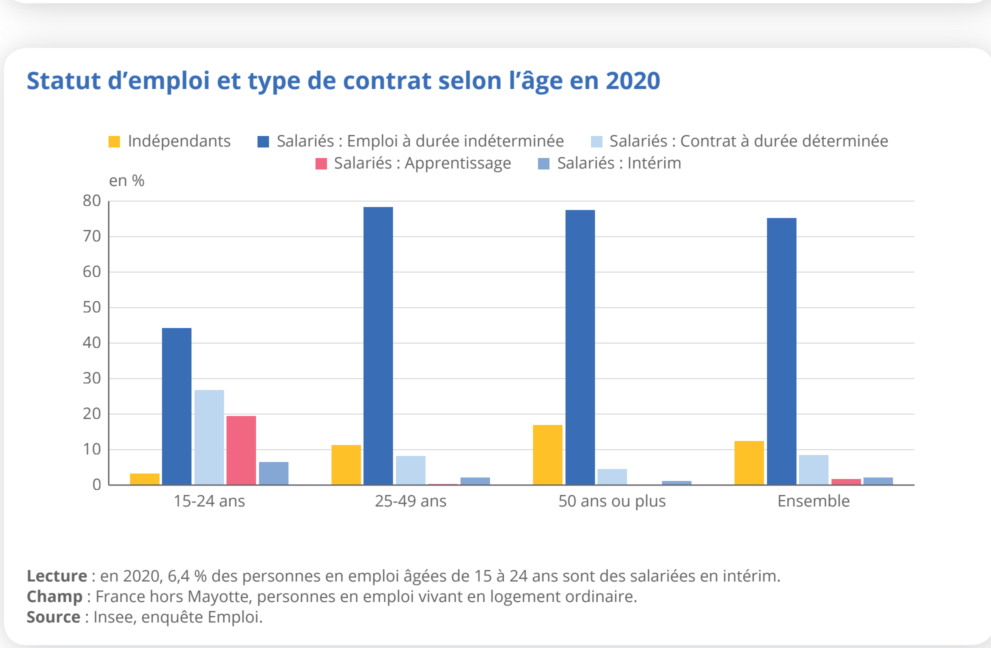
Lecture : en 2020, 19,2 % des personnes en emploi sont des ouvriers.
Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

Taux d'activité en 2020



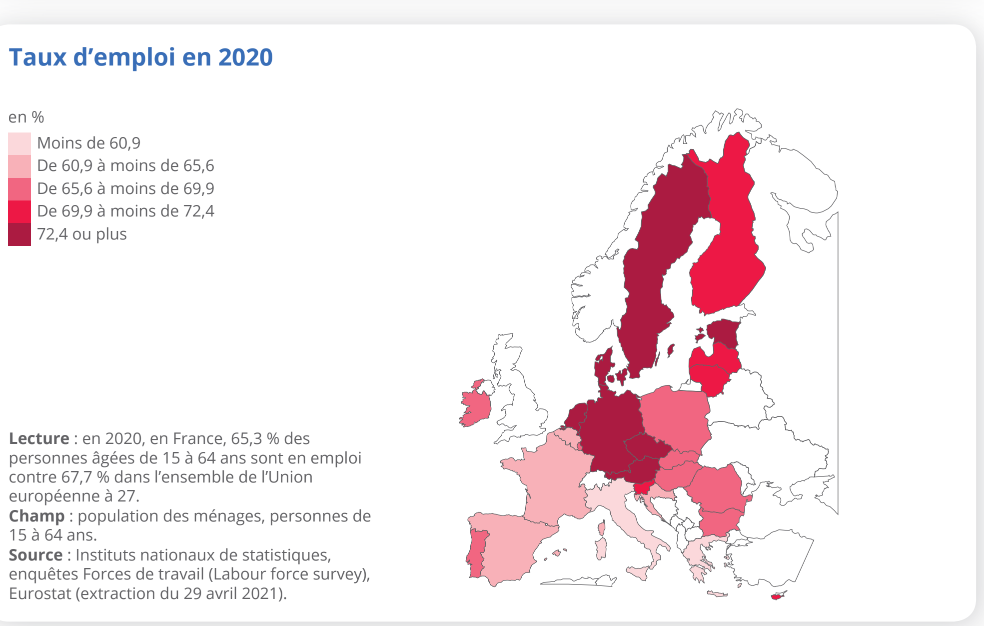
Lecture : en 2020, en France, 71,0 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont actives contre 72,9 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 10 mai 2021).

Statut d'emploi et type de contrat selon l'âge en 2020



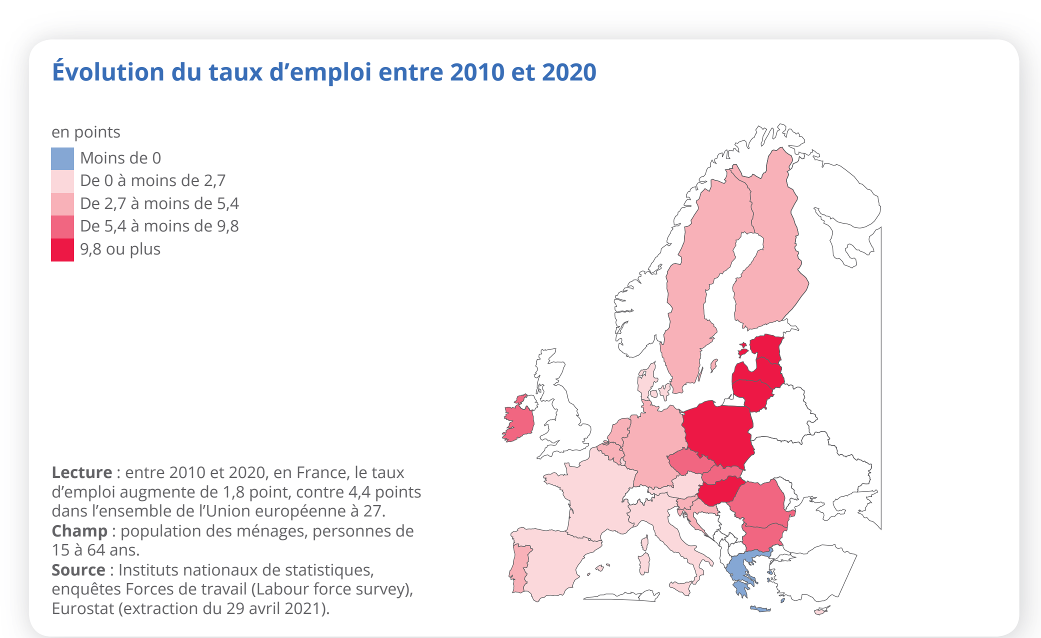
Lecture : en 2020, 6,4 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont des salariées en intérim.
Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

Taux d'emploi en 2020



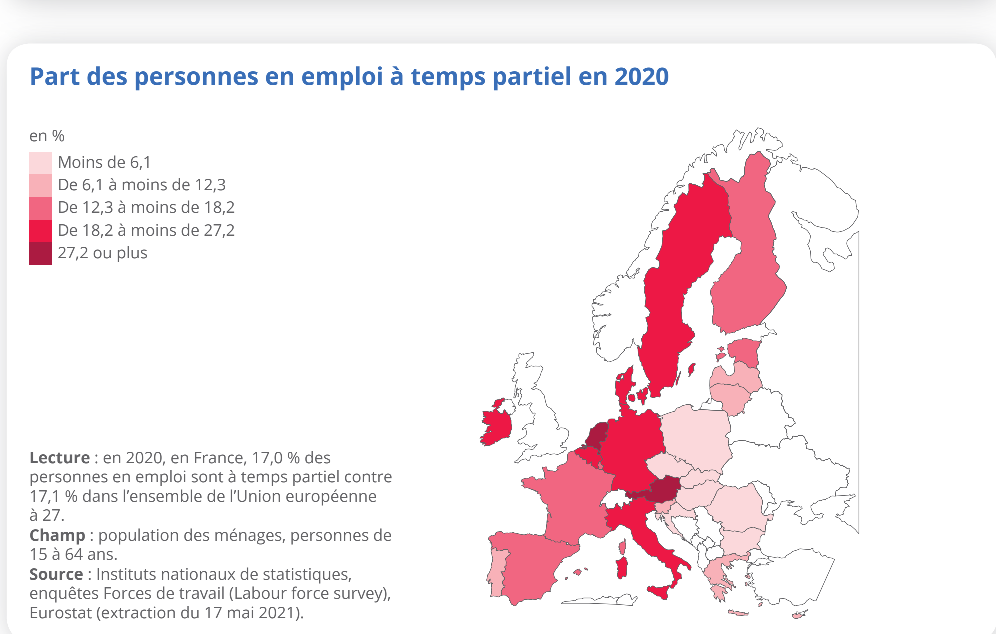
Lecture : en 2020, en France, 65,3 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi contre 67,7 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 29 avril 2021).

Évolution du taux d'emploi entre 2010 et 2020



Lecture : entre 2010 et 2020, en France, le taux d'emploi augmente de 1,8 point, contre 4,4 points dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 29 avril 2021).

Part des personnes en emploi à temps partiel en 2020



Lecture : en 2020, en France, 17,0 % des personnes en emploi sont à temps partiel contre 17,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 17 mai 2021).



Chômage

En 2020, en France (hors Mayotte), le **taux de chômage** a baissé pour la cinquième année consécutive, à 8,0 % de la population active. Sa baisse s'est accentuée début et fin 2020 : du fait des deux confinements généralisés de la population, nombre de personnes sans emploi n'ont pas recherché d'emploi et ne peuvent être considérées comme au **chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)**.

Depuis 2009, le taux de chômage des hommes est très proche de celui des femmes. Avant la crise économique de 2008-2009, il lui était nettement inférieur.

Le taux de chômage des jeunes atteint 20,2 % en 2020 chez les 15-24 ans, contre 7,4 % chez les 25-49 ans et 5,4 % chez les 50 ans ou plus. Le taux de chômage est calculé au sein des seuls **actifs** ; or, avant 25 ans, la plupart des jeunes sont encore en études et peu sont donc actifs. Le taux de chômage des jeunes est aussi plus sensible aux retournements conjoncturels.

En 2020, le taux de chômage atteint 13,9 % pour les actifs ayant au plus le brevet des collèges, contre 5,2 % pour ceux diplômés du supérieur. Il se situe à un niveau intermédiaire pour les titulaires d'un BEP ou CAP ou du Bac. Pour tous les niveaux de diplômes, plus le temps depuis la sortie de formation initiale est grand plus le taux de chômage est bas.

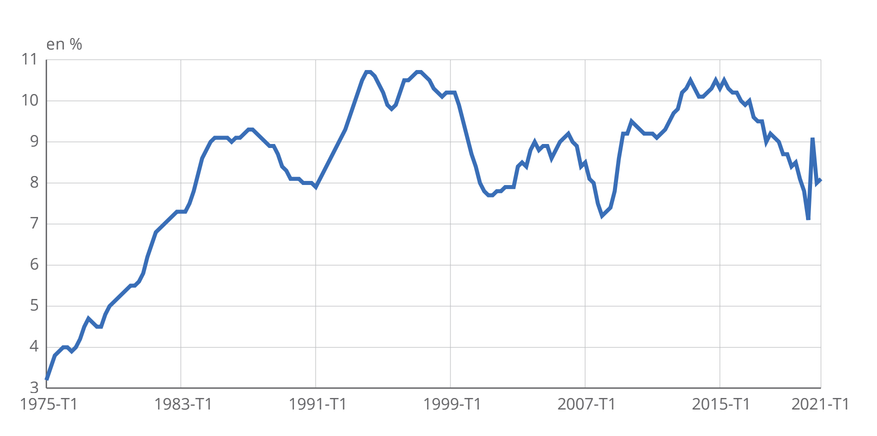
Le taux de chômage est très hétérogène selon les catégories socioprofessionnelles : en 2020, celui des ouvriers est 3 fois supérieur à celui des cadres.

En moyenne en 2020, 2,4 millions de personnes sont au chômage et 1,9 million souhaitent travailler, sans pour autant être au chômage au sens du BIT. Elles forment le **« halo » autour du chômage**.

En savoir plus

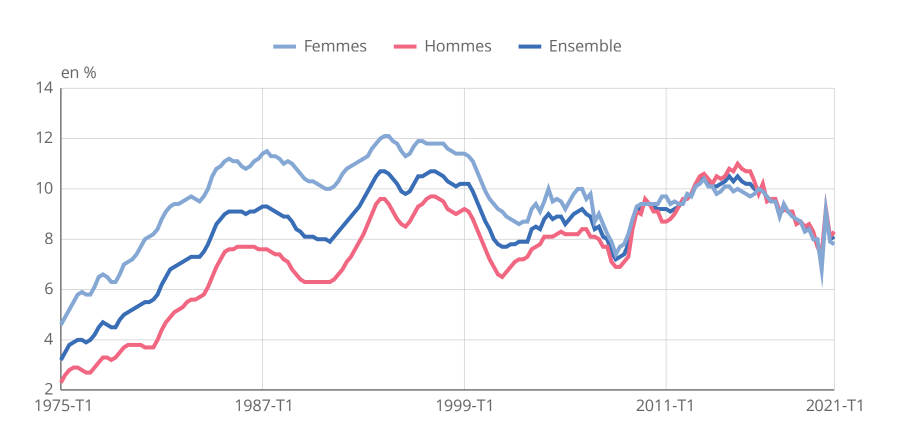
« Au premier trimestre 2021, le taux de chômage est quasi stable à 8,1 % », *Informations rapides* n° 167, juin 2021.
« Une photographie du marché du travail en 2020 », *Insee Première* n° 1844, mars 2021.
« Emploi, chômage, revenus du travail », *Insee Références*, édition 2020.





Note : données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle.
Lecture : au 1er trimestre 2021, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est de 8,1 %.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux de chômage selon le sexe



Note : données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle.
Lecture : au 1er trimestre 2021, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des femmes est de 7,8 %.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux de chômage selon l'âge

15-24 ans | 25-49 ans | 50 ans ou plus | Ensemble

en %

Note : données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle.
Lecture : au 1er trimestre 2021, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des 15-24 ans est de 20,9 %.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux de chômage et taux de chômage de longue durée selon l'âge en 2020

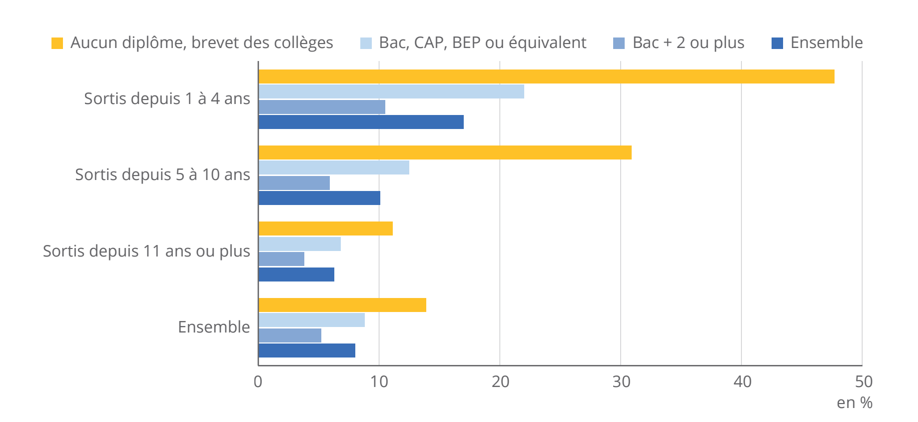
15-24 ans | 25-49 ans | 50 ans ou plus | Ensemble

Taux de chômage
Taux de chômage de longue durée

en %

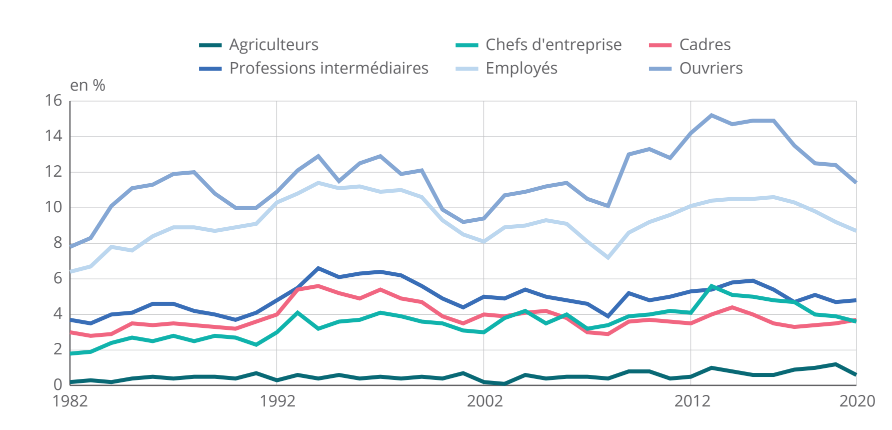
Lecture : en 2020, 4,2 % des 15-24 ans sont au chômage depuis plus d'un an (chômage de longue durée).
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2020



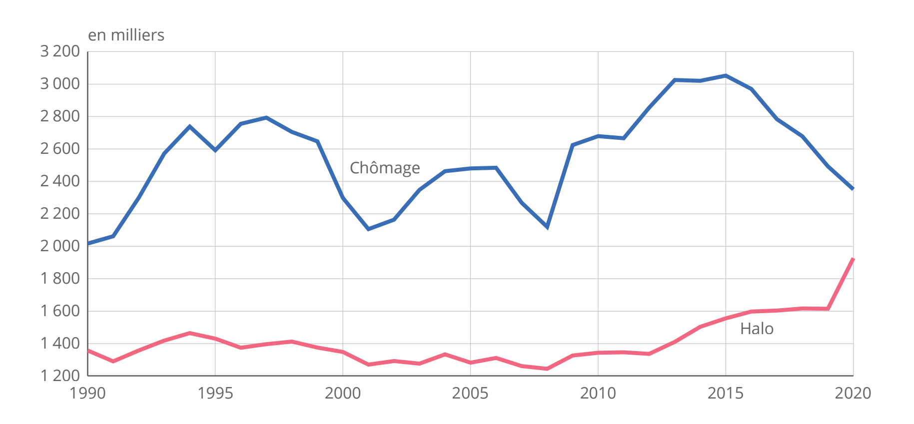
Lecture : en 2020, 10,5 % des personnes actives ayant un diplôme de niveau bac + 2 ou plus et ayant achevé leur formation initiale depuis 1 à 4 ans sont au chômage.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

Taux de chômage selon la catégorie socioprofessionnelle



Lecture : en 2020, le taux de chômage des employés est de 8,7 %.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives ayant déjà travaillé, de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

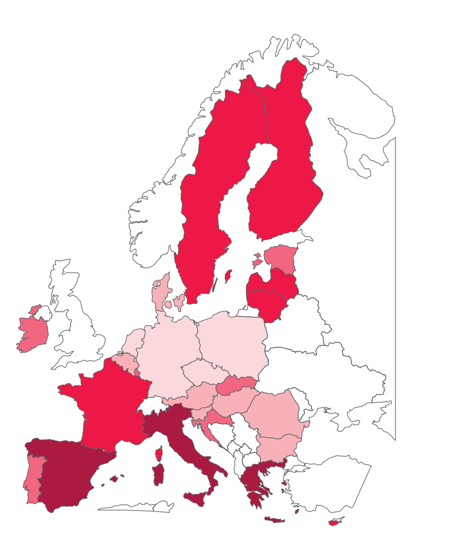
Personnes au chômage et dans le halo autour du chômage



Lecture : en 2020, 2 351 000 personnes sont au chômage et 1 927 000 dans le halo autour du chômage.
Champ : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi, séries longues sur le marché du travail.

Taux de chômage des 15-74 ans en 2020

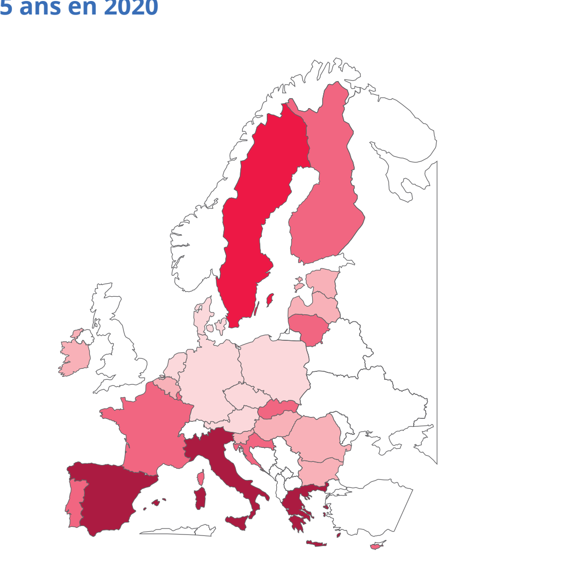
en %
- Moins de 4,3
- De 4,3 à moins de 5,7
- De 5,7 à moins de 7,6
- De 7,6 à moins de 9,2
- 9,2 ou plus



Note : données en moyenne annuelle.
Lecture : en 2020, en France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des 15-74 ans est de 8,0 % contre 7,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : personnes actives de 15 ans à 74 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 3 mai 2021).

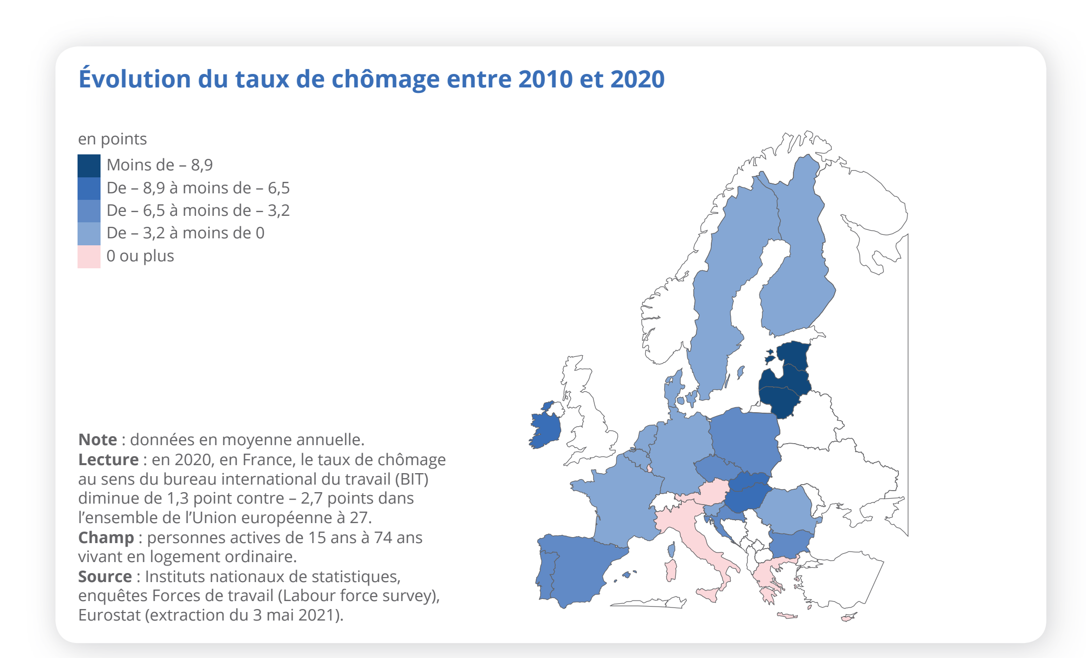
Taux de chômage des moins de 25 ans en 2020

en %
- Moins de 12,8
- De 12,8 à moins de 18,2
- De 18,2 à moins de 23,9
- De 23,9 à moins de 29,4
- 29,4 ou plus



Note : données en moyenne annuelle.
Lecture : en 2020, en France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des moins de 25 ans est de 20,2 % contre 16,8 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : personnes actives de 15 ans à 24 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 3 mai 2021).

Évolution du taux de chômage entre 2010 et 2020



Note : données en moyenne annuelle.
Lecture : en 2020, en France, le taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT) diminue de 1,3 point contre – 2,7 points dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Champ : personnes actives de 15 ans à 74 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 3 mai 2021).



Salaires et revenus d'activité

En France, le montant horaire brut du **salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic)** est de 10,15 euros en 2020. Depuis 1990, il a progressé de 120 %, environ deux fois plus vite que les prix.

En 2018, le **salaire mensuel moyen en équivalent temps plein (EQTP)** dans le secteur privé est de 2 370 euros, nets de cotisations et contributions sociales. En euros constants, c'est-à-dire corrigé de l'inflation, il a augmenté en moyenne de 0,7 % par an depuis 2013. Aux extrémités de l'échelle, un salarié du privé sur dix perçoit moins de 1 280 euros par mois et un sur dix plus de 3 780 euros. Le salaire des femmes est inférieur de 16,8 % en moyenne à celui des hommes.

Dans la **fonction publique**, tous statuts confondus, un salarié gagne en moyenne 2 300 euros nets par mois en EQTP en 2018. Les salaires ont progressé de 0,3 % en moyenne par an depuis 2013, en euros constants.

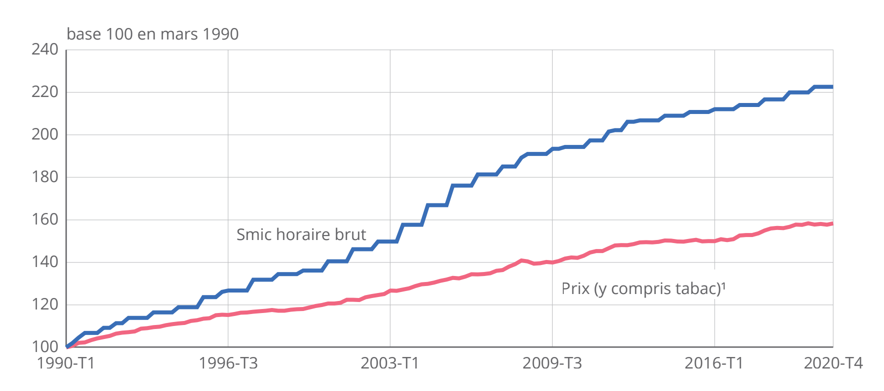
En 2018, hors agriculture, les **non-salariés** classiques (**micro-entrepreneurs** exclus) retirent en moyenne 3 820 euros par mois de leur activité non salariée. Cette moyenne recouvre de fortes disparités selon la nature de l'activité exercée.

En France, le **coût horaire du travail** a progressé modérément au milieu de la décennie 2010 du fait de mesures d'allègement, et est redevenu plus dynamique depuis 2018. Il augmente nettement début 2020 pendant la crise sanitaire, la masse salariale se repliant dans des proportions moindres que le nombre d'heures de travail rémunérées.

En savoir plus

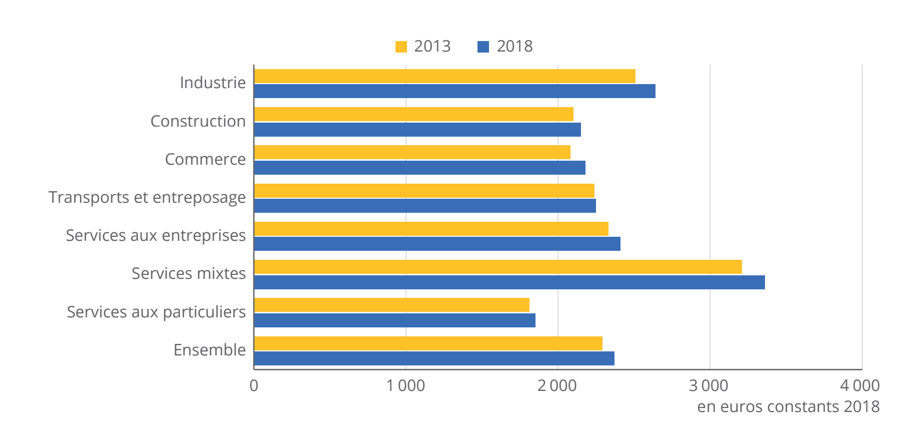
« En 2018, le salaire net moyen dans le secteur privé augmente de 0,4 % en euros constants », *Insee Première* n° 1828, décembre 2020.
« Les revenus d'activité des non-salariés en 2018 », *Insee Première* n° 1817, septembre 2020.

Évolution du Smic horaire brut et des prix



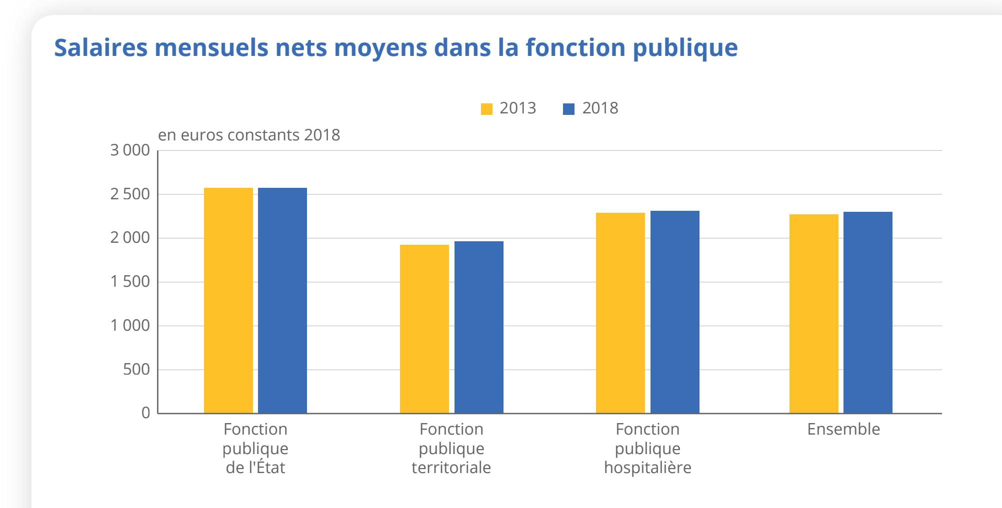
1. Indice mensuel des prix à la consommation, y compris tabac, pour l'ensemble des ménages.
Lecture : au 4e trimestre 2020, le Smic horaire brut a été multiplié par 2,2 et les prix (y compris tabac) par 1,6 depuis mars 1990.
Champ : à partir de juin 2017 : France hors Mayotte, ensemble des salariés hors apprentis, stagiaires et intérimaires ; ensemble des secteurs hors agriculture, administration publique, activités des ménages, activités extraterritoriales. Jusqu'en mars 2017 : France métropolitaine, champ salariés et secteurs identiques mais hors syndicats de copropriété, associations loi 1901 de l'action sociale.
Sources : Dares, enquêtes Acemo ; Insee.

Salaires mensuels nets moyens dans le secteur privé selon l'activité



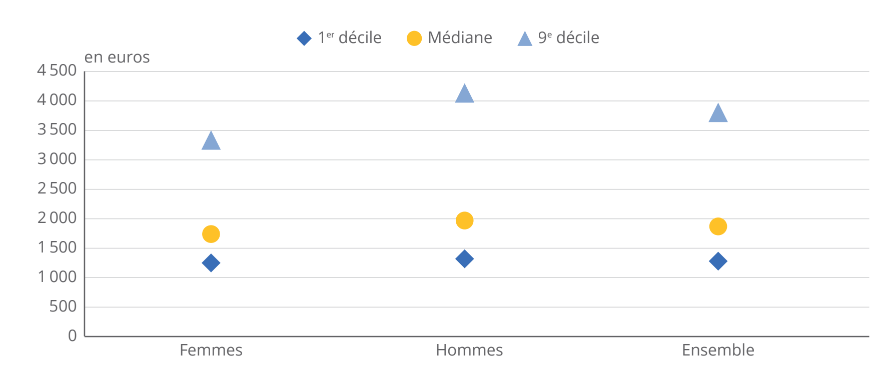
Lecture : en 2018, le salaire net moyen en équivalent temps plein (EQTP) dans l'industrie est de 2 640 euros par mois.
Champ : France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis et stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.
Source : Insee, bases Tous salariés.

Salaires mensuels nets moyens dans la fonction publique



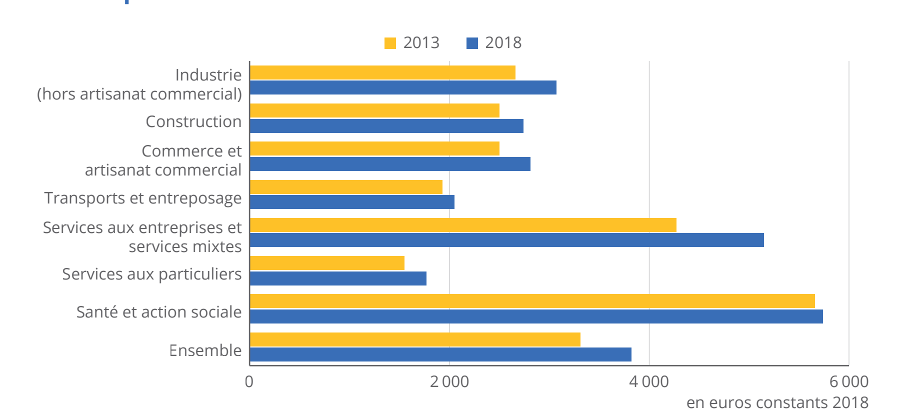
Lecture : en 2018, dans la fonction publique de l'État, le salaire net moyen est de 2 570 euros par mois en équivalent temps plein.
Champ : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein, hors apprentis depuis 2016, militaires, assistants maternels, internes et externes des hôpitaux ; y compris bénéficiaires de contrats aidés.
Source : Insee, système d'information sur les agents des services publics (Siasp).

Dispersion des salaires mensuels nets en EQTP dans le secteur privé selon le sexe en 2018



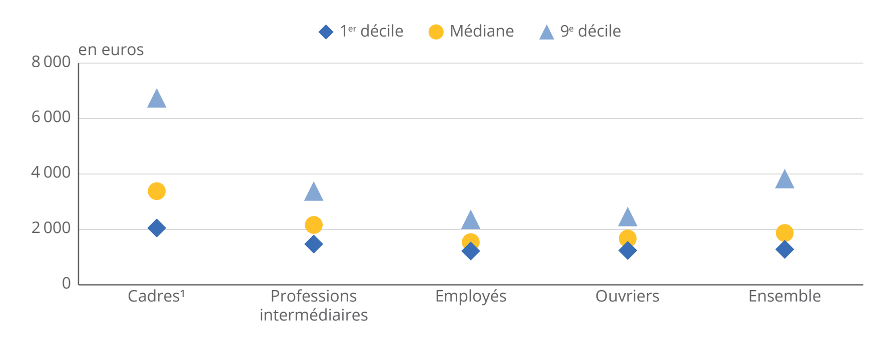
Lecture : en 2018, dans le secteur privé, la moitié des salariés perçoivent moins de 1 870 euros par mois en équivalent temps plein (médiane), 10 % moins de 1 280 euros (1er décile).
Champ : France hors Mayotte, salariés en EQTP du secteur privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers-employeurs.
Source : Insee, bases Tous salariés.

Revenus d'activité mensuels moyens des non-salariés, hors micro-entrepreneurs



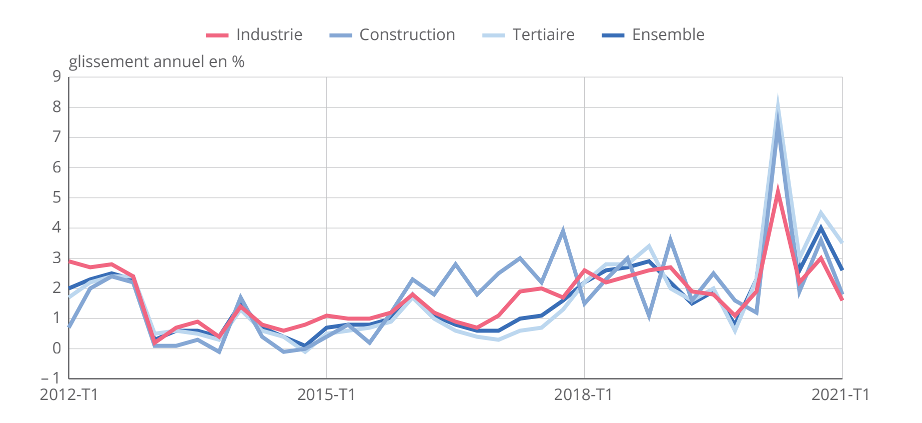
Lecture : en 2018, le revenu d'activité moyen des non-salariés dans l'industrie est de 3 070 euros par mois.
Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre, hors taxés d'office, hors micro-entrepreneurs et hors agriculture.
Source : Insee, bases Non-salariés.

Dispersion des salaires mensuels nets en EQTP dans le secteur privé selon la catégorie socioprofessionnelle en 2018



1. Y compris chefs d'entreprise salariés.
Lecture : en 2018, dans le secteur privé, la moitié des cadres perçoivent moins de 3 380 euros par mois en équivalent temps plein (médiane), 10 % moins de 2 050 euros (1er décile).
Champ : France hors Mayotte, salariés en EQTP du secteur privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers-employeurs.
Source : Insee, bases Tous salariés.

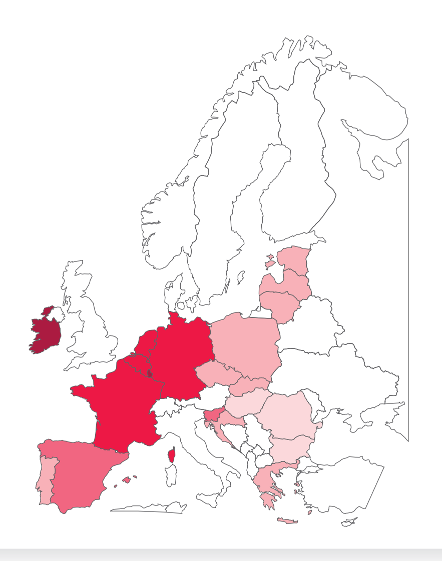
Évolution du coût horaire du travail selon le secteur d'activité



Lecture : entre le 1er trimestre 2020 et le 1er trimestre 2021, dans l'industrie, le coût horaire du travail augmente de 1,6 %.
Champ : France, salaires et charges du secteur marchand non agricole, hors services aux ménages.
Sources : Acoss-Dares-Insee, indicateurs du coût du travail.

Salaire minimum brut mensuel en 2021

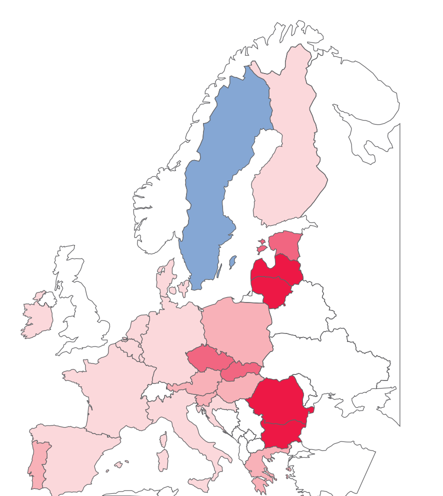
en euros
- Moins de 500
- De 500 à moins de 785
- De 785 à moins de 1 108
- De 1 108 à moins de 1 724
- 1 724 ou plus



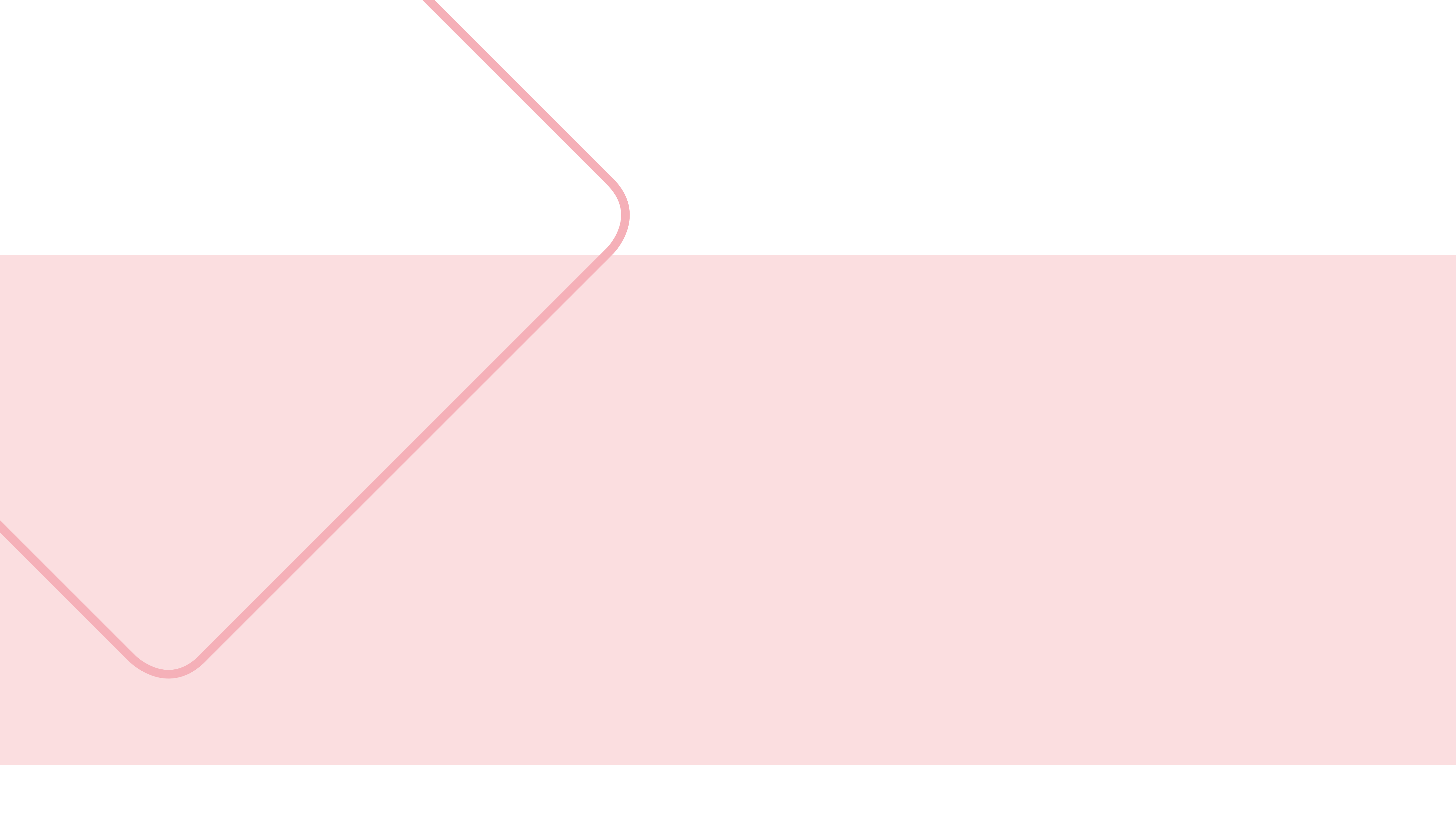
Note : absence de résultat due à la nature des choses pour l'Autriche, Chypre, le Danemark, la Finlande, l'Italie et la Suède.
Lecture : en 2021, en France, le salaire minimum brut est de 1 555 euros par mois.
Source : Eurostat (extraction du 22 avril 2021).

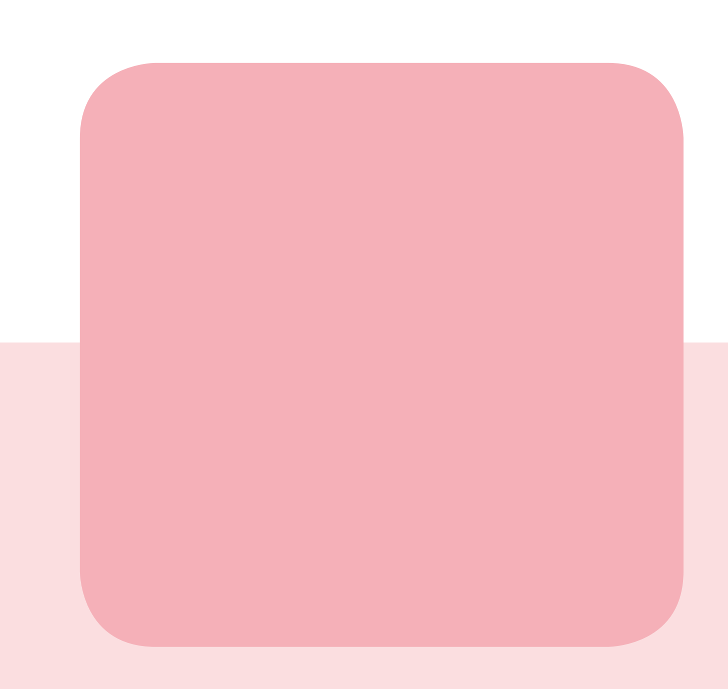
Évolution annuelle moyenne du coût horaire de la main d'œuvre entre 2017 et 2020

en %
- Moins de 0
- De 0 à moins de 3,1
- De 3,1 à moins de 5,4
- De 5,4 à moins de 7,6
- 7,6 ou plus



Lecture : entre 2017 et 2020, en France, le coût horaire de la main d'oeuvre a augmenté en moyenne de 2,2 % par an, contre 2,7 % pour l'Union européenne à 27 pays membres.
Champ : entreprises de 10 salariés ou plus de l'industrie, de la construction et des services (hors administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire).
Source : Eurostat (extraction du 22 avril 2021), coûts annuels de la main-d'oeuvre.





Entreprises

Caractéristiques des entreprises

En 2018, les secteurs marchands non agricoles et non financiers sont composés de 3,8 millions **d'entreprises**. Ce sont essentiellement des **micro-entreprises** (96 %), mais pour autant, les **petites et moyennes entreprises (PME)**, les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** et les **grandes entreprises (GE)** emploient plus de huit salariés sur dix (en équivalent temps plein (EQTP)) et génèrent environ 86 % du chiffre d'affaires dégagé par les entreprises en France.

Le commerce et l'industrie concentrent chacun plus de 30 % du chiffre d'affaires total, tandis que près de 40 % de la valeur ajoutée est réalisée par les entreprises de services (hors transport). Les **taux de marge** sont globalement homogènes et s'échelonnent de 20 % dans la construction à 30 % dans les services (hors transport). Les **taux de valeur ajoutée** sont, en revanche, plus hétérogènes. Seul le commerce présente un taux de valeur ajoutée très en deçà de son taux de marge.

Fin 2018, **l'artisanat** compte en France environ 1,5 million **d'unités légales**. Un peu plus des trois quarts (77 %) n'emploient aucun salarié ou n'en emploient qu'un, et neuf sur dix (92 %) ont cinq salariés ou moins.

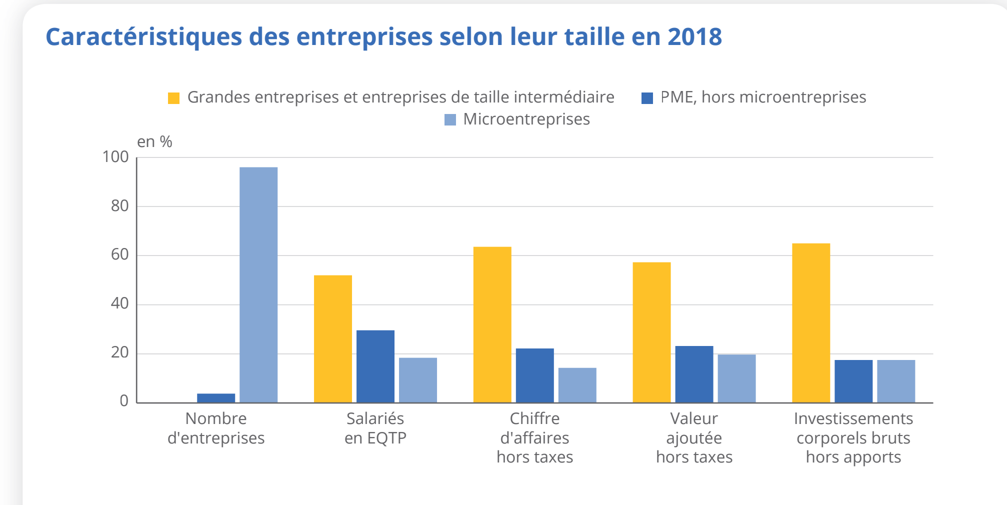
Les entreprises actives en France peuvent être détenues par des **firmes multinationales sous contrôle français** ou **étranger** ou encore par des **groupes** franco-français. Si les salariés des multinationales sont majoritairement employés dans des GE ou des ETI (91 % en EQTP), 63 % des salariés des groupes franco-français sont employés dans des PME.

Enfin, en 2017, l'État contrôle 1 751 sociétés françaises. Elles emploient 767 000 salariés.

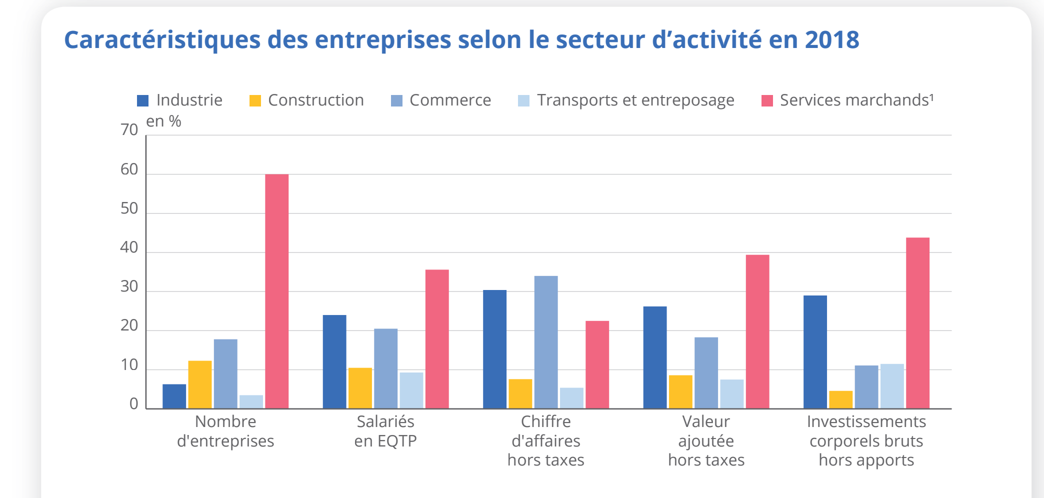
En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.



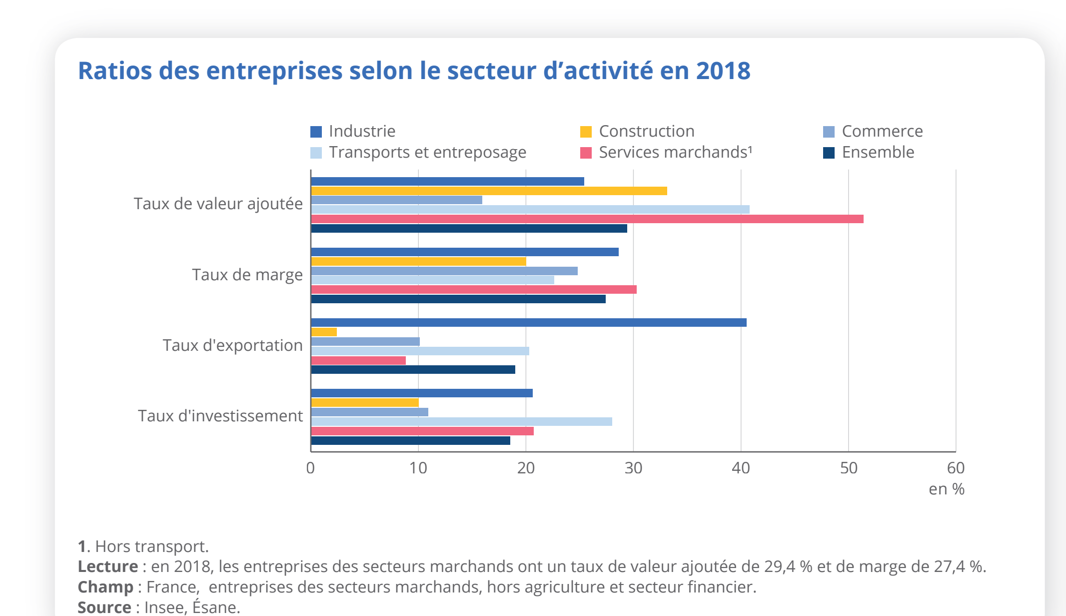


Lecture : en 2018, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 29,6 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des secteurs marchands.
Champ : France, entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier.
Source : Insee, Ésane.



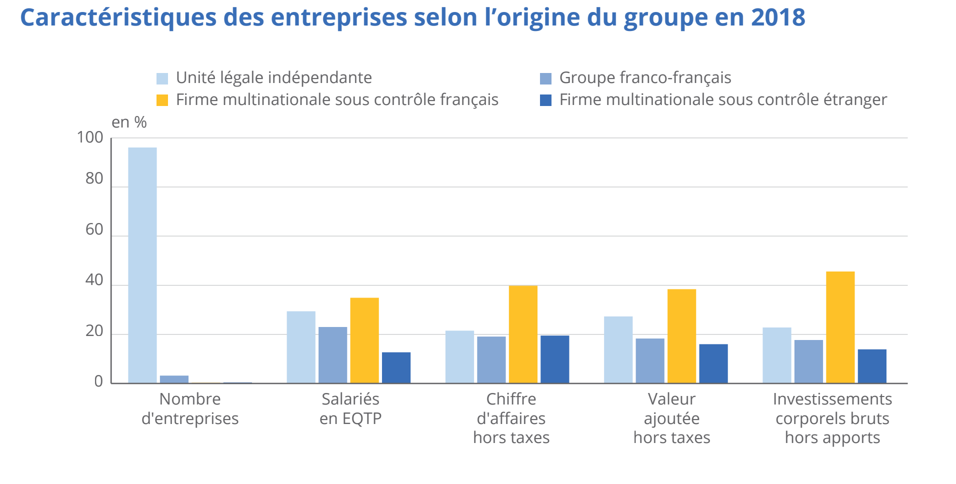
Lecture : en 2018, les entreprises de l'industrie emploient 24,0 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des secteurs marchands.
Champ : France, entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier.
Source : Insee, Ésane.

Ratios des entreprises selon le secteur d'activité en 2018



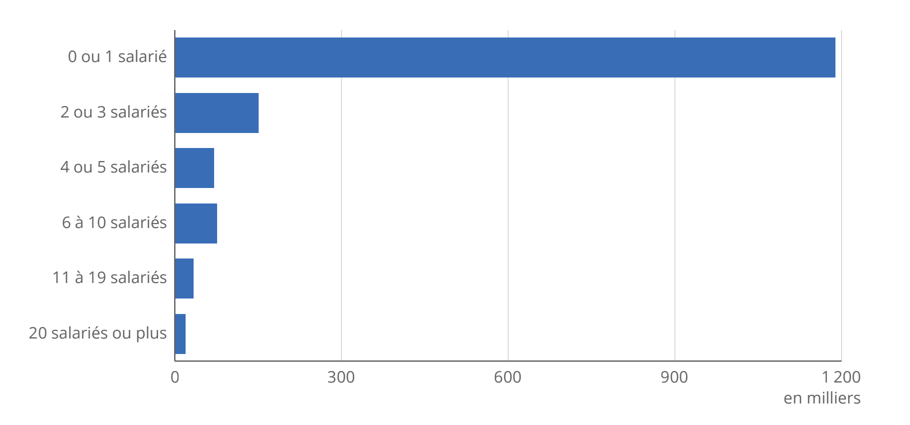
1. Hors transport.
Lecture : en 2018, les entreprises des secteurs marchands ont un taux de valeur ajoutée de 29,4 % et de marge de 27,4 %.
Champ : France, entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier.
Source : Insee, Ésane.

Caractéristiques des entreprises selon l'origine du groupe en 2018



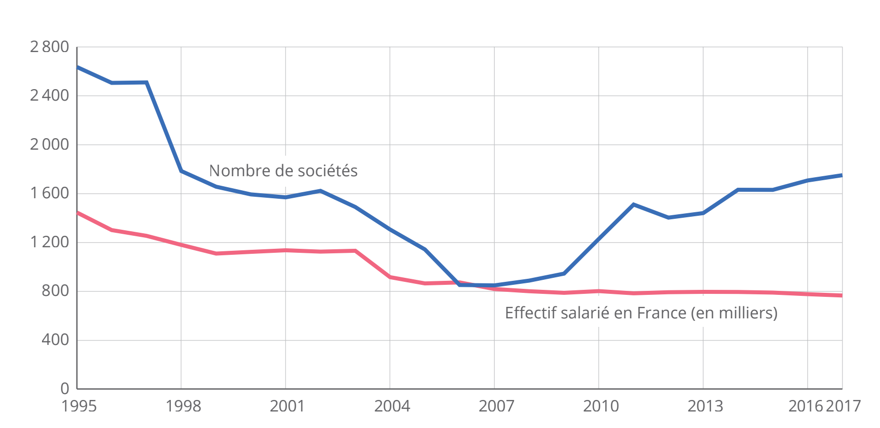
Lecture : en 2018, 34,9 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) travaillent dans des firmes multinationales sous contrôle français.
Champ : France, entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier.
Source : Insee, Ésane (données individuelles).

Unités légales artisanales selon le nombre de salariés en 2018



Note : données au 31 décembre.
Lecture : en 2018, 19 000 unités légales artisanales comptent 20 salariés ou plus.
Champ : activités marchandes hors agriculture, unités inscrites au Répertoire des Métiers.
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Sociétés françaises contrôlées majoritairement par l'État



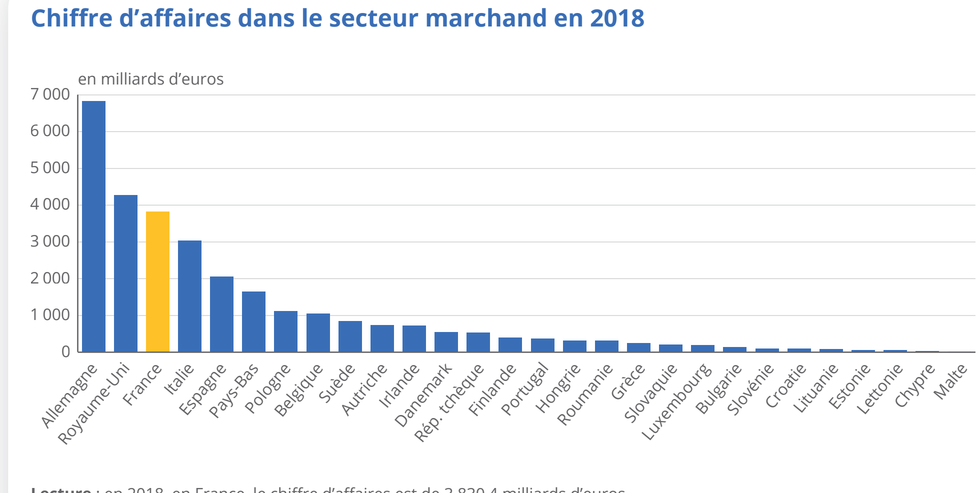
Lecture : en 2017, 1 751 sociétés françaises sont contrôlées majoritairement par l'État.
Champ : France.
Source : Insee, Recme, Lifi.

Nombre d'entreprises dans le secteur marchand en 2018



Lecture : en 2018, la France compte 2 860 000 entreprises.
Champ : ensemble de l'industrie et services marchands ; réparation d'ordinateurs, de biens personnels et domestiques ; sauf les activités financières et d'assurances.
Source : Eurostat (extraction du 19 novembre 2020).

Chiffre d'affaires dans le secteur marchand en 2018



Lecture : en 2018, en France, le chiffre d'affaires est de 3 830,4 milliards d'euros.
Champ : ensemble de l'industrie et services marchands ; réparation d'ordinateurs, de biens personnels et domestiques ; sauf les activités financières et d'assurances.
Source : Eurostat (extraction du 19 novembre 2020).

Nombre de salariés dans le secteur marchand en 2018

Note : donnée non disponible pour la Slovénie.
Lecture : en 2018, la France compte 11 948 000 salariés dans le secteur marchand.
Champ : ensemble de l'industrie et services marchands ; réparation d'ordinateurs, de biens personnels et domestiques ; sauf les activités financières et d'assurances.
Source : Eurostat (extraction du 19 novembre 2020).

Démographie et créations des entreprises

En 2020, 848 200 entreprises ont été **créées** en France, dont 547 900 sous forme **d'entrepreneurs individuels** ayant adopté le régime de la microentreprise (**micro-entrepreneurs**). Les activités les plus représentées sont les services aux entreprises (193 800 créations en 2020) et le commerce (130 300 créations).

En 2020, les sociétés par actions simplifiées (SAS) représentent 67 % des créations de **sociétés** et les sociétés à responsabilité limitée (SARL) 30 %.

En 2020, parmi les créateurs d'entreprises individuelles, 61 % sont des hommes et 39 % sont des femmes. Les créatrices sont majoritaires dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale, les autres activités de services aux ménages et l'industrie.

En 2020, 31 075 **unités légales** ont été en situation de **défaillance**. Ce nombre est en baisse depuis 2015.

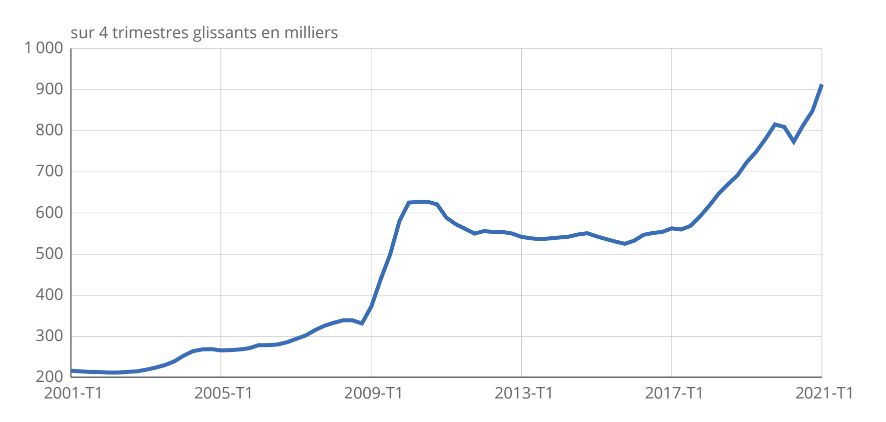
En 2018, 5 millions d'unités légales étaient économiquement actives au 31 décembre, dont 2,5 millions sous forme de société et 2,5 millions sous forme d'entreprise individuelle. Les activités les plus représentées sont les services aux entreprises (931 000 unités légales en 2018) et le commerce (907 000 unités légales en 2018).

En savoir plus

« Les défaillances d'entreprises – France – Avril 2021 », Stat Info, Banque de France, mai 2021.
« Les créations d'entreprises en 2020 », *Insee Première* n° 1837, février 2021.
« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.

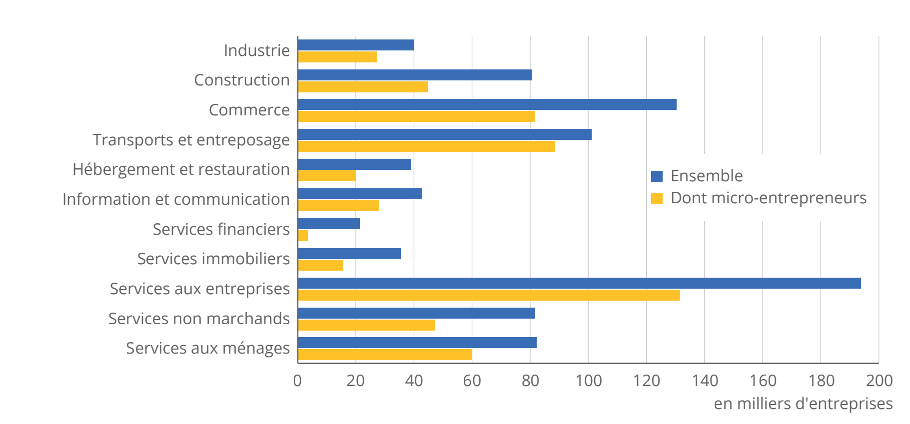






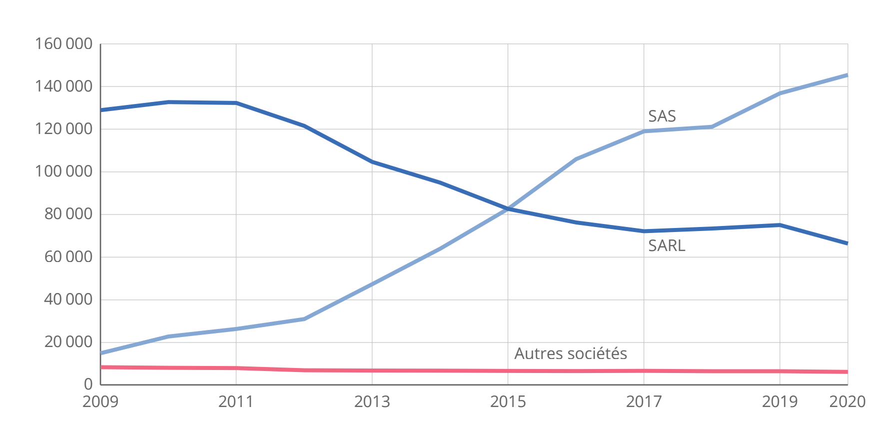
Note : les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.
Lecture : entre le 1er trimestre 2020 et le 1er trimestre 2021, 912 900 entreprises (y compris les micro-entrepreneurs) ont été créées.
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Créations d'entreprises selon le secteur d'activité en 2020



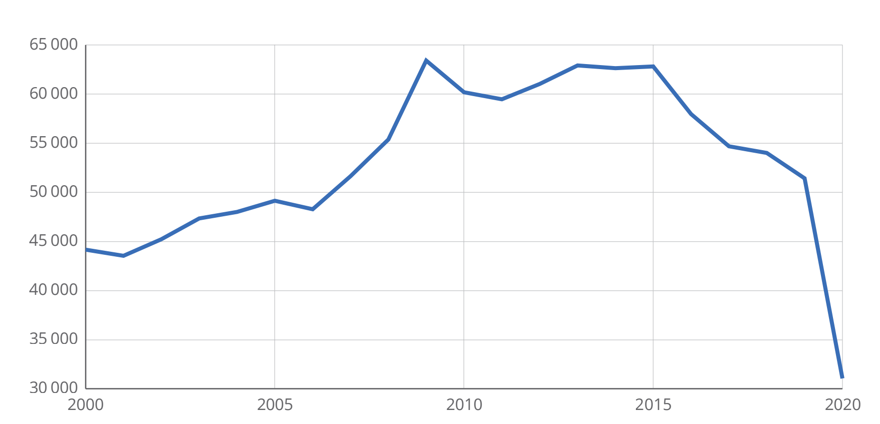
Note : les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.
Lecture : en 2020, 40 100 entreprises ont été créées dans le secteur de l'industrie.
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Créations de sociétés selon la forme juridique



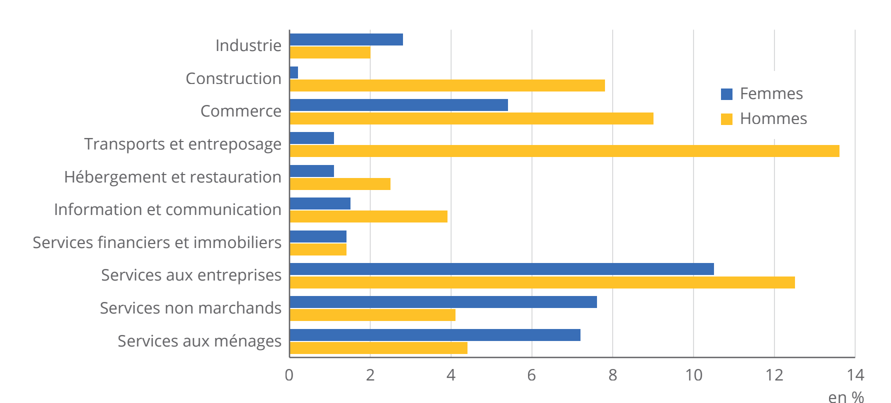
Lecture : en 2020, 66 387 SARL ont été créées parmi les sociétés.
Champ : France, ensemble des sociétés des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Défaillances d'entreprises



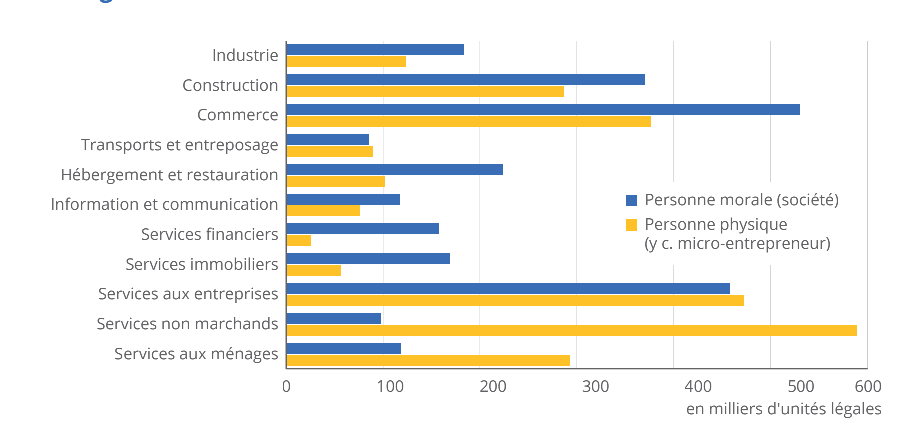
Note : données révisées ; données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.
Lecture : en 2020, 31 075 entreprises sont défaillantes.
Champ : France.
Source : Banque de France (extraction du 15 juin 2021).

Répartition des entrepreneurs individuels immatriculés en 2020 selon le sexe et le secteur d'activité



Lecture : en 2020, parmi l'ensemble des immatriculations d'entrepreneurs individuels, 12,5 % ont été réalisées par des hommes dans les services aux entreprises.
Champ : France, ensemble des entrepreneurs individuels des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

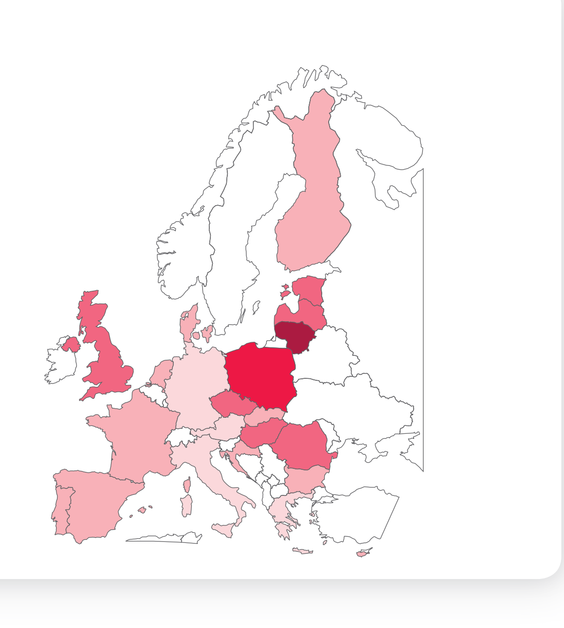
Unités légales selon le secteur d'activité en 2018



Note : stock d'unités légales au 31 décembre 2018, données semi-définitives.
Lecture : en 2018, 183 600 sociétés ont été créées dans le secteur de l'industrie.
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Créations d'entreprises en 2018

en %



Notes :
- pour la France, hors micro-entrepreneurs n'ayant pas démarré d'activité ;
- données non disponibles pour la Belgique, l'Irlande, le Luxembourg, la Slovénie et la Suède.

Lecture : en 2018, le taux de création d'entreprises en France est de 10,8 %.
Champ : entreprises dans l'industrie, la construction et les services, sauf activités des sociétés *holding*.
Source : Eurostat (extraction du 19 novembre 2020).



Mondialisation – Compétitivité – Innovation

En 2018, 6,1 % des entreprises ont exporté. Dans l'industrie, cette part s'élève à 12,1 %. Le **chiffre d'affaires** à l'export des entreprises industrielles exportatrices représente 44 % de leur chiffre d'affaires total. En 2020, les **exportations** de biens pèsent près de 400 milliards d'euros.

Le développement à l'international des entreprises s'effectue par les exportations, mais aussi par l'implantation de filiales dans les pays étrangers. En 2018, les **firmes multinationales françaises** emploient 6,2 millions de personnes à l'étranger : 36 % des salariés des filiales implantées à l'étranger travaillent dans l'industrie, 34 % dans les services marchands et 20 % dans le commerce.

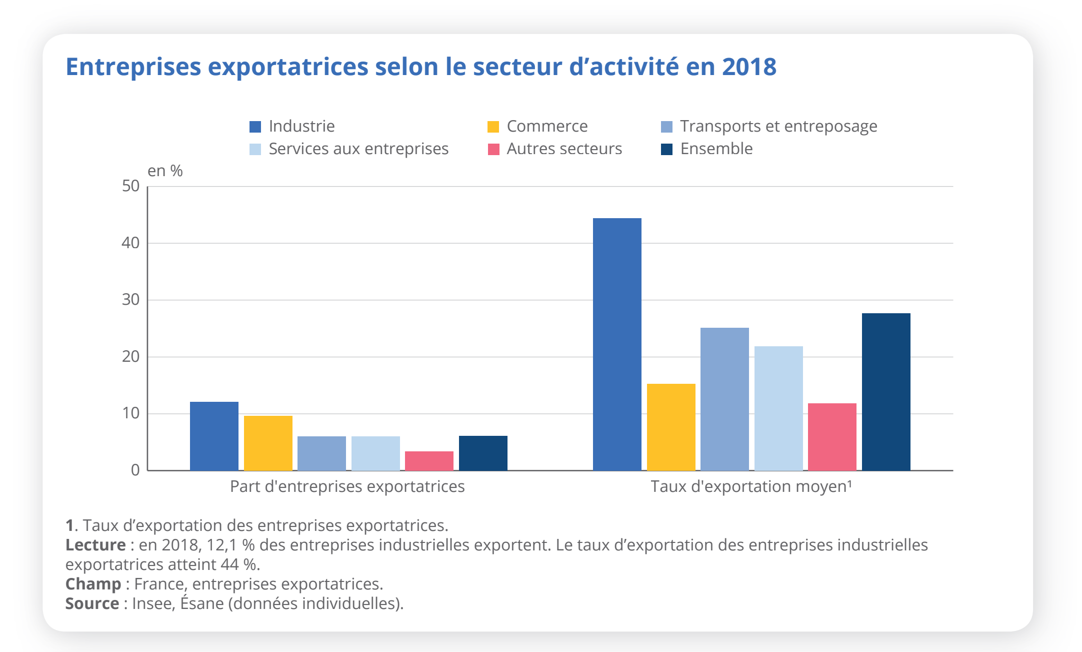
Les firmes multinationales des pays de l'Union européenne (UE) concentrent la majorité de l'emploi **sous contrôle étranger** en France, au premier rang desquels l'Allemagne avec 324 400 emplois (intérim compris). Hors UE, les multinationales américaines totalisent le plus d'emplois en France (532 800, intérim compris).

L'innovation et la recherche sont des facteurs essentiels à la compétitivité. Entre 2016 et 2018, 41 % des sociétés ont innové et deux tiers de la **dépense intérieure de recherche et développement (DIRD)** ont été réalisées par les entreprises, soit 34 milliards d'euros. En 2020, environ 14 300 demandes de **brevets** sont déposées à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

En savoir plus

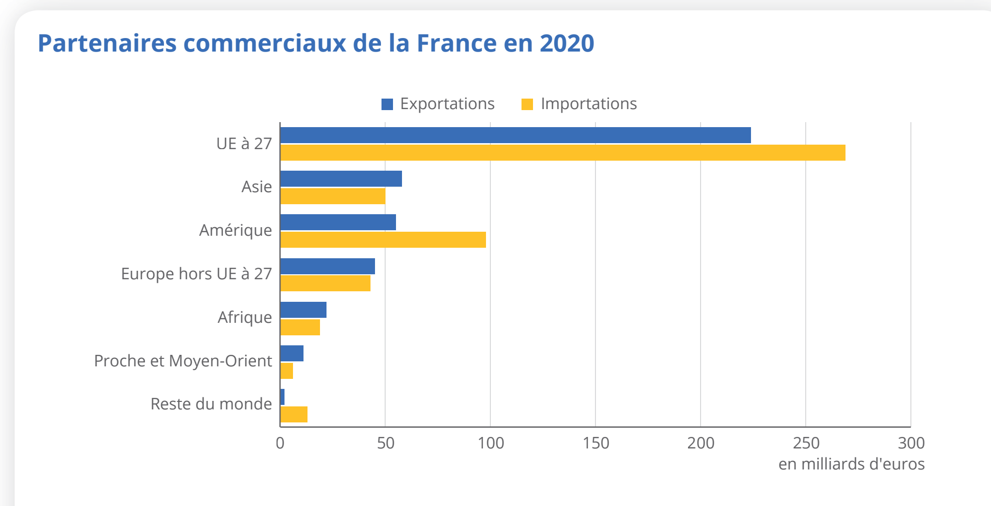
« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.
« Les firmes multinationales françaises en 2018 : 6,2 millions de salariés employés hors de France », *Insee Focus* n° 218, décembre 2020.

Entreprises exportatrices selon le secteur d'activité en 2018



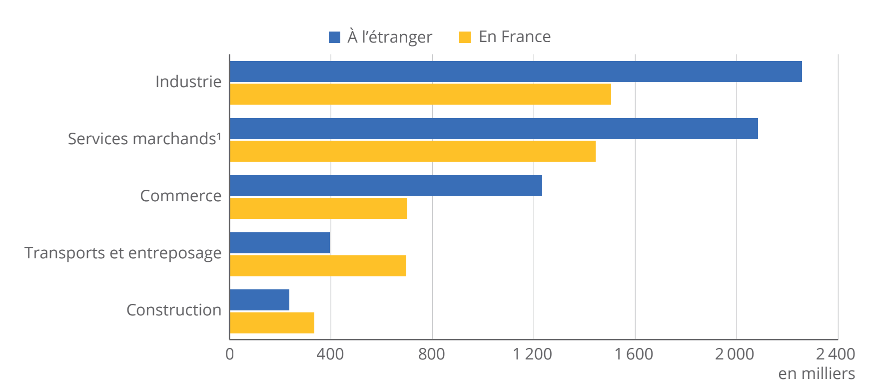
1. Taux d'exportation des entreprises exportatrices.
Lecture : en 2018, 12,1 % des entreprises industrielles exportent. Le taux d'exportation des entreprises industrielles exportatrices atteint 44 %.
Champ : France, entreprises exportatrices.
Source : Insee, Ésane (données individuelles).

Partenaires commerciaux de la France en 2020



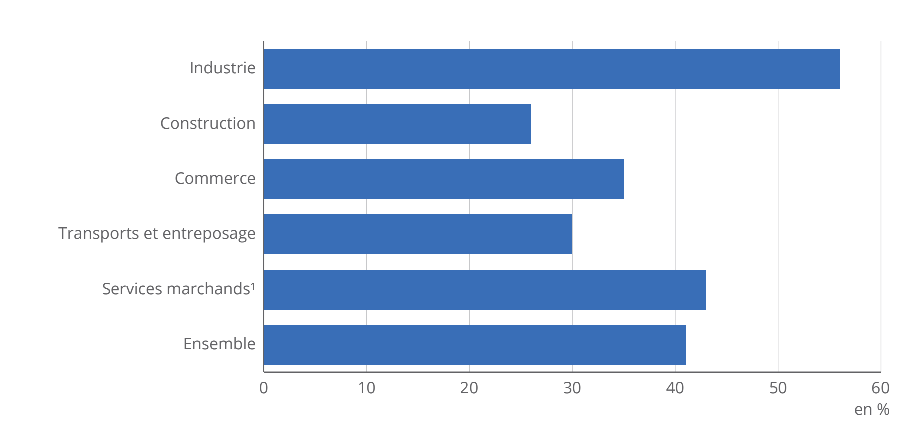
Note : données estimées CAF-FAB, hors matériel militaire.
Lecture : en 2020, les exportations de biens (mesurées FAB) de la France avec l'Union européenne à 27 s'élèvent à 224 milliards d'euros, les importations (valorisées CAF) à 269 milliards d'euros.
Source : DGDDI, diffusion des résultats de décembre 2020.

Emploi des firmes multinationales sous contrôle français à l'étranger et en France selon le secteur d'activité en 2018



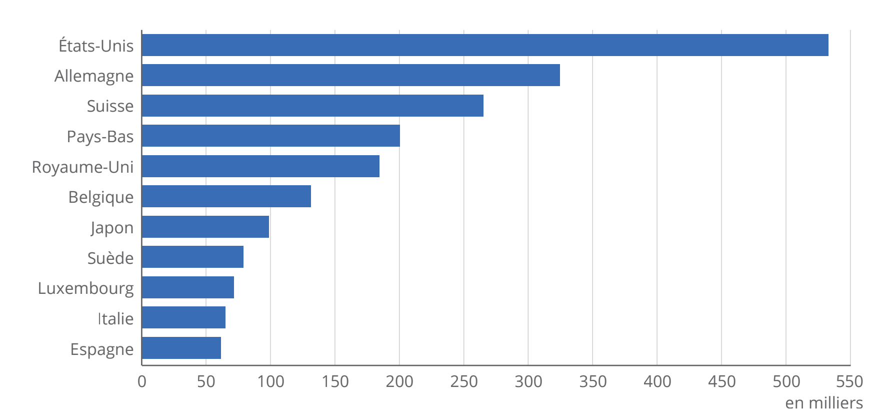
1. Hors transport.
Note : secteur de la filiale résidente ou à l'étranger.
Lecture : en 2018, dans l'industrie, les firmes multinationales sous contrôle français emploient 2 257 000 personnes à l'étranger.
Champ : firmes multinationales françaises, hors services non marchands et banques.
Source : Insee, enquête Ofats.

Sociétés innovantes selon le secteur d'activité entre 2016 et 2018



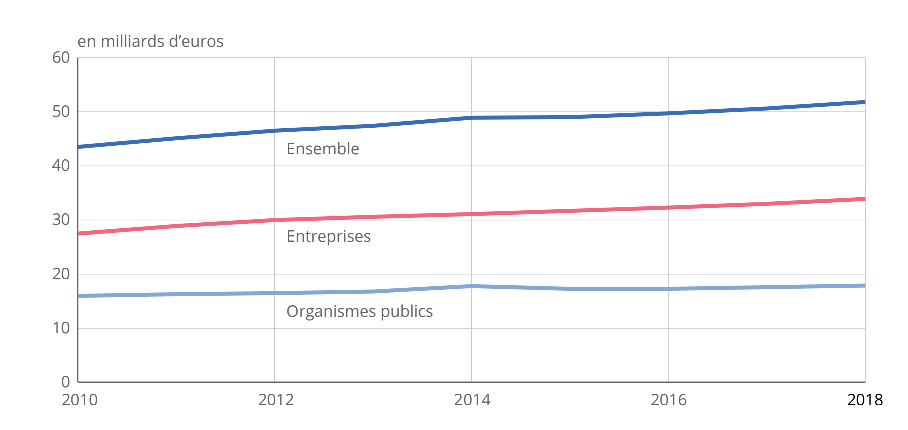
1. Hors transport.
Lecture : entre 2016 et 2018, 41 % des sociétés sont innovantes. Une même société peut cumuler plusieurs innovations et plusieurs types d'innovation.
Champ : France, sociétés actives de 10 salariés ou plus, implantées en France.
Source : Insee, enquête Capacité à innover et stratégie (CIS).

Emplois en France sous contrôle étranger, selon le pays d'origine en 2017



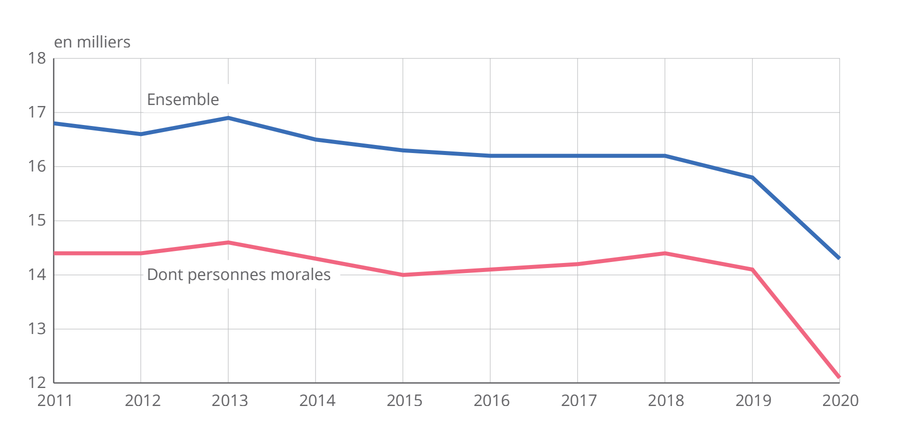
Note : seuls les pays contrôlant plus de 50 000 emplois en France sont représentés ici.
Lecture : en 2017, en France, 532 800 personnes (intérim compris) sont employées dans une firme multinationale sous contrôle américain.
Champ : France, firmes multinationales sous contrôle étranger, relevant des secteurs marchands non agricoles et non financiers.
Source : Insee, Lifi, Ésane.

Dépenses intérieures de recherche et développement



Lecture : en 2018, la dépense intérieure de recherche et développement représente de 51,8 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Mesri-Sies.

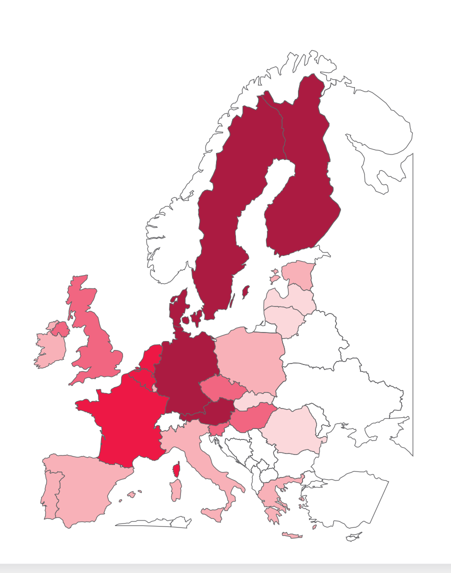
Dépôts de brevets



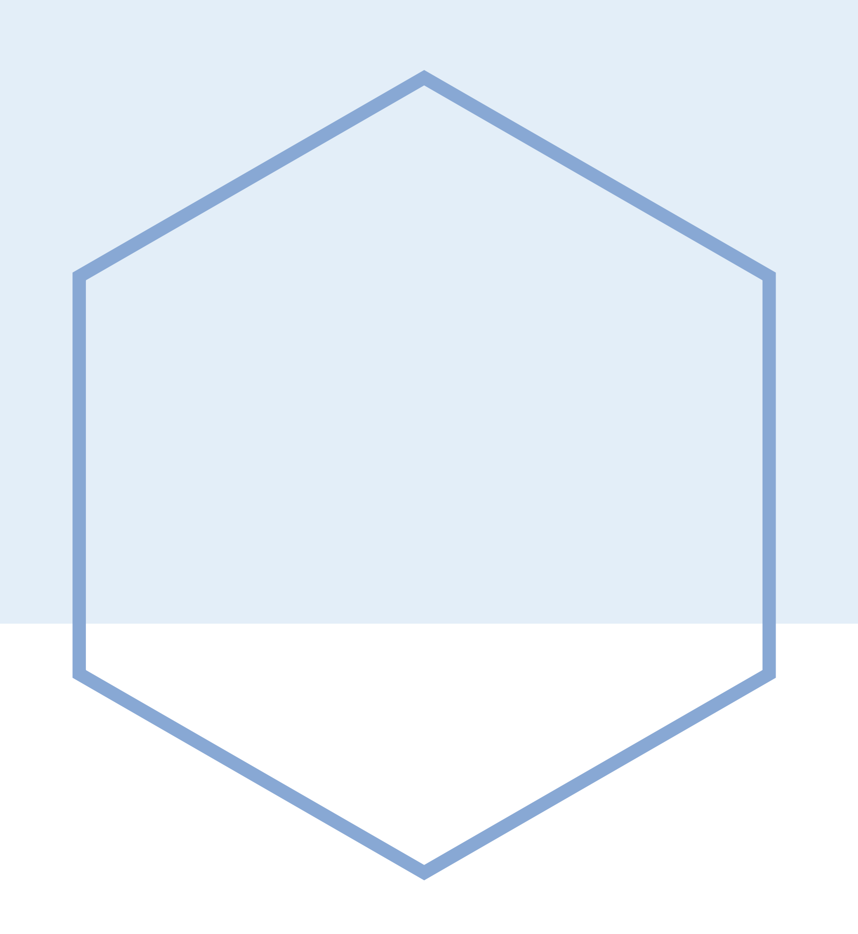
Lecture : en 2020, 14 300 demandes de brevets ont été déposées à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), par la voie nationale.
Champ : France.
Source : INPI, mars 2021.

Effort de recherche en 2018

en % du PIB
- Moins de 1,0
- De 1,0 à moins de 1,5
- De 1,5 à moins de 2,2
- De 2,2 à moins de 2,8
- 2,8 ou plus



Note : données non disponibles pour la Bulgarie, Chypre, la Croatie et Malte.
Lecture : en 2018, en France, l'effort de recherche s'élève à 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) contre 2,0 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : OCDE (extraction du 20 octobre 2020).



Secteurs d’activité

Agriculture

En 2020, la **production agricole hors subventions** atteint 75,5 milliards d'euros (Md€) en valeur : 44,3 Md€ de production végétale et 26,3 Md€ de production animale. Les subventions d'exploitations s'élèvent à 7,8 Md€. Après prise en compte des subventions sur les produits (1,1 Md€), le total des subventions représente 8,9 Md€.

En 2020, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** atteint 37,4 Md€ contre 30,7 Md€ en 2000. L'emploi agricole décroît tendanciellement. Ainsi, entre 2000 et 2020, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif a augmenté de 30,8 % en **termes réels**.

En 2016, en France métropolitaine, le nombre d'exploitations agricoles s'élève à 437 000. Plus de 40 % d'entre elles sont de grandes exploitations.

En 2018, en France métropolitaine, le travail agricole mesuré en **unité de travail annuel (UTA)** est assuré principalement par les dirigeants actifs, c'est-à-dire par les chefs d'exploitation et leurs coexploitants (57 %). Les autres permanents qu'ils soient non salariés ou salariés représentent 26 % des **actifs agricoles** ; les salariés saisonniers ou prestataires extérieurs à l'exploitation 16 %.

En 2017, en France, 555,9 milliers de tonnes de produits de pêche maritime sont débarqués pour une valeur de 1,33 Md€.

En savoir plus

« Le compte provisoire de l'agriculture pour 2020 », *Insee Première* n° 1868, juillet 2021.

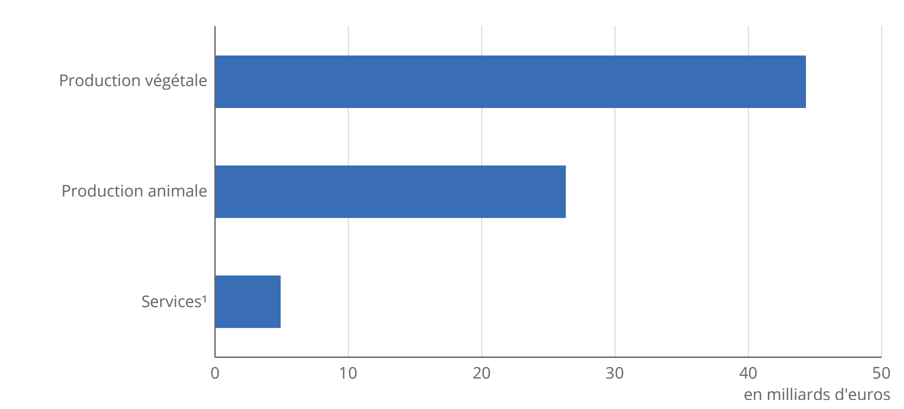


Production et valeur ajoutée de l'agriculture en 2020

	en milliards d'euros
Production hors subventions (A)	75,5
Subventions sur les produits (B)	1,1
Production au prix de base (C = A + B)	76,6
Consommations intermédiaires (D)	45,5
Valeur ajoutée brute (E = C – D)	31,1
Subventions d'exploitation (F)	7,8
Autres impôts sur la production (G)	1,6
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (H = E + F – G)	**37,4**

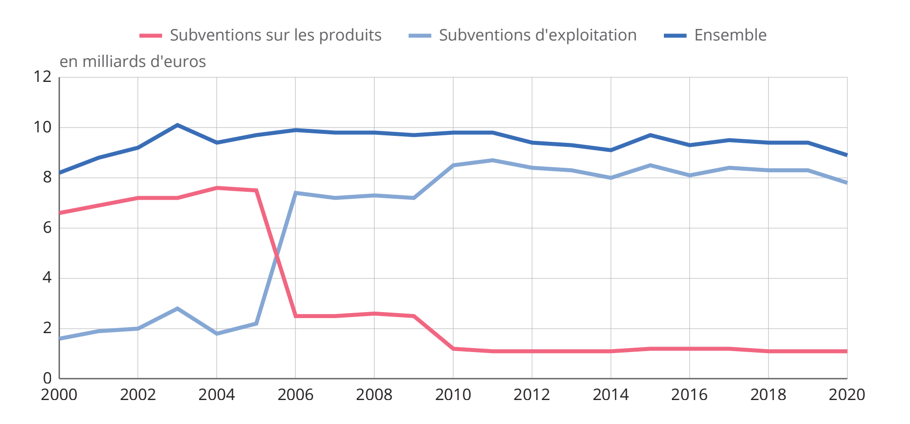
Lecture : en 2020, les subventions d'exploitations s'élèvent à 7,8 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en juin 2021.

Production agricole hors subventions en 2020



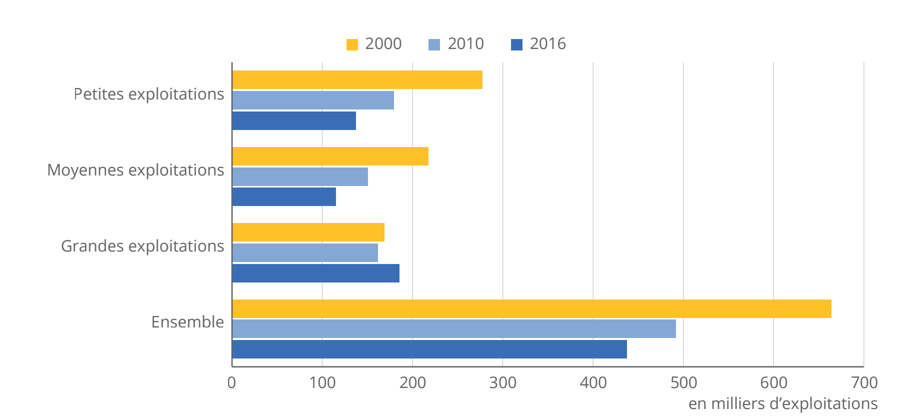
1. Production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agritourisme, etc.
Lecture : en 2020, la valeur de la production végétale est de 44,3 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en Juin 2021.

Subventions à l'agriculture



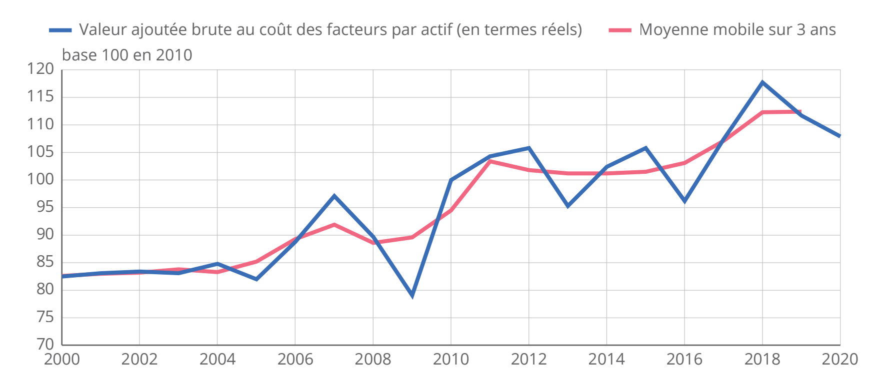
Lecture : en 2020, les subventions à l'agriculture s'élèvent à 8,9 milliards d'euros.
Champ : France.
Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Exploitations agricoles selon la dimension économique



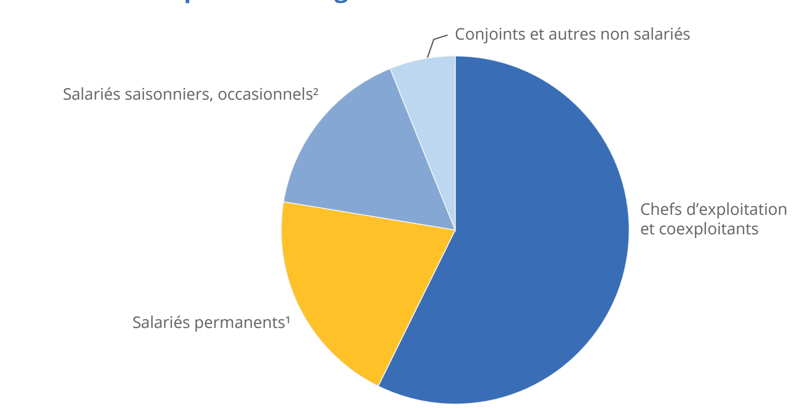
Lecture : en 2016, l'agriculture compte 437,4 milliers d'exploitations agricoles.
Champ : France métropolitaine.
Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010, enquête structure 2016.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole



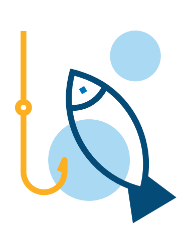
1. Évolutions à prix courants déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB) qui couvre l'ensemble du champ de l'économie ; ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un résultat calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution générale des prix ; il s'agit d'une moyenne qui résulte d'une grande diversité de situations individuelles.
Lecture : entre 2010 et 2020, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole augmente de 7,9 % en termes réels .
Champ : France.
Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en juin 2021.

Travail sur les exploitations agricoles en 2018



1. Y compris les conjoints salariés et les autres actifs familiaux salariés.
2. Fournis par les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopérative d'utilisation de matériel agricole (Cuma).
Lecture : en 2018, les chefs d'exploitation et les coexploitants représentent 57,3 % du travail agricole mesuré en unités de travail annuel.
Champ : France métropolitaine.
Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Production de pêche maritime en 2017



555,9

milliers
de tonnes débarquées

en équivalent poids vif

1,3

milliard d'euros

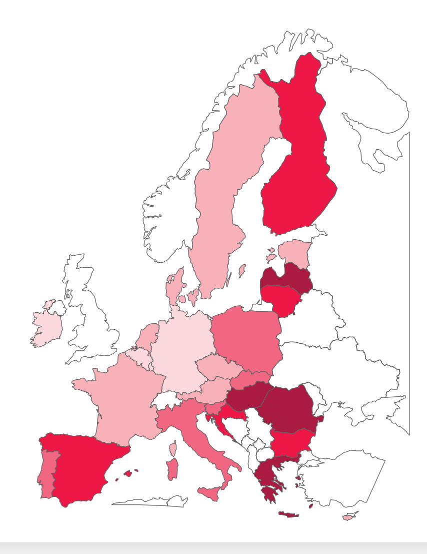
Note : données provisoires.
Lecture : en 2017, 555,9 milliers de tonnes de produits de pêche maritime sont débarqués pour une valeur de 1,33 milliard d'euros.
Champs : France.
Sources : DPMA ; Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.



Valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2020

en % du PIB

- Moins de 1,1
- De 1,1 à moins de 2,0
- De 2,0 à moins de 2,5
- De 2,5 à moins de 3,5
- 3,5 ou plus



Lecture : en 2020, en France, la valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche représente 1,7 % du PIB comme dans l'ensemble de l'Union européenne à 27.
Source : Eurostat (extraction du 18 mai 2021).

Commerce

En 2018, le **commerce** rassemble 680 900 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 1 355 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 215 milliards d'euros. Fin 2019, 3,2 millions de personnes occupent un emploi salarié dans le commerce.

La quasi-totalité des entreprises du commerce sont des **microentreprises (MIC)** ou des **petites et moyennes entreprises (PME)**, hors MIC. Elles emploient plus de la moitié des salariés des entreprises du commerce. Les **grandes entreprises (GE)** et les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** réalisent 61 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Le commerce comprend le **commerce de gros**, le **commerce de détail** et le **commerce et réparation d'automobiles et de motocycles**. En 2018, le commerce de gros réalise 48 % de la VA du commerce, le commerce de détail 41 % et le commerce automobile 11 %. Mais le commerce de gros n'emploie que 33 % des salariés, le commerce de détail plus de la moitié (54 %) et le commerce automobile 13 %.

La production des entreprises commerciales est générée principalement par la **marge commerciale** dégagée de la vente de marchandises, mais elle comprend également des ventes de services, ou la production de biens. En 2018, le **taux de marge commerciale** s'établit à 23 % pour l'ensemble du commerce. Le **taux de valeur ajoutée** est très lié au taux de marge commerciale. Il est de 16 % dans le commerce, soit nettement moins que pour l'ensemble des entreprises du champ des secteurs marchands non agricoles et non financiers (29 %). Le **taux d'investissement** est sensiblement plus faible dans le commerce (11 %) que dans l'ensemble du champ marchand (19 %). Le **taux d'exportation** des entreprises du commerce de gros est plus élevé que celles du commerce de détail et de réparation d'automobiles (16 % contre respectivement 3 % et 4 %).

En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.

FRANCE

Entreprises dans le commerce en 2018



1 355 milliards d'euros de **chiffre d'affaires** hors taxes

215 milliards d'euros de **valeur ajoutée** hors taxes

Lecture : en 2018, le commerce compte 680 929 entreprises qui réalisent 1 355 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 215 milliards d'euros.
Champ : France, entreprises des secteurs du commerce.
Source : Insee, Ésane.

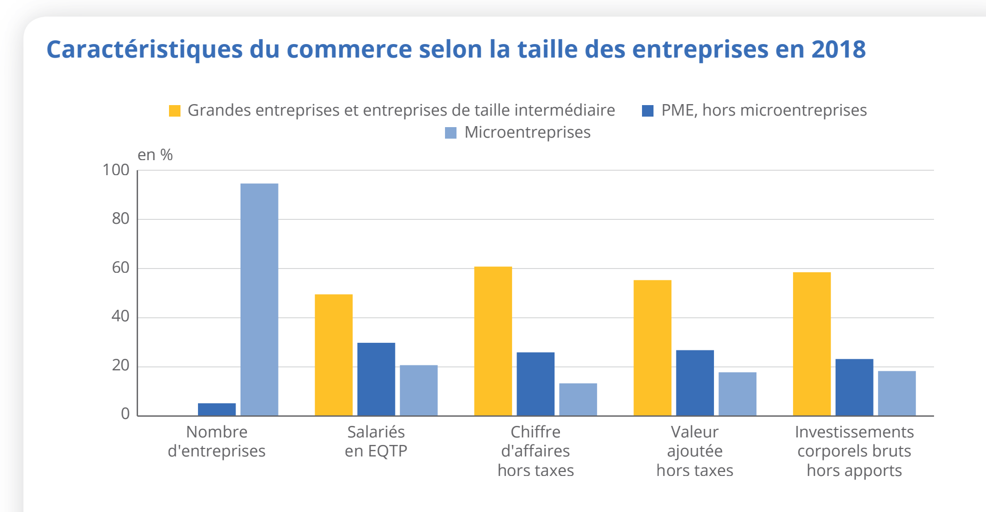
Salariés dans le commerce en 2019



3 211 500 salariés

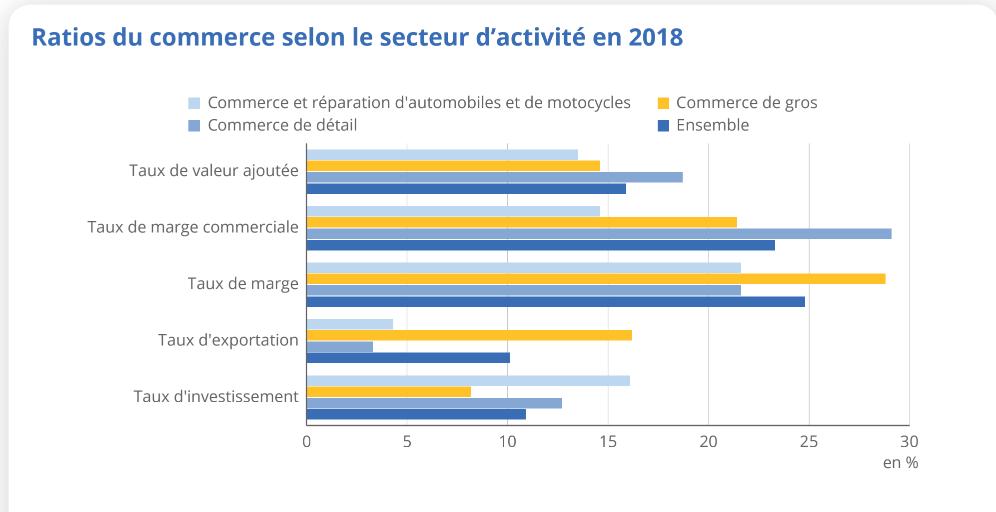
Note : donnée provisoire.
Lecture : fin 2019, 3 211 500 personnes occupent un emploi salarié dans le commerce.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Caractéristiques du commerce selon la taille des entreprises en 2018



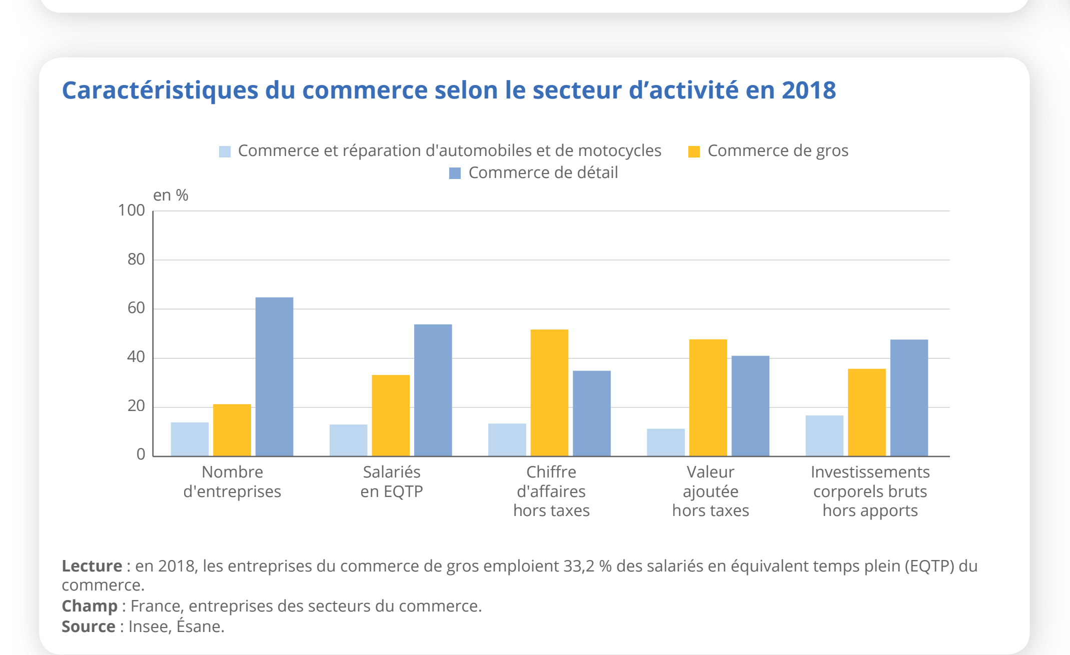
Lecture : en 2018, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 29,8 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) du commerce.
Champ : France, entreprises des secteurs du commerce.
Source : Insee, Ésane.

Ratios du commerce selon le secteur d'activité en 2018



Lecture : en 2018, les entreprises du commerce de gros ont un taux de valeur ajoutée de 14,6 % et de marge de 28,8 %.
Champ : France, entreprises des secteurs du commerce.
Source : Insee, Ésane.

Caractéristiques du commerce selon le secteur d'activité en 2018



Lecture : en 2018, les entreprises du commerce de gros emploient 33,2 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) du commerce.
Champ : France, entreprises des secteurs du commerce.
Source : Insee, Ésane.



Lecture : en 2018, en France, les entreprises du commerce réalisent 1 354,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.
Champ : entreprises des secteurs du commerce.
Source : Eurostat (extraction du 10 mai 2021).

Industrie

En 2018, **l'industrie** rassemble 242 600 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 1 214 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 308 milliards d'euros. Fin 2019, 3,2 millions de personnes occupent un emploi salarié dans l'industrie.

Plus que tout autre grand secteur, la concentration des moyens de production est importante dans l'industrie. Ainsi, les **grandes entreprises (GE)** et les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** réunissent 68 % des salariés, 76 % de la valeur ajoutée et 83 % du chiffre d'affaires hors taxes.

L'industrie comprend **l'industrie manufacturière** mais également les industries extractives, la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, ainsi que la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets, la dépollution. L'industrie manufacturière constitue autour de 85 % du secteur industriel en matière de salariés en équivalent temps plein, de valeur ajoutée et de chiffre d'affaires.

Dans son processus de production, l'industrie mobilise beaucoup d'intrants. Le **taux de valeur ajoutée** des entreprises industrielles se situe ainsi en deçà de l'ensemble des entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier : 25 % contre 29 % en 2018. Elles génèrent en revanche un **taux de marge** supérieur (29 % contre 27 %). Les entreprises industrielles sont davantage tournées vers l'extérieur que celles des autres secteurs puisqu'elles y réalisent 41 % de leur chiffre d'affaires, soit deux fois plus que l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières (19 %).

En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.



Entreprises dans l'industrie en 2018



1 214
milliards d'euros
de **chiffre d'affaires** hors taxes

308
milliards d'euros
de **valeur ajoutée** hors taxes

Lecture : en 2018, l'industrie compte 242 647 entreprises qui réalisent 1 214 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 308 milliards d'euros.
Champ : France, entreprises des secteurs de l'industrie.
Source : Insee, Ésane.

Salariés dans l'industrie en 2019



3 160 300
salariés

Note : donnée provisoire.
Lecture : fin 2019, 3 160 300 personnes occupent un emploi salarié dans l'industrie.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Caractéristiques de l'industrie selon la taille des entreprises en 2018

Grandes entreprises et entreprises de taille intermédiaire
PME, hors microentreprises
Microentreprises

en %

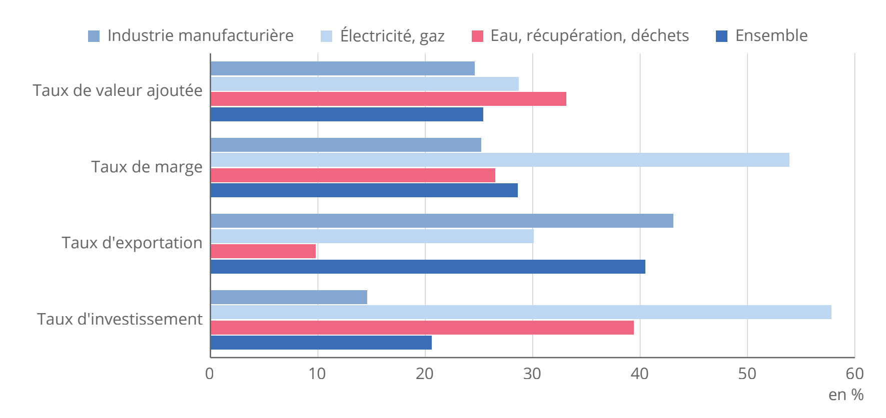
100
80
60
40
20
0

Nombre d'entreprises
Salariés en EQTP
Chiffre d'affaires hors taxes
Valeur ajoutée hors taxes
Investissements corporels bruts hors apports

Lecture : en 2018, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 25,0 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de l'industrie.
Champ : France, entreprises des secteurs de l'industrie.
Source : Insee, Ésane.

Ratios de l'industrie selon le secteur d'activité en 2018

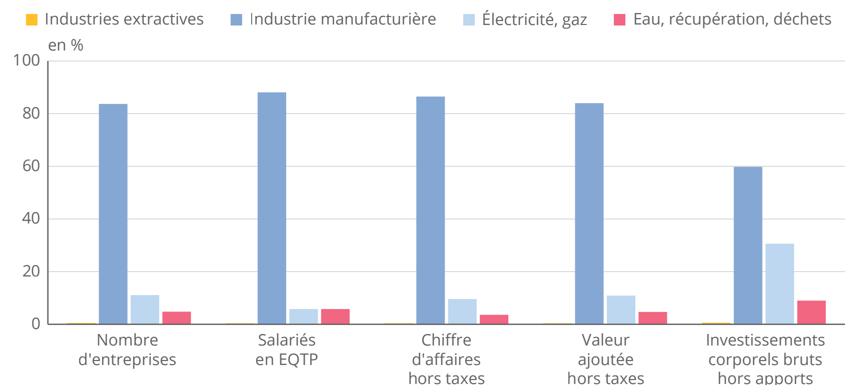




Lecture : en 2018, les entreprises de l'industrie manufacturière ont un taux de valeur ajoutée de 24,6 % et de marge de 25,2 %.
Champ : France, entreprises des secteurs de l'industrie.
Source : Insee, Ésane.

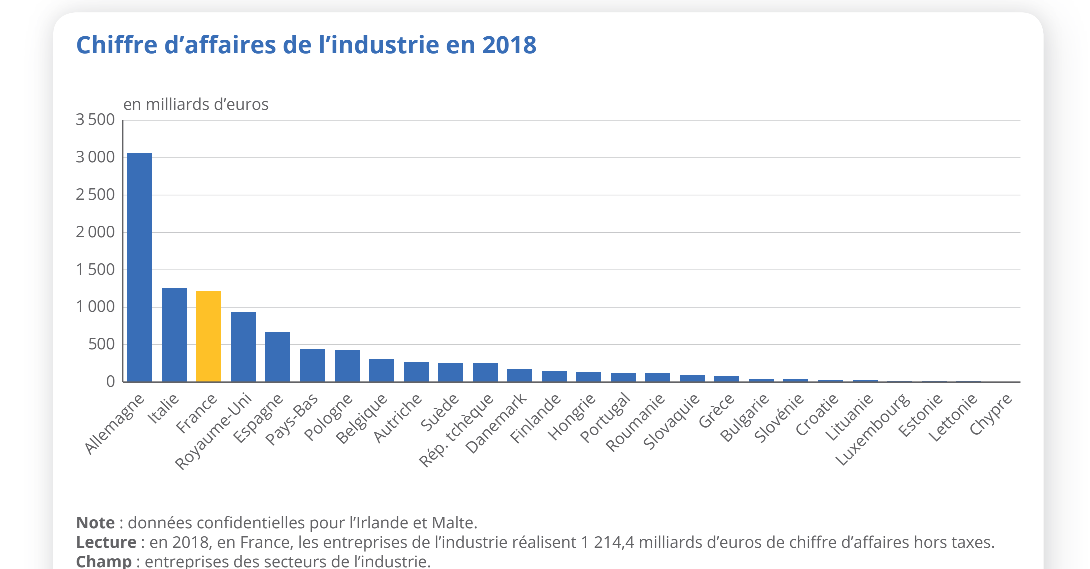
Caractéristiques de l'industrie selon le secteur d'activité en 2018

Industries extractives
Industrie manufacturière
Électricité, gaz
Eau, récupération, déchets



Lecture : en 2018, les entreprises de l'industrie manufacturière emploient 88,1 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de l'industrie.
Champ : France, entreprises des secteurs de l'industrie.
Source : Insee, Ésane.





Note : données confidentielles pour l'Irlande et Malte.
Lecture : en 2018, en France, les entreprises de l'industrie réalisent 1 214,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.
Champ : entreprises des secteurs de l'industrie.
Source : Eurostat (extraction du 10 mai 2021).

Construction

En 2018, la **construction** rassemble 472 400 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 305 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 101 milliards d'euros. Fin 2019, 1,4 million de personnes occupent un emploi salarié dans la construction.

La quasi-totalité des entreprises de la construction sont des **microentreprises (MIC)** ou des **petites et moyennes entreprises (PME)**, hors MIC. Elles emploient 70 % des salariés des entreprises de la construction et réalisent près de 65 % de la valeur ajoutée.

La construction comprend la **promotion immobilière**, la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels, le génie civil et les travaux de construction spécialisés. En 2018, les travaux spécialisés réalisent les deux tiers de la valeur ajoutée de la construction, le génie civil 15 %, la construction de bâtiments 10 % et la promotion immobilière 6 %. Les travaux spécialisés emploient 74 % des salariés, le génie civil 13 %, la construction de bâtiments 11 % et la promotion immobilière 3 %.

Le **taux de marge** et le **taux d'investissement** sont plus faibles pour les entreprises de la construction que pour l'ensemble des entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier (20 % contre 27 % et 10 % contre 19 %).

En savoir plus
« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.

Entreprises dans la construction en 2018

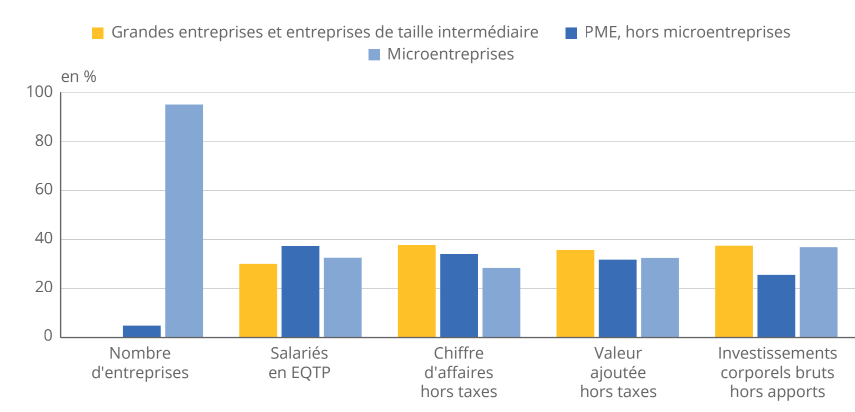


305
milliards d'euros
de **chiffre d'affaires** hors taxes

101
milliards d'euros
de **valeur ajoutée** hors taxes

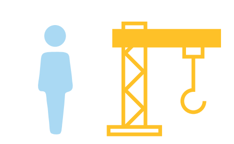
Lecture : en 2018, la construction compte 472 390 entreprises qui réalisent 305 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 101 milliards d'euros.
Champ : France, entreprises des secteurs de la construction.
Source : Insee, Ésane.

Caractéristiques de la construction selon la taille des entreprises en 2018



Lecture : en 2018, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 37,3 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de la construction.
Champ : France, entreprises des secteurs de la construction.
Source : Insee, Ésane.

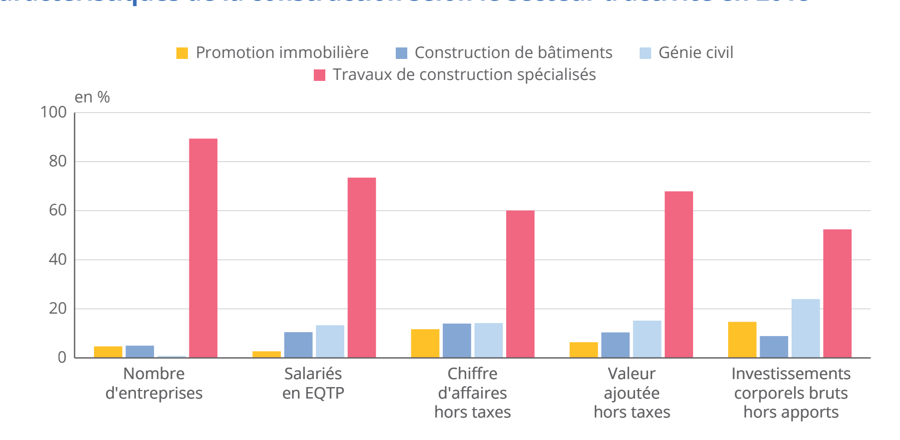
Salariés dans la construction en 2019



1 422 300
salariés

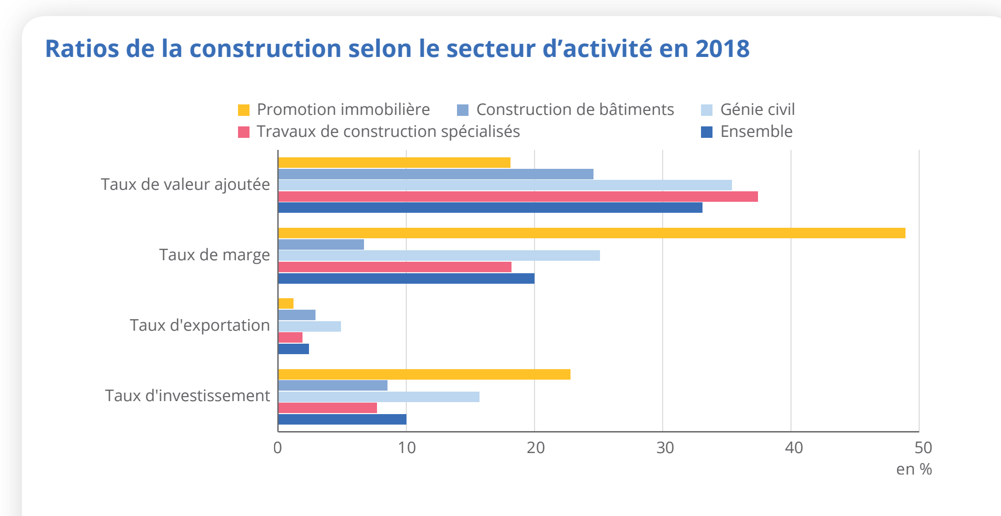
Note : donnée provisoire.
Lecture : fin 2019, 1 422 300 personnes occupent un emploi salarié dans la construction.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Caractéristiques de la construction selon le secteur d'activité en 2018



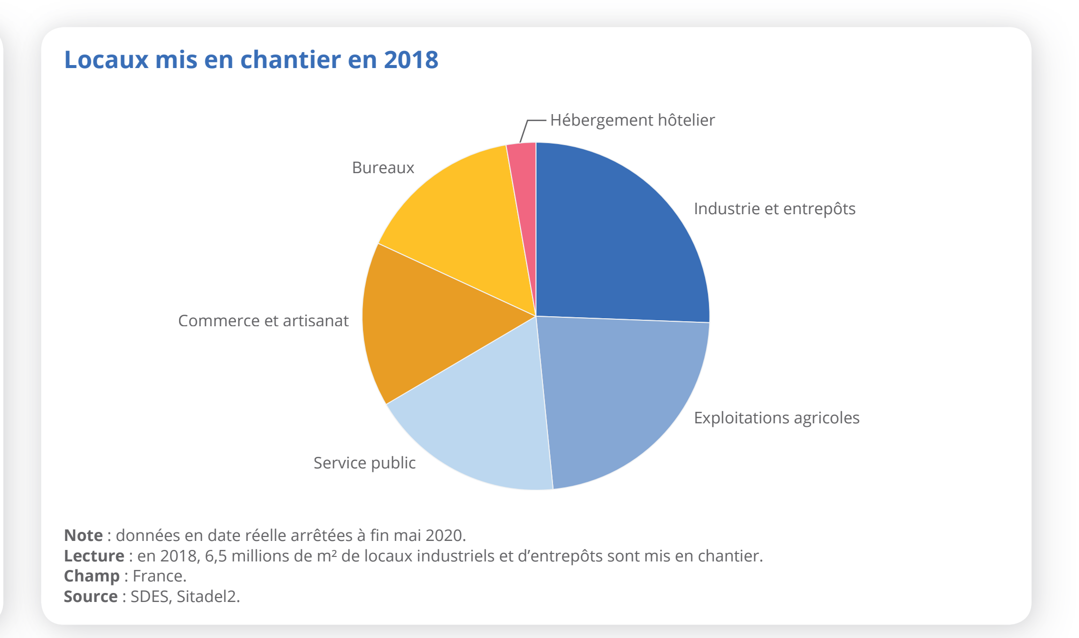
Lecture : en 2018, les entreprises de la promotion immobilière emploient 2,7 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de la construction.
Champ : France, entreprises des secteurs de la construction.
Source : Insee, Ésane.

Ratios de la construction selon le secteur d'activité en 2018



Lecture : en 2018, les entreprises de la promotion immobilière ont un taux de valeur ajoutée de 18,1 % et de marge de 48,9 %.
Champ : France, entreprises des secteurs de la construction.
Source : Insee, Ésane.

Locaux mis en chantier en 2018



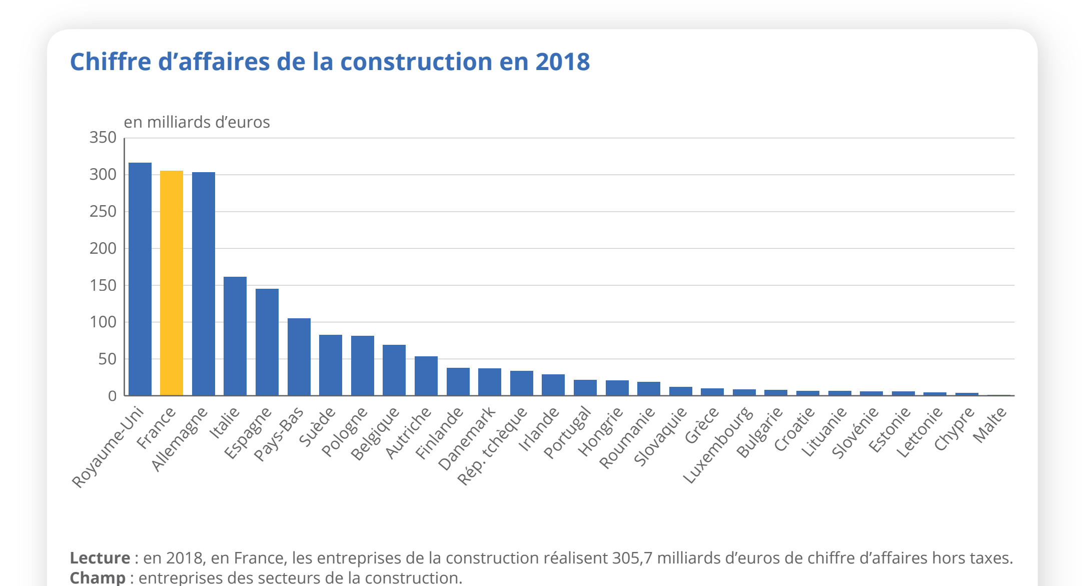
Note : données en date réelle arrêtées à fin mai 2020.
Lecture : en 2018, 6,5 millions de m² de locaux industriels et d'entrepôts sont mis en chantier.
Champ : France.
Source : SDES, Sitadel2.

Logements et locaux mis en chantier

Note : données en date réelle arrêtées à fin mai 2020.
Lecture : en 2019, les mises en chantier de logements collectifs augmentent de 23,5 % par rapport à 2015.
Champ : France hors Mayotte pour les logements, France pour les locaux.
Source : SDES, Sitadel2.



Chiffre d’affaires de la construction en 2018



Lecture : en 2018, en France, les entreprises de la construction réalisent 305,7 milliards d’euros de chiffre d’affaires hors taxes.
Champ : entreprises des secteurs de la construction.
Source : Eurostat (extraction du 10 mai 2021).

Services

En 2018, les **services principalement marchands non financiers** comptent près de 1,7 million d’**entreprises**. Ces entreprises réalisent un **chiffre d’affaires** de 787 milliards d’euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 388 milliards d’euros. Fin 2019, 7,0 millions de personnes (y compris les intérimaires) occupent un emploi salarié dans les services principalement marchands non financiers.

La quasi-totalité des entreprises des services principalement marchands non financiers sont des **petites et moyennes entreprises (PME)**, essentiellement des **microentreprises (MIC)**. Leur poids dans l’emploi et dans la valeur ajoutée y est plus important que dans l’ensemble des entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers : 56 % des salariés (contre 48 %) et 49 % de la VA (contre 43 %).

Les services principalement marchands non financiers se composent de cinq sous-secteurs. En 2018, les **services aux entreprises** réalisent près de la moitié de la VA des services principalement marchands non financiers et l’information-communication, le quart. Si la contribution de l’hébergement-restauration à la VA avoisine celle des activités immobilières, son poids dans les effectifs est tout à fait différent : activité de main-d’œuvre, l’hébergement-restauration emploie 21 % des salariés contre 6 % dans les activités immobilières, activité très capitalistique.

En 2018, les entreprises des services principalement marchands non financiers exportent deux fois moins que l’ensemble de l’économie marchande (10 % du chiffre d’affaires contre 19 %), la pénétration des marchés extérieurs se faisant plutôt par l’implantation de filiales. Elles se caractérisent également par une relative intégration de la production : leur **taux de valeur ajoutée** est presque deux fois plus élevé que la moyenne. Leur **taux d’investissement** est légèrement supérieur à la moyenne, mais uniquement en raison des activités immobilières, secteur hautement capitalistique.

En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.



Entreprises dans les services principalement marchands en 2018



787
milliards d’euros
de **chiffre d’affaires** hors taxes

388
milliards d’euros
de **valeur ajoutée** hors taxes

Lecture : en 2018, les services marchands comptent 1 662 454 entreprises qui réalisent 787 milliards d’euros de chiffre d’affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 388 milliards d’euros.
Champ : France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.
Source : Insee, Ésane.

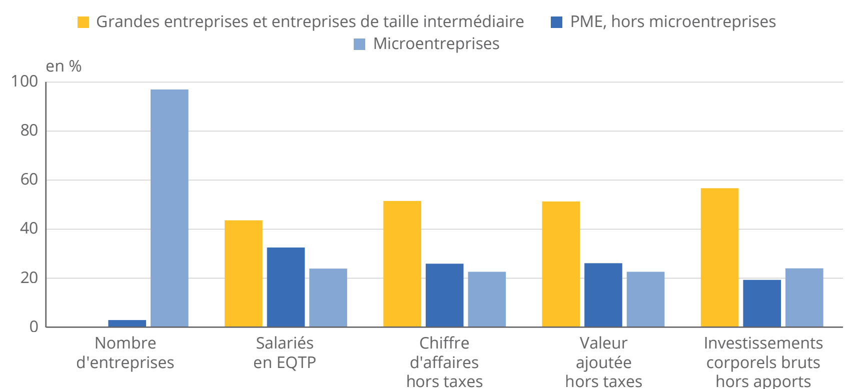
Salariés dans les services principalement marchands en 2019



7 024 400
salariés

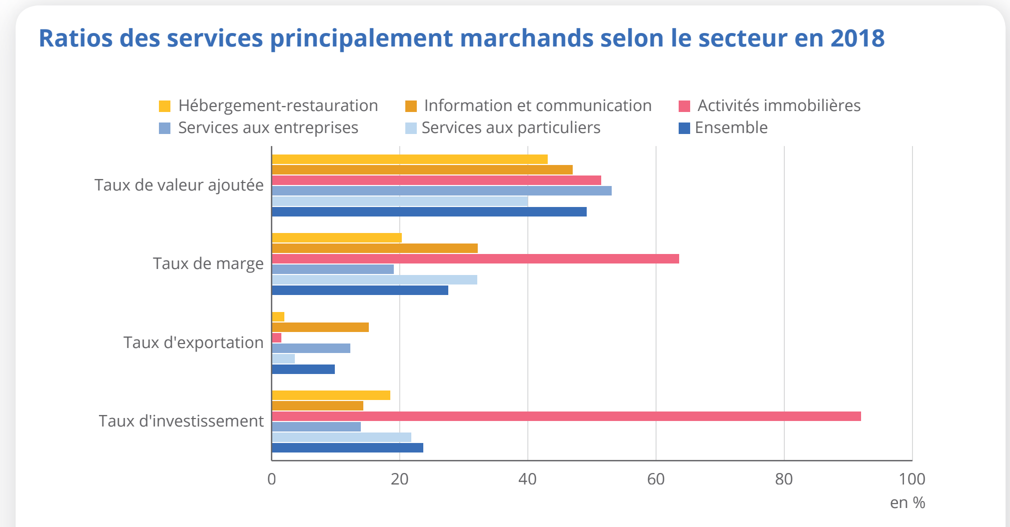
Note : donnée provisoire.
Lecture : fin 2019, 7 024 400 personnes occupent un emploi salarié dans les services principalement marchands non financiers.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d’emploi.

Caractéristiques des services principalement marchands selon la taille des entreprises en 2018



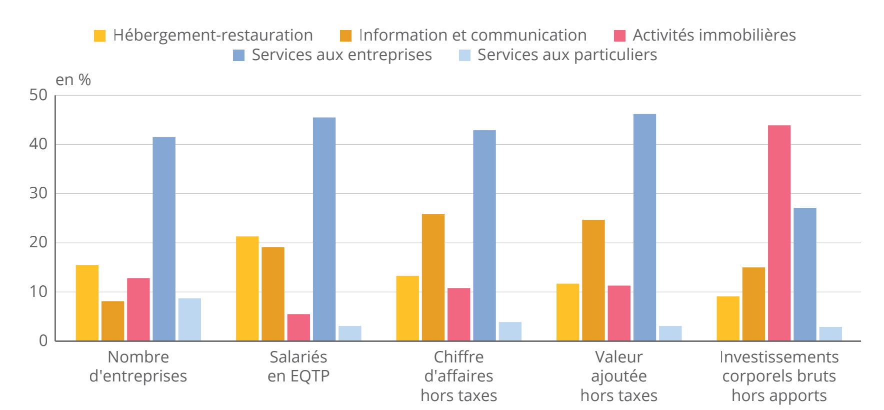
Lecture : en 2018, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 32,5 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des services principalement marchands non financiers.
Champ : France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.
Source : Insee, Ésane.

Ratios des services principalement marchands selon le secteur en 2018



Lecture : en 2018, les entreprises des services aux particuliers ont un taux de valeur ajoutée de 40,0 % et de marge de 32,1 %.
Champ : France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.
Source : Insee, Ésane.

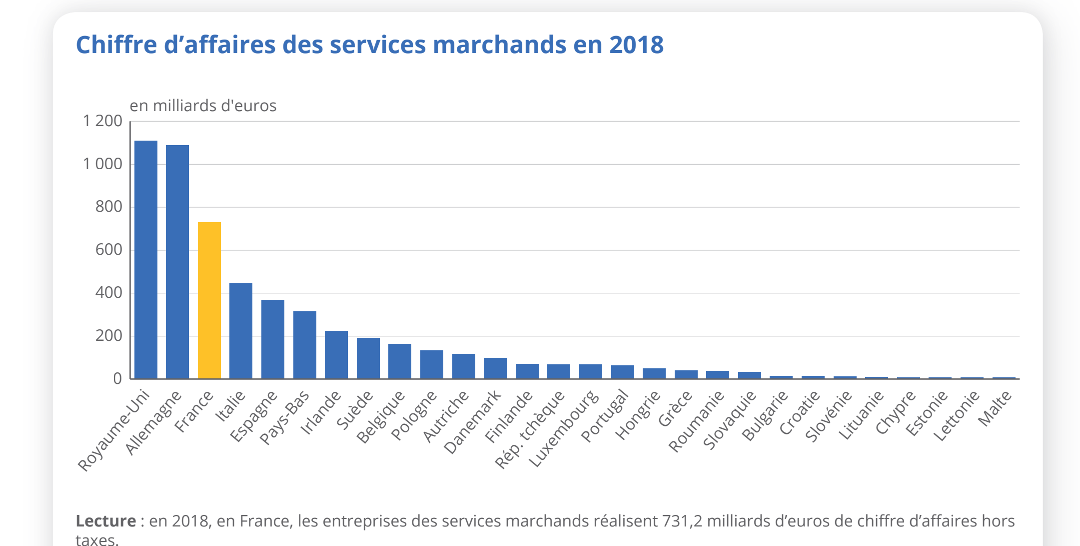
Caractéristiques des services principalement marchands selon le secteur d'activité en 2018



Lecture : en 2018, les entreprises des services aux particuliers emploient 3,1 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des services principalement marchands non financiers.
Champ : France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.
Source : Insee, Ésane.



Chiffre d'affaires des services marchands en 2018



Lecture : en 2018, en France, les entreprises des services marchands réalisent 731,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.
Champ : secteurs des services marchands hors activités financières et assurances.
Source : Eurostat (extraction du 13 novembre 2020).

Transports

En 2018, les **transports et l'entreposage** rassemble 134 500 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 217 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 88 milliards d'euros. Fin 2019, 1,4 million de personnes occupent un emploi salarié dans les transports et l'entreposage.

La quasi-totalité des entreprises des transports et de l'entreposage sont des **microentreprises (MIC)** ou des **petites et moyennes entreprises (PME)**, hors MIC, mais elles ne rassemblent qu'un quart des salariés et représentent seulement 22 % de la valeur ajoutée réalisée par les entreprises du secteur. Les **grandes entreprises (GE)** et les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** ont, en revanche, un rôle prépondérant : 78 % de la VA et 73 % des effectifs.

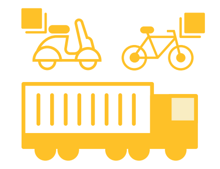
Les transports terrestres et par conduites sont le premier contributeur au secteur en matière de valeur ajoutée (54 %), loin devant l'entreposage et services auxiliaires des transports (26 %), la poste et courrier (12 %), le transport aérien (7 %) et le transport par eau (2 %). De même, il en est le premier employeur (60 % des salariés) et le premier investisseur (69 %).

Les entreprises du transport et de l'entreposage ont un **taux de valeur ajoutée** nettement supérieur à l'ensemble des entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers (41 % au lieu de 29 %). Leur **taux d'investissement** est également élevé (28 % contre 19 %), du fait d'importants efforts dans le transport ferroviaire. En revanche, le **taux d'exportation** et le **taux de marge** se situent dans la moyenne de l'économie marchande.

En savoir plus
« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2020.



Entreprises dans les transports et l'entreposage en 2018



134 457
entreprises

217
milliards d'euros
de **chiffre d'affaires** hors taxes

88
milliards d'euros
de **valeur ajoutée** hors taxes

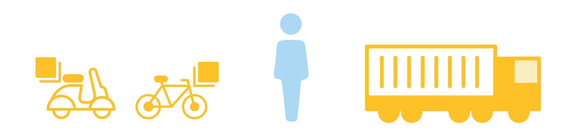
Lecture : en 2018, les transports et l'entreposage comptent 134 457 entreprises qui réalisent 217 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 88 milliards d'euros.
Champ : France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.
Source : Insee, Ésane.

Caractéristiques des transports et de l'entreposage selon la taille des entreprises en 2018

Grandes entreprises et entreprises de taille intermédiaire
PME, hors microentreprises
Microentreprises
en %
100
80
60
40
20
0
Nombre d'entreprises
Salariés en EQTP
Chiffre d'affaires hors taxes
Valeur ajoutée hors taxes
Investissements corporels bruts hors apports

Lecture : en 2018, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 20,2 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des transports et de l'entreposage.
Champ : France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.
Source : Insee, Ésane.

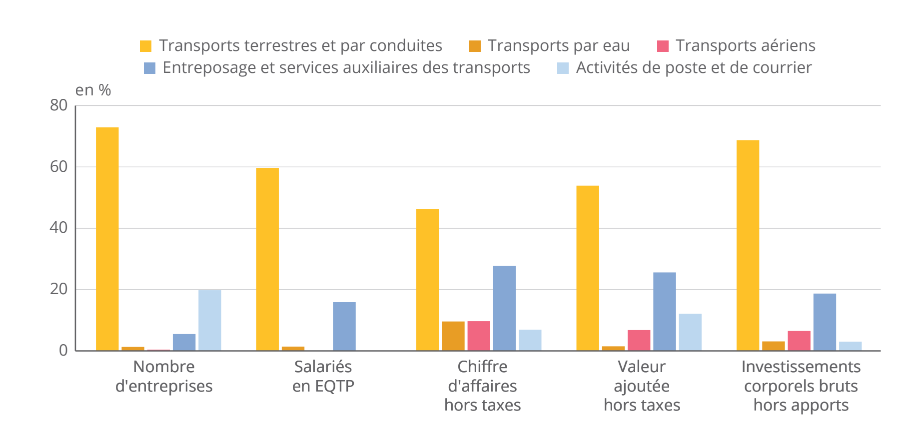
Salariés dans les transports et l'entreposage en 2019



1 424 900
salariés

Note : donnée provisoire.
Lecture : fin 2019, 1 424 900 personnes occupent un emploi salarié dans les transports et l'entreposage.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Caractéristiques des transports et de l'entreposage selon le secteur en 2018



Lecture : en 2018, les entreprises de transports terrestres et par conduites emploient 59,7 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des transports et de l'entreposage.
Champ : France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.
Source : Insee, Ésane.

Ratios des transports et de l'entreposage selon le secteur d'activité en 2018

Transports terrestres et par conduites
Transports par eau
Transports aériens
Entreposage et services auxiliaires des transports
Activités de poste et de courrier
Ensemble

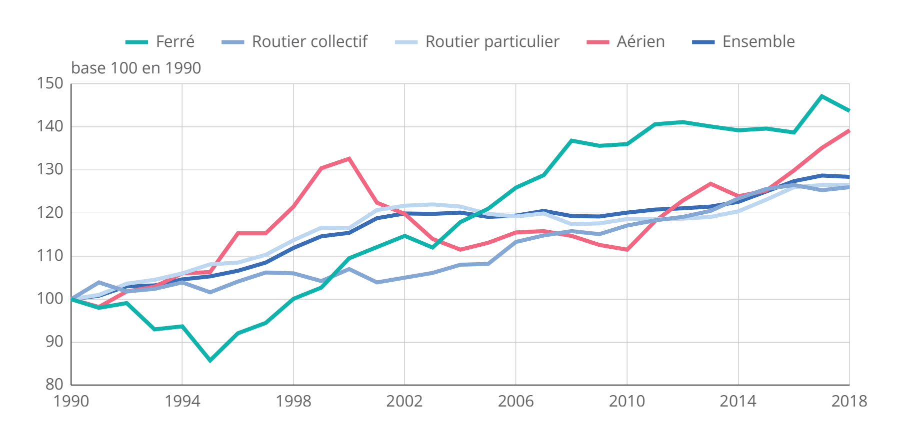
Taux de valeur ajoutée
Taux de marge
Taux d'exportation
Taux d'investissement

0 10 20 30 40 50 60 70 80
en %

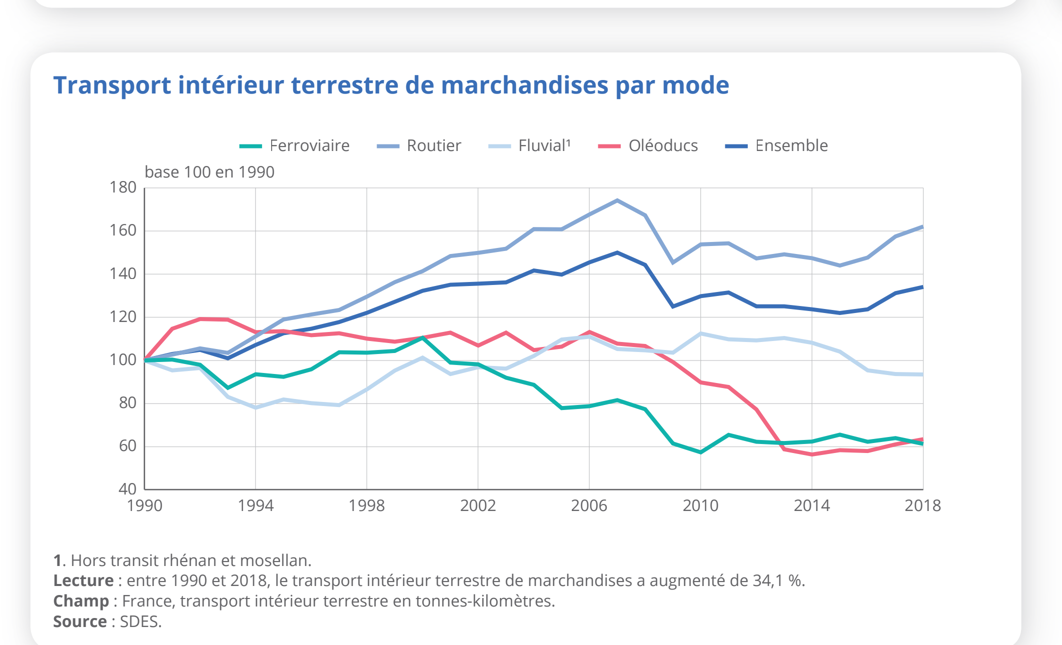
Lecture : en 2018, les entreprises de transports terrestres et par conduite ont un taux de valeur ajoutée de 47,7 % et de marge de 19,0 %.
Champ : France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.
Source : Insee, Ésane.



Transports intérieurs de voyageurs par mode

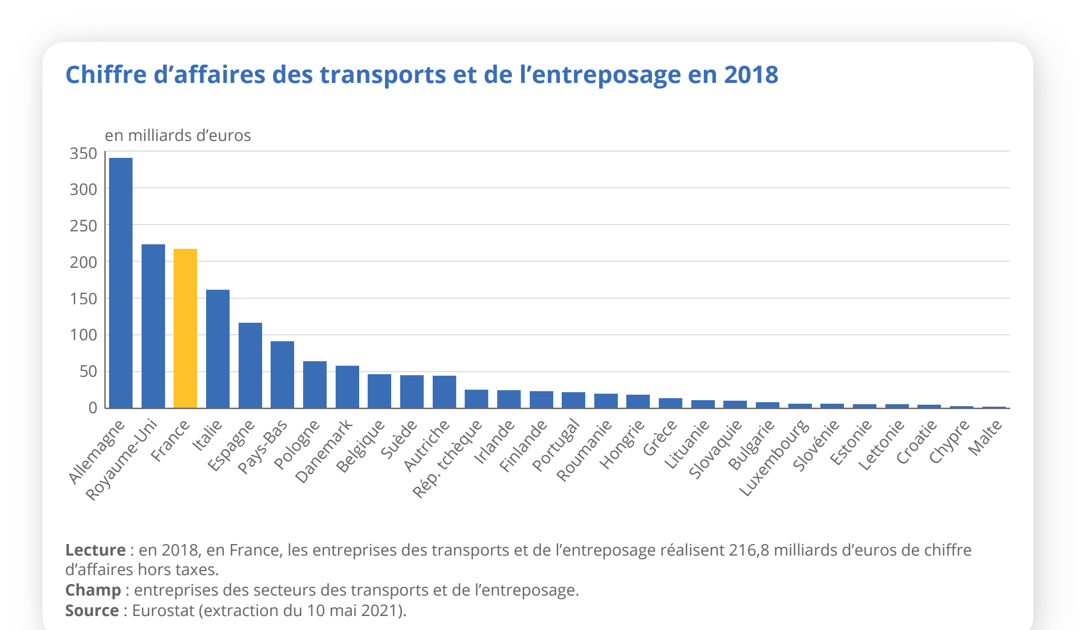


Lecture : entre 1990 et 2018, le transport intérieur de voyageurs a augmenté de 28,4 %, le transport routier particulier de 26,5 %, le transport routier collectif de 26,0 % et le transport ferré de 43,7 %.
Champ : France métropolitaine, transports intérieurs en voyageurs-kilomètres.
Source : SDES.



Transport intérieur terrestre de marchandises par mode

1. Hors transit rhénan et mosellan.
Lecture : entre 1990 et 2018, le transport intérieur terrestre de marchandises a augmenté de 34,1 %.
Champ : France, transport intérieur terrestre en tonnes-kilomètres.
Source : SDES.



Chiffre d’affaires des transports et de l’entreposage en 2018

Lecture : en 2018, en France, les entreprises des transports et de l’entreposage réalisent 216,8 milliards d’euros de chiffre d’affaires hors taxes.
Champ : entreprises des secteurs des transports et de l’entreposage.
Source : Eurostat (extraction du 10 mai 2021).

Tourisme

En 2019, en France métropolitaine, la fréquentation des **hébergements collectifs touristiques** atteint 442 millions de **nuitées**. Avec 215 millions de nuitées, **l'hôtel** est le premier mode d'hébergement collectif.

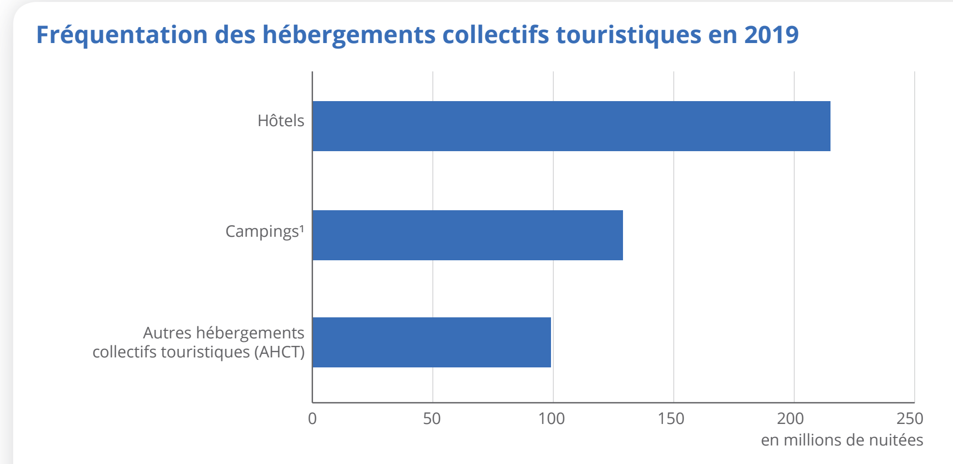
Les capacités d'accueil et les taux d'occupation sont de plus en plus élevés dans les établissements les mieux classés. Le haut de gamme tire ainsi la fréquentation des établissements hôteliers et de **l'hôtellerie de plein air** : en 2019, les hôtels classés 3-étoiles sont les plus visités (38 % des nuitées), devant les 4-étoiles (23 %) puis les 2-étoiles (20 %). Les campings classés 4-étoiles sont les plus fréquentés (38 % des nuitées), devant les 3-étoiles (30 %) et les 5-étoiles (17 %). Enfin, avec 74 millions de nuitées, les **résidences de tourisme** rassemblent les trois quarts de la fréquentation des **autres hébergements collectifs touristiques**.

En 2019, en France métropolitaine, la clientèle **résidente** (venant de France) représente plus de deux tiers des nuitées dans les hébergements collectifs touristiques ; la clientèle en provenance des autres pays européens un quart. Lorsqu'ils **voyagent** pour motif personnel en France ou à l'étranger, les résidents français choisissent d'abord de séjourner dans leur famille, dans leurs résidences secondaires ou chez des amis (564 millions de nuitées), plutôt que dans les hôtels, campings, locations, gîtes et chambres d'hôtes (411 millions de nuitées).

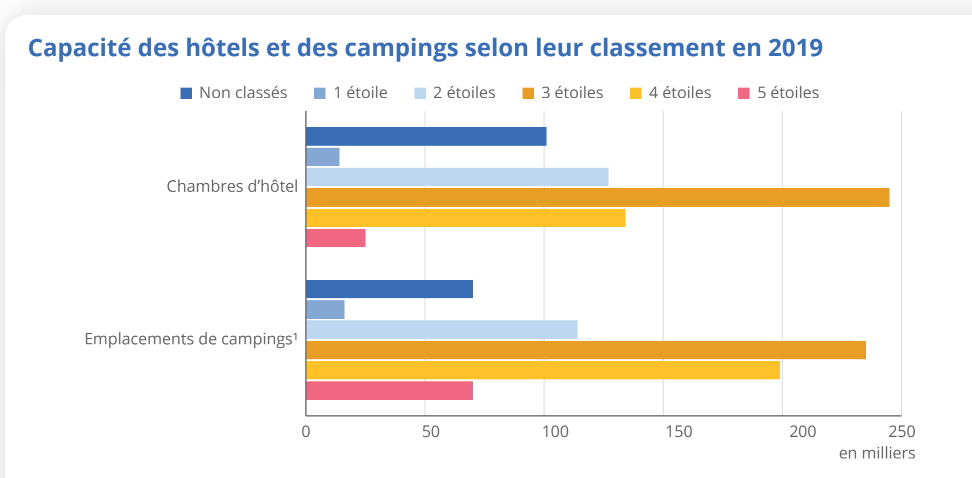
En 2018, en France, la **dépense touristique intérieure** s'élève à 153,3 milliards d'euros. L'hébergement marchand et les transports représentent près de deux tiers de cette dépense.

En savoir plus
« Les hébergements collectifs touristiques en 2019 », *Insee Première* n° 1799, mai 2020.

FRANCE

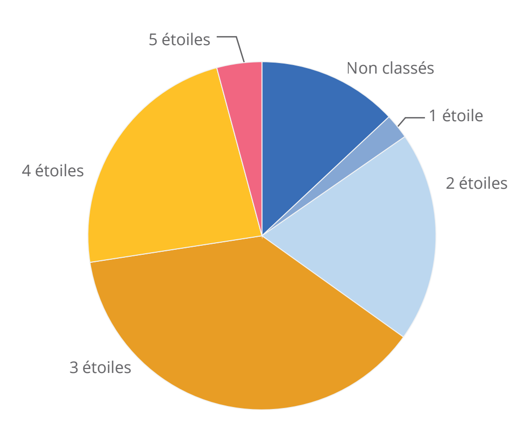


1. Période d'avril à septembre, campings ayant au moins un emplacement de passage.
Note : données du mois de décembre provisoires.
Lecture : en 2019, la fréquentation des autres hébergements collectifs tourisques (AHCT) s'élève à 99 millions de nuitées.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et partenaires territoriaux, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques.



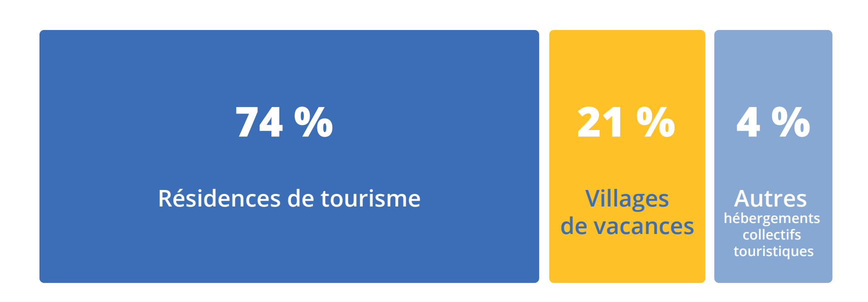
1. Période d'avril à septembre, campings ayant au moins un emplacement de passage.
Note : données du mois de décembre provisoires.
Lecture : en 2019, la capacité des hôtels classés 3 étoiles s'élève à 245 milliers de chambres.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et partenaires territoriaux, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques.

Fréquentation des hôtels selon leur classement en 2019



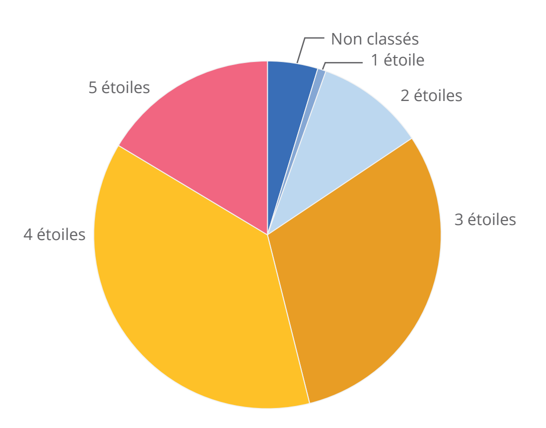
Note : données du mois de décembre provisoires.
Lecture : en 2019, 38 % des nuitées des hôtels sont réalisées dans des établissements classés 3 étoiles.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et partenaires territoriaux, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques.

Fréquentation des autres hébergements collectifs touristiques selon le type d'hébergement en 2019



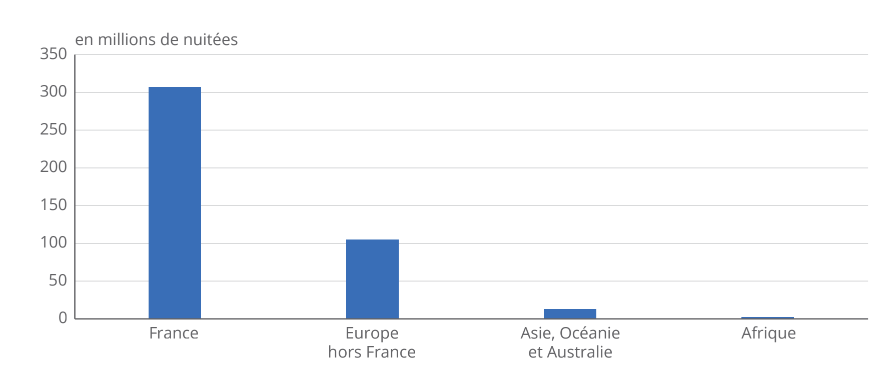
Note : données du mois de décembre provisoires.
Lecture : en 2019, 74 % des nuitées des hébergements collectifs touristiques sont réalisées dans des résidences de tourisme.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et partenaires territoriaux, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques.

Fréquentation des campings selon leur classement en 2019



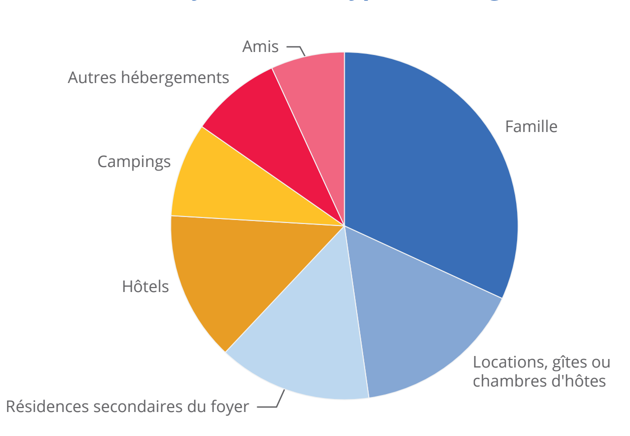
Note : données du mois de décembre provisoires.
Lecture : en 2019, 30 % des nuitées des campings sont réalisées dans des établissements classés 3 étoiles.
Champ : France métropolitaine, période d'avril à septembre, campings ayant au moins un emplacement de passage.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et partenaires territoriaux, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques.

Fréquentation des hébergements collectifs touristiques selon la provenance de la clientèle en 2019



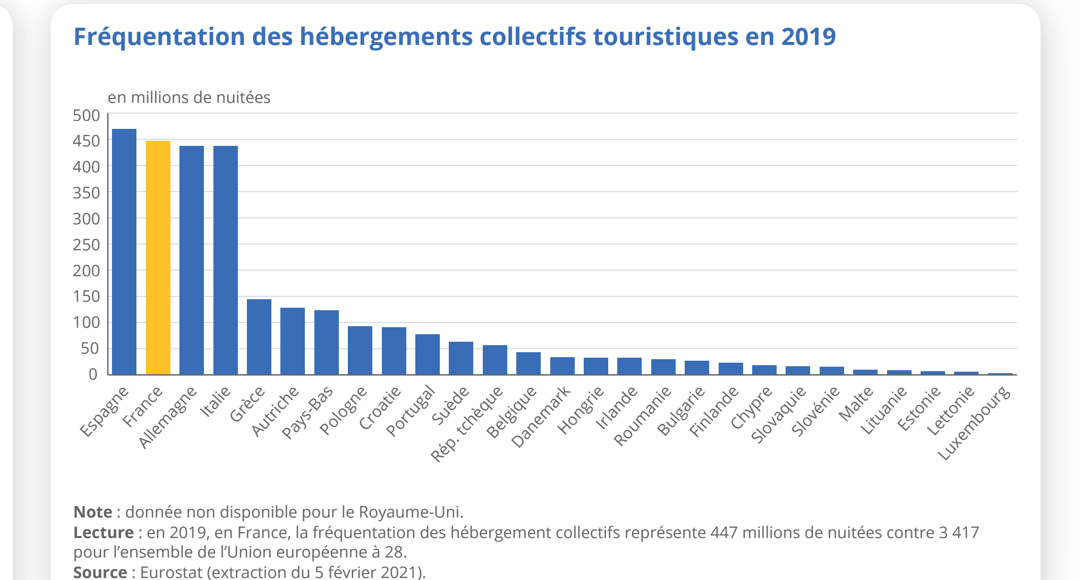
Note : données du mois de décembre provisoires.
Lecture : en 2019, la fréquentation des hébergements collectifs par la clientèle résidente (venant de France) s'élève à 307 millions de nuitées.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et partenaires territoriaux, enquête sur la fréquentation des hébergements touristiques.

Nuitées des résidents français selon le type d'hébergement en 2018



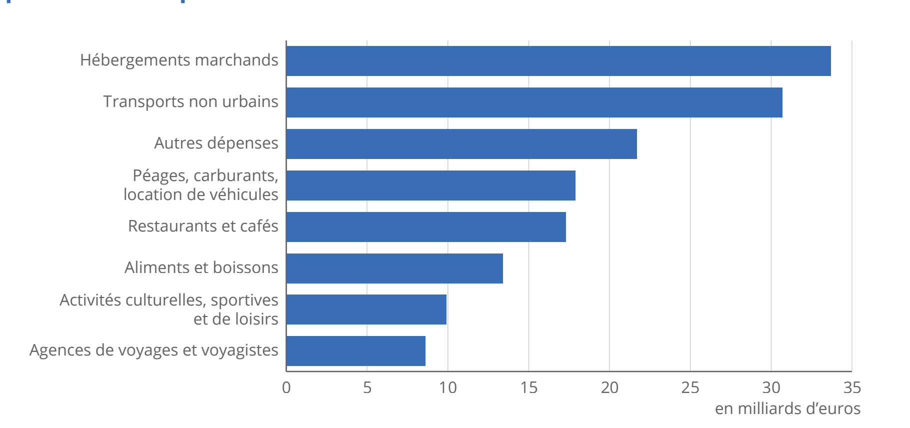
Lecture : en 2018, les personnes résidant en France passent 32 % de nuitées dans leur famille.
Champ : voyages pour motif personnel des Français de 15 ans ou plus.
Source : DGE, enquête Suivi de la Demande Touristique (SDT).

Fréquentation des hébergements collectifs touristiques en 2019



Note : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, en France, la fréquentation des hébergement collectifs représente 447 millions de nuitées contre 3 417 pour l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 5 février 2021).

Dépense touristique intérieure en 2018



Lecture : en 2018, l'hébergement marchand représente 33,7 milliards d'euros de l'ensemble de la dépense touristique intérieure.
Champ : dépenses réalisées auprès de fournisseurs français en vue ou au cours de voyages et d'excursions effectués en France ou à partir du territoire français.
Source : DGE, compte satellite du tourisme - base 2014.



Territoires, villes et quartiers

Villes et quartiers

Les **unités urbaines** rassemblent toujours plus d'habitants. En 2017, en France métropolitaine, elles représentent 78,6 % de la population, soit 50,8 millions d'habitants. À l'exception de l'unité urbaine de Paris qui concentre plus de 10 millions d'habitants, les 10 plus grandes unités urbaines françaises comptent chacune entre 0,5 et 2 millions d'habitants.

Les **quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)** regroupent 7,7 % de la population. Cette part s'échelonne en métropole de 2,7 % en Bretagne à 12,9 % en Île-de-France. Elle est plus élevée dans les DOM (sauf en Martinique), notamment en Guyane, où elle s'élève à 43,6 %.

Les quartiers prioritaires abritent une population plus jeune, avec près de deux fois plus de personnes de moins de 20 ans que de personnes de 60 ans ou plus, alors que ces deux populations sont équivalentes en France métropolitaine et dans les unités urbaines englobant des QPV. Les quartiers abritent en proportion deux fois plus de familles monoparentales et de ménages locataires qu'en métropole, et la part des résidences principales suroccupées y est nettement supérieure.

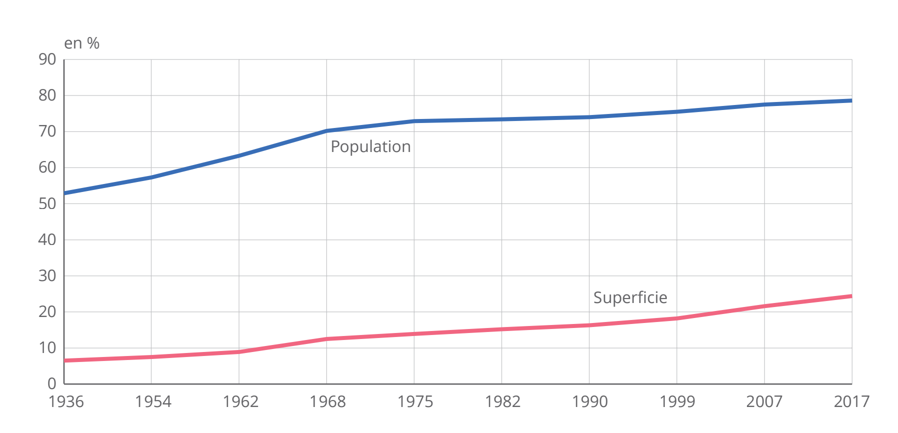
Le **taux de chômage** est trois fois plus élevé dans les quartiers prioritaires qu'au niveau national, et le **taux d'activité** y est plus faible. Le taux de chômage des femmes est un peu moins élevé que celui des hommes, mais leur taux d'activité est nettement inférieur.

Dans les quartiers prioritaires, la **médiane** des **revenus disponibles** est de 13 500 € contre 21 000 € dans les unités urbaines englobantes et au niveau national. Le **taux de pauvreté** y est près de trois fois plus élevé et la part des ménages imposés y est deux fois plus faible.

En savoir plus
« Données sur les quartiers de la politique de la ville », *Chiffres détaillés*, mars 2021.
« Toujours plus d'habitants dans les unités urbaines », *Insee Focus* n° 210, octobre 2020.

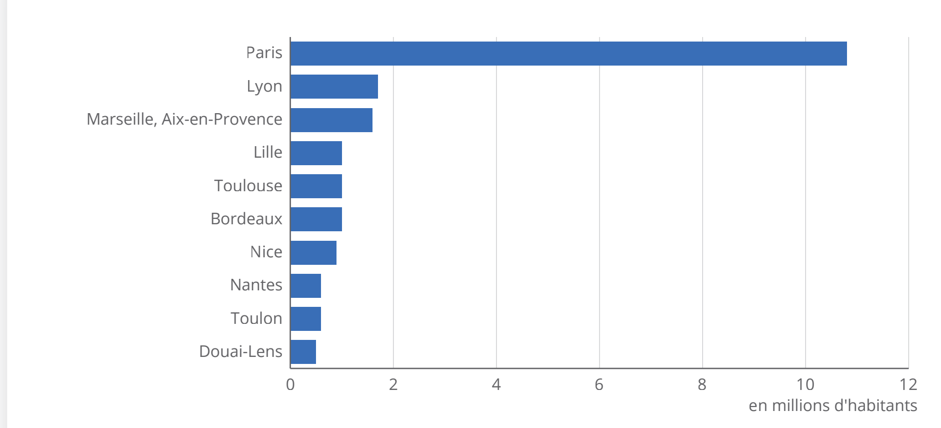






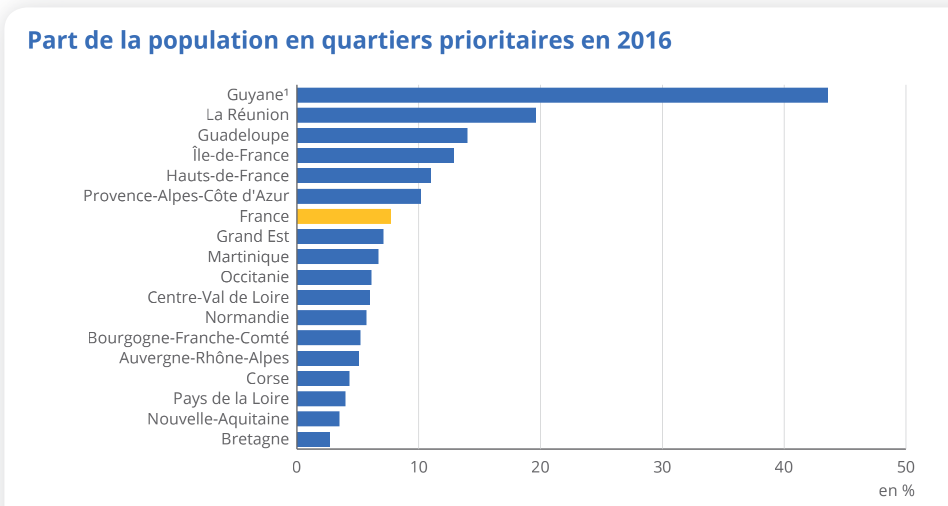
Lecture : en 2017, la population dans les unités urbaines représente 78,6 % de la population totale.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, recensement de la population.

Les dix unités urbaines les plus peuplées en 2017



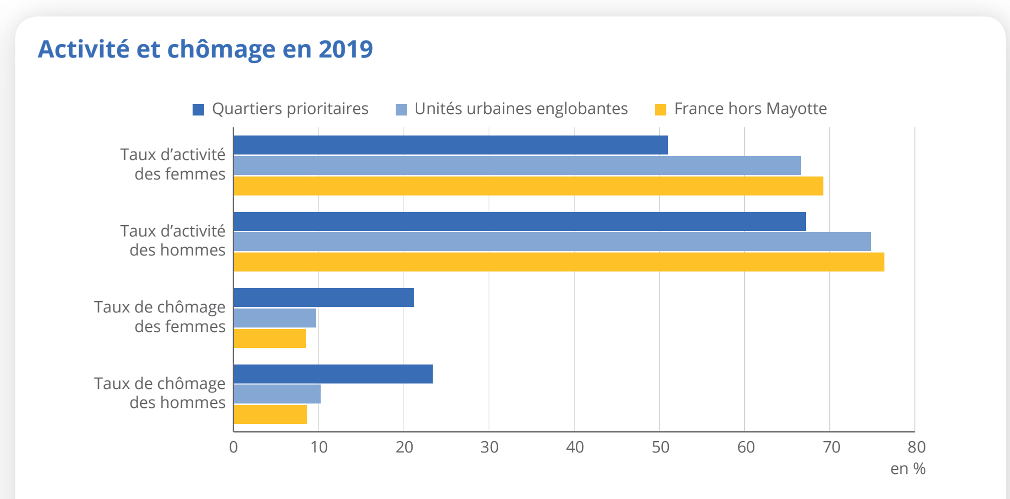
Lecture : en 2017, 10,8 millions d'habitants vivent dans l'unité urbaine de Paris.
Champ : France.
Source : Insee, recensement de la population.

Part de la population en quartiers prioritaires en 2016



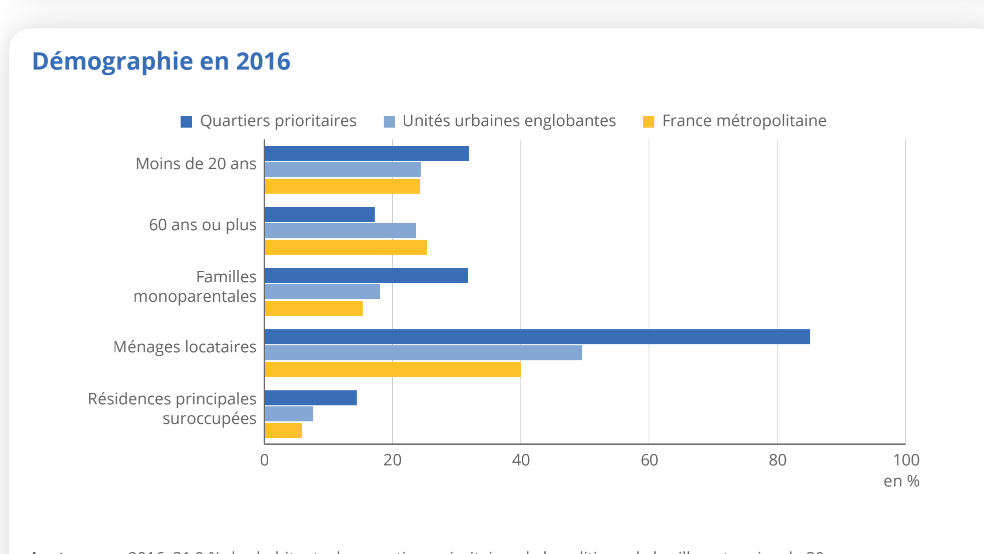
1. Donnée 2013.
Lecture : en 2016, à La Réunion, 19,6 % de la population vit dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, recensement de la population.

Activité et chômage en 2019



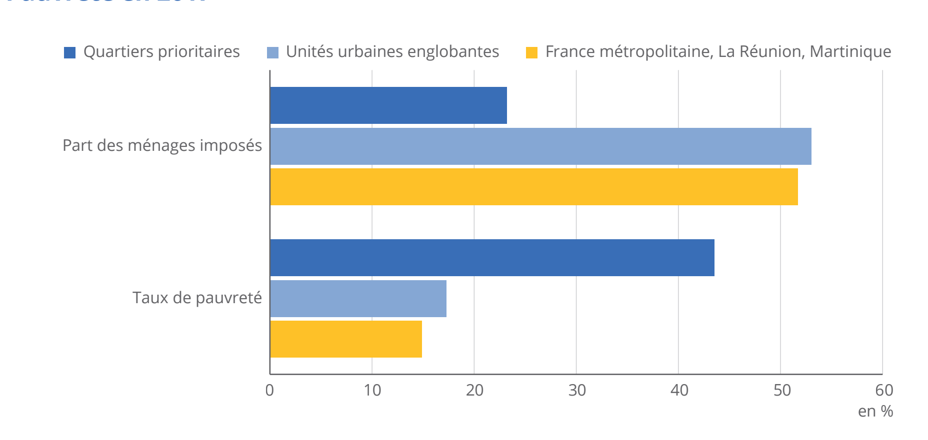
Lecture : en 2019, le taux d'activité des femmes âgées de 15 à 64 ans atteint 51,0 % dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire ; personnes de 15 à 64 ans pour le taux d'activité et personnes actives de 15 ans ou plus pour le taux de chômage.
Source : Insee, enquête Emploi.

Démographie en 2016

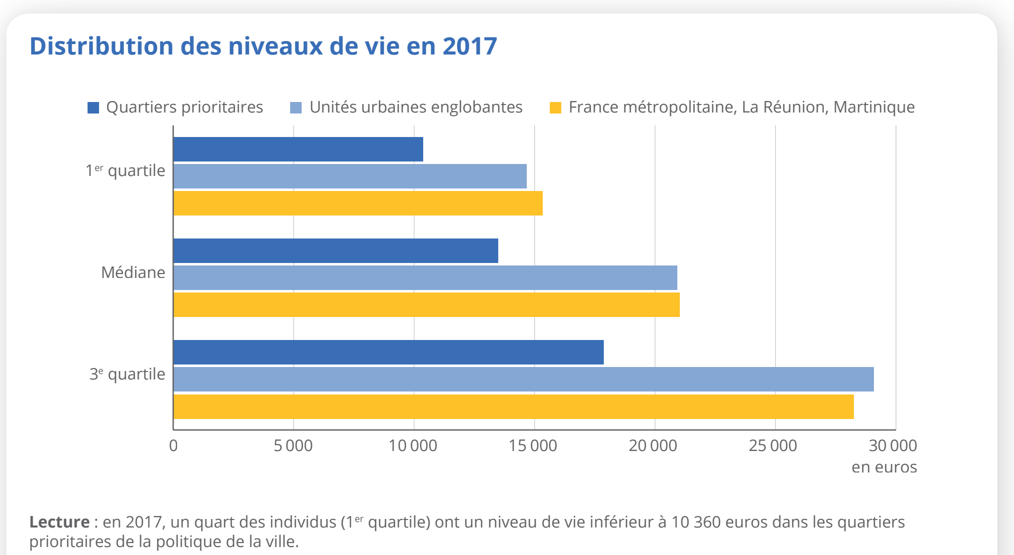


Lecture : en 2016, 31,9 % des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville ont moins de 20 ans.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, recensement de la population.

Pauvreté en 2017



Lecture : en 2017, le taux de pauvreté atteint 43,5 % dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Champ : France métropolitaine, La Réunion et Martinique.
Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).



Lecture : en 2017, un quart des individus (1er quartile) ont un niveau de vie inférieur à 10 360 euros dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Champ : France métropolitaine, La Réunion et Martinique.
Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

Dynamique des territoires

En 2018, 93 % de la population vit dans l'une des 699 **aires d'attraction des villes**. Avec 13 millions d'habitants, l'aire de Paris concentre 20 % de la population comme les treize autres aires de plus de 700 000 habitants. A l'opposé, 512 aires de moins de 50 000 habitants concentrent 12 % de la population.

Entre 2013 et 2018, la croissance de la population est la plus dynamique dans les très grandes aires d'attraction des villes (700 000 habitants ou plus). Le **solde naturel** y est largement positif, en lien avec la jeunesse de leur population. Dans les petites aires (moins de 50 000 habitants) et dans les communes hors attraction des villes, la population a en moyenne diminué entre 2013 et 2018. Le solde naturel y est négatif, en raison d'une proportion plus élevée de personnes âgées.

Les déménagements sont souvent liés aux étapes du cycle de vie. Pour leurs études supérieures ou leur premier emploi, les jeunes adultes quittent les petites aires et les communes hors attraction des villes et s'installent dans les aires de plus de 50 000 habitants, plus précisément dans leurs pôles. Puis, entre 30 et 40 ans, quand elles fondent une famille, les personnes partent des pôles pour habiter dans les couronnes périurbaines. Enfin, à l'âge de la retraite, elles sont nombreuses à quitter l'aire de Paris pour vivre dans des petites aires ou hors attraction des villes.

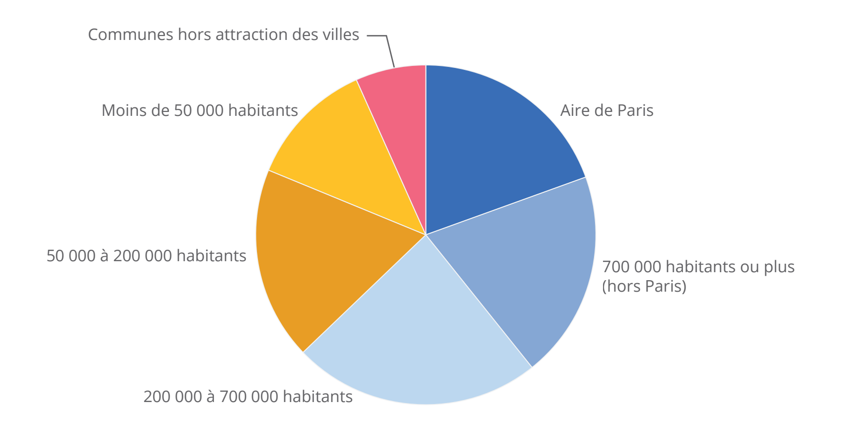
Ainsi, les personnes âgées sont plus présentes dans les petites aires et hors attraction des villes, les jeunes adultes et les personnes seules dans les communes-centres, et les couples avec enfants dans les couronnes.

En savoir plus

« Aires d'attraction des villes : plus de 15-29 ans et de cadres dans les pôles et dans les grandes aires », *Insee Première* n° 1827, novembre 2020.
« En France, neuf personnes sur dix vivent dans l'aire d'attraction d'une ville », *Insee Focus* n° 211, octobre 2020.
« Toujours plus d'habitants dans les unités urbaines », *Insee Focus* n° 210, octobre 2020.

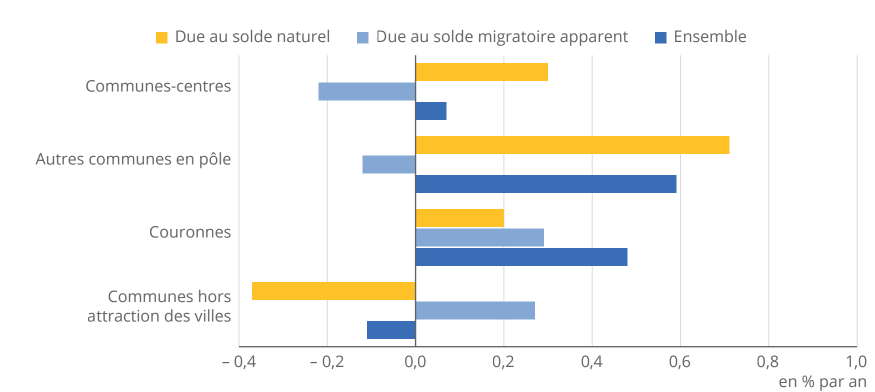


Population selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018



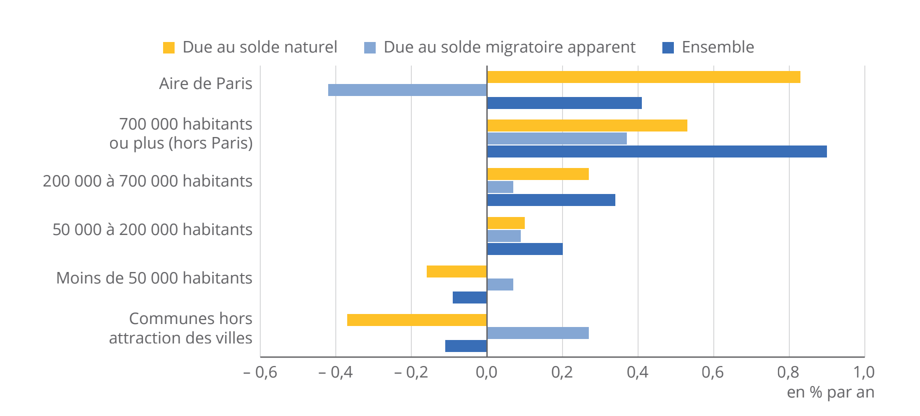
Lecture : en 2018, les communes hors attraction des villes regroupent 6,7 % de la population.
Champ : France, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensement de la population.

Évolution de la population entre 2013 et 2018 selon la catégorie des aires d'attraction des villes



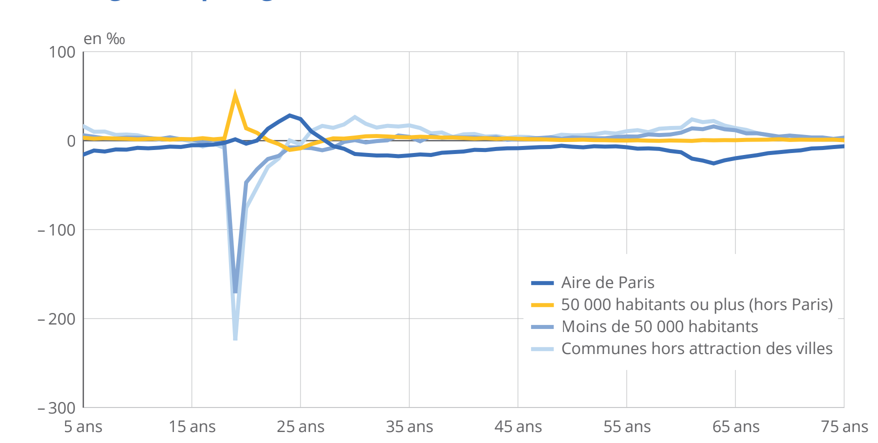
Lecture : entre 2013 et 2018, la population a diminué en moyenne de 0,11 % par an dans les communes hors attraction des villes (dont – 0,37 % dû au solde naturel et + 0,27 % dû au solde migratoire apparent).
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensements de la population et statistiques de l'état civil.

Évolution de la population entre 2013 et 2018 selon la taille des aires d'attraction des villes



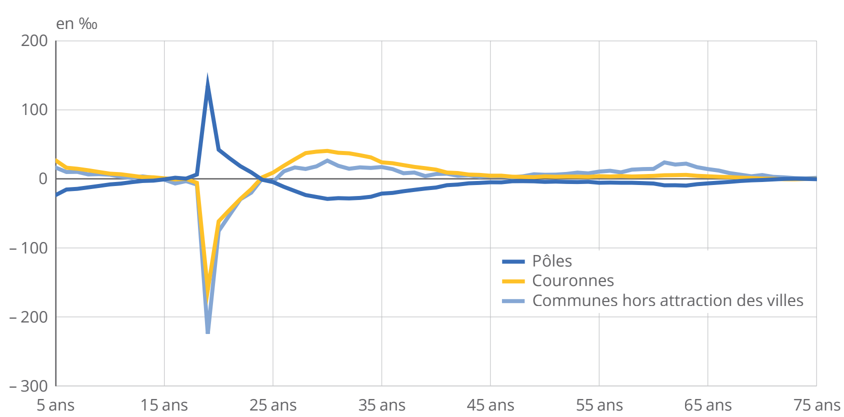
Lecture : entre 2013 et 2018, la population a diminué en moyenne de 0,11 % par an dans les communes hors attraction des villes (dont – 0,37 % dû au solde naturel et + 0,27 % dû au solde migratoire apparent).
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensements de la population et statistiques de l'état civil.

Taux de migration par âge selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018



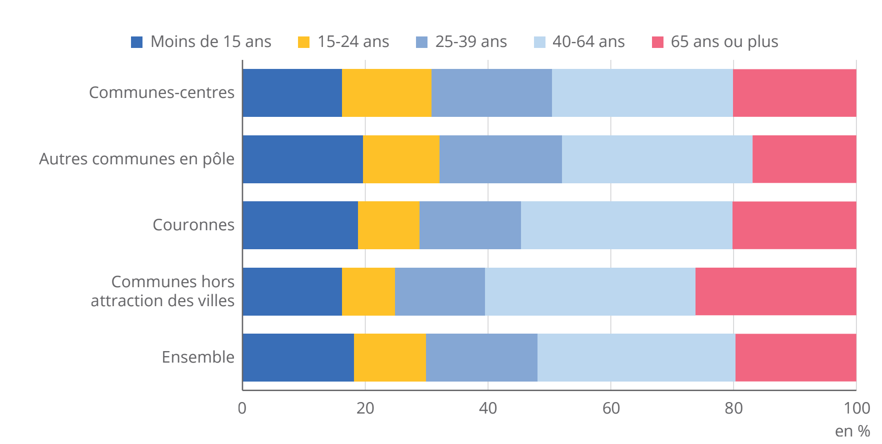
Lecture : en 2018, les personnes âgées de 20 ans ont été plus nombreuses à quitter les communes hors attraction des villes qu'à s'y installer. Le solde migratoire est négatif et représente 76 ‰ des personnes de 20 ans.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensement de la population.

Taux de migration par âge selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2018



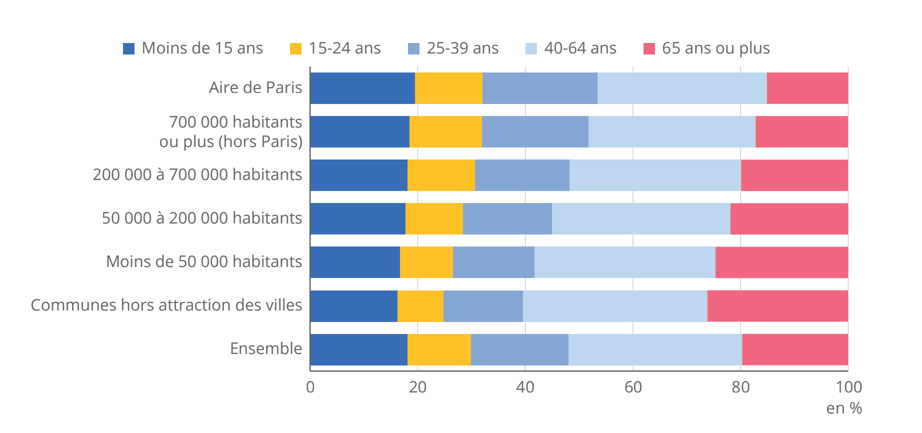
Lecture : en 2018, les personnes âgées de 20 ans ont été plus nombreuses à quitter les communes hors attraction des villes qu'à s'y installer. Le solde migratoire est négatif et représente 76 ‰ des personnes de 20 ans.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensement de la population.

Âge de la population selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2018



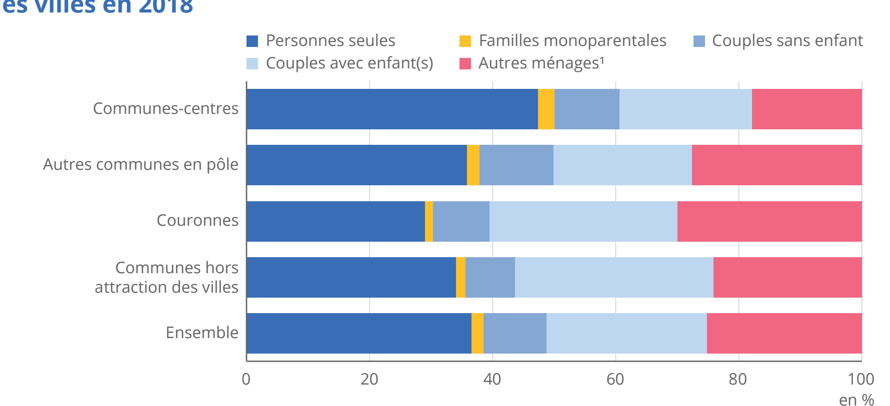
Lecture : en 2018, 16,2 % des habitants des communes hors attraction des villes ont moins de 15 ans.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensement de la population.

Âge de la population selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018



Lecture : en 2018, 16,2 % des habitants des communes hors attraction des villes ont moins de 15 ans.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensement de la population.

Mode de cohabitation des ménages selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2018



1. Ménages de plusieurs personnes sans lien familial.
Lecture : en 2018, 34,0 % des ménages vivant dans une commune hors attraction des villes sont composés d'une seule personne.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021.
Source : Insee, recensement de la population.

FRANCE

Mobilités – Déplacements

Pour se rendre au travail, les personnes en emploi se déplacent majoritairement en voiture ou en deux-roues motorisés (72 % en 2018). 15 % des personnes en emploi empruntent les transports en commun ; ils sont le plus utilisés dans les plus grandes **aires d'attraction des villes**, notamment dans l'aire de Paris où 42 % des actifs se déplacent en métro, bus, tramway, RER ou train. Les habitants des communes-centres utilisent davantage le vélo et la marche à pied. Dans les couronnes des aires et les communes hors attraction des villes, la voiture est largement majoritaire. Les temps de déplacement y sont également plus longs.

Les cadres utilisent plus souvent les transports en commun car une part importante habite dans les pôles où l'offre de transports en commun est la plus développée. À l'inverse, les artisans et ouvriers, très peu présents dans les pôles, utilisent davantage la voiture pour se rendre au travail.

En 2018, plus de 400 000 personnes en emploi travaillent dans un pays frontalier. Une sur deux travaille en Suisse et une sur cinq au Luxembourg.

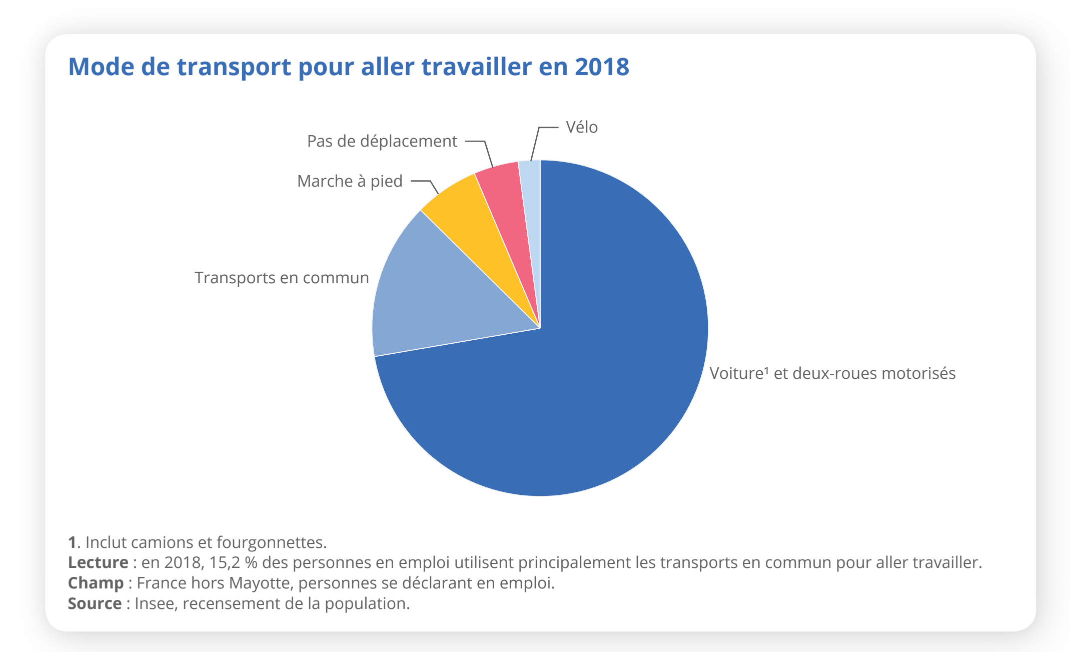
Entre 2017 et 2018, les 15-39 ans sont les plus nombreux à avoir déménagé, notamment pour suivre leurs études supérieures ou occuper leur premier emploi.

Les personnes de 25 à 54 ans habitent le plus fréquemment dans un autre département que celui de leur naissance. À partir de 55 ans, cette part diminue légèrement, témoignant du retour dans le département d'origine d'une partie de la population.

En savoir plus

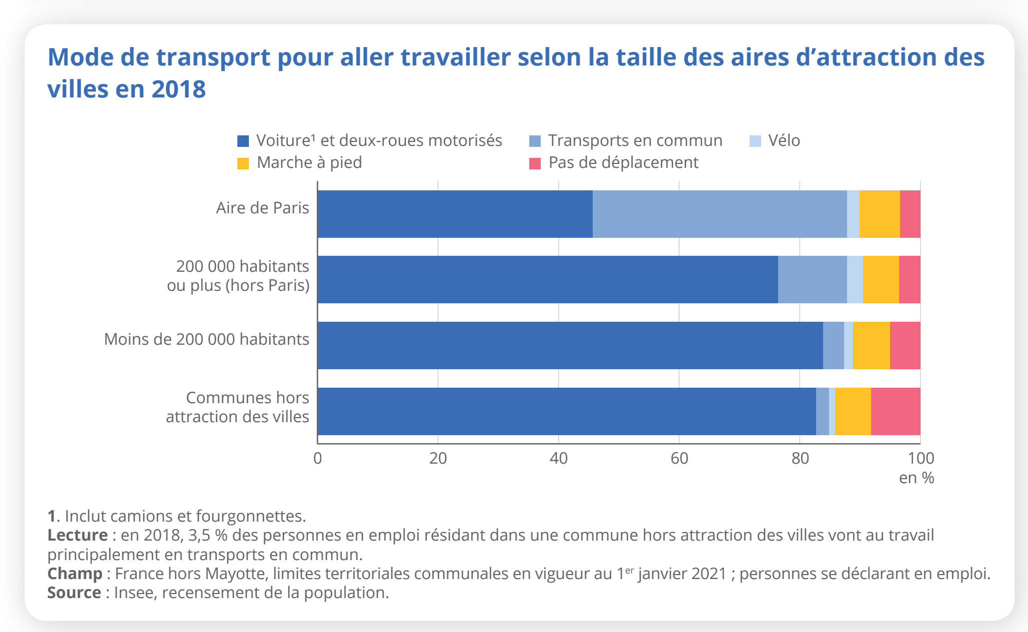
« La voiture reste majoritaire pour les déplacements domicile-travail, même pour de courtes distances », *Insee Première* n° 1835, janvier 2021.

Mode de transport pour aller travailler en 2018



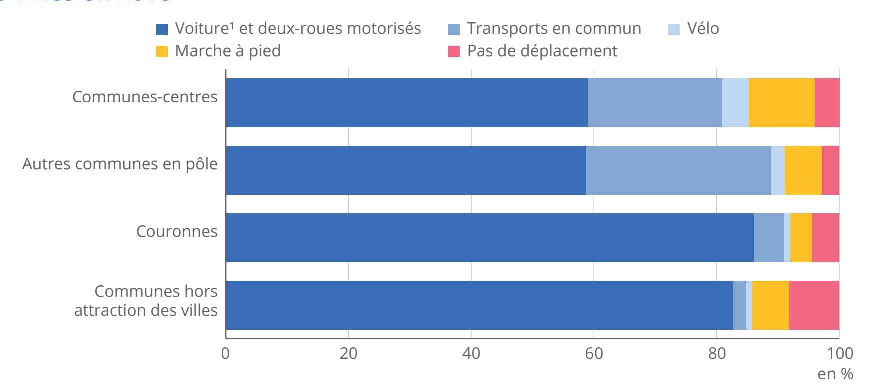
1. Inclut camions et fourgonnettes.
Lecture : en 2018, 15,2 % des personnes en emploi utilisent principalement les transports en commun pour aller travailler.
Champ : France hors Mayotte, personnes se déclarant en emploi.
Source : Insee, recensement de la population.

Mode de transport pour aller travailler selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018



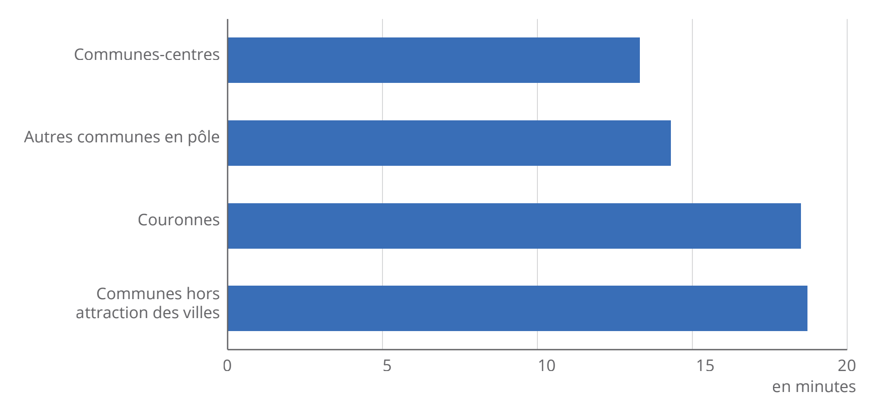
1. Inclut camions et fourgonnettes.
Lecture : en 2018, 3,5 % des personnes en emploi résidant dans une commune hors attraction des villes vont au travail principalement en transports en commun.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021 ; personnes se déclarant en emploi.
Source : Insee, recensement de la population.

Mode de transport pour aller travailler selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2018



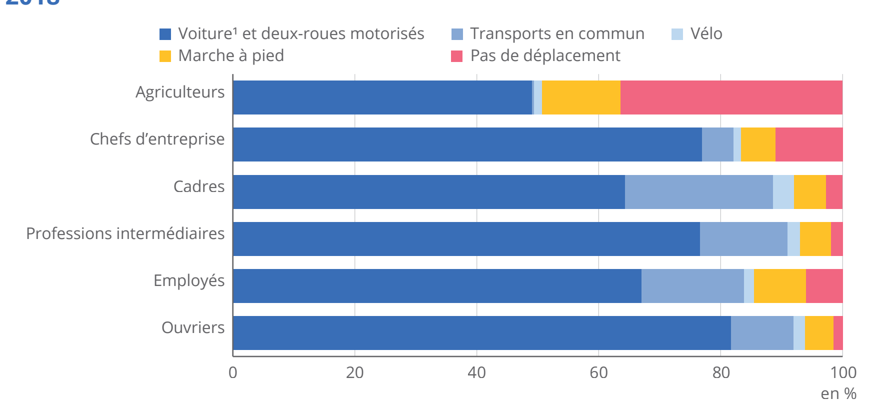
1. Inclut camions et fourgonnettes.
Lecture : en 2018, 2,0 % des personnes en emploi résidant dans une commune hors attraction des villes vont au travail principalement en transports en commun.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2021 ; personnes se déclarant en emploi.
Source : Insee, recensement de la population.

Temps de déplacement moyen pour aller travailler selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2017



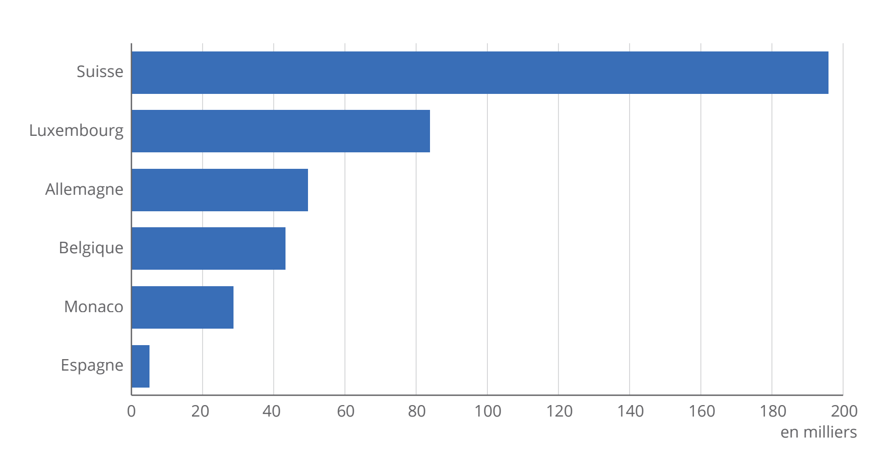
Lecture : en 2017, les personnes en emploi habitant dans une commune hors attraction des villes mettent en moyenne 19 minutes pour aller au travail.
Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1er janvier 2020 ; personnes se déclarant en emploi et se déplaçant pour aller travailler à moins de 200 kilomètres.
Source : Insee, recensement de la population.

Mode de transport pour aller travailler selon la catégorie socioprofessionnelle en 2018



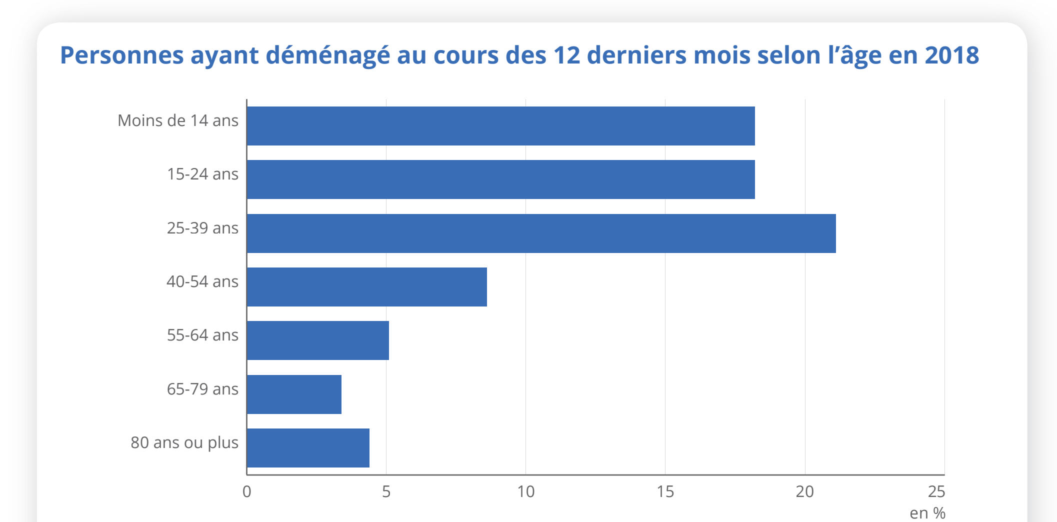
1. Inclut camions et fourgonnettes.
Lecture : en 2018, 63,6 % des cadres utilisent principalement la voiture pour aller travailler.
Champ : France hors Mayotte, personnes se déclarant en emploi.
Source : Insee, recensement de la population.

Principaux flux de travailleurs transfrontaliers en 2018



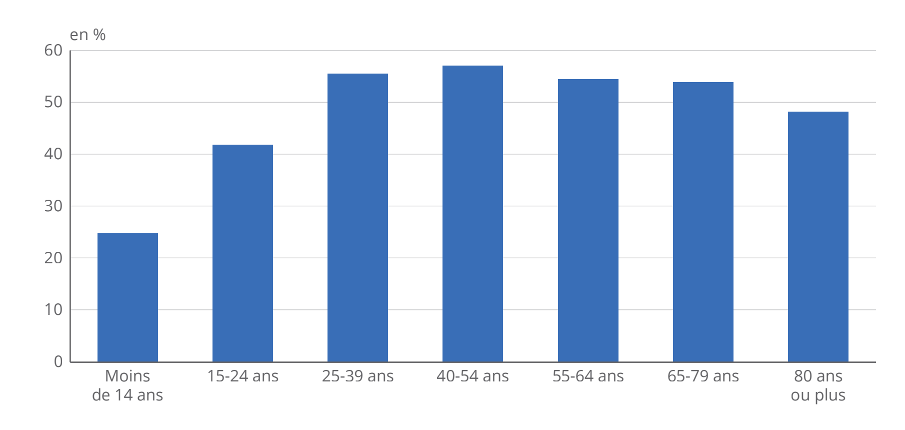
Lecture : en 2018, 203 400 personnes en emploi résidant en France travaillent en Suisse.
Champ : France métropolitaine, personnes se déclarant en emploi.
Source : Insee, recensement de la population.

Personnes ayant déménagé au cours des 12 derniers mois selon l'âge en 2018



Lecture : entre 2017 et 2018, 18,2 % des personnes de 15 à 24 ans ont déménagé.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, recensement de la population.

Personnes ne résidant pas dans leur département de naissance en 2018



Lecture : en 2018, parmi les personnes de 25 à 39 ans, 55,9 % résident dans un autre département que celui de leur naissance.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, recensement de la population.

Développement durable – Environnement

Environnement

En 2018, la dépense nationale en faveur de l'environnement s'élève à environ 100 milliards d'euros (Md€). Elle est dédiée à la gestion des ressources et à la protection de l'air, du climat, de l'eau, de la biodiversité, collecte et traitement des déchets, récupération de matières premières de recyclage, etc. La moitié de cette dépense environnementale est consacrée à l'invertissement, dont 80 % pour la lutte contre le dérèglement climatique (maitrise de la consommation d'énergie et utilisation **d'énergies renouvelables**).

Depuis le début des années 2000, la qualité de l'air extérieur et des cours d'eau s'améliore, notamment grâce à la baisse des rejets de polluants dans l'atmosphère et à l'amélioration des performances des stations d'épuration. Ainsi, la concentration dans l'air des **particules fines** de diamètre inférieur à 10 µm a baissé de 40 % entre 2000 et 2019 et la concentration en **orthophosphates** dans les cours d'eau d'environ 30 %. De même, la production de **déchets** diminue (342 millions de tonnes en 2018 contre 408 millions de tonnes en 2004) et leur **recyclage** monte en puissance.

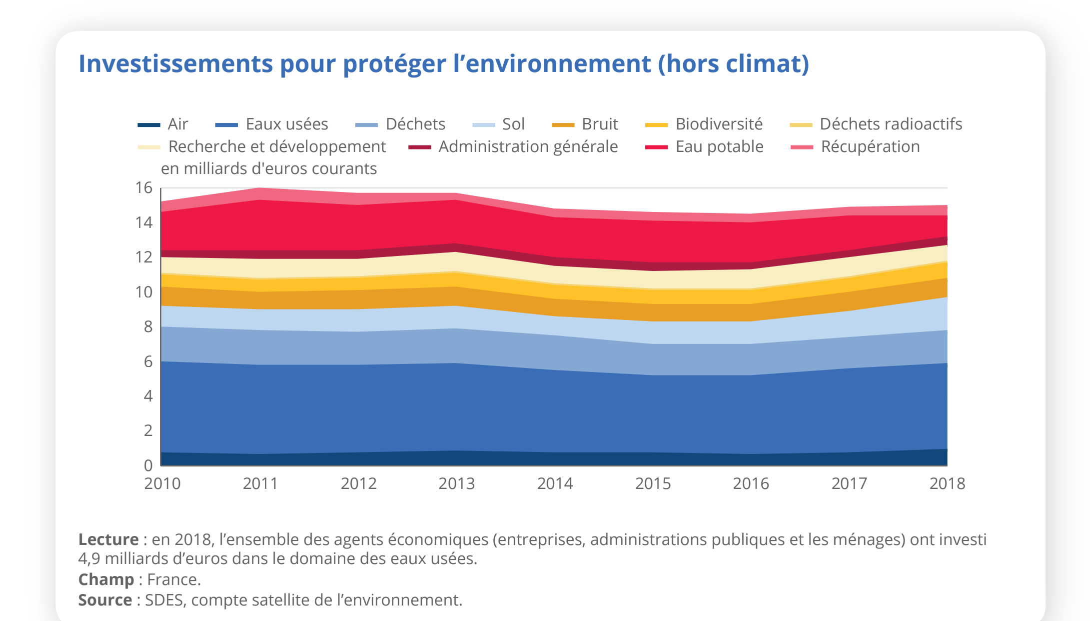
Malgré les progrès technologiques et le développement de **l'économie circulaire**, les besoins de la France en ressources naturelles peinent à diminuer : depuis la fin des années 2000, **l'empreinte matières** reste stable autour de 14 tonnes par habitant. Le recours aux énergies renouvelables progresse (19,1 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020, soit 6 points de plus qu'en 2010) mais reste en deçà des objectifs fixés à la France par l'Union européenne (UE) à l'horizon 2020 (23 %). La **fragmentation** des paysages, par **l'artificialisation des sols** et les pratiques culturales, contribue fortement à l'érosion de la **biodiversité**. Sur la période 1989-2019, **l'abondance des oiseaux** spécialistes des milieux agricoles est en déclin de 53 % en France métropolitaine. Enfin, viennent s'ajouter à cela les effets du **changement climatique** (augmentation de la température moyenne, modification des précipitations).

En savoir plus

« Rapport sur l'environnement en France en 2019 », SDES, édition 2019.

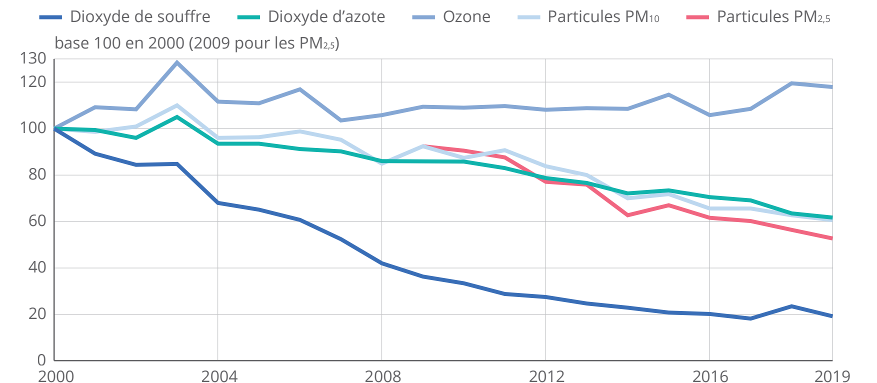
FRANCE

Investissements pour protéger l'environnement (hors climat)



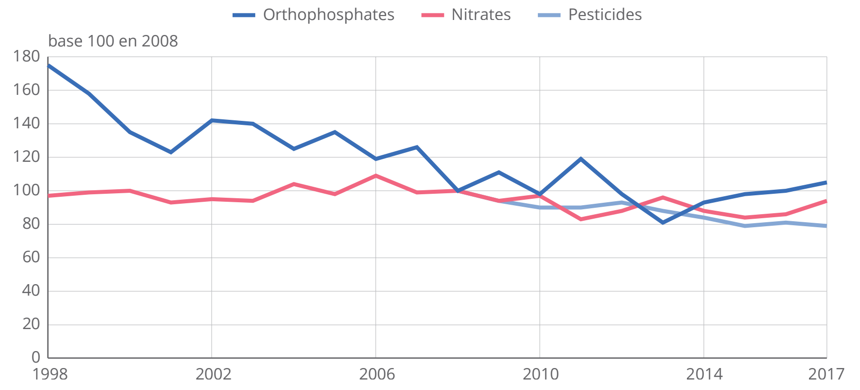
Lecture : en 2018, l'ensemble des agents économiques (entreprises, administrations publiques et les ménages) ont investi 4,9 milliards d'euros dans le domaine des eaux usées.
Champ : France.
Source : SDES, compte satellite de l'environnement.

Concentration de polluants atmosphériques



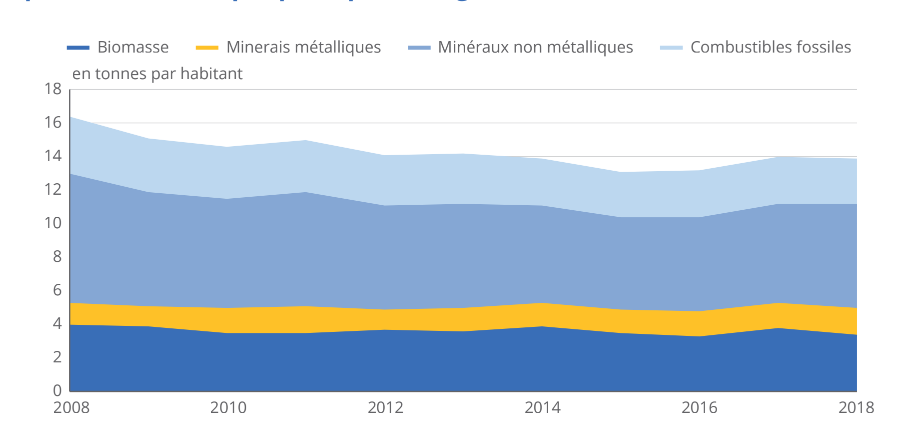
Note : les concentrations d'ozone sont mesurées en période estivale (moyenne du 1er avril au 30 septembre). Avant 2009, l'indice $PM_{2,5}$ est indisponible ; en 2009, il est égal à l'indice PM_{10} par hypothèse.
Lecture : depuis 2000, les concentrations de particules PM_{10} ont diminué de 39 % en fond urbain.
Champ : France métropolitaine hors Corse.
Source : Géod'Air, juin 2020 ; traitements SDES, juillet 2020.

Concentration de polluants dans les cours d'eau



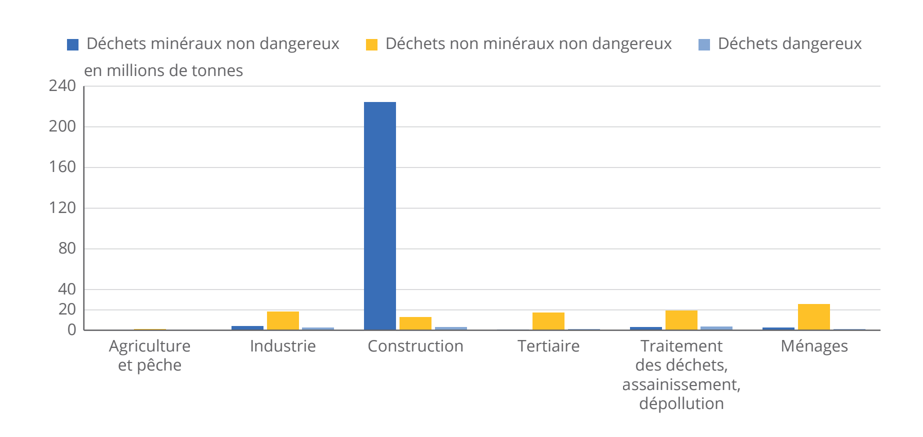
Lecture : entre 2008 et 2017, les concentrations des nitrates dans les cours d'eau ont baissé de 6 %.
Champ : France métropolitaine.
Sources : ministère du Développement durable ; système d'information sur l'eau.

Empreinte matières par principale catégorie



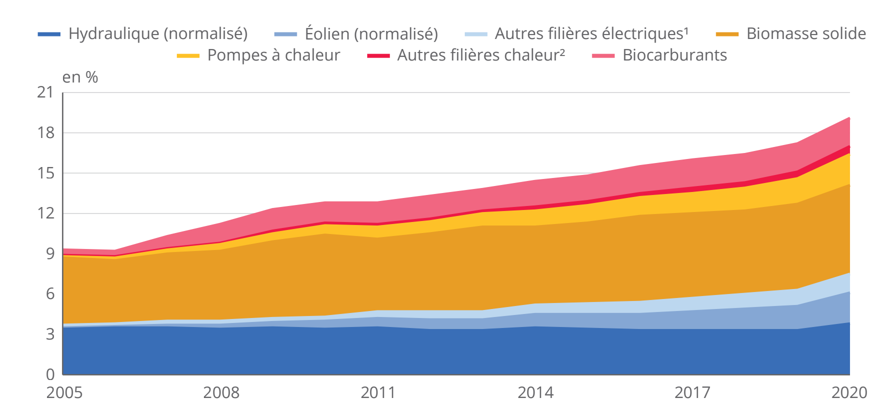
Lecture : en 2018, l'empreinte matières représente 13,9 tonnes par habitant.
Champ : France.
Sources : Douanes ; Eurostat ; SDES.

Production de déchets en 2018



Lecture : en 2018, les ménages produisent 25,9 millions de tonnes de déchets non minéraux non dangereux.
Champ : France.
Source : SDES.

Part des énergies renouvelables par filière



1. Solaire photovoltaïque, énergies marines et électricité à partir de biomasse et de géothermie.
2. Solaire thermique, géothermie et biogaz.
Lecture : en 2020, les énergies renouvelables (EnR) représentent 19,1 % de la consommation finale brute d'énergie.
Champ : France.
Source : SDES.

Abondance des oiseaux communs spécialistes

Milieu agricole — Milieu forestier — Milieu bâti

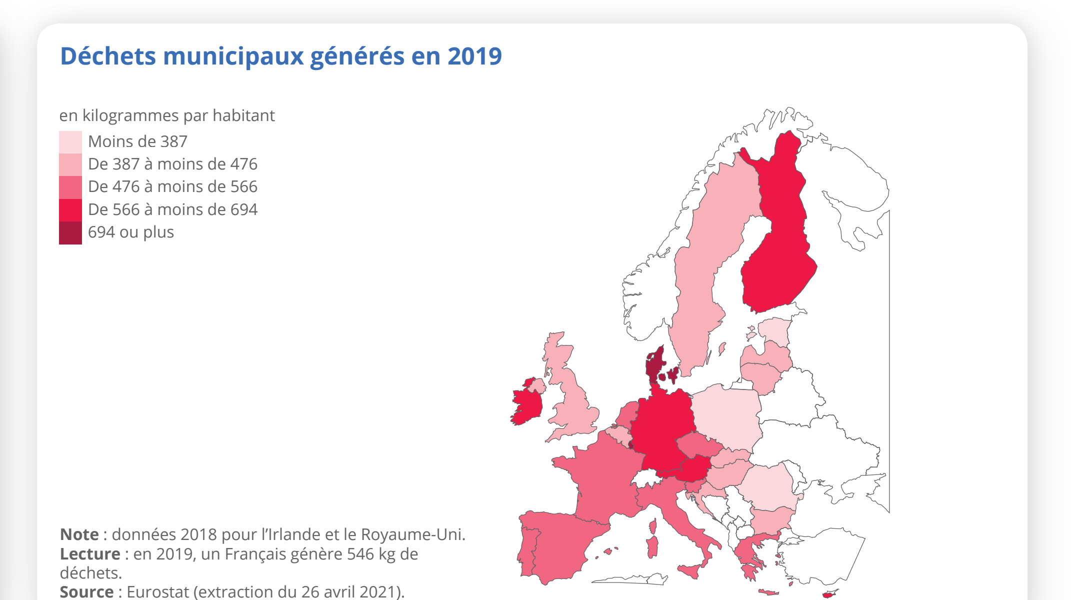
base 100 en 1989

110, 100, 90, 80, 70, 60, 50, 40

1989, 1995, 2001, 2007, 2013, 2019

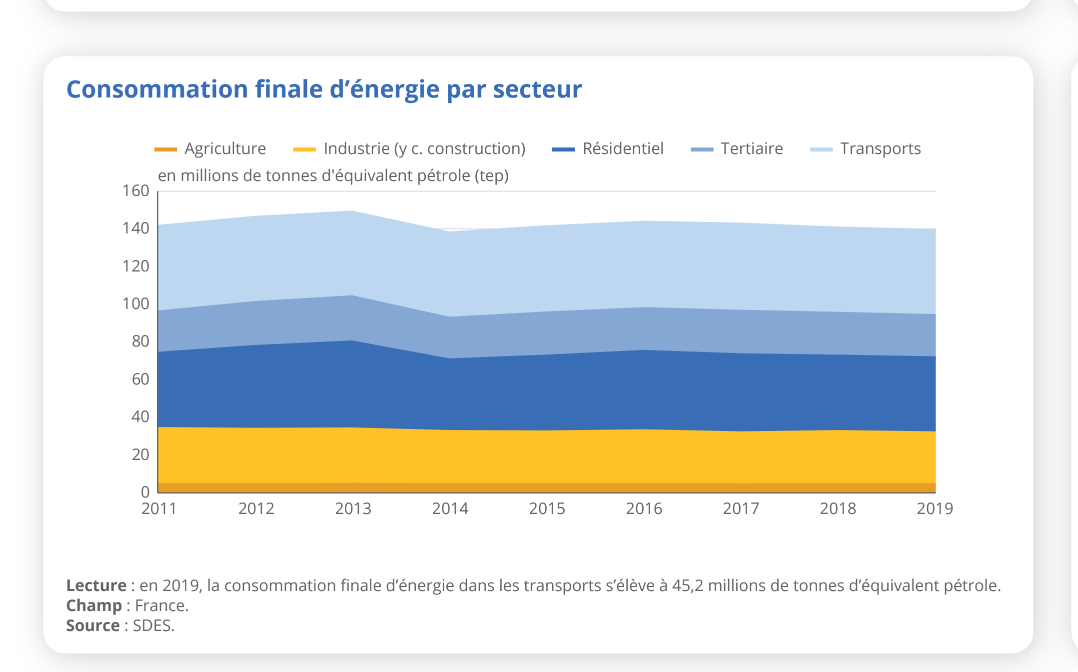
Lecture : depuis 1989, l'abondance des oiseaux communs spécialistes des milieux agricoles a diminué de 53 %.
Champ : France métropolitaine.
Source : Muséum national d'histoire naturelle, centre d'écologie et de sciences de la conservation (MNHN, Cesco), 2020.

Déchets municipaux générés en 2019



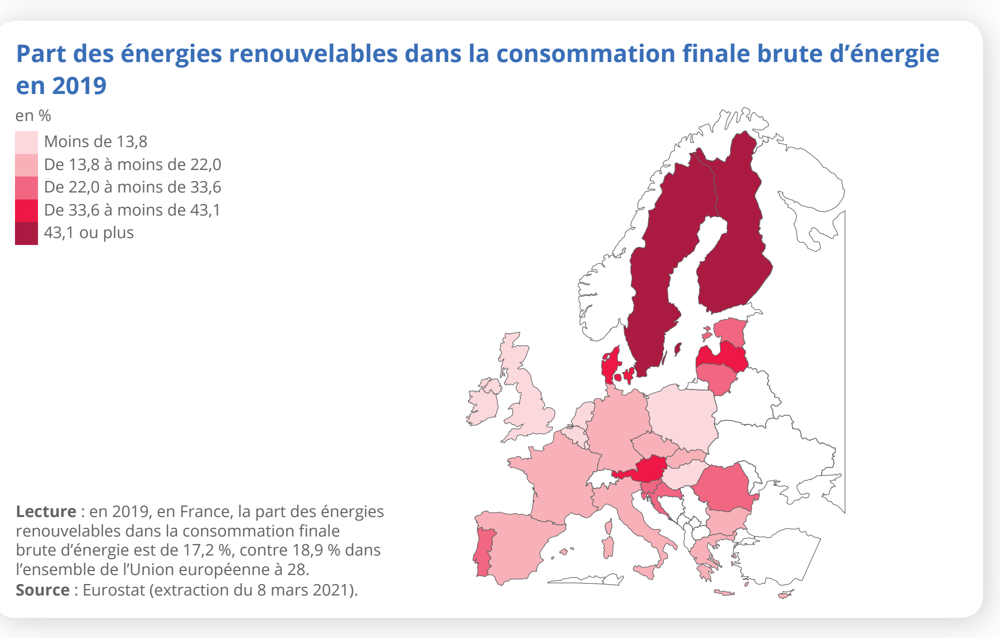
Note : données 2018 pour l'Irlande et le Royaume-Uni.
Lecture : en 2019, un Français génère 546 kg de déchets.
Source : Eurostat (extraction du 26 avril 2021).

Consommation finale d'énergie par secteur



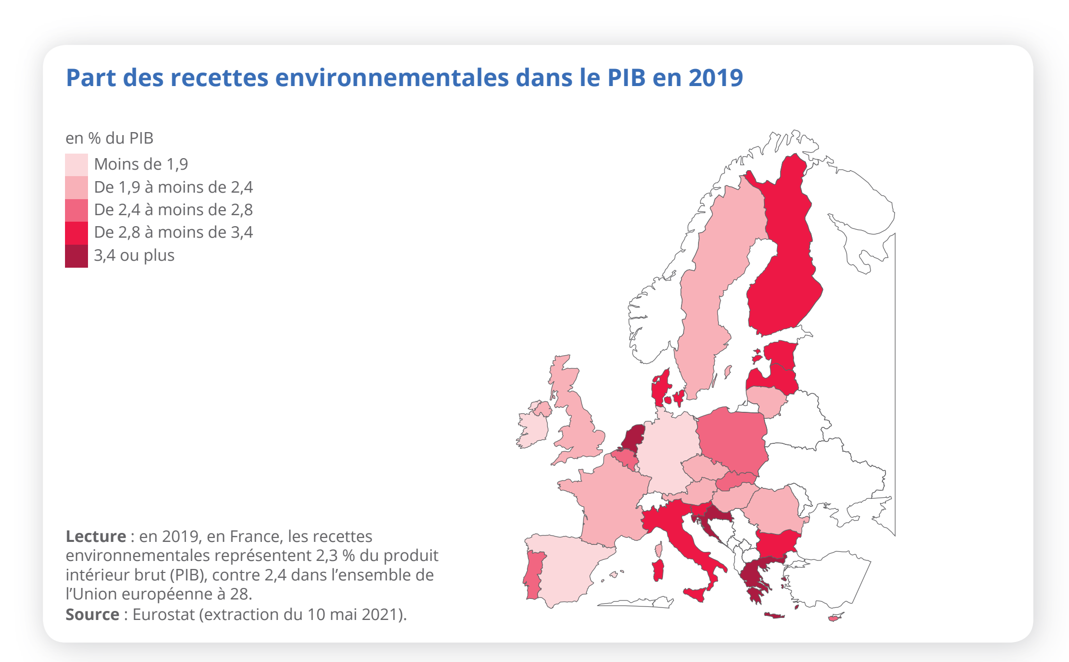
Lecture : en 2019, la consommation finale d'énergie dans les transports s'élève à 45,2 millions de tonnes d'équivalent pétrole.
Champ : France.
Source : SDES.

Part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie en 2019



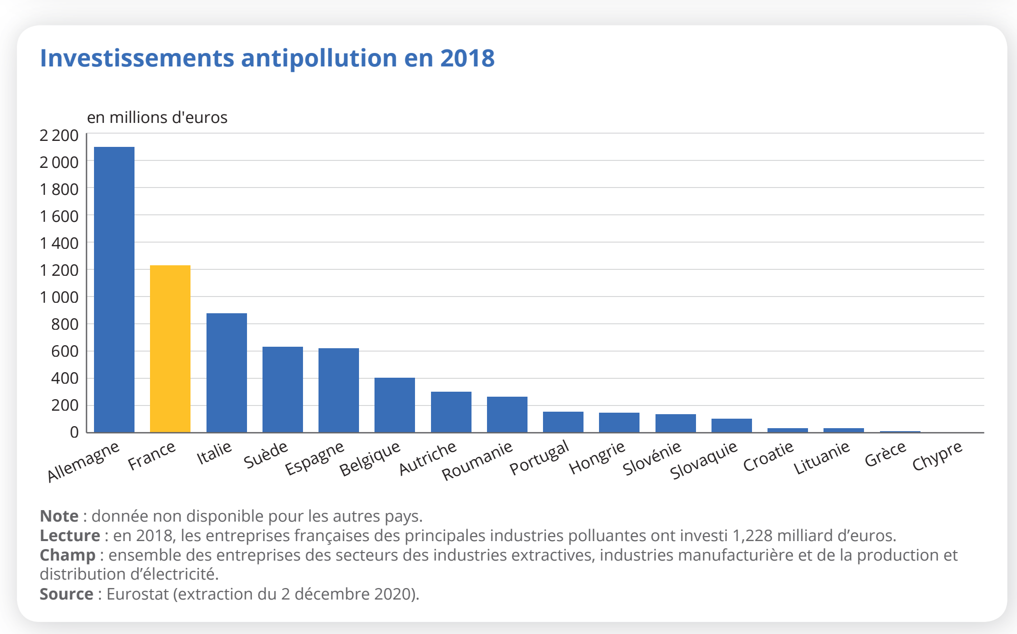
Lecture : en 2019, en France, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie est de 17,2 %, contre 18,9 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 8 mars 2021).

Part des recettes environnementales dans le PIB en 2019



Lecture : en 2019, en France, les recettes environnementales représentent 2,3 % du produit intérieur brut (PIB), contre 2,4 dans l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Source : Eurostat (extraction du 10 mai 2021).

Investissements antipollution en 2018



Note : donnée non disponible pour les autres pays.
Lecture : en 2018, les entreprises françaises des principales industries polluantes ont investi 1,228 milliard d'euros.
Champ : ensemble des entreprises des secteurs des industries extractives, industries manufacturière et de la production et distribution d'électricité.
Source : Eurostat (extraction du 2 décembre 2020).

Développement durable

Outre la croissance du **produit intérieur brut (PIB)**, la performance de la France s'apprécie avec des indicateurs complémentaires qui éclairent la préparation de l'avenir, la cohésion sociale et la qualité de vie. Depuis 2005, la croissance économique par habitant a été plus modérée pour la France que pour l'ensemble de l'Union européenne. Toutefois, le **taux d'emploi** des 15-64 ans continue d'augmenter pour atteindre 65,5 % en 2019, son plus haut niveau depuis 30 ans. Dans le même temps, le poids de la **dette publique notifiée** a presque doublé pour atteindre 98,1 % fin 2019. La part des **dépenses de recherche** dans le PIB, à 2,2 %, reste significativement inférieure à l'objectif des 3 % fixé par la stratégie « Europe 2020 ».

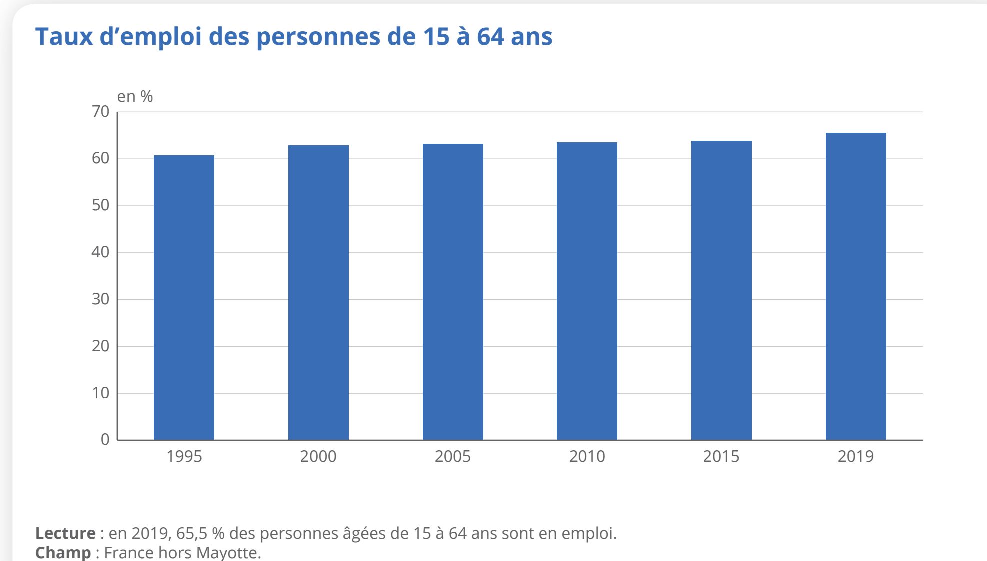
Pour ce qui est du bien-être et de la cohésion sociale, les indicateurs font ressortir un diagnostic contrasté. Le taux de **pauvreté en conditions de vie** continue la baisse amorcée en 2013 pour atteindre 11,1 % en 2019. Après avoir diminué en 2013, les **inégalités de revenu** sont quasiment stables depuis. Au-delà de faibles fluctuations annuelles, **l'espérance de vie en bonne santé** croît légèrement sur longue période. Le taux de **sorties précoces du système scolaire** a fortement baissé pour atteindre 8,2 % en 2019. En matière de **satisfaction dans la vie**, la France se situe au-dessous des pays nordiques, mais au-dessus des pays méditerranéens.

Quant à la protection environnementale, le bilan est nuancé. **L'empreinte carbone** s'élève à 9,9 tonnes équivalent CO_2 par personne en 2019, niveau à peine inférieur à celui de 1995. Alors que les **émissions de gaz à effet de serre** sur le sol national baissent, les émissions associées aux importations augmentent fortement. Les **espaces artificialisés** occupent 9,0 % du territoire et leur expansion est plus rapide que celle de la population.

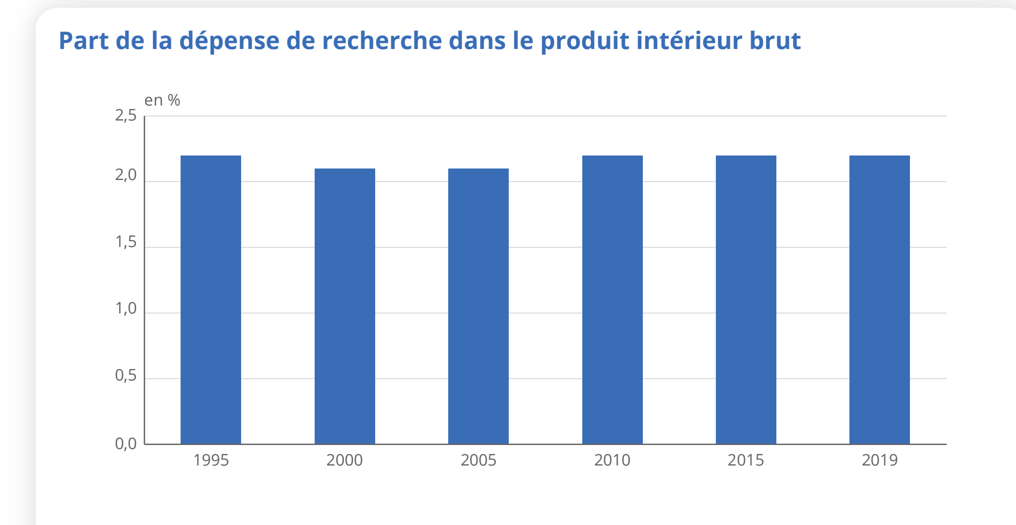
En savoir plus

« Spécificités des départements français au regard du développement durable », in *La France et ses territoires*, coll. « Insee Références », édition 2021.

FRANCE



Lecture : en 2019, 65,5 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, enquête Emploi.



Lecture : en 2019, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) est égale à 2,2 % du produit intérieur brut.
Champ : France.
Sources : Insee ; MESRI-SIES.

Dette publique au sens de Maastricht

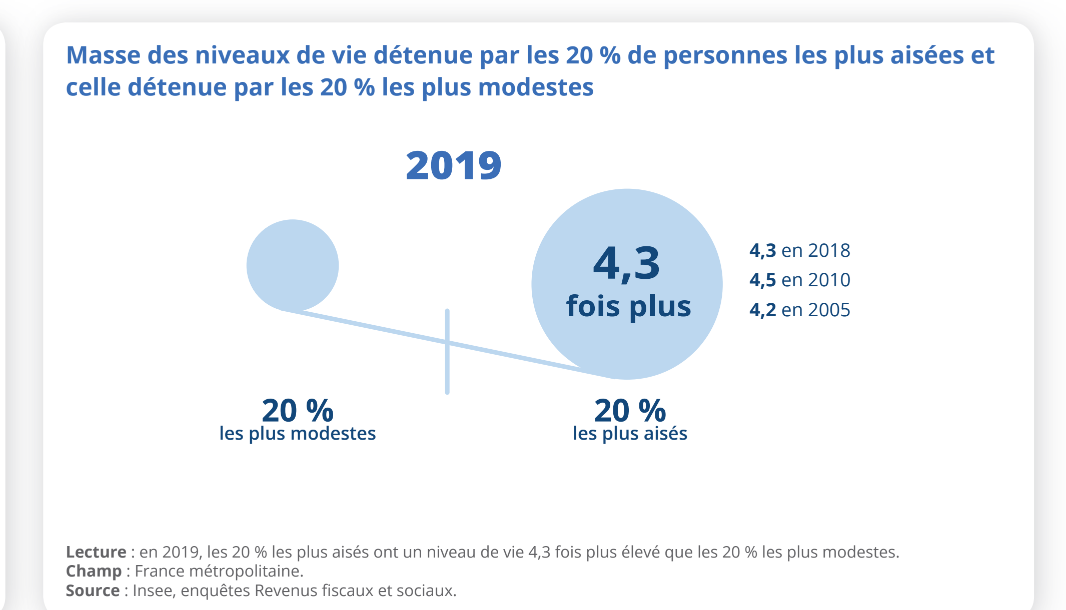
en % du PIB

100, 90, 80, 70, 60, 50, 40, 30, 20, 10, 0

1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

Lecture : au 31 décembre 2019, la dette publique s'élève à 98,1 % du produit intérieur brut (PIB).
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

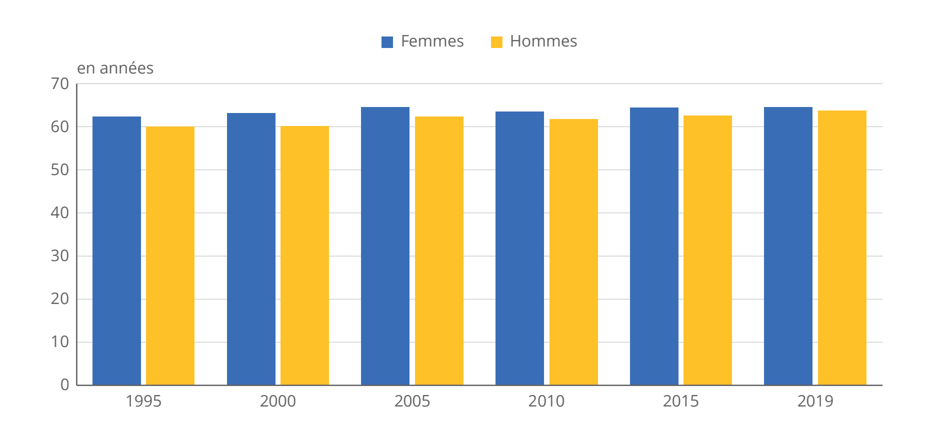
Masse des niveaux de vie détenue par les 20 % de personnes les plus aisées et celle détenue par les 20 % les plus modestes



Lecture : en 2019, les 20 % les plus aisés ont un niveau de vie 4,3 fois plus élevé que les 20 % les plus modestes.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

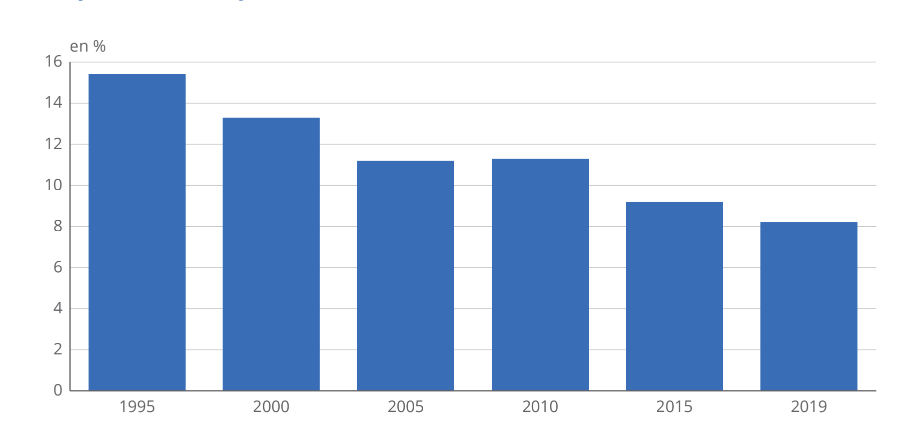


Espérance de vie en bonne santé



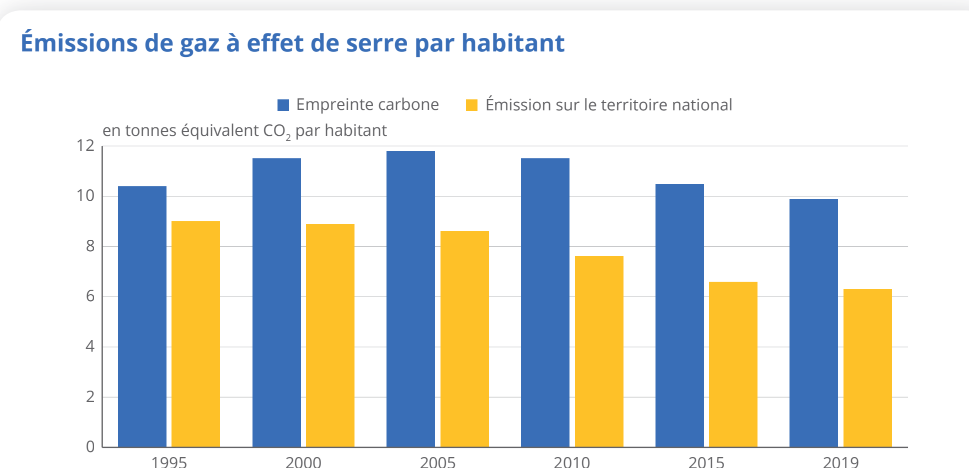
Lecture : en 2019, en France, l'espérance de vie en bonne santé des femmes est de 64,6 ans.
Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2010, y compris Mayotte à partir de 2015.
Source : Insee, statistiques de l'état civil et enquête Statistiques sur les revenus et les conditions de vie.

Sorties précoces du système éducatif



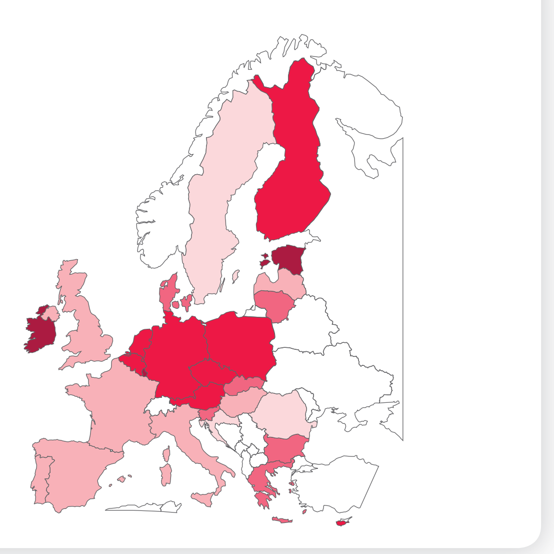
Lecture : en 2019, 8,2 % des 18-24 ans sortent précocement du système éducatif.
Champ : France hors Mayotte, personnes de 18 à 24 ans.
Source : Eurostat (extraction du 15 décembre 2020).

Émissions de gaz à effet de serre par habitant



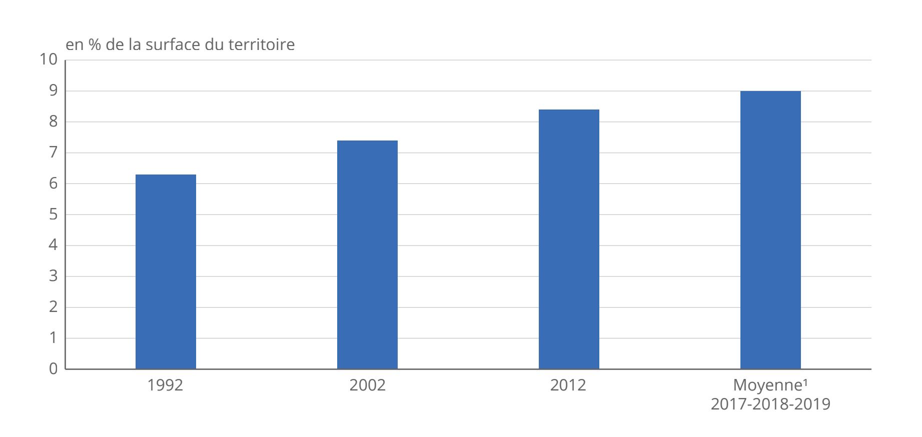
Lecture : en 2019, l'empreinte carbone pour les 3 principaux gaz à effet de serre (CO_2, CH_4 et N_2O) s'élève à 9,9 tonnes équivalent CO_2 par habitant.
Champ : France et Saint Martin (périmètre Kyoto).
Sources : Insee ; SDES.

Émission de gaz à effet de serre par habitant en 2018



Note : émissions en tonnes équivalent CO_2 par personne (sur le territoire national) pour les gaz suivants : CO_2, N_2O, CH_4, HCF, PFC, SF_6, NF_3.
Lecture : en 2018, en France, un habitant émet en moyenne l'équivalent de 6,6 tonnes de CO_2 contre 8,2 tonnes de CO_2 pour l'ensemble de l'Union européenne à 28.
Champ : ensemble des secteurs sources d'émissions atmosphériques, hors UTCATF et *items*.
Source : Eurostat (extraction du 16 décembre 2020).

Artificialisation des sols



1. L'enquête est devenue triennale.
Lecture : en 2019, les sols artificialisés couvrent 9 % de la superficie du territoire national.
Champ : France métropolitaine
Source : SDES d'après ministère chargé de l'agriculture (SSP).



Glossaire

Glossaire

Accidents corporels de la circulation

Est défini comme accident corporel de la circulation tout accident impliquant au moins un véhicule, survenant sur une voie ouverte à la circulation publique, et dans lequel au moins une personne est blessée ou tuée.

Acquisition de la nationalité française

Il y a acquisition de la nationalité française lorsqu'une personne devient Française après la naissance. Elle s'opère dans des conditions fixées par la loi, selon trois modes d'acquisition :

- par déclaration (notamment mariage)
- par décret (naturalisation)
- automatique, sans formalité (de plein droit)

Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques (S.13) est l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des biens et des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales et dont les ressources proviennent majoritairement de contributions obligatoires.

Âge conjoncturel de départ à la retraite

L'âge conjoncturel de départ à la retraite mesure l'âge moyen de départ à la retraite une année donnée, en neutralisant les différences de taille de génération.

Aides sociales à l'hébergement (ASH)

Les aides sociales à l'hébergement servent à acquitter tout ou partie du tarif « hébergement » des établissements pour les personnes handicapées ou les personnes âgées à faibles ressources. Elles peuvent également servir à rémunérer des accueillants familiaux et sont cumulables avec l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Aire d'attraction des villes

L'aire d'attraction d'une ville définit l'étendue de l'influence d'une ville sur les communes environnantes. Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Allocataire de minima sociaux

Toute personne allocataire administrative d'une prestation relevant de la catégorie des minima sociaux est qualifiée d'allocataire de minima sociaux.

Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)

L'ACTP est une aide financière permettant d'assumer les frais occasionnés par l'emploi d'une tierce personne pour aider le bénéficiaire en situation de handicap dans les actes du quotidien. Elle a été remplacée le 1er janvier 2006 par la prestation de compensation du handicap (PCH) mais les anciens allocataires peuvent continuer à en bénéficier.

Allocation aux adultes handicapés (AAH)

L'AAH garantit un revenu minimum aux personnes handicapées. Ce droit est ouvert dès lors que la personne handicapée ne peut prétendre à une pension de retraite, un avantage invalidité ou une rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à celui de l'AAH.

Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)

Cette allocation différentielle est versée aux personnes âgées (65 ans ou plus ou ayant atteint l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'inaptitude) disposant de faibles ressources, quel que soit le nombre de trimestres validés auprès de régimes de retraite.

Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

L'APA est une prestation qui permet de financer les dépenses d'aide auxquelles font face les personnes de 60 ans ou plus en perte d'autonomie, qu'elles résident à domicile ou en établissement.

Allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)

Cette allocation est une prestation mensuelle accordée à certaines personnes invalides ayant de faibles ressources, et ne remplissant pas les conditions d'âge pour percevoir l'Aspa.

Allocation supplémentaire vieillesse (ASV)

Cette allocation du second étage du minimum vieillesse est une allocation différentielle qui permet d'atteindre le seuil du minimum vieillesse. Elle est encore versée aux bénéficiaires du minimum vieillesse qui ont choisi de ne pas recevoir l'ASPA.

Amende forfaitaire

L'auteur d'une contravention (quatre premières classes) condamné à payer une amende peut, pour éviter toute poursuite pénale, soit la payer immédiatement à l'agent qui l'a verbalisé, soit la payer ultérieurement par un timbre-amende. L'amende peut être majorée si les délais de paiement ne sont pas respectés.

Apprenti

Un apprenti est un jeune âgé de 16 à 25 ans (sauf dérogation) qui prépare un diplôme ou un titre à finalité professionnelle reconnu, dans le cadre d'un contrat de travail particulier, associant une formation en entreprise et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis.

Artificialisation des sols

Transformation d'un sol à caractère agricole, naturel ou forestier par des actions d'aménagement, pouvant entraîner son imperméabilisation totale ou partielle. Ce changement d'usage des sols, le plus souvent irréversible, a des conséquences qui peuvent être préjudiciables à l'environnement et à la production agricole.

Artisanat

L'artisanat regroupe les personnes physiques ou morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État.

Autres hébergements collectifs touristiques

Les autres hébergements collectifs touristiques (AHCT) sont les résidences hôtelières de tourisme, les villages de vacances et maisons familiales de vacances, les auberges de jeunesse et centres internationaux de séjour, les centres sportifs.

Bailleurs privés

Les bailleurs privés se définissent comme des ménages propriétaires bailleurs ou des bailleurs personnes morales appartenant au secteur privé.

Bailleurs publics

Les bailleurs publics regroupent les organismes d'habitation à loyer modéré (HLM), les sociétés d'économie mixte (SEM), l'État, les collectivités locales et les établissements publics ; que le logement soit conventionné ou non et que son loyer relève de la législation HLM ou non.

Biens

Les biens sont des objets physiques produits pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.

Biodiversité

La biodiversité est la diversité des organismes vivants, qui s'apprécie en considérant la diversité des espèces, celle des gènes au sein de chaque espèce, ainsi que l'organisation et la répartition des écosystèmes.

Branche agricole

La branche agricole est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes.

Brevet

Le brevet protège une innovation technique, c'est-à-dire un produit ou un procédé qui apporte une solution technique à un problème technique donné. L'invention pour laquelle un brevet pourra être obtenu doit également être nouvelle, impliquer une activité inventive et être susceptible d'application industrielle.

Cambriolage

Le cambriolage est un vol dans un local d'habitation ou lieu destiné à l'entrepôt de valeurs ou marchandises, aggravé quand il est commis par effraction, ruse ou escalade. L'usage de fausses clefs pour entrer dans les lieux est assimilé à une effraction.

Carrière complète

Une personne a une carrière dite complète si elle a validé un nombre de trimestres supérieur à un seuil de durée, défini par la législation pour chaque génération.

Changement climatique

le changement climatique correspond à la variation du climat due à des facteurs naturels ou humains.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par une unité statistique (entreprise, unité légale) avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante.

Chômeur (au sens du Bureau International du Travail (BIT))

Un chômeur au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne âgée de 15 ans ou plus :
- sans emploi durant une semaine donnée ;
- disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- qui a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Commerce

Le commerce regroupe les unités statistiques (entreprises, unité légales ou établissements) dont l'activité principale consiste à revendre des marchandises achetées à des tiers, sans les transformer.

Commerce de détail

Le commerce de détail consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues.

Commerce de gros

Le commerce de gros comprend les unités statistiques (entreprises, unité légales ou établissements) dont l'activité principale consiste à acheter des marchandises par quantités importantes et à les vendre à des détaillants, à des utilisateurs professionnels ou à des collectivités.

Commerce et réparation automobiles

Le commerce et la réparation automobiles comprennent le commerce de gros ou le commerce de détail, sous toutes leurs formes, en neuf comme en occasion, de véhicules automobiles, y compris véhicules utilitaires et motos, de leurs pièces, ainsi que les services de réparation et de maintenance de ces véhicules.

Condamnation inscrite au casier judiciaire

une condamnation inscrite au casier judiciaire est une décision de justice déclarant une personne coupable d'avoir commis une infraction et prononçant une peine. Lorsqu'elle n'est plus susceptible d'une voie de recours, la condamnation est inscrite au casier judiciaire national ; une condamnation prononcée par défaut, bien que non définitive, est également inscrite au casier judiciaire national.

Consommation de soins et de biens médicaux

La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) comprend les soins hospitaliers, les soins ambulatoires, les transports sanitaires, les médicaments et les autres biens médicaux.

Consommation effective des ménages

La consommation effective des ménages inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part.

Consommation finale brute d'énergie

Somme de la consommation finale d'énergie, des pertes de réseau et de l'électricité et/ou chaleur consommées par la branche énergie pour produire de l'électricité et/ou de la chaleur.

Construction

L'activité de construction est essentiellement une activité de mise en œuvre ou d'installation sur le chantier du client et qui concerne aussi bien les travaux neufs que la rénovation, la réparation ou la maintenance. Ces industries correspondent à la section F de la NAF Rév. 2.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée (CDD) est un contrat de travail par lequel un employeur recrute un salarié pour une durée limitée. Un tel contrat n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire et seulement dans les cas énumérés par la loi (Code du Travail, art. L1242-2 et L1242-3).

Contribution à la croissance du PIB (comptabilité nationale)

Le PIB peut être calculé comme la somme de ses différentes composantes. Toute variation de l'une de ses composantes a un effet sur la croissance du PIB. La contribution d'une composante à la croissance du PIB entre t et t-1 est égale à la croissance de cette composante pondérée par son poids dans le PIB à la période t-1.

Contribution pour le remboursement de la dette sociale

La contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS) est un impôt dû par les personnes physiques domiciliées en France pour l'impôt sur le revenu. C'est un prélèvement à la source sur les revenus d'activité, de remplacement ,du patrimoine et de placements.

Contribution sociale généralisée

La contribution sociale généralisée (CSG) est un impôt dû par les personnes physiques domiciliées en France pour l'impôt sur le revenu. C'est un prélèvement à la source sur la plupart des revenus.

Correction des variations saisonnières

La correction des variations saisonnières permet d'éliminer l'effet de fluctuations périodiques infra-annuelles dues au calendrier et aux saisons, de manière à faire ressortir les évolutions les plus significatives de la série. Celles-ci sont contenues dans la tendance et la composante irrégulière.

Correction territoriale

Dans les comptes nationaux, la correction territoriale représente les dépenses des résidents à l'étranger (importations) moins les dépenses des non-résidents en France (exportation).

Couple au sein d'un ménage

Le couple au sein d'un ménage correspond à un ensemble formé de deux personnes de 14 ans ou plus, qui partagent la même résidence principale et qui répondent à au moins l'un des critères suivants : elles déclarent toutes les deux vivre en couple ou être mariées, pacsées ou en union libre.

Coût du travail

Le coût de la main d'œuvre, ou coût du travail, représente l'ensemble des dépenses encourues par les employeurs pour l'emploi de salariés. Il s'agit d'un coût de la main d'œuvre salariée, raison pour laquelle il est d'ailleurs parfois appelé coût salarial.

Création d'entreprise

Une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet évènement.

Crime

un crime correspond à l'nfraction la plus grave, jugée par la cour d'assises et dont l'auteur encourt une peine de réclusion criminelle, à perpétuité ou à temps à laquelle peuvent s'ajouter des amendes et toute autre peine complémentaire. La tentative

de crime est punie comme le crime (homicide volontaire, coups mortels, viol, vol à main armée, etc.).

Critères de convergence

Les critères de convergence (ou « critères de Maastricht ») sont des critères établis lors du traité de Maastricht, fondés sur des indicateurs économiques que doivent respecter les pays membres de l'Union européenne (UE) candidats à l'entrée dans la zone euro et qu'ils doivent continuer à respecter une fois entrés.

Déchet

Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention de se défaire est un déchet.

Déciles

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffres d'affaires, etc., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties d'effectifs égaux.

Défaillance d'entreprise

Une unité légale est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Déficit public

Le déficit public au sens de Maastricht correspond au besoin de financement (B9NF) des administrations publiques. C'est le solde du compte de capital des administrations publiques. Il est souvent présenté en points de PIB (rapport, exprimé en pourcentage, entre le besoin de financement et le produit intérieur brut).

Déflateur

Un déflateur mesure les variations de prix dans un domaine de l'économie en divisant la grandeur en valeur par cette même grandeur en volume.

Délit

Au sens juridique, une délit est une infraction réprimée à titre principal, par une peine correctionnelle telle que l'emprisonnement d'un maximum de 10 ans, d'une amende, d'un travail d'intérêt général, d'un stage de citoyenneté ou encore de peines complémentaires.

Dépense de formation professionnelle continue

La dépense de formation professionnelle continue (c'est-à-dire la formation des personnes ne relevant pas du système de formation initiale) comprend trois composantes : les dépenses ou frais de formation, les allocations et rémunérations perçues par les stagiaires et les frais d'investissement.

Dépense intérieure d'éducation

La dépense intérieure d'éducation rassemble toutes les dépenses effectuées, sur le territoire national, par l'ensemble des agents économiques, administrations publiques centrales et locales, entreprises et ménages, pour les activités d'éducation.

Dépense intérieure de recherche et développement expérimental

La dépense intérieure de recherche et développement expérimental comprend les moyens financiers (nationaux et étrangers) mobilisés pour l'exécution des travaux de recherche et développement (R&D) sur le territoire national par le secteur des administrations et par le secteur des entreprises.

Dépense totale de santé

La dépense totale de santé est évaluée à partir de la dépense courante de soins et de biens médicaux en retirant les indemnités journalières , une partie des dépenses de prévention , les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant l'investissement du secteur de la santé ainsi que les dépenses liées au handicap et à la dépendance.

Dépense touristique intérieure

La dépense touristique intérieure est la part de la consommation touristique intérieure acquise contre paiement effectué, soit par les visiteurs eux-mêmes, soit par d'autres agents agissant en leur faveur. Elle est égale à la consommation touristique intérieure, à l'exception des loyers imputés aux propriétaires de résidences secondaires.

Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages comprend les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins.

Dépenses de services culturels et récréatifs

Les dépenses de services culturels et récréatifs sont les dépenses de consommation finale des ménages en services culturels et récréatifs (voir la section R de la classification des produits française CPF rev 2.1).

Dépenses pré-engagées

Les dépenses pré-engagées sont les dépenses réalisées par les ménages dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (dépenses liées au logement, services de télécommunications, cantine, services de télévision, assurances, services financiers).

Dépenses publiques

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de Sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés.

Détention provisoire

Mesure ordonnée par le juge des libertés et de la détention à la demande du juge d'instruction. Ce dernier peut demander

de placer en prison - avant son jugement - une personne mise en examen pour crime ou délit puni d'au moins trois ans d'emprisonnement. La détention provisoire doit être motivée selon les conditions prévues par la loi.

Détenu

Un détenu est une personne incarcérée sur décision de Justice dans un établissement pénitentiaire.

Dette au sens de Maastricht

La dette au sens de Maastricht couvre trois passifs financiers de l'ensemble des administrations publiques: les numéraires et dépots, les titres de créances et les crédits. C'est une dette brute, consolidée et exprimée à sa valeur de remboursement, définie sur des concepts du Système européen de comptes nationaux .

Économie circulaire

L'économie circulaire désigne l'organisation d'activités économiques et sociales recourant à des modes de production, de consommation et d'échange fondés sur l'écoconception, la réparation, le réemploi et le recyclage, et visant à diminuer les ressources utilisées ainsi que les dommages causés à l'environnement.

Effort de recherche

L'effort de recherche est la part du produit intérieur brut aux prix du marché (PIB) consacrée aux dépenses intérieures de R&D.

Emplacement de passage

L'emplacement de passage est un emplacement destiné à une clientèle touristique pour une durée de moins d'un an.

Emploi (au sens du Bureau International du Travail (BIT))

Une personne en emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congés annuels, maladie, maternité, etc.) et de durée.

Emploi agricole

La notion d'emploi agricole comprend toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole.

Emploi en équivalement temps-plein

L'emploi en équivalent temps-plein est égal au nombre total d'heures travaillées dans l'activité considérée divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Emploi salarié / non salarié

Les personnes salariées travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre entité en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination. Les non-salariés travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Empreinte carbone

L'empreinte carbone de la France représente la quantité de gaz à effet de serre (GES) induite par la demande finale intérieure d'un pays (consommation des ménages, des administrations publiques et des organismes à but non lucratif et les investissements), que les biens ou services consommés soient produits sur le territoire national ou importés.

Empreinte matières

L'empreinte matières est un indicateur estimant la quantité de matière mobilisée pour satisfaire la consommation au sens large (biens, services, utilisation d'infrastructures) d'un individu, d'une population, d'un territoire ou d'une activité, quel que soit le lieu de production de ces biens et services (production intérieure ou importations).

Emprisonnement

L'emprisonnement est une peine privative de liberté encourue en matière de délit. Les peines d'emprisonnement varient de deux mois à dix ans. Elles peuvent être assorties de sursis. Le sursis peut être simple ou avec mise à l'épreuve.

Énergie finale

L'énergie finale ou disponible est l'énergie livrée au consommateur pour sa consommation finale (essence à la pompe, électricité au foyer, etc.).

Énergies renouvelables

Les énergies renouvelables sont dérivées de processus naturels en perpétuel renouvellement, notamment celles d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique ou végétale (bois, biocarburants , etc.).

Enfant d'une famille

Est comptée comme enfant d'une famille toute personne vivant au sein du même ménage que son (ses) parent(s) avec le(s) quel(s) elle forme une famille, si elle est célibataire et n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant.

Enseignement du premier degré

L'enseignement du premier degré regroupe les enseignements préélémentaire et élémentaire, dispensés dans les écoles maternelles, élémentaires et primaires.

Enseignement du second degré

L'enseignement du second degré, ou enseignement secondaire, est dispensé dans les collèges puis dans les lycées généraux, technologiques ou professionnels.

Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur regroupe les enseignements généraux, techniques ou professionnels qui demandent de disposer d'un niveau de formation supérieur ou égal au baccalauréat ou à son équivalent.

Entreprise

L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

Entreprise de taille intermédiaire

Une entreprise de taille intermédiaire (ETI) est une entreprise qui a entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Entreprise individuelle

Une entreprise individuelle est une entreprise en nom propre ou en nom personnel. L'identité de l'entreprise correspond à celle du dirigeant, qui est responsable sur ses biens propres.

Entreprise publique

Une entreprise publique est une entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Espérance de vie

L'espérance de vie à la naissance représente la durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité par âge de l'année considérée. C'est un cas particulier de l'espérance de vie à l'âge x, c'est-à-dire le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de cet âge x dans les conditions de mortalité par âge de l'année

Espérance de vie en bonne santé

L'espérance de vie en bonne santé est la durée de vie moyenne en bonne santé - c'est-à-dire sans limitation irréversible d'activité dans la vie quotidienne ni incapacités - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité et de morbidité de l'année.

Étranger

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française.

Étudiant

Un étudiant est une personne inscrite dans une formation de l'enseignement supérieur.

Évolution en termes réels

Les évolutions à prix courants sont déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un résultat calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution générale des prix.

Exportations

Les exportations sont les ventes déclarées par les unités statistiques (entreprise, unité légale) à l'exportation (c'est-à-dire hors du pays de résidence) et qui comprennent les livraisons intracommunautaires.

Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services sont des opérations (ventes, troc et dons) par lesquelles des résidents fournissent des biens et des services à des non-résidents.

Famille monoparentale

Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Famille recomposée

Une famille recomposée comprend un couple d'adultes, mariés ou non, et au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des conjoints. Les enfants qui vivent avec leurs parents et des demi-frères ou demi-sœurs font aussi partie d'une famille recomposée.

Fédération sportive

Une fédération sportive organise et assure la promotion de la pratique de sa ou ses disciplines, de l'activité de loisir au sport de haut niveau. Elle est l'union d'associations sportives (régies par la loi de 1901).

Filiale

Une filiale est une unité légale détenue à plus de 50 % par une autre unité légale.

Firme multinationale étrangère

Une firme multinationale étrangère est un groupe de sociétés dont le centre de décision est situé à l'étranger et qui contrôle au moins une filiale en France.

Firme multinationale française

Une firme multinationale française est un groupe de sociétés dont le centre de décision est situé en France et qui contrôle au moins une filiale à l'étranger.

Fonction publique

La fonction publique regroupe les organismes soumis au droit administratif dans lequel le recrutement se fait sur la base du droit public.

Elle se décompose en 3 versants :
- la fonction publique de l'État (FPE),
- la fonction publique territoriale (FPT),
- et la fonction publique hospitalière (FPH).

Fond urbain

Le terme fond urbain indique que les mesures de concentrations de polluants atmosphériques dans l'air ont été faites sur des points de prélèvement situés dans une zone urbaine où les niveaux sont représentatifs de l'exposition de la population urbaine en général.

Fragmentation

La fragmentation est un phénomène artificiel de morcellement de l'espace, qui peut ou pourrait empêcher une ou plusieurs espèces de se déplacer comme elles le devraient et le pourraient en l'absence de facteur de fragmentation.

Gaz à effet de serre

un gaz à effet de serre est un gaz d'origine naturelle (vapeur d'eau) ou anthropique (liée aux activités humaines) absorbant et réémettant une partie des rayons solaires (rayonnement infrarouge), phénomènes à l'origine de l'effet de serre.

Grande entreprise

Une grande entreprise (GE) est une entreprise qui vérifie au moins une des deux conditions suivantes :
- avoir au moins 5 000 salariés ;
- avoir plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de 2 milliards d'euros de total de bilan.

Groupe de sociétés

Un groupe de sociétés est une entité économique formée par une société contrôlante et l'ensemble des sociétés qu'elle contrôle.

Halo autour du chômage

Une personne dans le halo autour du chômage est une personne sans emploi qui soit a recherché un emploi mais n'est pas disponible pour travailler, soit n'a pas recherché d'emploi mais souhaite travailler et est disponible pour travailler, soit souhaite travailler mais n'a pas recherché un emploi et n'est pas disponible pour travailler.

Hébergement collectif touristique

Un hébergement collectif touristique est une installation qui, régulièrement ou occasionnellement, pourvoit à l'hébergement de touristes.

Immigré

Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Un individu continue à être immigré même s'il acquiert la nationalité française.

Descendant d'immigré

un descendant d'immigré est une personne née en France et ayant au moins un parent immigré.

Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services sont des opérations (achats, troc et dons) par lesquelles des non-résidents fournissent des biens et des services à des résidents.

Indicateur conjoncturel de fécondité

L'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

Indicateur de limitation d'activité générale (GALI)

L'indicateur de limitation d'activité générale (GALI) dénombre les personnes déclarant être limitées depuis au moins six mois, à cause d'un problème de santé, dans les activités que les gens font habituellement.

Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs

L'indice d'abondance des populations d'oiseaux communs, ou indice du suivi temporel des oiseaux communs (STOC), permet de suivre l'évolution des populations d'oiseaux nicheurs généralistes et spécialistes des milieux agricoles, forestiers et bâtis en France métropolitaine dans le temps et dans l'espace, grâce à un protocole standardisé.

Indice de Gini

L'indice de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

Industrie

Relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché.

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de transformation des biens, c'est-à-dire principalement des industries de fabrication pour compte propre, mais comprend aussi la réparation et l'installation d'équipements industriels ainsi que des opérations en sous-traitance pour un tiers donneur d'ordres.

Inflation

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle

doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.).

Innovation

L'innovation désigne l'introduction sur le marché d'un produit ou d'un procédé nouveau ou significativement amélioré par rapport à ceux précédemment élaborés par l'unité légale.Deux types d'innovation sont distingués : les innovations de produits (biens ou services) et de procédés (incluant les innovations d'organisation et de marketing).

Institutions sans but lucratif au service des ménages

Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) regroupe les entités juridiques qui sont des producteurs non marchands privés au profit des ménages et dont l'essentiel des ressources provient de contributions volontaires des ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Intensité de la pauvreté

L'intensité de la pauvreté permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. Comme Eurostat, l'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense.

Investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers sont les investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer une influence significative sur sa gestion, dans le cadre d'une relation à long terme.

Licence sportive

La licence sportive est un acte unilatéral de la fédération sportive qui permet, pendant une année, de prendre part aux activités organisées par la fédération ou un de ses clubs (pratique d'un ou plusieurs sports, participation à des compétitions), et éventuellement au fonctionnement de la fédération (cela dépend des statuts de celle-ci).

Logement

Un logement est un local utilisé pour l'habitation :

- séparé, c'est-à-dire fermé par des murs et cloisons, sans communication avec un autre local sauf avec les parties communes de l'immeuble (couloir, escalier, etc.) ;
- indépendant, c'est-à-dire ayant une entrée avec accès direct sur l'extérieur ou sur les parties communes de l'immeuble.

Logement vacant

Un logement est vacant s'il est inoccupé et :

- proposé à la vente, à la location,
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation,
- en attente de règlement de succession,
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,
- sans affectation précise par le propriétaire (logement vétuste, etc.).

Loyer

Un loyer est la somme versée par un locataire en contrepartie de la jouissance d'un logement. Le loyer ne comprend pas les charges locatives (entretien des parties communes, eau, énergie, etc.).

Marge commerciale

Pour un exercice comptable donné, la marge commerciale réalisée par une unité statistique (entreprise, unité légale, etc.), est définie comme la différence entre le montant hors taxes des ventes de marchandises et le coût d'achat hors taxes des marchandises vendues.

Médiane

Si on ordonne une distribution, la médiane partage cette distribution en deux parties d'effectifs égaux. Ainsi, pour une distribution de salaires, 50 % des salaires se situent sous la médiane et 50 % au dessus.

Ménage

Un ménage, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne.

Ménage complexe

Un ménage complexe se définit par rapport aux autres types de ménages. Il s'agit d'un ménage qui n'est pas composé soit d'une seule personne, soit d'une seule famille (un couple sans enfant, un couple avec enfants ou une famille monoparentale).

Micro-entrepreneur

Un micro-entrepreneur bénéficie du régime de même nom (appelé auto-entrepreneur jusque 2014), qui offre des formalités de création d'entreprise allégées et un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Il s'applique aux entrepreneurs individuels qui en font la demande, sous certaines conditions.

Microentreprise

Une microentreprise est une entreprise occupant moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. Les microentreprises font partie des petites et moyennes entreprises (PME).

Minima sociaux

Les minima sociaux visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ces prestations sont non contributives, c'est-à-dire versées sans contrepartie de cotisations.

Mise en chantier

Une construction est considérée comme mise en chantier (ou commencée) quand le maître d'ouvrage fournit une déclaration d'ouverture de chantier (DOC).

Musée national

Les musées nationaux sont les musées dont les collections appartiennent à l'État. On distingue les musées relevant du ministère de la Culture dont la liste est inscrite dans le code du patrimoine (articles R. 421-2 et suivants), et les musées qui sont placés sous la tutelle d'un autre ministère.

Naissance

Toute naissance survenue sur le territoire français fait l'objet d'une déclaration à l'état civil. Cette déclaration doit être faite dans les cinq jours (voire huit jours pour certaines communes de Guyane) suivant l'accouchement, le jour de l'accouchement n'étant pas compté dans ce délai.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière. La naturalisation est un mode d'acquisition de la nationalité française qui n'est pas automatique. Elle se fait par décision de l'autorité publique (décret) et est accordée à l'étranger sous certaines conditions.

Nitrates

Les nitrates sont une des formes de l'azote. Utiles à la croissance des végétaux, ils sont d'origine naturelle ou non (engrais azotés minéraux).

Niveau de vie

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Nuitée

Le nombre de nuitées correspond au nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Orthophosphate

L'orthophosphate correspond à la forme du phosphore dissous dans l'eau la plus simple et la plus répandue. Les matières phosphorées ont pour origine de façon quasi égale l'érosion des sols, l'activité agricole (engrais phosphatés), l'industrie et les rejets urbains, avec l'utilisation de détergents.

Ozone

L'ozone est un gaz au pouvoir très oxydant, formé de trois atomes d'oxygène (O_3).

Pacte civil de solidarité

Le pacte civil de solidarité (Pacs) est un contrat entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

Particules PM10 et PM2,5

Les particules en suspension (notées PM en anglais pour *particulate matter*) incluent les matières microscopiques en suspension dans l'air ou dans l'eau. Les particules en suspension dans l'air se nomment aérosol. Les PM10 regroupent les particules de diamètre inférieur à 10 µm, les PM2,5 celles inférieures à 2,5 µm.

Pauvreté en conditions de vie

La pauvreté en conditions de vie, ou privation matérielle, au sens d'Eurostat désigne une situation de difficulté économique durable définie comme l'incapacité à couvrir un nombre minimal de dépenses dans une liste prédéfinie.

Pauvreté monétaire

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. En France et en Europe, le seuil est le plus souvent fixé à 60 % du niveau de vie médian.

Pêches professionnelles

Contrairement au pêcheur de loisir, le pêcheur professionnel tire son revenu du produit de sa pêche. La pêche maritime est pratiquée en mer ou en estuaire. Selon la transformation réalisée à bord des navires, on distingue pêche fraîche et pêche congelée (ou transformée). La pêche continentale est pratiquée en eau douce (étang, rivière).

Pension de retraite

Une pension de retraite est une prestation sociale en rente destinée aux personnes âgées. Elle est versée par un régime de retraite. Les pensions de retraite de droit direct sont versées aux personnes qui ont acquis des droits ; les pensions de droit dérivé aux survivants de personnes qui avaient acquis des droits propres.

Personne de référence du ménage

La personne de référence du ménage est déterminée à partir de la structure familiale du ménage et des caractéristiques des individus. Dans le recensement de la population, c'est en général la plus âgée des personnes en couple et en activité. Dans les autres enquêtes, c'est le principal apporteur de ressources, et s'ils sont plusieurs, l'actif le plus âgé.

Personne mise en cause

une personne mise en cause est une personne ayant été entendue par la police ou la gendarmerie et à l'encontre de laquelle sont réunis dans la procédure transmise au parquet des éléments graves attestant qu'elle a commis ou tenté de commettre un ou plusieurs délits ou crimes.

Petite et moyenne entreprise

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont celles qui occupent moins de 250 personnes, et qui ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros. Elles incluent la catégorie des microentreprises.

Population active (au sens du Bureau International du Travail (BIT))

La population active au sens du Bureau International du Travail (BIT) comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT.

Pouvoir d'achat des ménages (comptabilité nationale)

Le pouvoir d'achat correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter.

Prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et les institutions européennes sans aucune contrepartie directe et immédiate.

Prestation de compensation du handicap (PCH)

La PCH est une prestation en nature permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge pour les personnes en situation de handicap : aides humaines, techniques, aménagement du logement, du véhicule,
charges exceptionnelles et spécifiques, aides animalières. Elle remplace depuis 2006 l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP).

Prix à la consommation (Indice des)

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

Prix CAF (coût, assurance, fret)

Le prix CAF est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix FAB (franco à bord)

Le prix FAB est le prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production hors subventions (agriculture)

La valeur de la production agricole au prix du producteur est la valeur des productions vendues, stockées ou immobilisées au cours de la période, augmentée de l'autoconsommation et de l'intraconsommation d'alimentation animale sur l'exploitation agricole.

Produit intérieur brut aux prix du marché

Le produit intérieur brut aux prix du marché vise à mesurer la richesse créée par tous les agents, privés et publics, sur un territoire national, pendant une période donnée. Agrégat clé de la comptabilité nationale, il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Promotion immobilière

la promotion immobilière consiste à réunir les moyens juridiques, financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente.

Protection de l'environnement

la protection de l'environnement désigne les actions visant à prévenir, réduire les émissions de polluants et les autres dégradations causées à l'environnement.

Quartiers prioritaires de la politique de la ville

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Quartiles

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires, etc., les quartiles sont les valeurs qui partagent cette distribution en quatre parties égales.

Rapport démographique

Le rapport démographique est égal au rapport entre le nombre de personnes en emploi (emploi intérieur) et le nombre de retraités.

Ratio S80

Le ratio S80/S20 mesure la disparité relative de la distribution d'une grandeur donnée (salaire, revenu, niveau de vie etc.). Ainsi, pour une distribution de revenus, S80/S20 rapporte la masse des revenus détenue par les 20 % d'individus les plus riches à celle détenue par les 20 % des personnes les plus pauvres.

Réclusion

La réclusion est une peine criminelle de droit commun, privative de liberté, d'une durée comprise entre dix ans et la perpétuité.

Recyclage

Toute opération de valorisation par laquelle les déchets (y compris organiques) sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.

Résidence de tourisme

Une résidence de tourisme est un établissement commercial d'hébergement classé, faisant l'objet d'une exploitation permanente ou saisonnière.

Résidence principale

Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Résidence secondaire

Une résidence secondaire est un logement utilisé pour des séjours de courte durée (week-ends, loisirs, ou vacances). Les logements meublés mis en location pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Résidents

Les résidents sont les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France.

Ressources naturelles

Les ressources naturelles correspondent aux sources de matière et d'énergie accessibles économiquement dans l'environnement naturel sous forme primaire avant leur transformation par l'activité humaine.

Revenu d'activité non salariée

Le revenu d'activité non salariée est la somme des revenus nets découlant d'une activité non salariée ou indépendante au cours d'une année.

Revenu de solidarité active

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

Revenu disponible

Le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité nets des cotisations sociales, les indemnités de chômage, les retraites et pensions, les revenus du patrimoine (fonciers et financiers) et les autres prestations sociales perçues, nets des impôts directs.

Revenu disponible brut des ménages (comptabilité nationale)

les revenu disponible brut des ménages est le revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Salaire en équivalent temps plein (EQTP)

Le salaire en équivalent temps plein (EQTP) est un salaire converti à un temps plein pendant toute l'année, quel que soit le volume de travail effectif. Par exemple, pour un agent ayant occupé un poste de travail pendant six mois à 80 % et ayant perçu un total de 10 000 euros, le salaire en EQTP est de 10 000/(0,5*0,8) = 25 000 euros par an.

Salaire minimum de croissance

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) est le salaire horaire minimum légal en France métropolitaine ainsi que dans les départements d'outre-mer (DOM) et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Satisfaction dans la vie

La satisfaction, évaluée sur une échelle de 0 « pas du tout satisfait » à 10 « entièrement satisfait », permet de mesurer le bien-être subjectif des personnes. Leur qualité de vie est mesurée dans six domaines : la vie menée actuellement, le logement, le travail, les loisirs, les relations familiales et les relations amicales.

Secteur d'activité

Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée).

Services

Une activité de services se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une prestation technique ou intellectuelle. À la différence d'une activité industrielle, elle ne peut pas être décrite par les seules caractéristiques d'un bien tangible acquis par le client. Son produit final est immatériel, il n'est ni stockable, ni transportable.

Services principalement marchands non financiers

Les services principalement marchands non financiers comprennent :
- les services rendus aux entreprises,
- les services rendus aux particuliers,
- l'hébergement-restauration,
- les activités immobilières,
- l'information-communication.

Services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises regroupent globalement les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien.

Services rendus aux particuliers

Les services aux particuliers se caractérisent par la mise à disposition d'une prestation technique ou intellectuelle principalement à destination des particuliers (ou ménages), même si certains d'entre eux concernent également les entreprises.

Société

Une société est une entité dotée de la personnalité juridique. Elle est créée dans un but marchand : produire des biens ou des services pour le marché (source de profit ou d'autres gains financiers pour ses propriétaires). Elle est la propriété collective de ses actionnaires qui désignent les administrateurs responsables de sa direction générale.

Sociétés non financières

les sociétés non financières correspondent aux unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Soins ambulatoires

Au sens des comptes nationaux de la santé, les soins ambulatoires comprennent les soins de ville, ainsi que les transports sanitaires, les médicaments et autres biens médicaux délivrés en ambulatoire.

Soins hospitaliers

Les soins hospitaliers regroupent l'ensemble des services (soins et hébergement) de court et moyen séjours fournis par les hôpitaux du secteur public et par les hôpitaux du secteur privé.

Solde du commerce extérieur (comptabilité nationale)

Le solde du commerce extérieur est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (biens et services).

Solde migratoire

Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

Solde naturel

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Sortant précoce de l'éducation et de la formation

L'indicateur de sortants précoces de l'éducation et de la formation mesure la part des jeunes âgés de 18 à 24 ans qui sont en dehors de tout système de formation (formelle et non formelle) et qui sont peu ou pas diplômés (niveaux Cite 0 à 2 ; en France, détenant au plus le diplôme national du brevet).

Standard de pouvoir d'achat

Le standard de pouvoir d'achat (SPA) est une unité monétaire artificielle qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays. Ainsi, un SPA permet d'acheter le même volume de biens et de services dans tous les pays. Cette unité permet des comparaisons significatives en volume des indicateurs économiques entre les pays.

Subventions à l'agriculture

Les subventions à l'agriculture comprennent les subventions sur les produits (aides associées à certains types de production), qui ont pour la plupart disparu en 2010, et les subventions d'exploitation, entièrement restructurées dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) 2015, telles que le paiement de base (DPB), le paiement vert (aide agro-environnementale) et les aides pour calamités agricoles.

Taux d'activité

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (personnes en emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Taux d'autofinancement

Le taux d'autofinancement d'une entité économique mesure la part de son investissement qui pourrait être financée par son épargne brute. Il est égal au rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

Taux d'effort des ménages lié à la résidence principale

Le taux d'effort est le rapport entre la somme des dépenses liées à l'habitation principale et les revenus des ménages.

Taux d'épargne (comptabilité nationale)

Le taux d'épargne mesure la part du revenu disponible brut qui n'est pas utilisée par les ménages en dépense de consommation finale. Il est égal au rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut (non ajusté).

Taux d'épargne financière

Le taux d'épargne financière est le rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut (non ajusté).

Taux d'exportation

Le taux d'exportation est la part du chiffre d'affaires (CA) à l'export dans le chiffre d'affaires total.

Taux d'investissement (comptabilité nationale)

Au sens de la comptabilité nationale, le taux d'investissement rapporte l'investissement à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement (statistique d'entreprise)

Au sens des statistiques d'entreprises, le taux d'investissement correspond au (statistique d'entreprise) est le rapport des investissements corporels bruts hors apport à la valeur ajoutée (VA).

Taux d'emploi

Le taux d'emploi correspond au rapport entre le nombre de personnes en emploi et le nombre total de personnes.

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux de chômage de longue durée

Le taux de chômage de longue durée est la proportion de chômeurs de longue durée dans l'ensemble des actifs.

Taux de création d'entreprises

Le taux de création d'entreprises est le rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année n au stock d'entreprises au 31 décembre de l'année n-1.

Taux de fécondité

Le taux de fécondité à un âge donné est le nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année, rapporté à la population moyenne de l'année des femmes de même âge.

Taux de marge (comptabilité nationale)

Au sens de la comptabilité nationale, le taux de marge correspond au rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux de marge (statistique d'entreprise)

Au sens des statistiques d'entreprises, le taux de marge est le rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée (VA).

Taux de marge commerciale

Le taux de marge commerciale est le rapport entre la marge commerciale et la vente de marchandises.

Taux de mortalité

Le taux de mortalité est le rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité infantile

Le taux de mortalité infantile est le rapport entre le nombre d'enfants décédés à moins d'un an et l'ensemble des enfants nés vivants.

Taux de mortalité prématurée

Le taux de mortalité prématurée est le nombre de décès, au cours de l'année, d'individus âgés de moins de 65 ans, rapporté à la population moyenne totale des moins de 65 ans de la même année.

Taux de natalité

Le taux de natalité est le rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de pauvreté monétaire

Le taux de pauvreté monétaire correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) étant en situation de pauvreté monétaire.

Taux de valeur ajoutée

Le taux de valeur ajoutée est le rapport de la valeur ajoutée (VA) au chiffre d'affaires (CA).

Temps partiel

Un temps partiel est un temps de travail inférieur à la durée légale du travail ou à la durée conventionnelle si celle-ci est inférieure. Il doit obligatoirement faire l'objet d'un contrat de travail écrit. Le travail à temps partiel peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié.

Tonne d'équivalent pétrole

La tonne d'équivalent pétrole (tep) représente la quantité d'énergie contenue dans une tonne de pétrole brut. Cette unité est utilisée pour exprimer dans une unité commune la valeur énergétique des diverses sources d'énergie.

Tonne-kilomètre

Une tonne-kilomètre est une unité de mesure correspondant au transport d'une tonne sur une distance d'un kilomètre.

Transport de marchandises

Le transport de marchandises comprend tout mouvement de marchandises à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, fluvial, maritime, aérien, etc. Il se mesure en tonnes-kilomètres ou, sur un trajet donné, en tonnes.

Transport de voyageurs

Le transport de voyageurs comprend tout mouvement de voyageurs à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, maritime, aérien, etc. Il se mesure en voyageurs-kilomètres ou, sur un trajet donné, en nombre de voyageurs.

Transport ferroviaire intérieur

Le transport ferroviaire intérieur comprend tout mouvement de voyageurs réalisé sur le territoire national à bord de trains, de RER et de métros (hors tramways comptabilisés dans le transport routier).

Transport routier collectif

Le transport intérieur routier collectif comprend tout mouvement de voyageurs réalisé sur le territoire national à bord d'autocars, d'autobus et de tramways.

Transport routier particulier

Le transport intérieur routier particulier comprend tout mouvement de voyageurs réalisé sur le territoire national à

bord de voitures particulières ou de véhicules utilitaires légers ou deux et trois roues motorisés immatriculés en France ou à l'étranger.

Transport et entreposage

Les transports et l'entreposage comprennent les entreprises ayant leur activité principale exercée (APE) dans cinq secteurs de la NAF rév.2 : transports terrestres et transports par conduites, transports par eau, transports aériens, entreposage et services auxiliaires des transports, et activités de poste et de courrier.

Transports sanitaires

Les transports sanitaires comprennent : les transports spécialisés (ambulances privées, ambulances d'établissements publics hospitaliers, services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) des hôpitaux publics) et les transports non spécialisés utilisés par les malades (transports publics, taxis, voitures particulières).

Unité de consommation

Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on divise le revenu par le nombre d'unités de consommation (UC). Celles-ci sont généralement calculées de la façon suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage,
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus,
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Unité de travail annuel

L'unité de travail annuel (UTA) est l'unité de mesure de la quantité de travail humain fourni sur chaque exploitation agricole.Cette unité équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année.

Unité légale

L'unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Unité urbaine

Les unités urbaines sont construites en France métropolitaine et dans les DOM d'après la définition suivante : une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie

Le secteur UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie) permet de rapporter les flux de CO_2 entre différents réservoirs terrestres (biomasse, sols, etc.) et l'atmosphère qui ont lieu sur les surfaces gérées d'un territoire. Il peut ainsi constituer une source nette ou un puits net de CO2.

Valeur ajoutée

la valeur ajoutée correspond au solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs

La valeur ajoutée brute au coût des facteurs correspond au revenu dégagé par le capital et le travail engagé dans l'activité de production, une fois pris en compte tous les impôts à payer sur cette production et toutes les subventions à recevoir.

Voyage

Le voyage est défini comme tout départ du domicile, avec retour à celui-ci et au moins une nuit passée en dehors.

Voyageur-kilomètre

Le voyageur-kilomètre est une unité de mesure qui équivaut au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre.

Imprimerie Dupli-Print Mayenne – 733, rue Saint-Léonard – 53100 Mayenne

Dépôt légal : octobre 2021

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

s'adresse à tous ceux qui souhaitent disposer
d'un aperçu rapide et actuel sur la situation économique,
démographique et sociale de la France,
avec des comparaisons européennes.
Il est le fruit d'un travail mené avec les acteurs
du système statistique public.

Retrouvez les dernières données sur
insee.fr



ISSN (en cours)
ISBN 978-2-11-162337-8
REF. TBEF21
Octobre 2021 - Prix 19,80 €



